

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12572 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 2 JUILLET 1985

LA LIBÉRATION DES OTAGES DE BEYROUTH

L'Amérique applaudit le succès de M. Reagan mais s'interroge sur le prix payé

La femme de César

« A-t-il de la chance ? », demandait Mazarin dès qu'on avançait le nom d'un candidat à une mission délicate. La compétence ne venait qu'en second lieu. Le chancelier américain Reagan ne s'est pas montré plus brillant ou plus habile que son prédécesseur Jimmy Carter, aux prises avec l'interminable affaire des otages de Téhéran. Le voici pourtant tiré d'affaire, et, pour comble de bonne fortune, ses trente-neuf compatriotes détournés il y a dix-sept jours sont chez eux pour les flouffes patriotiques de l'Indépendance Day.

Étrange détournement en forme de parité de quatre coins ! M. Nabih Berri, chef des chiites libanais, a d'abord pris la place des preneurs d'otages en se disant tout à la fois « médiateur » et « étrange position pour un ministre de la justice » - « partie prenante ». Puis la Syrie s'est substituée à lui, après une vaine tentative pour impliquer la France ou la Suisse dans le déroulement d'une opération dont elles ne seraient pas sorties les mains très nettes. Le président Assad, qui a les moyens de se faire écouter, a obtenu tambour battant ce qui eût été refusé à tout autre.

Qui a gagné dans cette affaire ? M. Nabih Berri a prouvé qu'il pouvait amener à ses fins « réalistes » quelques excités « partisans de Dieu » proches de son mouvement. Il s'est montré au passage une bête de télévision, douée pour la menace courtoise et le chantage desolés. Mais si Damas a poussé les feux de façon décisive, c'est parce que la Syrie avait beaucoup à attendre d'un détournement heureux de l'affaire.

Outre le souci de faire oublier ses mécomptes avec ses alliés palestiniens qui avaient eu le mauvais goût de faire front commun avec les « arabistes » excrétés dans la « guerre des camps » et de bloquer l'assaut de ses amis d'Amal, l'habile homme de Damas avait l'occasion de sortir de sa solitude au Proche-Orient. Au moment où les États-Unis tentent, grâce au duo un peu dissenné de la Jordanie et de l'OLP - de franchir une étape vers un règlement négocié, on ne pouvait plus utilement se rappeler à leur bon souvenir. Au Liban même, c'est d'Israël que dépend le sort final de Jezzine, où se sont réfugiés des milliers de réfugiés chrétiens. Les Américains pourraient pousser leurs amis à retirer, pour complaire aux Syriens, l'armée du Liban Sud du général Lahad.

M. Roland Dumas, que l'on espère trop subtil pour asséner des vérités à contretemps, appelle à « tenir compte à l'avenir du rôle de Damas », qui « prend de plus en plus d'importance ». Aurait-il des assurances lui permettant d'oublier un instant que la Syrie n'a pas reculé pour acquiescer cette stature devant l'assassinat. Il n'y a pas si longtemps, d'un ambassadeur de France ? Et que deux Français, MM. Kauffmann et Seurat, viennent de prendre, dans un tout de passe-passe mitonné à Damas, la place des Américains pour attendre la libération des prisonniers chiites en Israël ?

Comme le rappelle justement le ministre des relations extérieures, « ceux qui se sont emparés de l'avion et ceux qui ont pris le relais ont eu partiellement satisfaction ». C'est la très amère conclusion de cette course d'obstacles dans laquelle « réalistes » et « fantasistes » se sont adroitement passés le témoin. Des États ont bel et bien négocié avec le terrorisme, discrètement et en sauveant les apparences. « Éléphants menaçants », comme le « New York Times », la vertu de la femme de César, qui ne devrait pas être soupçonnée, a succombé quelque part entre Washington, Paris, Jérusalem et Damas.

Au terme d'une détention de seize jours, les trente-neuf otages américains de Beyrouth sont arrivés ce lundi matin 1^{er} juillet à la base militaire américaine de Francfort, où ils ont été accueillis par le vice-président George Bush.

Ils devraient en principe regagner les États-Unis mercredi.

Le détournement du détournement constitue pour M. Reagan un succès terni par l'accusation d'avoir composé avec le terrorisme.

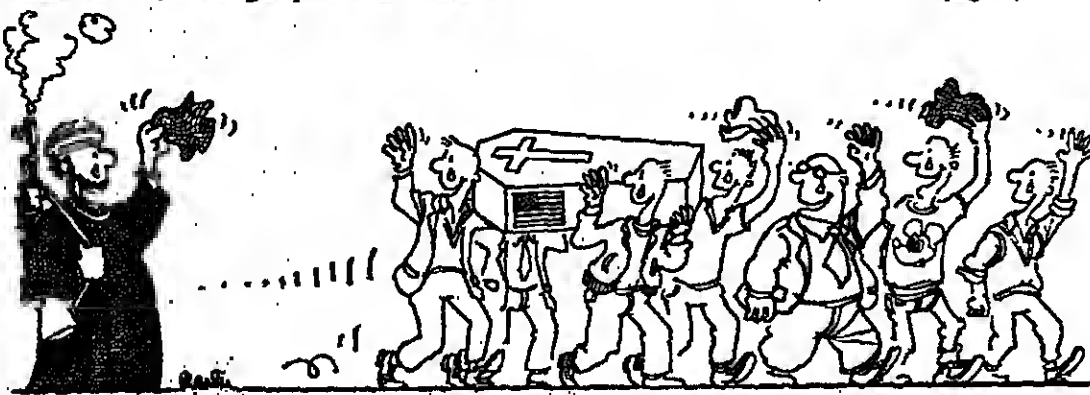
Correspondance

politique du président a donné des résultats et on répète que les États-Unis n'ont pris aucun engagement, n'ont fait aucune promesse aux terroristes ni incité aucun autre pays à faire des concessions. Aucun lien d'existence entre la remise en liberté des otages et celle, prochaine, des prisonniers chiites en Israël : telle est la litanie des milieux officiels, qui finissent par s'en convaincre eux-mêmes.

En fait, la négociation n'a jamais cessé, allant même jusqu'à la dernière minute, avec la publication, samedi, de la courte déclaration du département d'État, réaffirmant « le soutien que les États-Unis apportent depuis longtemps à la préservation du Liban, de son gouvernement, à sa stabilité et sa sécurité, et à l'allégement des souffrances de son peuple ».

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 3.)



AU-JOUR LE JOUR

Palau

Ce soir-là, un président de la République fourbu, mais content, rentrait chez lui après une paisible partie de pêche en mer. Devant sa maison, un commando de tueurs l'attendait : quatre balles, et l'affaire fut entendue. Il est mort à l'hôpital.

Cela s'est passé pendant le week-end à Koror (huit mille habitants), capitale de la République de Palau, archipel du Pacifique dont la population totale atteint à peine celle d'un canton de France.

Sur les atlas les plus détaillés, Palau ressemble à une guirlande de perles de mouche. Avec le terrorisme, on n'est tranquille nulle part.

BRUNO FRAPPAT.

LA CHUTE DES RÉSISTANTS FTP-MOI PARISIENS

Les ombres de 1943

Le film de Mosco Des terroristes à la retraite introduit le débat des « Dossiers de l'écraie », mardi soir 2 juillet, sur Antenne 2. Enquête auprès des survivants des Francs-tireurs et partisans - Males d'œuvre immigrée (FTP-MOI), ces résistants communistes étrangers, il est au cœur

d'une polémique sur la Résistance et le PCF, ce dernier ayant dans un premier temps obtenu sa déprogrammation. Plus de quarante ans après, chacun se livre au jeu de la mémoire, qui n'est pas toujours celui de la vérité, tant l'histoire est aussi un enjeu. Nous avons repris l'enquête, inter-

rogé les survivants. Nous avons ainsi découvert que le sort de la MOI ne s'est pas seulement joué en novembre 1943 (période au cœur de la polémique actuelle), mais dès le début de cette année-là. Avec deux personnages-clés jusqu'à aujourd'hui passés sous silence.

resserrent leur étau sur les FTP-MOI parisiens.

Enfin, la troisième permet de discuter les motivations du choix du PCF - laisser à la fin de 1943 à Paris des militants qui se savaient perdus - mais n'autorise pas à conclure, seul par une construction intellectuelle a posteriori, que le PCF aurait « donné » ses propres militants.

(Lire la suite page 9.)

On revient ainsi au nouveau initial des Six, renforcé par la sympathie mais seule Irlande,

puisqu'aussi bien il s'écoulera du temps avant que l'Espagne et le Portugal deviennent des membres à part entière. Or ce nouveau initial a perdu depuis belle lurette la foi qui lui avait fait, dans les années 50, transporter montagne après montagne. S'il fallait n'en retenir qu'une preuve, on la trouverait dans le veto auquel le gouvernement de Bonn a eu recours tout récemment à propos du prix des céréales. Jamais auparavant il n'en avait usé. S'il l'a fait, c'est parce qu'il est désormais trop faible pour opposer la logique de l'intérêt européen à celle d'un groupe de pression national un peu important : en l'espèce les agriculteurs. Comment concilier cette attitude avec la campagne de Bonn pour le retour au vote majoritaire au sein de la CEE ? Demandons la réponse à un orfèvre : le directeur adjoint de la Société allemande de politique étrangère, Eberhard Schulz : « A tous points de vue, la politique gouvernementale a perdu le cap (1). »

(Lire la suite page 4.)

(1) Time Magazine du 1^{er} juillet.

LIRE

3. GRANDE-BRETAGNE

La police porte un coup sévère à l'IRA.

10. JUSTICE

L'acquiescement de Guy Mauvillain : une affaire qui restera dans les annales.

33. ÉCONOMIE

Plan de rigueur en Israël.

33. TÉLÉCOMMUNICATIONS

La CGE négocie avec ATT.

34. ÉNERGIE

M. Michel Rolant : nous n'avons pas les moyens de notre politique.

Le Monde

ÉCONOMIE

— Echanges internationaux : les services mal compris.

— La conjoncture en France : du sur-place.

— La chronique de Paul Fabra

Pages 17 à 19

La Bible

traduite et présentée par
André Chouraqui

Enfin en
un seul volume

Traduction intégrale
de l'Ancien et du Nouveau Testament

Privé de lancement jusqu'à parution.
Réservez dès maintenant votre exemplaire chez votre libraire.
Un volume de 2496 pages. Véritable
papier bible 28 gr. Relié. Etui rigide
4 couleurs. • Pleine toile (chaudron)
• Plein skivertex (vert) • Plein cuir
(bordeaux)

DDB
DESCLEE DE BROUWER

étranger

LA LIBÉRATION DES OTAGES

Le président Assad a dû intervenir deux fois pour assurer le départ des otages

Beyrouth. - Samedi matin, la Maison Blanche à Washington et la présidence à Damas annonçaient presque simultanément la libération des otages américains du Boeing, précisant qu'ils étaient en route pour la capitale syrienne. Ils n'y sont arrivés que tard dans la soirée de dimanche. C'était l'ultime rebondissement de l'affaire.

A 15 h 30, samedi, le doute avait commencé à s'installer dans les esprits au sujet de la libération et du départ pour Damas des otages. On venait de constater qu'ils n'avaient pas quitté l'école de Borj-Barajneh, dans la banlieue sud-ouest de la capitale libanaise, mais on pensait qu'ils le feraient d'une minute à l'autre.

Sinon la Syrie, supputait-on, ne se serait pas avancée aussi loin dans son communiqué et n'aurait surtout pas mis en cause le président Assad. Or le texte diffusé à Damas portait : « La libération [des otages] intervient grâce aux démarches du président Assad auprès des parties concernées et sur la base des principes nationaux et humanitaires. La Syrie, qui a déployé de grands efforts ayant abouti à la libération

des passagers, espère que toutes les parties concernées respecteront strictement leurs engagements. »

Quarante chambres avaient d'ailleurs été réservées au Sheraton de Damas « à la demande de la présidence de la République syrienne ». Néanmoins, à 17 h 30, il apparaissait que le transfert des otages à Damas n'aurait pas lieu au mieux avant le lendemain, et le chef de la milice Amal, M. Berri, s'exprimait dans la soirée en ces termes : « Nous avons demandé aux Etats-Unis la garantie qu'ils ne se livrent pas à des représailles contre la communauté chiite, et elles ne nous sont pas parvenues ». Le discours érigé par le président Reagan vendredi soir à Chicago avait suscité cette réaction. M. Berri et l'ensemble de la communauté chiite libanaise ayant compris qu'ils « ne l'exporteraient pas au paradis et ne perdrait rien pour attendre ».

En réalité, il semble que la déclaration musclée du président Reagan a surtout bloqué la libération des quatre otages détenus séparément

dans la Bekaa par le Hezbollah (Parti de Dieu), initiateur du détournement. Les hezbollahis avaient un autre motif d'être récalcitrants : la libération des otages américains et celle des prisonniers libanais de camp israélien d'Atlit n'allaient pas être simultanées, même s'il y avait manifestement engagement secret de Washington à assurer assez vite cette dernière par étapes.

Le président syrien a dû intervenir à deux reprises, une première fois auprès de M. Berri pour le tranquilliser au sujet des intentions américaines - « il s'agit d'un mot du président Assad pour débloquent la situation », rapporte-t-on de Damas - et, surtout, une seconde fois auprès du Hezbollah pour lui faire la main et l'amener à restituer ses quatre otages, qui repartirent dimanche matin avec leurs compagnons à l'école de Borj-Barajneh : MM. Robert Trautman, Robert Brown, Richard Herzberg et Jeffrey Ingalls. A Beyrouth, on affirme qu'il s'agit de militaires américains.

Dans cette péripétie, la promesse de libération immédiate des deux ressortissants français, MM. Kauffmann et Seurat, s'évaporait.

Quoi qu'il en soit on repartait dimanche matin au point où l'on était censé être la veille à la même heure. Les trente-neuf otages - trente-six passagers et les trois hommes d'équipage - cette fois au complet, étaient rassemblés pour le départ à destination de Damas. C'est néanmoins à 17 h 30 seulement que le convoi de trois véhicules du CICR s'est ébranlé. Une cérémonie organisée par AMAL avec poignées de mains chaleureuses et larges sourires a précédé le départ.

M. BERRI « félicite les otages »

Escorté par des miliciens d'Amal sur le premier tronçon du parcours, puis par ceux du PSP (druze), enfin par l'armée syrienne, le convoi a atteint le poste frontière de Masna, où il a été accueilli « à la libanaise »... par des durs de réjouissance des soldats syriens. Des diplomates américains en poste à Damas ont vérifié que le compte y était, puis

M. Conwell, porte-parole des otages, a lancé : « Are you ready to go home ? » Après un « oui » franc et massif, le convoi a repris la route. Entre-temps à Beyrouth, M. Nabih Berri tenait une conférence de presse. « Nous espérons », a dit le chef d'Amal, que ce qui s'est produit servira de leçon aux puissances mondiales afin qu'elles aident les peuples désarmés et appuient leur droit à la libération (...). Nous avions formulé trois demandes : le retrait des navires américains dans les eaux territoriales libanaises ; un engagement selon lequel aucune agression israélienne ou américaine n'aurait lieu en guise de représailles ; et la libération des sept cent trente-cinq détenus libanais d'Atlit. Suite aux contacts entrepris avec les Etats-Unis et Israël et de l'engagement du président Assad (à votre égard), nous avons décidé de transférer les trente-neuf otages américains à Damas. A cette occasion, je voudrais féliciter les otages et leurs parents, les prisonniers ainsi que les peuples américain et libanais pour cet épilogue heureux (...). Nous espérons que le rôle joué par Amal aura servi le Liban au lieu d'en gâcher ses malheurs. »

« Reagan le bouffon »

Quant aux deux pirates de l'air, portant casque, et que l'on suppose être des hezbollahis, bien qu'ils ne se soient pas présentés comme tels, ils ont eux aussi reçu la presse, décidément gâtée. Ils ont assuré faire confiance au président Assad : « Nous proposons, ont-ils souligné, que les Américains soient libérés par groupes, car nous n'avons aucune confiance dans les engagements américains. L'Amérique est le Grand Satan (...). Reagan, le bouffon, et son administration d'opérette sont hostiles aux opprimés. »

Enfin, M. Nabih Berri a téléphoné au président Gémayel tenu jusqu'alors par lui à l'écart de l'affaire.

LUCIEN GEORGE.

L'ACCUEIL PAR LE VICE-PRÉSIDENT BUSH A FRANCFORT

« L'Amérique est fière de vous »

De notre envoyé spécial

Francofort. - « Comment vous sentez-vous ? » « Mieux qu'il y a deux semaines. Et content d'être là ! Je peux vous le dire ! » Pour Blake Synnestrvedt, vingt-quatre ans, de Pennsylvanie, comme pour ses trente-trois compagnons d'infortune, l'aventure d'est donc terminée ce lundi 1^{er} juillet à l'aube sur la « tarmac » de la base américaine de Francofort en Allemagne fédérale. Quelques minutes plus tôt, le C-141 de l'US Air Force, parti prendre livraison la veille au soir à Damas des otages libérés par les chéites libanais, était venu se ranger avec les premiers rayons de soleil, près de l'avion du vice-président américain, George Bush, arrivé lui-même, une demi-heure avant, de Paris.

Un groupe, petit mais bruyant, de militaires et de leur famille, une poignée de sénateurs américains et d'officiels allemands, ainsi qu'une nuée de caméras de télévision et de télé-objectifs rangés en bataille, constituaient le comité d'accueil. Tout était transmis en direct aux Etats-Unis du même endroit où il y a quatre ans, en janvier 1981, les otages de l'ambassade américaine de Téhéran avaient connu la fin de leur calvaire.

« Endurer n'est pas tolérer »

Enveloppés dans des couvertures kaki de l'armée pour se protéger de la fraîche matinale, les trente-neuf Américains paraissent, à la sortie de l'avion cargo, en forme. Un peu assourdis sans doute par les dernières péripéties de ces vingt-quatre heures et l'inconfort d'un voyage de six heures trente. Mais visiblement soulagés d'être là ; des hommes de tous âges, réunis par le hasard d'une aventure commune, et aussi par le malheur d'être américains en ce moment au Proche-Orient. Quelques-uns seraient dans leurs bras un jour livré à la couverture jaune ; un Coran qui leur avait été remis à leur départ de Beyrouth comme « souvenir ». « Nous n'avons pas été maltraités », a confirmé l'un d'eux en venant brièvement discuter avec les journalistes.

Au cours d'une brève cérémonie le vice-président américain

s'est félicité du dénouement. « Vous êtes de retour et les Etats-Unis n'ont pas compromis leur principe pour obtenir votre retour », a-t-il affirmé au pied de l'avion. « Vous avez enduré cette cruelle et pénible expérience avec courage. L'Amérique est fière de vous. »

Evitant toute agressivité M. Bush a, en revanche, rappelé la mort du plongeur de la marine, exécuté au début du détournement par les terroristes chéites, ainsi que le sort des autres Américains enlevés à Beyrouth, et qu'il n'ont pas connu la chance de leurs compatriotes. « Même dans la joie de votre retour sains et saufs, les peuples civilisés partout dans le monde condamnent les actions de ceux dont la conduite criminelle est responsable de la poursuite de leur chemin de croix. »

Les trente-neuf otages libérés ont été immédiatement amenés en car vers l'hôpital américain de Wiesbaden ; ils doivent y passer une visite médicale complète et y être interrogés sur ce qui s'est passé exactement pendant le détournement, puis au cours de leur détention. Le porte-parole des forces américaines en Europe a précisé, avant leur arrivée, que les autorités espéraient en tirer des enseignements pour le futur. Cet interrogatoire est volontaire pour les civils. Il devait être mené par une équipe spéciale arrivée la veille de Washington.

Le retour des otages aux Etats-Unis est prévu pour mercredi prochain. En attendant, la compagnie américaine TWA, à laquelle appartient l'appareil détourné le 14 juin dernier après son décollage d'Athènes, a accordé un avion pour amener un membre de chaque famille lundi matin à Francofort. Quelques parents n'avaient cependant pas attendu et se trouvaient lundi matin au pied du C-141 pour accueillir les rescapés avec le vice-président Bush. « To endure is not to tolerate », « Les Américains free once more » a proclamé une pancarte bien en évidence sous l'œil des caméras. Le détournement n'est pas toléré. « Nos Américains sont libres une fois de plus. »

HENRI DE BRESSON.

ANTICIPATION DE VINGT-QUATRE HEURES

La presse piégée

Victimes parmi bien d'autres de ce que le correspondant de l'AFP à Beyrouth qualifie d'opération d'un véritable canular organisé à l'intention de la presse internationale, nous avions annoncé dans le Monde daté du 30 juin-1^{er} juillet la libération, samedi matin, des otages américains de Beyrouth.

La chaîne américaine CBS avait été la première à annoncer, tôt dans la matinée de samedi, que les otages devaient arriver dans la journée à Damas. Alors que les journalistes en poste à l'aéroport voyaient plusieurs techniciens s'affairer près de l'appareil, la Maison Blanche annonçait à 8 h 15 GMT que les otages américains étaient en train de quitter la capitale libanaise par la route à destination de Damas, accompagnés par des représentants du CICR et par une escorte militaire syrienne. « Nous espérons que c'est le début du voyage vers la liberté », claironnait triomphalement M. Larry Speakes, porte-parole de la Maison Blanche.

La nouvelle semblait vraisemblable puisque l'on savait déjà que les otages avaient la veille eu droit à un « dîner d'adieu » à l'hôtel Summerland et qu'une quarantaine de chambres avaient été réservées à l'hôtel Sheraton de Damas « à la demande de la présidence de la République syrienne ». Celle-ci devait d'ailleurs ne pas tarder à se joindre aux voix porteuses de bonnes nouvelles en annonçant catégoriquement dans un communiqué officiel que « les otages américains avaient été libérés et devaient arriver dans la journée à Damas », à 12 h GMT pour être plus précis.

L'AFP de Damas annonçait que les trente-neuf otages américains étaient arrivés en début d'après-midi dans la capitale sy-

rienne, venant de Beyrouth, par la route, et qu'après un court repose à l'hôtel Sheraton ils rejoindraient leur pays à bord d'un avion militaire américain, via Francofort. Cette dépêche, citant des témoins, précisait que les Français Jean-Paul Kauffmann et Michel Seurat ne faisaient pas partie du groupe d'otages arrivés à Damas.

Pendant ce temps, dans la discrétion, les otages, qu'on croyait déjà à Damas, étaient à quelques centaines de mètres de l'aéroport, dans une école de Bourj Barajneh, transformée en permanence d'Amal. Ils attendaient, à côté de leurs bagages à main, une libération tant promise, à l'abri des regards des journalistes occupés à l'aéroport à suivre minutieusement les préparatifs du départ supposé de l'appareil, alors que d'autres se lançaient à travers les routes sinuées de la montagne libanaise au sud-est de la capitale, pour retrouver le convoi des otages.

Le pot-aux-roses sera découvert samedi en début d'après-midi par le chargé d'affaires français, M. Marcel Laugel, qui, après sa rencontre avec M. Nabih Berri, annonçait à quelques journalistes que les otages étaient toujours à Beyrouth. Une nouvelle « course aux otages » s'organisait pour les retrouver mais cette fois dans Beyrouth. En milieu d'après-midi, leur lieu de détention était repéré.

Le fin mot dans cette extraordinaire journée de chapes appartenait à un des conseillers du chef du mouvement chéite, qui déclarait, un peu tard, au journaliste de l'AFP qui l'interrogeait : « La Maison Blanche annonce que les otages sont partis à Damas, mais la maison Berri vous dit qu'ils sont toujours là. »

Voici les principales phases de la détention des otages du Boeing-727 de la TWA :

- 14 JUIN. - Le Boeing-727 de la TWA assurant la liaison Athènes-Rome est détourné vers Beyrouth avec à son bord huit membres d'équipage et cent quarante-cinq passagers, dont deux pirates. Ces derniers exigent la libération de sept cent trente-cinq Libanais, pour la plupart chéites, détenus en Israël. Les pirates libèrent dix-neuf passagers et l'avion s'envole pour Alger, où vingt-deux personnes sont libérées.
- 15 JUIN. - L'appareil se pose une deuxième fois à Beyrouth, où un passager américain est exécuté. Plusieurs autres pirates restent à bord du Boeing, et des otages, dont certains portent des noms à consonance israélienne, sont emmenés vers un lieu de détention inconnu à Beyrouth. L'avion retourne une nouvelle fois à Alger, où soixante-six otages, dont pratiquement tous les Grecs, sont libérés. En effet, un complice des pirates, arrêté la veille à Athènes, est libéré.
- 16 JUIN. - L'avion se pose une troisième fois à Beyrouth. M. Nabih Berri, chef de la milice chéite Amal et ministre libanais de la justice, prend les négociations en main. Il décrète une « mobilisation générale » de son mouvement. Un autre passager américain est libéré.
- 17 JUIN. - M. Berri annonce que les otages ont été emmenés dans différents lieux de détention secrets. Il appuie les revendications des pirates.

Dix-sept jours de crise

18 JUIN. - Trois passagers, dont le chasseur grec Denis Rossos, sont libérés. Israël annonce être prêt à libérer les détenus libanais seulement en cas de requête américaine. Le président Reagan affirme exclure toute concession.

19 JUIN. - Trois membres de l'équipage, à bord de l'appareil, sont interviewés par un petit groupe de journalistes. Le capitaine met en garde contre toute opération de sauterie. Le CICR (Comité international de la Croix-Rouge, de Genève) annonce qu'il ne peut pas servir d'intermédiaire.

20 JUIN. - Conférence de presse de cinq otages qui demandent la libération des prisonniers libanais.

23 JUIN. - Le président Reagan écarte l'idée d'une action militaire.

24 JUIN. - Israël libère trente et un prisonniers libanais, et majoritairement chéites. M. Berri pose une nouvelle condition à la libération des otages : l'éloignement de la flotte de guerre américaine des côtes libanaises.

25 JUIN. - M. Reagan menace le Liban de sanctions.

26 JUIN. - Une délégation du CICR rencontre, pour la première fois, les quarante otages. L'un d'eux, entre eux, malade, est libéré. M. Nabih Berri propose que les otages soient transférés dans une ambassade occidentale (française ou suisse) en attendant la libération des détenus libanais en Israël ; il lie le sort de MM. Kauffmann et Seurat (les deux Français enlevés le 22 mai) à celui des otages américains.

28 JUIN. - Des officiels syriens annoncent que les otages seront transférés à Damas.

29 JUIN. - Après l'annonce par Washington, puis par Damas, de la libération des otages, Amal dément, affirmant que les otages sont toujours à Beyrouth. Le mouvement chéite demande la garantie que les Etats-Unis et Israël ne mèneront pas de représailles contre le Liban une fois les otages libérés.

30 JUIN. - Amal affirme que la Syrie a obtenu des garanties sur la libération des prisonniers libanais détenus en Israël, et les Etats-Unis réaffirment leur « soutien à la stabilité et à la sécurité » du Liban. Les trente-neuf otages américains quittent Beyrouth pour Damas, d'où ils sont transférés à Francofort, à bord d'un C-141 américain, dans la nuit même. M. Nabih Berri annonce que les deux otages français, MM. Kauffmann et Seurat, ne seront relâchés qu'après la libération des détenus libanais en Israël.



VICTOR HUGO ET LE ROMAN VISIONNAIRE

Par Victor Brombert

Alliant l'analyse textuelle aux ressources de l'histoire des idées, cet ouvrage, véritable étude d'ensemble des romans de Hugo, met en pleine lumière et de façon aussi pertinente qu'originale, l'œuvre romanesque de ce grand visionnaire.

Collection « Brevets » dirigée par Bernard Diderot 320 pages - 189 F



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

MM. Kauffmann et Seurat « otages de rechange »

M. Nabih Berri, chef du mouvement chéite Amal, a informé, dimanche 30 juin, dans l'après-midi, le chargé d'affaires français au Liban, M. Marcel Laugel, que MM. Michel Seurat et Jean-Paul Kauffmann ne seront libérés que lorsque les sept cent trente-cinq prisonniers libanais seront au Liban.

M. Laugel a précisé que le chéite et le journaliste français, enlevés le 22 mai dernier à Beyrouth, étaient toujours entre les mains du Hezbollah (part de Dieu, intégriste chéite pro-iranien).

Il a ajouté que M. Berri « avait obtenu du Hezbollah un engagement ferme de les libérer. Il semblait que M. Berri réussisse à obtenir l'extradition des prisonniers que lui font le Hezbollah. La preuve, c'est qu'il a réussi, dimanche, à obtenir la libération des quatre otages américains détenus par le Hezbollah », a indiqué M. Laugel.

M. Berri avait déclaré peu auparavant, au cours d'une conférence de presse, que MM. Seurat et Kauffmann seront libérés quand l'affaire (sous-entendu la double libération des otages américains et des prisonniers libanais) sera terminée. Il avait ajouté que les deux Français n'étaient pas sous son contrôle, mais qu'il se considérait responsable d'eux et ne déniait pas ses engagements.

M. Laugel a, d'autre part, confirmé qu'aucune promesse n'a été obtenue pour la libération des diplomates français, MM. Cordon et Fontana, enlevés le 22 mars dernier à Beyrouth-Ouest. Le chargé d'affaires français a cependant précisé que M. Berri lui avait affirmé que les deux diplomates étaient vivants et en bonne santé.

BEYROUTH
Amérique applaudit le...
mais s'interroge sur...

Le groupe...
M. Bush a, en revanche, rappelé la mort du plongeur de la marine, exécuté au début du détournement par les terroristes chéites, ainsi que le sort des autres Américains enlevés à Beyrouth, et qu'il n'ont pas connu la chance de leurs compatriotes. « Même dans la joie de votre retour sains et saufs, les peuples civilisés partout dans le monde condamnent les actions de ceux dont la conduite criminelle est responsable de la poursuite de leur chemin de croix. »

pas donner l'impression de...

Le retour des otages aux Etats-Unis est prévu pour mercredi prochain. En attendant, la compagnie américaine TWA, à laquelle appartient l'appareil détourné le 14 juin dernier après son décollage d'Athènes, a accordé un avion pour amener un membre de chaque famille lundi matin à Francofort. Quelques parents n'avaient cependant pas attendu et se trouvaient lundi matin au pied du C-141 pour accueillir les rescapés avec le vice-président Bush. « To endure is not to tolerate », « Les Américains free once more » a proclamé une pancarte bien en évidence sous l'œil des caméras. Le détournement n'est pas toléré. « Nos Américains sont libres une fois de plus. »

DAMAS la manifestation est...
importance du rôle de la...

هكذا من الأصل

مقتل من الاصل

THE LIBRARY
SERIALS No. 55997
CLASS
DATE 9 FEB 1985

LE MONDE - Mardi 2 juillet 1985 - Page 3

DE BEYROUTH

L'Amérique applaudit le succès de M. Reagan mais s'interroge sur le prix payé

(Suite de la première page.)

La formule qui a permis de mettre fin au blocage de la situation avait été suggérée par les Syriens, affirmant qu'elle répondait à la demande de M. Nabih Bazzi qui est resté qu'aucune représailles n'aient lieu après la libération des otages. On savait aussi, par l'intermédiaire des Syriens, que le leader chiite, encouragé par le président Assad, était pressé de négocier avec le groupe des Hachoulas pour permettre aux quatre otages, dont il avait le grade, de rejoindre les trente-cinq autres attendus leur départ pour Damas. Mais M. Nabih Bazzi a fait savoir qu'il n'était pas en mesure de accepter les sept Américains kidnappés au cours des derniers quinze mois, et encore détenus dans un lieu secret.

L'attention porte une des principales préoccupations de M. Reagan. En effet, malgré les déclarations d'autosatisfaction de la Maison Blanche, le président ne sort pas indemne de la crise. Pour parler familièrement, il a lancé quelques éléments dans cette affaire après d'une opinion déconcertée et presque mystifiée par M. Nabih Bazzi. Le leader chiite, grand maître dans l'art des relations publiques, a habilement utilisé à son profit la concurrence acharnée des chaînes américaines de télévision pour présenter à intervalles réguliers des hommes en bon état, et dont certains affichaient leur compréhension, et même une certaine sympathie, pour la cause de leurs ravisseurs. Ainsi, les Iraniens apparaissent, progressivement, à de larges secteurs de l'opinion, comme porteurs de la responsabilité de la détention prolongée des otages. On peut penser que M. Reagan n'a pas manqué de faire

valoir en premier ministre américain, M. Péro, cette évolution des esprits pour l'inciter à procéder à la remise en liberté progressive des prisonniers d'Aïlat.

Attaques à gauche et à droite

Malgré le dénouement heureux de l'affaire, M. Reagan doit s'attendre, sur le plan intérieur, à des retombées politiques déplorables. La droite du Parti républicain, mais aussi des personnalités comme M. Kissinger, ancien secrétaire d'Etat, ou M. Schmitt, ancien ministre de la défense, ont dénoncé sa conduite pendant la crise. Ils lui reprochent principalement d'avoir négocié indirectement avec les terroristes. « Jimmy Reagan », tirait ces derniers jours le *Wall Street Journal*, tandis que le *Washington Times* décrivait M. Nabih Bazzi comme « un barbouilleur de papier ». Ces éléments conservateurs attendent du président une démonstration tangible de fermeté correspondant à sa rhétorique vigoureuse. De leur côté, les démocrates ne sont pas mécontents que l'homme qui, en 1980, dénonçait comme « humiliant » et « honteux » le comportement de M. Carter dans la crise des otages d'Iran, ait reçu une salubre leçon d'humilité. Bien entendu, ils démentent les déclarations jugées intempestives du président. Bazzi n'a besoin, disent-ils, de rompre le silence à un moment critique des négociations pour stigmatiser les « voyous, assassins et barbares » avec qui on négocie indirectement.

Dans son allocution, dans la nuit de dimanche à lundi, le président a

répété que les Etats-Unis « ne donnent aux terroristes ni récompense ni garanties ». « Le gouvernement américain, a-t-il poursuivi, ne fait ni concessions ni marchandages ». « Le monde doit s'unir contre le terrorisme, contre les nations qui patronnent les terroristes et celles qui offrent leur asile », a-t-il encore dit. Après avoir affirmé : « Nous allons cesser de céder aux justes soit faire », Reagan a déclaré que les responsables du détournement de l'aviation et de l'assassinat du jeune marin Robert Stethem seraient recherchés pour être traduits en justice. « Terroristes, soyez prévenus : nous nous battons contre vous au Liban et partout ailleurs », a dit le président, auquel le secrétaire d'Etat, M. Shultz, a fait écho. « Nous voulons, bien sûr, savoir en particulier qui a battu et tué Robert Stethem », a indiqué M. Shultz. « Nous voulons amener cette personne devant la justice, ainsi que celles qui ont conspiré avec lui ». Tout en évitant des commentaires sur d'éventuelles représailles américaines, le secrétaire d'Etat a expliqué que les Etats-Unis devaient « développer leur capacité à prendre des mesures de défense active » leur permettant d'agir préventivement.

La marge est grande, toutefois, entre le verbe et l'action. Des propos du président et du secrétaire d'Etat, il ressort que des représailles soient envisagées. « La vengeance ne peut être la base satisfaisante d'une politique », a dit M. McFarlane, conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité. Pratiquement, les raisons invoquées pendant la crise pour rejeter l'hypothèse d'une action militaire subsistent, elles sont même renforcées par le fait positif « central », a dit M. Reagan, joué par la Syrie, qu'il n'est pas possible de dénoncer comme un foyer de terrorisme. Apparemment, les dirigeants américains songent à rallier la communauté internationale pour une action préventive contre le terrorisme international. Ainsi, M. Shultz a évoqué la nécessité d'une démarche collective pour fermer l'aéroport de Beyrouth, qu'il considère comme un « refuge » pour les pirates de l'air.

Jusqu'à maintenant, M. Reagan a suivi les conseils des modérés du département d'Etat, hostiles à des représailles, surtout militaires, qui, non seulement mettraient en péril la vie et les biens des Américains au Proche-Orient, mais compromettraient l'ensemble de la politique américaine dans la région. Mais pour ne pas résister aux pressions d'une opinion assez versatile et qui, après avoir vécu son « moment de joie », pourrait bien insister pour une action vigoureuse visant à compenser l'humiliation subie par les Etats-Unis. La détention des sept Américains entretient le désir d'une revanche, que le président Reagan a jusqu'ici contrôlée, peut-être en forçant sa propre nature. N'a-t-il pas dit aux journalistes avant son allocution : « Après avoir vu le film Rambo, je serai la prochaine fois ce qu'il faudrait faire ». Rambo est un héros d'un film acclamé par des millions d'Américains, et qui est toujours prêt à tirer dans le tas pour sauver ses amis.

HENRI PIERRE.

EUROPE

Italie

Le départ de Sandro Pertini un président sans bagages

Rome. — Les Italiens garderont sans doute dans leur mémoire l'image de ce petit homme solitaire, un peu plus voûté qu'à l'ordinaire, marchant d'un pas pressé sur le tapis rouge du Quirinal, un homme s'essayant le coin de l'œil de son mouchoir devant tous les journaux du dimanche 30 juin publiant la photographie. M. Sandro Pertini n'est plus président de la République italienne depuis la fin de la matinée du samedi 29 — moment où il a signé sa lettre de démission. M. Cossiga, son successeur élu, prêterait serment devant les Chambres le 3 juillet. En attendant, le même Francesco Cossiga assure l'intérim, en sa qualité de président du Sénat.

M. Sandro Pertini aura été un chef d'Etat aimé de ses concitoyens, une référence morale, parce qu'il avait le sens du mot simple qu'on attendait, du geste qui allait droit au cœur. Il a tenu à être fidèle à lui-même en quittant le Quirinal. Sans attendre le 8 juillet, date officielle de l'expiration de son mandat, celui qui, pour les Italiens, restera « Sandro » tout simplement, a tenu à montrer, que même « sortant », il restait un protagoniste.

M. Pertini a donc choisi de laisser avec neuf jours d'anticipation cette charge de président de la République à laquelle il a consacré tout à redonner prestige et popularité. Lorsque son successeur fera son entrée au Quirinal, il trouvera « une maison propre », transparenta M. Pertini, lui, sera alors en vacances à Nice. « Je pars la conscience en paix, j'ai fait ce que je devais faire », résumait-il, « central », a dit M. Reagan, joué par la Syrie, qu'il n'est pas possible de dénoncer comme un foyer de terrorisme.

Peut-être, au fond de lui-même, le président sortant ressentait-il un peu d'amertume : le Parlement, dans son hâte à nommer pour dire M. Cossiga, ne lui a même pas fait l'hommage d'un long débat. « Il faut savoir quitter la scène », aimait-il à dire. Et puis, charisme obligé : on ne remplace pas Pertini, on lui succède !

Il fut au demeurant un des locataires les plus discrets du palais présidentiel : il a toujours continué à habiter son petit appartement donnant sur la fontaine de Trévis — où, le soir, il retrouvait sa femme, qui fut, elle, une « présidente » d'un exemplaire effacement. Le Quirinal ne fut qu'un bureau. Rien de plus. Par de valeur, car il n'en a eu aucun jamais. Sandro Pertini fut un président sans bagages.

Ses objets personnels — quelques papiers, des billets et une ou deux photographies — tiennent dans deux valises. Plus encombrants sont les cartons contenant les innombrables lettres que le président recevait chaque jour. Il tient particulièrement à celles qui lui envoyaient les enfants des écoles. Plus de six cent mille écoles ont posé au Quirinal au cours de son septennat. « C'est ce contact avec les enfants qui me donnait le plus », marmonnait ces derniers jours le président, en machonnant sa pipe. « Grazie, Presidente », a dit très simplement, mais éloquentement, dimanche, la Stampa, en annonçant la démission de Sandro Pertini.

PHILIPPE PONS.

Grande-Bretagne

La police espère avoir porté un coup sévère à l'IRA

De notre correspondant

Londres. — Seize suspects avaient été arrêtés la semaine dernière après une double découverte : à Londres, d'une bombe placée dans un hôtel, et, à Glasgow, de nombreux documents indiquant que l'IRA préparait une série d'attentats dans une douzaine de villes d'Angleterre. Six d'entre eux devaient comparaître ce lundi 1^{er} juillet devant un magistrat londonien pour se voir signifier leur inculpation. L'un d'entre eux, Patrick Magee, trente-quatre ans, est, en outre, soupçonné d'avoir participé à l'attentat à l'explosif commis le 12 octobre contre le Grand Hôtel de Brighton, où cinq personnes ont été tuées, alors que M^{rs} Thatcher et plusieurs membres de son cabinet assistaient au congrès du Parti conservateur.

La police pourrait donc avoir fait coup double : en prévenant à temps ce qui aurait pu être l'une des plus importantes campagnes terroristes organisées par l'Armée républicaine irlandaise ; et en s'emparant de l'un des hommes qu'elle recherchait depuis plus de huit mois pour l'opération la plus grave jamais tentée par l'organisation clandestine.

L'IRA a, semble-t-il, perdu son principal groupe d'action basé à Glasgow ; c'est dans cette ville d'Ecosse, en effet, qu'ont été interpellés la plupart de ceux qui devaient être inculpés. Mais le responsable de ce commando, qui a été identifié sous le nom d'Owen Coogan, est toujours en fuite et se cacherait en République d'Irlande.

D'intenses recherches sont menées dans tous les établissements hôteliers des localités menacées, afin de s'assurer que le commando n'a pas eu le temps d'installer les

explosifs à retardement comme il l'avait déjà fait à Londres. Les enquêteurs estiment qu'il ne s'agit là que d'une précaution, car ils pensent avoir saisi l'essentiel du matériel destiné à cette opération dans l'appartement de Glasgow où ont été arrêtés cinq des membres du commando.

Selon l'hebdomadaire *l'Observer*, qui cite des sources proches de l'IRA, les explosions déclenchées par un système à retardement, semblable à celui dont était muni un engin récemment désamorcé à l'hôtel Rubens à Londres, devaient se produire à la fin du mois, l'après l'autre, pendant plusieurs jours. L'IRA aurait eu l'intention, à chaque fois, d'annoncer l'attentat quelques minutes avant, pour permettre une évacuation, et faire diversion pour lancer au même moment des attaques contre des « objectifs plus importants » — vraisemblablement contre des personnalités politiques.

La décision prise par le gouvernement de révéler au public la liste des douze villes visées par l'IRA provoque une controverse. Certains dirigeants de collectivités locales et des hôteliers considèrent qu'on a exagéré l'alarme l'opinion et pris le risque, en pleine saison, de porter atteinte au tourisme. Au ministère de l'intérieur, on déclare que rien n'indique pour l'instant, de la part des vacanciers, une vague d'annulations de leurs réservations. Et on affirme que la mise en garde était nécessaire pour faciliter des recherches qui, de toute façon, auraient attiré l'attention.

FRANCIS CORNUL.

Turquie

Arrestation du secrétaire général adjoint du Parti de la social-démocratie

De notre correspondant

Ankara. — M. Knaif Gurman, secrétaire général adjoint du Parti de la social-démocratie (SODEP), a été arrêté le samedi 29 juin à son domicile et placé en garde à vue sur instruction du commandement de l'état de siège d'Istanbul. M. Gurman serait « entendu » sur son discours du 9 juin dernier lors d'un meeting (autorisé) et organisé dans le grand port turc par la SODEP.

Le professeur Inonu, président de la SODEP, a, d'une part, envoyé un télégramme de protestation au ministre de l'intérieur, M. Akbulut, et d'autre part, tenté, en vain, d'obtenir la libération de M. Gurman, en promettant qu'il se présenterait à la convocation des autorités militaires. De leur côté, les membres du comité exécutif de la SODEP, réunis dimanche, ont qualifié de « pression politique déshonorante » le sort réservé à M. Gurman.

Les délégués du premier congrès national du Parti populiste (principal parti de l'opposition au Parlement), qui a tenu ses assises, samedi 29 et dimanche 30 juin à Ankara, ont adopté une motion qualifiant l'arrestation du secrétaire général adjoint de la SODEP de « développement inquiétant » du point de vue tant de la liberté d'expression que du fonctionnement des partis.

M. Gurman avait, dans son discours, accusé le gouvernement « de ne pas avoir compris qu'il ne saurait gouverner vraiment en confiant le maintien de l'ordre à l'armée et l'avènement de l'économie au FMI ». M. Gurman avait également reproché au pouvoir de monopoliser la télévision et la radio d'Etat, et d'avoir peur de la SODEP, de la démocratie et du peuple.

Durant le meeting du 9 juin, les forces de l'ordre avaient procédé à de nombreuses interpellations et mis en garde à vue quarante-cinq personnes accusées d'avoir scandé des « slogans non autorisés », entre autres, indiquant les journaux : « Vive le 1^{er} mai » (fête abolie au lendemain de l'intervention militaire de 1980), et « A bas le fascisme ! ». La presse note que les slogans sont ceux de l'extrême gauche turque plus que de la social-démocratie, et suggère qu'ils ont été proférés par des militants gauchistes infiltrés dans le meeting.

ARTUN UNSAL.

Pologne

Solidarité lance un ordre de grève générale d'une heure contre les hausses de prix

Varsovie (AFP). — M. Lech Walesa a implicitement invité les ouvriers polonais à se joindre à la grève générale d'une heure prévue pour ce lundi 1^{er} juillet, lors d'une allocution prononcée dimanche à l'issue d'une messe célébrée à Gdansk. Le mot d'ordre de ce débrayage a été lancé par la TKK (direction clandestine de Solidarité) pour protester contre les hausses de prix de 10 à 15 % de la viande, qui entrant en vigueur ce même 1^{er} juillet. Le prix Nobel de la paix a énoncé le « droit » des Polonais « de protester » pour s'opposer à la « dégradation constante de leur niveau de vie ». Il s'est déclaré solidaire de travailleurs qui ont « le droit de manifester sur le lieu de leur travail ».

Ce mot d'ordre de grève lancé par Solidarité annonce une nouvelle partie de bras de fer entre les autorités et le syndicat dissous. Des mesures importantes de sécurité ont été

mises en place dans les usines, où les membres du parti ont été mis en alerte et les contrôles renforcés aux entrées des usines.

De son côté, le syndicat Solidarité a entrepris de mobiliser ses troupes. L'appel à la grève d'une heure a été répété par voie de tracts dans de nombreuses usines du pays et par des émissions pirates de Radio Solidarité à Varsovie et dans d'autres villes du pays.

Le dimanche 30 juin, à Varsovie, près de quinze mille fidèles ont prié pour que les « Polonais soient courageux dans leur difficile protestation contre la hausse des prix ». Cette manifestation a eu lieu en dépit d'une sévère mise en garde que le quotidien *Zycie Warszawy* avait adressée le 29 juin au clergé « contre tout engagement politique en faveur de l'opposition ».

Jérusalem entend ne pas donner l'impression d'avoir cédé au chantage

De notre correspondant

Jérusalem. — Entièrement occupé par les discussions sur un nouveau plan d'extension d'assainissement économique, le gouvernement israélien n'a pris dimanche aucune décision officielle sur la libération des sept otages chérites d'Aïlat. C'est le cabinet restreint qui sera sans doute appelé ce lundi 1^{er} juillet à trancher.

La réunion de ce cabinet, qui comprend dix ministres, ne devrait être qu'une simple formalité, même si certains représentants du Likoud se montrent réticents à l'égard de la libération des détenus d'Aïlat. De source militaire, on a déjà fait savoir en effet que les prisonniers chérites seraient relâchés d'ici quelques jours. Le premier groupe devrait comprendre quelque trois cents détenus. Quant à l'établissement des quatre cents autres, ils devraient s'achever d'ici dix à quinze jours.

Pourquoi ce délai de plus d'une semaine ? Pour éviter évidemment d'établir un lien direct entre la libération des otages et l'absence des otages du Boeing de la TWA. Dans toutes ses déclarations, le premier ministre, M. Shimon Péro, continue en effet d'affirmer, contre toute évidence, qu'Israël n'était pas partie prenante dans un « marché » conclu avec les Etats-Unis et la Syrie. Il paraît certain en tout cas que des négociations ont été menées par Jérusalem. Le conseiller du premier ministre pour la lutte antiterroriste, M. Amram Nir, se trouve d'ailleurs depuis quelques jours à Washington où il est chargé de coordonner les positions israéliennes et américaines.

Pour sauver les apparences jusqu'au bout, le ministère israélien de la défense a insisté sur le fait que le cabinet qui devait décider au sujet du Liban rendait possible la libération des détenus d'Aïlat. Cette mise au point permet en effet aux Israéliens d'expliquer que l'élargissement des détenus chérites n'a rien à voir avec l'affaire du Boeing mais qu'il est simplement conforme à la décision antérieure du gouvernement de relâcher les prisonniers d'Aïlat « en fonction de la situation au sud du Liban ».

Si tout se passe selon ce scénario, le gouvernement israélien pourra considérer qu'il a effectivement réussi, comme il le désirait à sauver la face, c'est-à-dire à ne pas trop donner l'impression d'avoir cédé au chantage des pirates de l'air. Il n'empêche que l'ensemble de la presse israélienne, que le bilan de cette affaire est avant tout positif pour le président syrien Assad. « C'est lui, écrit le quotidien *Haaretz*, qui fait figure aux yeux des Américains de sauveur des otages, et il est reconnu comme le seul homme capable d'imposer sa volonté sur ceux qui s'en prennent aux intérêts américains au Liban ». Par contre, estime le *Jerusalem Post*, le bilan pour Israël est loin d'être aussi positif, car, « en faisant un test de la libération des sept cents otages qui devaient de toute manière être relâchés, le gouvernement a causé plus de tort que de bien, en particulier aux yeux du principal et seul allié loyal d'Israël : les Etats-Unis ».

(Interim.)

M. DUMAS : la démonstration est faite de l'importance du rôle de la Syrie

L'un des principaux enseignements de la prise d'otages de Beyrouth et des événements qui ont suivi est la constatation de l'importance du rôle de la Syrie au Proche-Orient, et au Liban en particulier, a estimé dimanche 30 juin, M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures.

« Il faut se rendre à l'évidence », a déclaré le ministre au cours de l'émission de TF1 « Sept sur sept » : la Syrie prend de plus en plus d'importance dans le Proche-Orient et au Liban en particulier. Nous le savons déjà, nous savons que le gouvernement [du président Amine] Gemayel avait des relations privilégiées avec Damas, que la présence syrienne se faisait sentir, surtout au nord du Liban. Maintenant, du point de vue international, la démonstration est faite ».

« Il faut donc à cet égard faire preuve de réalisme, c'est ce qu'on fait les Américains, c'est ce que nous avons fait nous aussi », a ajouté le ministre, rappelant que le président François Mitterrand

s'était rendu en visite à Damas. « Il faudrait donc en tenir compte à l'avenir », a-t-il souligné.

M. Dumas a indiqué à ce propos qu'il venait de s'entretenir avec le ministre syrien des affaires étrangères du cas des quatre Français retenus en otages au Liban et que celui-ci lui avait dit qu'il « attendait du nouveau ».

M. Dumas a tiré deux autres enseignements des événements de Beyrouth : d'une part, a-t-il noté, « il y a quand même eu négociation, et, de ce point de vue, ceux qui se sont opposés de l'aviation, ceux qui ont pris le relais, ont eu partiellement satisfaction, même si cette négociation est passée par des tiers ». D'autre part, ces événements appellent « la répétition d'un certain nombre de principes : ces actes terroristes, doivent être condamnés. Nos sociétés occidentales ne peuvent pas admettre l'idée de détournement d'aviation, d'enlèvement de personnes innocentes. Il faut que l'on y réfléchisse », a-t-il conclu.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 65972 F
Tél. 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Robert Bernier (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1983)

Dirige de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »

MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Benne-Méty, fondateur.

Administrateur :
Bernard Wauters

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sala.

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437
ISSN : 0395-2051

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par correspondance)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 763 F 1 089 F 1 390 F

II. - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 494 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans les deux cas) : vos abonnements sont livrés à l'adresse de votre domicile. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter les lettres postales en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 francs ; 1,20 fl. ; Côte d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,380 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Royaume-Uni, 35 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,40 fr. ; Yougoslavie, 110 nd.

NE LISEZ PAS MON C.V. TOUT DE SUITE

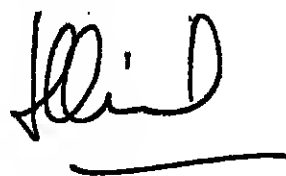
Monsieur le Directeur,

Je suis peut-être admissible aux concours d'entrée des grandes écoles,
ou titulaire d'une Maîtrise de langues étrangères appliquées...
Je suis peut-être diplômé de l'I.E.P., de Droit ou de Sciences Economiques.
Ou encore, pourquoi pas, titulaire d'un DEUG de Maths ou de Physique...
Vous verrez cela dans mon C.V. :
Monsieur le Directeur, ne le lisez pas tout de suite.

Je devine que vous voulez réunir une équipe pluridisciplinaire, une équipe
fondée sur la volonté commune de réussir dans les carrières d'entreprise
au plus haut niveau.

J'ai décidé de devenir décideur. Je suis sûr d'en avoir la volonté,
je crois que j'en ai le talent, je suis prêt à en acquérir l'aptitude.
C'est pour cela que j'ai choisi le MAGISTERE.
Et c'est cela que je voulais vous dire avant tout.
Monsieur le Directeur, j'ai l'honneur de vous soumettre, en annexe à la
présente, mon curriculum vitae.

Pierre-Jean POINSA.



Candidats aux MAGISTERES, écrivez aujourd'hui à l'une des quatre Universités françaises
sélectionnées par le Ministère pour délivrer ces formations de haut niveau :

(Minimum exigé : Diplôme de fin de 1^{er} cycle ou admissibilité aux concours d'entrée des grandes écoles)

MAGISTERE
"Droit des affaires,
fiscalité, comptabilité"
Christian LOUIT
UNIVERSITE AIX-MARSEILLE 3
3, AVENUE ROBERT SCHUMAN
13617 AIX-EN-PROVENCE

MAGISTERE
"Juriste d'affaires"
Paul DIDIER
UNIVERSITE PARIS 2
INSTITUT DE DROIT DES AFFAIRES
92, RUE D'ASSAS
75006 PARIS

MAGISTERE
"Sciences de gestion"
Daniel SOULIE
UNIVERSITE PARIS 9 DAUPHINE
Place Maréchal Delattre de Tassigny
75775 PARIS CEDEX 16

MAGISTERE
"Gestion des entreprises"
André PAGE
UNIVERSITE GRENOBLE 2
GROUPE I.A.E. - I.E.C.
47 X 38040 GRENOBLE CEDEX

MAGISTERE

UNE FORMATION UNIVERSITAIRE D'EXCELLENCE
POUR LES CARRIERES D'ENTREPRISE.

Publicité réalisée avec le concours de la Fondation Nationale Pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises (FNEGE)

AFRIQUE

Angola

Nouveau raid sud-africain dans le Sud

Les forces de sécurité sud-africaines (SADF) ont tué soixante et un maquisards de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et saisi une importante quantité d'armes et de munitions au cours d'une opération de poursuite menée samedi 29 juin dans le sud de l'Angola, a déclaré, dimanche soir à Windhoek, en Namibie, le commandant en chef des forces du territoire du Sud-Ouest africain (SWATF), le général George Meiring.

Les SADF se retirent du Sud-Ouest africain, et il est indiqué, mais des escarmouches avec des maquisards de la SWAPO et par la recherche de caches d'armes. « La SWAPO a été ouverte à maintes reprises que les forces de sécurité interviendront de l'autre côté de la frontière si elle continuait à semer la mort et la destruction parmi les civils du Sud-Ouest africain », a-t-il ajouté.

Cette opération en territoire angolais est le « résultat direct » de trois attaques menées vendredi en Namibie par des maquisards de l'organisation indépendantiste namibienne, ont affirmé les autorités sud-africaines, qui ont précisé qu'un attentat contre un pont avait eu lieu

dans l'Ovamboland (nord de la Namibie).

Selon un communiqué du commandant en chef des forces de défense sud-africaines, le général Constand Viljoen, des maquisards de la SWAPO installés dans le nord de la Namibie s'étaient réfugiés en Angola, où ils se sont heurtés à des soldats sud-africains qui se trouvaient à une dizaine de kilomètres à l'intérieur du territoire angolais. Au cours de cette opération, un soldat sud-africain noir a été tué.

Cette nouvelle incursion des troupes de Pretoria en Angola intervient un mois après l'interception d'un commando sud-africain dans le nord du pays, lequel, selon Luanda, avait pour mission de saboter les installations pétrolières américaines situées dans l'enclave de Cabinda. A la suite de cette opération, les relations entre Pretoria et Washington s'étaient nettement détériorées.

D'autre part, il y a une quinzaine de jours, l'armée sud-africaine a lancé un autre raid, cette fois à Gaborone, la capitale du Botswana, pour mettre fin aux activités de l'ANC (Congrès national africain, mouvement anti-apartheid) dans ce pays. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

Zimbabwe

APRÈS LA VICTOIRE ÉLECTORALE DE M. IAN SMITH

M. Mugabe accuse les Blancs de « s'accrocher à leur passé rhodésien »

La seconde phase des élections législatives — le vote de la majorité noire — devait avoir lieu lundi 1^{er} et mardi 2 juillet, opposant, pour l'essentiel, les candidats se réclamant du premier ministre sortant, M. Robert Mugabe, et de son parti, la ZANU, à ceux qui soutiennent la ZAPU de M. Joshua Nkomo. Jeudi dernier, la minorité blanche avait élu ses représentants au Parlement. Ce scrutin a été marqué par une écrasante victoire des candidats de l'Alliance conservatrice du Zimbabwe (CAZ) de l'ancien premier ministre, M. Ian Smith, qui ont remporté quinze des vingt sièges à pourvoir. Les « Indépendants », formation rivale dirigée par M. Bill Irvine, qui prônent une coopération avec le gouvernement de M. Mugabe, n'ont obtenu que quatre sièges, contre douze précédemment.

Le premier ministre a ainsi estimé que ces résultats montrent que les Blancs « s'accrochent encore à leur

passé rhodésien ». « Les choses deviendront très difficiles, vraiment très difficiles, pour les racistes qui ont voté pour Ian Smith dans ce pays », a-t-il déclaré, affirmant que M. Ian Smith est « l'homme qui, prétendant, a planifié les meurtres et les assassinats qui ont donné de gigantesques cimetières, l'homme qui n'a commis une série d'atrocités contre les Africains ».

La communauté blanche « n'aura qu'à s'en prendre à elle-même » si elle perd le confort dont elle jouit au Zimbabwe, « encore prévenu M. Mugabe. La plupart des journaux zimbabwéens assurent que ces résultats ont été « un choc pour la majorité des gens », soulignant que la communauté blanche tourne le dos à la politique de réconciliation ainsi créée est « potentiellement dangereuse ». — (AFP, Reuters, UPI.)

AMÉRIQUES

Cuba

Expulsion du directeur du bureau de l'Agence France-Presse à La Havane

La Havane (AFP, AP, Reuters). — « Pour outrage à la dignité nationale », le directeur du bureau de l'Agence France-Presse à La Havane, M. André Birukoff, a été expulsé samedi 29 juin par les autorités cubaines. Dès que la décision du gouvernement cubain lui a été notifiée, samedi, par le ministère des relations extérieures, le journaliste français a été placé sous surveillance en attendant de prendre dans la soirée un vol pour Paris via Madrid.

Cette mesure d'expulsion fait suite à une dépêche diffusée jeudi dernier au sujet des frais que doivent engager les étrangers désireux d'épouser des Cubaines. Sous la titre « Cubaines à vendre ? », André Birukoff expliquait : « Pour tous ceux qui résident dans un pays dit « à économie de marché », où la monnaie est censée être forte, le mariage à Cuba a pris une allure nettement commerciale. Le système est pratiquement institutionnalisé depuis la création, il y a un an et demi, d'un organisme — interconsult — qui, en se chargeant de toutes les démarches administratives, s'est assuré d'un quasi-monopole sur les mariages Cubains-étrangers. »

L'article n'a pas été du goût des autorités cubaines, qui l'ont considéré « tout à fait indélicat », car « il offense les femmes, qui jouissent d'une égalité absolue avec les hommes et sont considérées avec la plus grande dignité ». André Birukoff était en poste à La Havane depuis le milieu de l'année 1984.

La Dominique

Les élections législatives opposent les travaillistes et les conservateurs

Roseau (Reuters). — Les quarante-cinq mille électeurs de la Dominique, île des Antilles située entre la Guadeloupe et la Martinique, devaient élire, ce lundi 1^{er} juillet, les vingt et un députés du Parlement. Les quatre principaux partis présentent cinquante et un candidats, mais le scrutin opposera surtout travaillistes et conservateurs. Le Dominica Freedom Party (DFP, conservateur) du premier ministre sortant, M^{me} Eugénie Charles, dispose de dix-sept des vingt et un sièges dans l'actuel Parlement, contre quatre au Dominica Labour Party (DLP, travailliste) de M. Mike Douglas. Les députés élus choisiront le premier ministre entre ces deux personnalités.

M^{me} Charles, soixante-cinq ans, avocate de formation, affirme qu'en cinq ans de pouvoir elle a renforcé les structures de l'île touchée par de nombreux cyclones. Une politique

REJOINDRE
L'ÉLITE
TOUTES PRÉPAS
sciences-po
2 centres : Neuilly et Quartier latin
CEPES
57, rue Charles-Laffitte, 92 Neuilly - Tel. : 745.09.19

ASIE

Micronésie

Assassinat du président de la République de Palau

Le président de la République de Palau, Etat indépendant « librement associé » aux Etats-Unis et situé dans le Pacifique nord, en Micronésie, a été assassiné samedi 29 juin. M. Harno Remelik, âgé de cinquante-deux ans, était devenu le premier président de cet archipel, peuplé de quatorze mille habitants et situé à 1 000 km à l'est des Philippines, en janvier 1981 ; il avait été réélu en novembre dernier. Dans l'attente de nouvelles élections, qui devront être organisées dans les soixante jours, le vice-président, M. Alfonso Oiterong, assurera l'intérim. Une personne a été arrêtée par la police, qui recherche deux autres suspects. On ignore tout des mobiles du crime. — (AP, UPI, Reuters.)

[Pendant la seconde guerre mondiale, Palau, occupé par les Japonais, avait été reprise par les Américains à la suite de violents combats. Territoire sous tutelle, comme les autres parties de la Micronésie (Iles Mariannes, Carolines, Marshall, de la Guam), Palau était devenu, en 1980, Etat « librement associé » aux Etats-Unis. Washington conservait le contrôle de la défense. La Micronésie, dont l'inséparabilité est évidente — une des plus importantes bases américaines se trouve à Guam, — bénéficie d'une importante aide économique des Etats-Unis. Ces archipels, isolés et sans grandes ressources, se situent, en effet, clairement dans le camp occidental, en dépit des réticences d'une partie de la population envers la présence militaire américaine.]

Chine

L'Iran refuse de confirmer l'achat d'armes chinoises

Pékin (AFP, UPI). — L'hodjatolislam Hashemi Rafsanjani, président du Parlement iranien, a quitté ce lundi 1^{er} juillet la capitale chinoise, à l'issue d'une visite officielle de cinq jours, pour se rendre à Tokyo. Le dirigeant iranien, qui a été reçu samedi par M. Deng Xiaoping, a qualifié sa visite de « succès total, ayant dépassé toutes les espérances ». Il a toutefois refusé de démentir ou de confirmer les informations selon lesquelles la Chine vendait des armes à Téhéran. « Nous ne nous attendons pas à ce que la Chine nous fournisse des armes », a déclaré l'hodjatolislam, qui a aussi nié que l'un des objectifs de sa visite ait été d'obtenir une aide militaire de la Chine.

Par ailleurs, le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, est arrivé dimanche dans la capitale chinoise pour une visite officielle de six jours. Il n'est pas dans les habitudes de la Chine de rendre publiques ses livraisons d'armes, qui se sont intensifiées ces dernières années. En particulier en direction de l'Irak et de l'Irak depuis le déclenchement de la guerre du Golfe. Les observateurs

en poste à Pékin ont souvent remarqué la présence sur l'aéroport de la capitale chinoise de Boeing 747 d'Iran ou d'Iraq Airways (cette dernière compagnie n'ayant pas de liaisons aériennes avec la Chine), dont tout laisse à penser qu'ils venaient charger des armes chinoises. Selon certaines informations, les Etats-Unis auraient même demandé à la Chine de mettre fin à ses ventes d'armes à l'Irak, avec lequel Pékin entretenait actuellement des relations cordiales.

P. de B.

A TRAVERS LE MONDE

Indonésie

● LE SORT DES COMMUNISTES CONDAMNÉS A MORT. — Le Quai d'Orsay a rappelé, samedi 29 juin, que plusieurs démarches avaient été entreprises par la France en faveur des quatre communistes indonésiens condamnés à mort et dont le ministre indonésien des affaires étrangères a déclaré, vendredi, qu'ils seraient exécutés (le Monde des 30 juin et 1^{er} juillet). Le Quai d'Orsay a précisé que M. Jean Soulier, ambassadeur de France à Jakarta, était de nouveau intervenu, le 27 juin, soit la veille de la conférence de presse du ministre indonésien, en faveur des condamnés. M. Maxime Gremetz, secrétaire du comité du PCF a demandé à M. Mitterrand samedi 29 juin, « d'intervenir immédiatement auprès du président Suharto » afin « d'exiger et obtenir la vie sauve » pour quatre communistes indonésiens condamnés à mort. La France, a souligné M. Gremetz, « ne peut rester silencieuse et inactive devant un tel crime contre les droits de l'homme ».

Turquie

● DEUX MILITANTS D'EXTREME GAUCHE CONDAMNÉS. — Deux militants du Front de libération populaire ont été condamnés à mort le vendredi 28 juin par un tribunal militaire d'Erzurum, à l'est de la Turquie. Ils étaient accusés d'un meurtre, de plusieurs vols et d'appartenance à une organisation politique illégale.

Vietnam

● NOUVEAU DRAME DE RÉFUGIÉS DE LA MER. — Soixante-sept réfugiés vietnamiens sont arrivés aux Philippines après un voyage en mer de dix-neuf jours au cours duquel sept de leurs compagnons sont morts, a rapporté dimanche 30 juin le journal philippin The Bulletin. Le journal a précisé que les réfugiés, découverts par des gardes côtes à l'embouchure de la baie de Manille, avaient déclaré avoir jeté par-dessus bord les sept victimes, dont cinq enfants, décédés au cours du trajet. Selon l'un des survivants, plus de vingt-cinq navires ont refusé de porter secours à leur bateau qui avait quitté les côtes méridionales du Vietnam le 10 juin dernier mais était tombé en panne de moteur le lendemain. — (AFP.)

● LE SORT DES SOLDATS AMÉRICAINS DISPARUS. — Les Etats-Unis et le Vietnam se sont mis d'accord pour tenir, mercredi 3 juillet à Hanoi, une réunion sur le problème des militaires américains disparus lors de la guerre du Vietnam, a annoncé, à Washington, le Pentagone. Deux mille cinq cents soldats américains sont considérés aux Etats-Unis comme « disparus au cours des combats ». La dernière rencontre américano-vietnamienne à ce sujet a eu lieu en avril. — (AFP.)

L'EAU, UN SOLIDE TERRAIN POUR LA COMPÉTITION



Des bassins olympiques aux piscines de rêve, les produits Surchlor[®], fabriqués par ORGANICIM pour le traitement des eaux de piscines, sont présents sous toutes les latitudes.

ORGANICIM est une des sociétés de la Division Spécialités Chimiques du Groupe Gdf Chimie. Placée dans le peloton de tête des grands producteurs mondiaux d'acide isocyanurique et de ses dérivés chlorés, ORGANICIM double ses capacités de production pour répondre aux besoins de ce marché en pleine croissance.

De même, NORSOLOR — autre société de la Division Spécialités Chimiques — a-t-elle réussi à conquérir une part substantielle du marché japonais des acrylates dont les utilisations couvrent de nombreux secteurs industriels : textiles, peintures,

cuir, papiers, colles et adhésifs, flocculants... Par ailleurs, la Division Spécialités Chimiques conçoit, développe et commercialise des gammes de produits largement diversifiées : intermédiaires organiques de synthèse, matières plastiques, liants, résines et matériaux composites.

Gdf Chimie

Spécialités Chimiques - Petrochimie - Enduits - Peintures - Encres - Huiles Goudrons et Dérivés - Adhésifs Industriels

● AU CŒUR DE LA COMPÉTITION

Division Spécialités Chimiques - Tour Gest, Cœur 14, 82082 PARIS - LA DÉFENSE 2, Tél. : (1) 776.41.77

politique

LES TRAVAUX DU PARLEMENT

La Nouvelle-Calédonie et la police au menu de la session extraordinaire

La session ordinaire du Parlement a pris fin le samedi 29. Les parlementaires ne vont pas pour autant partir en vacances. Le président de la République a signé un décret convoquant le Parlement en session extraordinaire à partir du jeudi 3 juillet.

Pour une fois, ce n'est pas une surcharge de travail, voulue par l'exécutif, qui est responsable de ces vacances retardées. La majorité sénatoriale en décidant de prendre son temps, tout son temps, pour étudier le projet de statut provisoire de la Nouvelle-Calédonie a rendu obligatoire une session extraordinaire. Alors que l'Assemblée nationale a adopté ce texte le 4 juin, le Sénat n'a pu le faire qu'à la fin de la session ordinaire, le 29 juin. Un autre projet, celui d'une mission d'information sur

place. Avant l'opposition a déjà, en partie, obtenu gain de cause, puisque les élections locales ne pourront avoir lieu en août comme le souhaitait M. Pélissier. Le gouvernement, soucieux de ne pas attendre trop longtemps, n'a pas voulu renvoyer le vote définitif de ce statut à l'automne.

Profitant de cette session obligatoire, M. Pierre Joxe a obtenu qu'il soit aussi étudié son projet sur la modernisation de la police. Mais il n'a pas encore été décidé s'il devrait se contenter d'une première lecture par les députés, probablement autour du 10 juillet, ou si une adoption définitive par les deux chambres sera envisagée. Un autre projet pourrait aussi être discuté en juillet.

M. André Labarrière, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, a prévenu les élus que le ministre du travail a entrepris des consultations sur le problème des « congés de conversion », après l'échec de la négociation entre les partenaires sociaux. Si un tel texte était adopté en conseil des ministres le 10 juillet, il serait soumis à l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Les députés ne pourront donc pas se contenter d'attendre dans leurs circonscriptions que les sénateurs aient achevé l'examen du dossier calédonien. Préoccupés par la préparation des élections législatives, ils l'auraient pourtant souhaité.

Th. B.

« Assouplissement des règles du travail temporaire. — L'Assemblée nationale a définitivement adopté, samedi 29 juin, en troisième lecture, le projet portant diverses dispositions d'ordre social après que son désaccord avec le Sénat — notamment sur les dispositions concernant le mode de travail — ont été confirmés. Les communistes se sont, eux aussi, opposés à ce projet qui, selon eux, commence à mettre en place « la flexibilité du travail ».

Effectivement, au cours de la dernière lecture de ce texte, le mercredi 26 et le jeudi 27 juin, les députés ont approuvé certaines dispositions concernant le travail intermittent, déposées sous forme d'amendements par le gouvernement au Sénat, qui traduisent en termes législatifs un accord entre les partenaires sociaux, mais que la CGT n'a pas signé. Ces amendements visent notamment à assouplir une ordonnance de 1982 prise pour harmoniser les règles du travail temporaire avec celles des contrats à durée déterminée. Toutefois, à l'initiative de M. Jean-Pierre Saur (PS, Loire), rapporteur de la commission des affaires culturelles, les députés ont insisté que puissent se succéder sur un même poste de travail des titulaires de contrats à durée déterminée et des intérimaires ; ils ont aussi prévu que soient saisies les institutions représentatives du personnel en cas de recours à l'intérim.

De même, l'Assemblée a rendu possible la signature d'un contrat à durée déterminée entre un apprenti et son maître d'apprentissage à la fin de son contrat d'apprentissage. A l'initiative de M. Gilbert Gauthier (UDF, Paris), elle l'a aussi autorisée à la suite d'un contrat de qualification. Ce texte prévoit également la possibilité pour les petites entreprises de se grouper afin d'employer des salariés communs et permet que les seuls salariés ne soient pas franchisés dans certains cas d'embauche de jeunes. Mais, en dernière lecture, les députés socialistes, à l'initiative de M. Saur, ont obtenu le renforcement de l'interdiction des licenciements à la suite « de l'exercice normal du droit de grève », afin que soit améliorée la jurisprudence qui, actuellement, permet aux tribunaux d'accorder des indemnités en cas de licenciement après grève, mais ne les autorise pas à obliger les employeurs à reprendre leurs salariés indûment licenciés.

A la demande du gouvernement, en troisième lecture, ils ont accordé un petit peu plus de souplesse financière aux établissements hospitaliers privés auxquels ce texte impose, comme aux hôpitaux publics, le système de la dotation globale.

C'est aussi dans ce texte que les députés ont interdit toute sanction professionnelle par les ordres professionnels pour non-paiement des cotisations obligatoires ; mais, en troisième lecture, ils ont retiré cette disposition pour les experts comptables, cela étant du domaine réglementaire.

Enfin, c'est dans ce même projet que figure l'interdiction de toute discrimination professionnelle, fondée sur le sexe et sur les mœurs, ce dernier point concernant les homosexuels. Ce texte donne aussi une base légale à la sécurisation psychologique et réglementaire l'utilisation du titre de psychologue (le Monde des 25 mai, 15, 19, 20, 27 et 28 juin).

Ce même samedi, l'Assemblée a aussi, définitivement, adopté les textes suivants :

« Code de la mutualité. — En quatrième lecture, les députés socialistes ont confirmé leur vote précédent alors que la majorité sénatoriale était, par trois fois, restée ferme dans son refus de voter l'acte de l'État, notamment en matière d'emprunts et d'achat ou de vente d'immeuble (le Monde des 21 février, 30 mai et 21 juin).

« Maîtrise d'ouvrages publics. — En quatrième lecture, les députés ont repris la version qu'ils avaient précédemment approuvée alors que les sénateurs continuèrent notamment à refuser tous les ajouts faits à ce texte concernant la profession d'architecte. A l'origine, ce projet visait simplement régler les rapports entre, d'une part, les collec-

tivités locales et leurs établissements, et d'autre part, les architectes et les entreprises du bâtiment afin de mieux définir les responsabilités des uns et des autres dans la construction des bâtiments publics, en espérant que cela améliorerait leur qualité architecturale. Mais au fil des travaux parlementaires, le gouvernement en a profité pour faire adopter quelques dispositions sur la profession d'architecte, puis il a répondu à modifier, dans l'immédiat, la loi de 1977 qui régit.

Ainsi, encore en troisième lecture, le 27 juin, l'Assemblée avait interdit à l'ordre des architectes, et à celui des géomètres-experts, de prendre des mesures d'ordre disciplinaire et professionnel pour non-paiement des cotisations et elle avait annulé les sanctions précédemment prises dans ce sens. Elle avait aussi permis que les organismes d'HLM soient gérés comme entreprises des mairies d'œuvre publiques pour des ouvrages liés à une opération de logements aidés. De même les personnes morales qui étaient, à titre principal, conducteurs d'opérations avant le 3 mars 1984, pourront, sous certaines conditions, et moyennant un agrément administratif, continuer à remplir cette mission. Pour sa part, le gouvernement a fait décider que les architectes associés d'une société d'architecture, dont ils sont aussi les salariés, pourront bénéficier du régime général de la Sécurité sociale (le Monde du 14 décembre 1984, 23 mai et 13 juin 1985).

« Urbanisme, au volage des aérodromes. — En quatrième lecture, les députés ont rétabli, malgré l'opposition des socialistes, une partie de la loi votée précédemment, celle qui autorise à se constituer des sociétés d'architecture, dont ils sont aussi les salariés, pourront bénéficier du régime général de la Sécurité sociale (le Monde du 14 décembre 1984, 23 mai et 13 juin 1985).

« Economie sociale. — En troisième lecture, après déclaration d'urgence, les députés ont voté un texte qu'ils avaient précédemment approuvé, alors que les sénateurs avaient maintenu leur désaccord, notamment sur les conditions d'union des sociétés coopératives ouvrières de production (SCOOP). En deuxième lecture, jeudi 27 juin, l'Assemblée nationale avait, en partie, tenu compte des réserves du Sénat pour éviter la constitution de finesses SCOOP. Les capitaux extérieurs pourront atteindre 50 % du capital social mais les salariés employés devront conserver la majorité de droit de vote. De même, une SCOOP qui s'ouvrira aux capitaux extérieurs perdra les avantages fiscaux auxquels ont droit les autres coopératives ouvrières de production. Ainsi amendées ces nouvelles dispositions législatives modernisent le règlementation des structures et coopératives de façon à leur permettre de s'adapter à la situation économique actuelle (le Monde des 6 et 27 juin).

« Publicité des armes à feu. — En quatrième lecture, les députés ont décidé de revenir purement et simplement au texte qu'ils avaient précédemment adopté. En discussion avec les sénateurs, ils ont tenu à ce que les armes de chasse soient soumises à cette nouvelle législation. Pour dévaloriser l'achat d'armes, celle-ci interdit la publicité en leur faveur dans des revues non spécialisées ainsi que la présence dans des catalogues de vente par correspondance comportant d'autres produits (le Monde des 11 avril, 4 mai et 6 juin).

« Frais de fonctionnement des producteurs. — En première lecture, après déclaration d'urgence, les députés ont approuvé un projet de loi, repoussé par les sénateurs, qui répartit entre l'État et les diverses collectivités locales les dépenses de fonctionnement, d'équipement et de personnel des services placés sous leur autorité (le Monde du 14 juin). Seul les socialistes ont voté pour le PS s'est abstenu ; le RPR et l'UDF n'étaient pas représentés au moment du vote. L'Assemblée n'a apporté que des amendements techniques et rédactionnels à ce projet qui, étant les conséquences de la décentralisation, prévoit, notamment, que l'État devra assurer les frais de fonctionnement des préfetures et sous-préfetures jusqu'à la charge des départements.

« Modification des règles de répartition de la DGF. — Modifier les

règles de calcul de la dotation globale de fonctionnement que l'État verse aux communes et aux départements n'est pas une chose aisée. Cette DGF représente quelque 30 % des recettes dont les mairies peuvent disposer pour faire face aux dépenses municipales et toute modification dans les clefs de répartition peut rapporter quelques millions de plus aux uns, mais enlever de moins à l'État. L'accord reçu par le projet du gouvernement vendredi 28 et samedi 29 juin, à l'Assemblée, montre que le ministre de l'Intérieur a assez bien préparé son dossier.

M. Pierre Joxe devait se livrer à cet exercice, puisque la majorité de 1980 avait décidé que la loi de 1979, créant cette DGF, serait caduque le 31 décembre 1985. Le ministre de l'Intérieur a multiplié, depuis quelques mois, les consultations avec toutes les associations d'élus, mais chacun admet que le projet devra être « amélioré » aux yeux des représentants parlementaires. C'est d'ailleurs pour laisser tout le temps aux sénateurs de l'étudier que les députés socialistes ont accepté d'en discuter le dernier jour de la session de printemps.

Une dotation en fonction de la population

Le projet ne bouscule pas les principes essentiels de la DGF. Cette dotation reste indexée sur le produit de la TVA, avec toutefois la garantie qu'elle évoluera aussi vite que les salaires dans la fonction publique ; les élus n'ont pas vu d'oeil et que pour cela soit pris pour référence, non plus le salaire de base mais le salaire moyen.

Le mécanisme de répartition entre les départements n'est ainsi pratiquement pas modifié. En revanche, celui pour les communes l'est sensiblement. Elles toucheront une dotation de base en fonction de la population communale, puis une dotation de péréquation qui après les amendements adoptés à l'initiative de M. Louis Besson (PS, Savoie), rapporteur de la commission des finances, tiendra compte, d'abord, des ressources fiscales de chaque commune et de l'effort fiscal qu'elle demande à ses contribuables, sans toutefois que la taxe professionnelle entre dans le calcul du potentiel fiscal « car c'est par le taux des impôts locaux qu'une municipalité peut manifester sa volonté de demander des efforts à ses contribuables ». Cette dotation sera, ensuite, soumise à l'insuffisance des revenus des habitants par rapport à ceux des communes de même importance.

Il y aura, en outre, une dotation de compensation en fonction du nombre d'enfants de trois à seize ans, de kilométrage routier (chiffre double dans les zones de montagne). Enfin les dotations supplémentaires ne seront maintenues que pour les communes touristiques et thermales (M. Besson a fait entrer dans cette définition celles qui ne reçoivent des visiteurs que pour la journée) et les communes qui sont des centres d'agglomération.

L'opposition n'a pas trouvé grand-chose à redire à l'encontre de ces mesures techniques ; elle n'était d'ailleurs pas représentée au moment du vote. M. Adrien Zeller, apparenté UDF, Bas-Rhin, a simplement estimé que cette réforme se place dans un contexte défavorable pour les collectivités locales et qu'elle aurait dû être associée à une réévaluation des bases des impôts lo-

(Publié)

UNICEF

Si vous avez, dans l'immédiat après-guerre (1947-1950), bénéficié de l'aide fournie par l'UNICEF (ou FISE-UNICEF) aux enfants d'Europe, ou si vous avez, d'un membre ou d'une autre, participé à cette action de solidarité, faites-vous connaître au :

COMITÉ FRANÇAIS POUR l'UNICEF

SERVICE DE L'INFORMATION
25, rue Faidherbe-David, 75018 Paris
Tél. : 524-80-00

Vous transmettrons vos documents personnels (photos notamment) et vous enverrons une étude actuellement menée par l'UNICEF sur cette période.

LE PC MULTIPLIE SES CRITIQUES CONTRE LE POUVOIR

« Le PS s'est fait le gérant zélé des intérêts et des idées capitalistes »

déclare M. Philippe Herzog

Les libertés en France « sont perverties du fait que le Parti socialiste a changé sa politique. En guise de compromis, comme disait le président de la République, il a capitulé devant les forces capitalistes. Autrement dit, il s'est fait le gérant zélé des intérêts et des idées capitalistes ». En guise d'exemple concret, M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du Parti communiste français, spécialiste pour ce parti des questions économiques, qui était dimanche 30 juin l'invité du Club de la presse d'Europe 1, a cité le cas de Renault :

« On va vendre Renix (société d'électronique automobile) aux Américains. C'est un coup de force contre les intérêts des travailleurs de Renault et contre leur exigence de pouvoir débattre des issues de cette entreprise. »

« L'affaire Renault relève de la forfaiture », a précisé M. Herzog. Car, dans le secret — et l'accusé de gouvernement — on est en train d'accepter que Renault dépense 1 milliard et demi ou 1,7 milliard pour renflouer American Motors, aux États-Unis, qui est au bord de la faillite, qui ne cesse d'accumuler les pertes et dont les ventes sur le marché américain ont baissé de 30 % dans la dernière période. Dans le même temps, on abandonne Renix, c'est-à-dire l'électronique, c'est-à-dire l'avant-garde, et l'on refuse de mettre en œuvre la fabrication d'un véhicule de bas de gamme, au moment même où les étrangers envahissent notre marché.

M. Herzog a récusé l'idée selon laquelle le PC aurait commencé à critiquer la politique en cours après avoir quitté le gouvernement :

« Nous avons eu à la fin de 1983 des séances très dures avec le Parti socialiste ; je me souviens en particulier du 1^{er} décembre 1983 où nous discutâmes un bilan de réformes importantes que nous jugeons indispensables pour constituer indéniablement un gros potentiel pour avancer — nationalisation de l'industrie et des banques, début de la décentralisation, développement de droits des travailleurs — mais l'histoire a

montré que ce bilan était réversible. Ce qui a été créé a commencé très vite à être détruit, à partir de 1983-1984. Un bilan peut rapidement être joué aux pieds. En ce moment, on est aux dénationalisations dans l'industrie, par exemple ; les lois Auroux ne sont pas utilisées, et la décentralisation sert à pousser les mairies et les travailleurs à accepter les licenciements. Le bilan était remarquable ; il fallait faire un deuxième pas en avant, des réformes plus hardies, plus novatrices. On ne les a pas faites ; au contraire, le Parti socialiste a complètement infléchi sa politique dans le sens de ce que souhaitait le capital. A mon avis, on sous-estime le pilotage de la politique économique de la France par l'étranger depuis 1982, en 1983, notamment, avec la dernière dévaluation. »

A la question : « pourquoi ne sommes-nous pas partis plus tôt ? », M. Herzog répond : « Parce que les choses se sont envenimées nettement tout au long de l'année 1981, au deuxième semestre 1983 et au premier semestre 1984. On peut penser que si nous étions partis quelques mois plus tôt, cela aurait été mieux. Mais on ne pourra pas nous reprocher de ne pas avoir tenté d'infléchir la politique du pouvoir socialiste. On pourrait, à la rigueur, nous reprocher d'avoir cru pouvoir l'infléchir en essayant de mobiliser les gens. »

« Nous avons besoin, a poursuivi M. Herzog, d'un soutien politique accru pour empêcher que se produise l'alternance entre une politique de droite conduite par les socialistes et une politique de droite conduite par la droite (...). Je suis pour battre la droite, mais je vous répondrai par une image. Imaginez-vous en train d'être étouffé par quelqu'un, et ce quelqu'un vous dit : « Avec votre ennemi, ce serait pire ! ». Qu'allez-vous faire ? Eh bien, moi, je ne me laisserais pas étouffer, mais je ne me jetterais pas non plus dans les bras de mon ennemi. Je chercherais à lutter, je résisterais et je rechercherais d'autres solutions. »

M. Lajoinie : la représentation nationale est méprisée

Dans un article publié à la « une » de l'Humanité du lundi 1^{er} juillet, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, écrit notamment : « François Mitterrand et le Parti socialiste ont poursuivi des rapports gouvernement-Palestine conçus pour adapter le pouvoir d'État aux exigences diversifiées du capital multinational. »

« Hommes du président, les ministres doivent avoir et conserver sa confiance. Réunion d'information, le conseil des ministres n'élabore ni n'oriente les choix qui engagent l'avenir du pays. A l'Assemblée nationale le Parti socialiste dominant, parti « godillot » comme l'étaient hier les partis de droite du président, fait souffler le vent de

l'abstention, y compris dans ses propres rangs. La représentation nationale est méprisée (...). Les décisions concernant la nation sont prises non pas dans les institutions existantes, fussent-elles autoritaires, mais dans des « petits déjeuners » pris autour du président de la République comprenant à tour de rôle des hommes du Parti socialiste non investis de fonctions gouvernementales, décidant en secret des affaires du pays. Il y avait jadis les « petits leviers » du roi, il y a aujourd'hui les « petits déjeuners » du... président (...). Comme pour tous les objectifs antérieurs, la démocratisation des institutions exige et exige le rassemblement dans la lutte des travailleurs et des démocrates. »



EUROPEAN
UNIVERSITY
OF AMERICA

EUROPE - ÉTATS-UNIS

PARIS - SAN FRANCISCO

3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de

maîtrises, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P.

Programme intensif sur 18 mois préparant au MBA - Master of Business

Administration reconnu par l'état de Californie - à Paris et à San

Francisco, spécialisé en management international

2^e CYCLE

Premier cycle universitaire ou préparation aux

grandes écoles ou une année d'enseignement supérieur.

Cycle complet d'études sur 3 ans préparant au MBA - Master of Business

Administration reconnu par l'état de Californie - à Paris et à San

Francisco.

Programme universitaire américain et expérience professionnelle :

Personal Project intégré au MBA permettant une immersion réelle dans

le milieu des affaires californien avec contacts directs dans les entreprises.

E.U.A. LONE MOUNTAIN CAMPUS • 2130 FULTON STREET • SAN FRANCISCO, CA 94117

Renseignements et inscriptions : EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

18, rue Marbeuf (Sodec), Paris 75008 (FRANCE) - Tél. : (1) 723.55.47

Centre d'Information pour l'Europe, 31 Galerie Montpensier, 75001 Paris, tél. (1) 296.45.11

POLITIQUE

AMABILITÉS EN AQUITAINE

Au nom de l'union de l'opposition...

De notre envoyée spéciale

Le Cap-Ferret. — Après avoir accueilli M. Raymond Barre à Pau au mois de janvier, l'Union pour le développement de l'Aquitaine — qui regroupe, autour de M. Jean François-Poncet, sénateur (gauche dém.) du Lot-et-Garonne, quelques élus de gauche de la région, de sensibilité « libérale et centriste », a reçu samedi 29 juin, au Cap-Ferret (Gironde), M. Jacques Chaban-Delmas.

L'invitation avait été lancée il y a plusieurs mois, avant même que la maire RPR de Bordeaux ne reprenne la présidence du conseil régional d'Aquitaine. L'UDA, à laquelle on prête l'intention de chercher à organiser la succession de M. Chaban-Delmas, et dont les activités, depuis sa création en juillet 1984, suscitent — à cause de cela — une certaine irritation dans les rangs du RPR, tenait en effet à manifester sa bonne foi.

Devant les quelques six cents élus UDF-CMI ou non inscrits réunis au Cap-Ferret, M. François-Poncet a donc multiplié les amabilités à l'égard de M. Chaban-Delmas. Il a rappelé notamment, qu'il avait eu l'honneur de « proposer la candidature » de l'ancien premier ministre à la présidence du conseil régional. « Depuis cette élection, a-t-il souligné, l'Aquitaine se sent soulagée et rassurée. Elle sait qu'elle sera défendue. Elle sait qu'après cinq ans de sectarisme c'est la tolérance et la sérénité qui l'importeront dans la région. » Il a même ajouté :

« C'est une partie importante de votre équipe qui est devant vous... impatiente d'écouter son pilote. » M. François-Poncet avait toutefois souligné que l'UDA, avec ses vingt et un conseillers régionaux (sur les trente-huit que compte la nouvelle majorité) et plus de soixante conseillers généraux, a bien l'intention de se faire entendre. Ne serait-ce que pour essayer de combler ce « fossé » qui n'a jamais été aussi « grand » entre « la classe politique parisienne et la base », a nous alors dit, a insisté M. François-Poncet, que nous ne voulons pas de la querelle des chefs, que nous voulons l'union non seulement en mars, mais aussi dans la longue et rude route du redressement qui suivra. M. Jacques Valade (RPR), président du conseil général de la Gironde, applaudissait des deux mains et parlait lui aussi, brièvement, de

« l'indispensable union » de l'opposition.

M. Chaban-Delmas, lui, ironisait sur la défaite des socialistes dans la région, reprenait son thème favori des « idéologies » qui n'ont rien à faire dans la « gestion » d'une région et, devant une assemblée hostile, dans sa majorité, à toute cohabitation après les élections de 1986, parlait de « ce problème anticipatif (il ne faut pas vendre la peau de l'ours...) et contraignant ».

« A l'évidence, a-t-il souligné, si nous gagnons avec un gouvernement des nôtres et ce président de la République, les risques seront majeurs et les pièges nombreux. Bien sûr, la solution serait de supprimer les effets en supprimant la cause, mais la cause — le président de la République — ne dépend pas de nous. » Il faut, a-t-il dit aux élus, montrer notre volonté d'une nouvelle politique et montrer que, dans un premier temps, cette volonté ne pourra pas s'appliquer comme nous le voulons en raison de la dégradation de la situation. »

L'Europe grabataire

M. François-Poncet a conclu cette journée en parlant de l'Europe et du « choc de l'ouverture sur l'Espagne et le Portugal ». L'une des ambitions de l'UDA n'est-elle pas, en effet, d'aider l'Aquitaine à faire face aux défis nouveaux dus à l'élargissement de la Communauté ? « Je suis pour l'élargissement », a affirmé le président du conseil général du Lot-et-Garonne, mais il y aura de la casse en Aquitaine. Il faut s'y préparer. Il faut que nous ayons un projet économique à l'horizon de la fin du siècle, qui tienne compte de ce que nous avons obtenu de l'Etat dans le cadre de la solidarité. M. François-Poncet a regretté que la discussion au sommet de Milan se soit « amorcé si mal ». « L'Europe de Bruxelles est grabataire, a-t-il expliqué, paralysée par la procédure de vote à l'unanimité. Selon lui le projet d'union politique de l'Europe est « mirabolant ». « Il ne contient que des incantations mais n'apporte aucune réponse. Ce projet de traité n'est qu'un paravent qui tend à dissimuler que l'Europe est grippée », a jugé M. François-Poncet.

C. F.-M.

DANS LE MÊME TEMPS QUE LE FLNC ANNONCE UNE « SUSPENSION DES ACTIONS MILITAIRES »

Quarante-quatre attentats en Corse

Nouvelle « nuit bleue » s'est déroulée en Corse, du 30 juin au 1^{er} juillet. Les quarante-quatre attentats recensés (vingt-trois dans le Nord et vingt et un dans le Sud) ont visé des agences bancaires, à Bastia et à Ajaccio, l'agence d'Air France d'Alajaccio, la gendarmerie de l'île-Rousse, la perception de Muria et des biens appartenant à des particuliers.

Cette « nuit bleue » intervient au terme de deux mois marqués par une recrudescence des attentats et à la veille du procès de trois membres de l'ex-FLNC, qui s'ouvrira à Lyon le 16 juillet prochain. Ces trois militants faisaient partie du commando qui tua, le 7 juin 1984, dans la prison d'Alajaccio, deux hommes inculpés dans l'affaire Guy Orsini, le militant nationaliste disparu en juin 1983.

C'est d'ailleurs ce prochain procès qui ont évoqué quatre hommes se réclamant de l'ex-FLNC, lors d'une conférence de presse réunie clandestinement à Marseille, dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet. Au cours de cette réunion, qui a eu lieu dans le parking souterrain du palais de justice de Marseille — au moment où étaient commis les attentats — un texte a été lu, annonçant que l'ex-

FLNC « suspendait ses actions militaires à partir d'aujourd'hui ».

« Nous avons la force et la capacité d'organisation nécessaires pour faire respecter cette suspension, a précisé l'homme qui lisait la déclaration, mais nous ferons usage de la même force et des mêmes capacités organisationnelles si le pouvoir persiste dans sa politique de négation de nos droits nationaux. » La trêve annoncée durera-t-elle au-delà du verdict de Lyon ? « Le mouvement se réserve un droit de riposte en cas d'agression contre ses militants », a répondu le porte-parole de l'ex-FLNC, après avoir rappelé les revendications de son mouvement.

Cette trêve annoncée à Marseille s'inscrit dans un climat dans le procès de Lyon n'est pas le seul élément. Le mouvement clandestin peut avoir intérêt, aux yeux de l'opinion corse, à ne pas compromettre la saison touristique, qui s'annonce difficile. Il peut, également, tenir à souligner le caractère politique de son action, par ailleurs délégué par les nombreux attentats (le Monde des 22 mai et 21 juin).

1) La dernière trêve des indépendantistes corses remonte au 2 avril 1981 : elle avait duré jusqu'au 20 août 1982.

● M. Dumas : Enthousiasme. — M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, qui était dimanche soir, 30 juin, l'invité de TFI, a notamment déclaré à propos de l'intervention de M. Mitterrand dans le différend entre le premier ministre et le premier secrétaire du PS : « On peut penser que ce n'est pas simplement un jugement de Salomon. » « C'est une juste appréciation des données de ce problème. Un chef de gouvernement qui explique la politique du gouvernement et de la majorité qui soutient ce gouvernement.

A l'intérieur de cette majorité le parti qui en est l'épine dorsale — le Parti socialiste — qui joue lui-même sa partition dans le grand orchestre. Le tout sous la baguette d'un chef, de façon à ce qu'il n'y ait pas de cacophonie. »

M. Dumas a estimé, d'autre part, que le voyage de M. Mitterrand en Languedoc-Roussillon s'était « bien passé ». « Le gouvernement fait une politique qui commence à porter ses fruits, a-t-il ajouté. L'enthousiasme commence à renaître. »

SIX ÉLECTIONS CANTONALES

L'opposition remporte tous les sièges à pourvoir

Six sièges de conseillers généraux étaient à pourvoir le dimanche 30 juin. Cinq d'entre eux (Menton, Moulhouse-Sud, Douvaine, Darmaet et Viesme-Ouest) restaient en ballottage à l'issue des premiers tours de la semaine précédente. Dans le canton d'Arrazac-Arraziguet, la consultation faisait suite à l'annulation du scrutin de mars dernier.

En termes de ces élections partielles complémentaires à cinq décès et à une invalidation, l'opposition a conservé les six sièges qu'elle détenait.

Les électeurs des cinq cantons en ballottage se sont abstenus massivement, davantage encore qu'au premier tour : 68,38 % d'abstentions dans le Val-de-Marne, 67,67 % dans le Haut-Rhin, 62,70 % en Seine-Maritime, 57,84 % en Haute-Savoie et 56,95 % dans les Alpes-Maritimes. Cette constatation relative

les succès, ne demeurant attendus, de candidats de l'opposition. Dans le canton de Moulhouse-Sud par exemple, si le candidat soutenu par le RPR, M. Blum, a été élu avec 61,86 % des suffrages, il n'a recueilli que 18,69 % des inscrits.

Dans les trois cantons (Menton, Moulhouse-Sud et Viesme-Ouest) où se sont déroulés des duels opposition-Front national, les candidats de ce parti, malgré une participation plus faible qu'au premier tour, ont amoindri leur score.

Le PS, qui n'était présent au second tour que dans le canton de Darmaet (Seine-Maritime), enregistre un recul sensible. Son candidat, M. Jeanne, a perdu sept points par rapport aux cantonales de mars 1985 et n'a pas, semble-t-il, bénéficié d'un bon report des voix communistes du premier tour.

Dans le canton d'Arrazac-Arraziguet (Pyrénées-Atlantiques) où la participation a été élevée (84,06 %) et supérieur au premier tour de mars 1985, la réélection de M. Casselgnan, (div. opp.) a été acquise dès le premier tour et avec une confortable avance : 680 voix. Au second tour de mars 1985, 3 voix seulement le séparaient de son adversaire socialiste. La gauche a pourtant, dans ce canton amoindri nettement ses positions d'un scrutin à l'autre. Au premier tour des cantonales de mars dernier les candidats socialistes et communistes avaient recueilli 39,13 % des suffrages, ils en ont totalisé 48,30 % le 30 juin. Et si le PC a reculé très légèrement, passant de 5,26 % à 3,98 % le PS a lui progressé de plus de dix points.

NADINE AVELANGE.

ALPES-MARITIMES : canton de Menton (2^e tour).

Inscr., 28 916 ; vot., 12 447 ; suffr. expr., 11 345. MM. Périgrin, un. opp., 7 720, ELU ; de Gubernatis, FN, 3 625.

[Francis Palmero, sénateur sortant des Alpes-Maritimes, ancien maire de Menton et conseiller général de ce canton, décédé le 13 mai dernier, avait été réélu au second tour des cantonales de mars 1982 avec 12 750 voix contre 7 374 à M. Guidicé, PS, pour 20 124 suffrages exprimés, 21 015 votants et 29 368 inscrits.]

M. Périgrin, candidat soutenu par le RPR et l'UDF, maître de Besençon-Cap-Martin, est sorti vainqueur du second tour de ce scrutin partiel qui l'opposait à un candidat du Front national. Les candidats de gauche avaient été éliminés à l'issue du premier tour parce qu'ils n'avaient pas franchi la barre des 10 % des inscrits.

La participation des électeurs a été plus faible encore que le 23 juin puisque le taux des abstentions est passé de 52,06 % à 56,95 %. Les deux candidats de l'opposition ont néanmoins amoindri leur score de premier tour (taux en voix qu'en pourcentage).

Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants : inscr., 28 916 ; vot., 13 862 ; suffr. expr., 13 544. MM. Périgrin, 6 576 ; de Gubernatis, 3 210 ; Nalabon, PS, 1 892 ; Philippe, PC, 1 221 ; Lereux, div., 645.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : canton d'Arrazac-Arraziguet (1^{er} tour).

Inscr., 4 268 ; vot., 3 588 ; suffr. expr., 3 509. — MM. Casselgnan, div. opp., 1 814, ELU ; Fam, PS, 1 555 ; Ducos, PC, 140.

[Cette élection partielle était consécutive à l'annulation, par le tribunal administratif de Pau, du scrutin de mars dernier.]

M. Casselgnan, candidat soutenu par le RPR et l'UDF, a été élu avec 1 733 voix contre 1 730 à M. Fam, pour 3 463 suffrages exprimés, 3 604 votants et 4 350 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 4 290 ; vot., 3 589 ; suffr. expr., 3 534. MM. Casselgnan, 1 250 ; Fam, 1 197 ; Coste, RPR, 503 ; Ducos, PC, 186 ; M^{re} de Nizelle, FN, 58.

MM. Casselgnan conserve donc son siège. Il a été réélu dès le premier tour, avec cette fois une avance confortable sur son adversaire socialiste, M. Fam. Il a recueilli 51,69 % des suffrages au lieu de 50,04 % au second tour de mars dernier. Par rapport au premier tour des cantonales de 1985, le candidat socialiste a enregistré une gain de plus de 10 points, mais le candidat communiste en perd 1,28. Les deux candidats de gauche, qui avaient totalisé 39,13 % des suffrages, en ont cette fois recueilli 48,30 %.

HAUT-RHIN : canton de Moulhouse-Sud (2^e tour).

Inscr., 24 173 ; vot., 7 814 ; suffr. expr., 7 305. MM. Blum, un. opp., 4 519, ELU ; Freulet, FN, 2 786.

[Ce siège était vacant depuis le décès d'André Erbault, UDF-PSD, qui avait été réélu au second tour des cantonales de mars 1982, sous l'étiquette CDS, avec 9 259 voix contre 4 924 à M. Grémond, PS et 6 à M. Horter, RPR, pour 14 189 suffrages exprimés, 14 838 votants et 24 280 inscrits.]

Le candidat de Moulhouse-Sud reste donc acquis à l'opposition, mais il échoue à l'UDF au profit d'un candidat soutenu par le RPR, M. Blum qui l'emporte au second tour avec 61,86 %

des suffrages exprimés, mais seulement 18,69 % des électeurs inscrits, devant le candidat du Front national. M. Blum, élu sur trois s'est rendu aux urnes.

Au premier tour déjà le taux d'abstentions avait été très élevé (65,11 %).

A cette faible participation s'était ajoutée une multiplicité de candidatures : aucun candidat du premier tour n'avait franchi la barre des 10 % des inscrits. Arrivés respectivement au premier et au second tour, le 23 juin, MM. Blum et Freulet étaient seuls à pouvoir participer au second tour.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 24 173 ; vot., 8 434 ; suffr. expr., 8 183. MM. Blum, 1 842 ; Freulet, 1 458 ; Blum, PS, 1 144 ; Piller, CDS, 993 ; Horter, div., 825 ; Wachter, écol., 506 ; Corlier, RPR, 387 ; Horter, div., 386 ; M^{re} Thévénin, PSD, 355 ; MM. Salomé, PC, 148 ; Muller, div., 139.]

HAUTE-SAVOIE : canton de Douvaine (2^e tour).

Inscr., 9 216 ; vot., 3 885 ; suffr. expr., 3 770. MM. Mugnier, UDF, 2 485, ELU ; Bechet, div. d., 1 283.

[M. Jacques Mignot, conseiller général div. d., récemment décédé, avait été réélu au premier tour des cantonales de mars dernier avec 4 099 voix contre 785 au candidat communiste M. Betsamp, pour 4 884 suffrages exprimés, 5 173 votants et 5 240 inscrits.]

M. Mugnier, candidat de l'UDF, qui a été élu avec 65,91 % des suffrages exprimés, était le seul à avoir franchi au premier tour la barre des 10 % des inscrits. Il avait obtenu 1 615 voix pour 4 127 suffrages exprimés, 4 175 votants et 5 217 inscrits, devant MM. Bechet, 730 voix ; Favre, div., 648 ; Hyacinthe, PS, 359 ; Betsamp, PC, 285 ; Costoux, FN, 261 ; Dumont, écol., 229.]

SEINE-MARITIME : canton de Darmaet (2^e tour).

Inscr., 15 731 ; vot., 7 616 ; suffr. expr., 7 376. M^{re} Préterre, UDF, 4 625, ELU ; M. Jeanne, PS, 2 751.

[M. Pierre Damamme, UDF-rad, vice-président du conseil général, décédé le 25 mai, avait été réélu au second tour des cantonales de mars dernier avec 5 535 voix contre 4 401 au candidat PS, M. Jeanne, pour 9 936 suffrages exprimés, 10 524 votants et 15 777 inscrits.]

M^{re} Préterre, UDF, est sortie vainqueur de ce second tour de scrutin qui l'opposait au candidat socialiste, M. Jeanne. Elle a recueilli 62,70 % des suffrages exprimés.

M. Jeanne, qui en a obtenu 37,29 %, est loin de réaliser son score de mars dernier (44,29 %) et n'a pas retrouvé l'ensemble des voix qu'il s'étaient portées sur son nom et sur celui du candidat communiste au premier tour. Les deux candidats de gauche avaient recueilli ensemble, le 23 juin, 41,44 % des suffrages exprimés. Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants : inscr., 15 731 ; vot., 7 648 ; suffr. expr., 7 597. M^{re} Préterre, 3 129 ; M^{re} Jeanne, 1 979 ; Pautier, PC, 1 132 ; Mignot, RPR, 1 021 ; Derrière, FN, 246.]

VAL-DE-MARNE : canton de Viesme-Ouest (2^e tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 286 ; suffr. expr., 4 034. MM. Lacan, un. opp., 3 182, ELU ; Maurin, FN, 852.

[R. L'engagement de pourvoir le siège vacant par le décès de M. Roland Vermande, conseiller général RPR depuis 1972 et adjoint au maire de Viesme-Ouest, qui avait été réélu le 23 juin au premier tour des cantonales de mars 1982 avec 5 873 voix contre 1 974 à M. Marty, PS, 603 ; M. Verrier, PC et 288 à M. Plan, PSU, pour 5 738 suffrages exprimés, 5 925 votants et 14 719 électeurs inscrits.]

Les résultats de ce second tour de scrutin sont sans surprise. M. Lacan, « candidat de l'opposition seule », a emporté avec 75,57 % des suffrages devant le candidat du Front national. Au premier tour, M. Lacan avait obtenu 62,99 % des suffrages exprimés, mais il n'avait pas recueilli le quart des voix des électeurs inscrits, indispensables pour être élu.

Malgré un taux de participation plus faible qu'au premier tour (51,61 % au lieu de 34,87 %), les deux candidats ont réuni sur leurs noms un plus grand nombre d'électeurs.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suffr. expr., 4 624. MM. Lacan, 2 936 ; Marty, 660 ; Verrier, PC, 600 ; Chaval, écol., 235 ; Talhouarn, PC, 231.]

SOUÇONNÉ DE LIENS AVEC LES MILIEUX INDÉPENDANTISTES

Un « super-flic » guadeloupéen est révoqué

Un conseil de discipline de la police nationale, réuni le 18 juin, a proposé au ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, la révocation de l'inspecteur principal Jean Laguerre, âgé de trente-huit ans, en poste depuis huit ans à la brigade de recherches du

commissariat central de Pointe-à-Pitre. Il ne fait guère de doute que le ministre suivra l'avis du conseil, l'inspecteur Laguerre étant suspecté d'avoir entretenu des relations avec certains milieux nationalistes guadeloupéens.

Correspondance

teur principal Jean Laguerre. A la fin du mois de décembre, l'inspecteur était interpellé par les fonctionnaires de la direction centrale de la police judiciaire, puis, après une garde à vue de quarante-huit heures, présenté au procureur de la République de Pointe-à-Pitre, M. Christian Hassenrat, et au premier substitut, M. Jean-Louis Bec.

Il était ressorti du palais de justice sans aucune inculpation, entouré de presque tous les officiers de police judiciaire du département. Toujours, au cours de sa garde à vue, il avait répété que l'arme lui avait été volée et qu'il ne savait, quelques mois plus tôt, et qu'il n'avait pas voulu en faire la déclaration de peur que son habilitation d'officier de police judiciaire lui soit retirée. Elle lui fut pourtant retirée par le procureur général, M. Jean Dupuis, à l'issue de la garde à vue. Quelques mois plus tard, Jean Laguerre était provisoirement suspendu.

Au début du mois d'avril, apprenant que le conseil de discipline allait prochainement se réunir à Paris pour examiner sa situation, M. Jean Laguerre avait écrit une lettre ouverte au ministre de l'Intérieur.

riour et de la décentralisation, expliquant qu'il ne se rendrait pas à Paris et accusant le premier substitut du procureur de la République de Pointe-à-Pitre, M. Jean-Louis Bec, d'avoir proféré certaines menaces à son encontre. Le magistrat, quelques jours plus tard, avait depuis plainte contre le « super-flic » pour outrage à magistrat.

ALAIN GILLES.

ipesup
HEC - SCIENCES-PO
MÉDECINE - PHARMACIE

la préparation au succès

- 1^{re} classe préparatoire HEC de France
- 10 ans d'efficacité
- 2 centres à Paris, 10 de la Cliché ou Trocadéro

Enseignement Supérieur Privé
16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris - ☎ (0) 325.63.30

هكذا من الأصل

POLITIQUE

LA CHUTE DES RÉSISTANTS FTP-MOI PARISIENS

Les ombres de 1943

(Suite de la première page.)

Cependant la mémoire ainsi ravivée est aussi celle des survivants : l'histoire concrète du sacrifice des FTP-MOI parisiens. Pourquoi, la répression a-t-elle réussi à stopper le plus grand mouvement de résistance armée de la capitale ? Les estimations vont de trois cents à six cents arrestations en 1943-1944. Les hanches se délient, les souvenirs affleurent, les témoignages se complètent ou se contredisent. Car la police miquelienne a pour tâche de tout unifier, de tout rassembler, de tout rassembler, ou presque, sous le jour d'aujourd'hui de retour à Paris. Certains, revenus de déportation, n'ont jamais quitté la capitale ; d'autres avaient poursuivi leur route militaire pour construire, croyaient-ils, le socialisme. Ils en sont revenus, géographiquement et politiquement.

Et ils se souviennent. A la fin de 1942, après la grande rafle des juifs, élargie à Paris, les 16 et 17 juillet, beaucoup de jeunes se tournent vers la Résistance, animée principalement par les communistes. Deux mouvements distincts se sont rejoints pour former le bras militaire : les mouvements de jeunesse dans l'immigration, juive principalement, qui ont commencé à se constituer dès l'été 1940 ; la structure armée mise en place par le PC clandestin, durant la même période, l'Organisation spéciale (OS), qui, à partir de juillet 1941, est l'armature du combat communiste.

De cette fusion naissent les Francs-tireurs et partisans et leur

section étrangère, la Main-d'œuvre immigrée, du nom de l'organisation du PC sur site de l'immigration depuis la fin des années 20. La MOI devient donc une organisation à la fois politique et militaire, avec une direction générale et des sections par pays d'origine. A chacune de ces sections, nationales, correspond, en détachement FTP, la section juive, polonaise surtout, dont le responsable est Adam Rayski, réuni essentiellement une organisation de jeunesse : parfois appelée Union de la jeunesse juive (UJJ) et le détachement FTP-MOI, ce qui n'empêche pas la présence de nombreux juifs dans les autres détachements nationaux. La première était la vigne du second.

Aussi, fin 1942-début 1943, Henri Krasucki, l'ancien secrétaire général de la CGT et alors chef de l'UJJ, reçoit-il pour complot d'intensifier le recrutement. A preuve, le récit que qu'il aurait fait alors à un jeune militant du onzième arrondissement, Simon Rayman, sur les rebelles essayés par une jeune fille de ce quartier qui voulait entrer dans la Résistance. Elle s'appellait Lucienne Goldfarb, et avec elle nous entrons dans les mystères de l'année 1943. Née le 30 octobre 1924 à Radom (Pologne), Katja Lucienne Goldfarb est arrivée à Paris en 1931 avec ses parents. La famille s'est installée dans une petite rue du onzième arrondissement, la rue des Immeubles Industriels, où vivent aussi les familles Rayman et Lemberger, qui donneront des combattants aux FTP-MOI.

mal récompensé. Et il ajoute, à propos de Lucienne, que quarante ans après il appelle encore « LG » comme pour une abréviation administrative : « Elle m'a aidé à un moment donné, on envoyait des lettres ensemble pour avertir des gens. » Ce qui suppose, à tout le moins, que Lucienne savait qu'elle était arrêtée.

Autre indice troublant : Puteaux. Pourquoi est-ce à ce commissariat qu'Henri Krasucki et son camarade Se Radzinski sont détenus lors de leur arrestation, interrogés une dizaine de jours durant, avant d'être, pour Henri Krasucki, transféré à Fresnes, où il sera à nouveau torturé, de même que sa mère sera sous ses yeux ? Pourquoi l'une des « planques » d'Adam Rayski, située par des policiers venus, eux aussi, de Puteaux ? Puteaux, qui avait certes très mauvaise réputation, avec une brigade spéciale et un commissaire. Bistrot particulièrement « énergique », mais qui n'était cependant pas le siège central de la répression.

Est-ce Pierre Piget qui a transféré « LG » en indication des brigades spéciales ? Ce que Lucienne nie farouchement ? Est-ce lui qui lui a fait croire, comme elle le prétend, selon certains témoins, qu'elle

On comprend donc que cette affaire soit restée comme un souvenir douloureux dans la mémoire des rescapés, d'autant plus que Lucienne, sous le surnom de « la rouquine », fit par la suite une grande carrière dans le Paris de la prostitution et du profitisme. Une carrière sous haute protection policière jusqu'au milieu des années 70, comme elle le racontera dans un livre au magnétophone, publié en 1976 chez Balland, où elle ne jure que par les « condés » et ne dit rien des années précédant 1947. « Eh bien oui, j'ai choisi la police. C'est vrai que je fus l'auxiliaire des postiers », écrit-elle pour résumer le secret de son ascension. Sans parler des survivants de la rue des Immeubles Industriels, André Balland, ancien FTP lui-même, fit retirer de la vente et mettre au pilon ce livre dont il espérait pourtant faire un best-seller.

Ainsi, bien avant la chute du groupe Manouchian en novembre 1943, la police a pris une longueur d'avance. Le coup de filet de mars est le tournant décisif. Il permet de couper les FTP-MOI de leur réserve militaire et de leur infrastructure logistique. Les policiers des BS cherchent et recourent leurs informations. Ils cherchent déjà Rayski, le chef politique autour duquel le

let, Manouchian, lors d'un rendez-vous à Brétigny-sur-Orge, lui confie avoir fait la même démarche auprès des dirigeants de la section armée. Leurs interlocuteurs, qui sont en relation avec la direction clandestine du PCF, c'est-à-dire Jacques Duclos, les entendent enfin en septembre. Mais pour les seuls responsables politiques.

Rayski, chef politique de la section juive, Louis Gronowski, chef de l'ensemble de la MOI, Boris Holban, responsable militaire des FTP-MOI, mais néanmoins considéré comme un politique, sont notamment retenus du front parisien et évacués en zone sud ou dans le Nord-Pas-de-Calais. Les militaires, eux, doivent tenir, et, de fait, ils s'ennuient. C'est alors que Manouchian succède à Holban comme responsable militaire de l'ensemble des FTP-MOI parisiens et que Joseph Davidowicz, un cadet moyen rapidement promu, en devient le commissaire politique. Deux noms dont le sort est scellé.

Davidowicz tombe le 20 octobre et parle, sans avoir été torturé. C'est l'ultime coup de pince à la répression. Manouchian est arrêté le 16 novembre. Entre le 13 novembre et le 7 décembre, soixante-sept combattants sont ainsi pris par la police. Les FTP-MOI parisiens sont définitivement affaiblis. A l'enfermement vient s'ajouter un enfermement militaire et politique. Militaire en ce sens que leur tactique de guérilla urbaine est désormais en porte à faux par rap-

port à la réorientation de la résistance communiste vers des actions plus massives et spectaculaires, préparant déjà les rapports de forces de la Libération, dont le repaire naturel est le maquis. Politique en ce sens que le PCF se refuse à laisser faiblir sa présence dans la capitale. Il s'oppose donc à la relève de militants, qui voient pourtant le sol se dérober sous leurs pas, et exige même d'eux, dans cette logique de préparation de l'avenir, des actions plus fréquentes, plus massives, donc plus risquées.

Logique suicidaire que ce sacrifice de militants dont on pense ne plus pouvoir modifier le sort ? Elle n'est pourtant pas sans exemple dans l'histoire de la résistance communiste. Ainsi Gilbert Brustlein - l'un des témoins du film de Moscou - nous révèle qu'après la chute de son groupe de l'Organisation spéciale (OS) en octobre 1941, alors qu'il était isolé et recherché par la police, Pierre Georges, dit Colonel Fabien, lui ordonna de se faire sauter dans un bar de soldats allemands avec une valise pleine d'explosifs. L'action « militaire » aurait-elle permis ici de « régler » le cas d'un militant embarrassant ? Ce fut en tout cas la conviction de Brustlein, qui s'enfuit en Espagne puis à Londres. Après la guerre - nous dit-il - Albert Ouzoulias, commissaire politique national des FTP, lui a proposé de l'inscrire dans un ouvrage sur la Résistance avec la mention : « Le parti l'a fait passer en Afrique du Nord ».

L'école du Komintern

De l'existence de telles zones d'ombre certains déduisent que le PCF a pu « donner » les FTP-MOI fin 1943. Davidowicz aurait-il parlé sur ordre ? Rien ne permet de l'affirmer. Boris Holban reprit le commandement des FTP-MOI après la chute de Manouchian. Sa première tâche fut d'interroger, fin décembre 1943, Davidowicz, remis en liberté par la police, qui espérait ainsi remonter jusqu'à la direction clandestine du PCF. Le procès-verbal de son interrogatoire, qui devait conduire à son exécution par les résistants, dans un pavillon de Bourg-la-Reine, existe mais n'a jamais été produit, ni par le PCF ni par Holban, qui en détenait probablement un exemplaire.

Quoi qu'il en soit de ce document, on ne voit pas pourquoi le PCF se serait délibérément privé de combattants toujours opérationnels en les livrant. Sauf à introduire ici des données ultérieures : la chasse aux anciens des brigades internationales d'Espagne et de la MOI de France, dans les démocraties populaires, à partir de 1947. L'antisémitisme par Staline dans cette période ne peut en plus être retenu pour les drames de 1943. Car pourquoi, alors, les hauts cadres politiques juifs auraient-ils été épargnés ?

Cette lecture anachronique oublie peut-être le vrai mystère. Le malaise du PCF sur cette période, comme les imprécisions de certains récits de survivants, ont sans doute une autre cause. L'histoire des cadres politiques de la MOI commence avant 1939 et continuera après. Ces militants sans patrie ni frontière ont été formés à l'école du Komintern, l'Internationale communiste formellement dissoute en 1943. Ils échappent, en partie, au contrôle de la direction du parti français. Ainsi seront-ils affectés, après 1945, à la construction du « socialisme » dans les pays conquis par l'armée rouge. Profondément internationalistes, quoique au service de ce qu'ils

croyaient être la « patrie du socialisme », ils sont de passage en France.

Aussi certaines zones d'ombre de l'épopée des FTP-MOI parisiens peuvent-elles être liées à l'existence d'une double commande : la Résistance en France, les intérêts de l'URSS dans le conflit mondial. L'une des victimes du coup de filet de novembre 1943, arrêté alors qu'il avait rendez-vous avec Manouchian, Joseph Epstein, dit colonel Gilles, est emblématique de cette génération « kominternienne ». Chef d'état-major de l'ensemble des FTP d'Ile-de-France, ancien des brigades internationales, rompu à la clandestinité, stratège hors pair et présent tinité, il fut arrêté le 16 novembre 1943, à la maladresse des embalmements militants. Pourtant, quelles qu'en soient les tragiques conséquences, les convictions de ces FTP-MOI, leur antifascisme radical et leur internationalisme fœtal ont aussi nourri leur courage.

PATRICK JARREAU
ET EDWY PLENEL

Le « mystère Lucienne »

Jean Lemberger nous assure aujourd'hui que Lucienne, qu'il avait perdue de vue depuis longtemps, l'a abordée à la fin de l'été 1942 dans cette rue en lui demandant : « Entrez dans la Résistance. Appartenant aux FTP-MOI depuis juillet, il dit s'être mêlé de cette jeune fille qui, avant guerre, se tenait un peu à l'écart de la vie du quartier. Lucienne aurait alors fait la même démarche auprès de Marcel Rayman, qui deviendrait bientôt l'instructeur militaire des FTP-MOI. De nouveau repoussée, elle se serait tournée vers une ancienne camarade de classe installée dans le vingtième arrondissement, qui l'aurait accueillie et mise en rapport avec Henri Krasucki.

A l'appel de ses velléités militantes, Lucienne se vante, selon des témoignages que nous avons recueillis, d'être en relation avec un policier « ami des juifs » qui peut faire sauter les scellés d'apparements sans sous séquestrer. Interrogés, ses camarades déléguent une militante de l'Organisation de jeunesse, Paulette Slivka, pour vérifier ses dires. Or, selon Adam Rayski, Lucienne, cette même jeune fille « suspecte », lui est présentée par Henri Krasucki comme une candidate possible à la fonction d'agent de liaison. Il assure s'être méfié des fables, lors de ce rendez-vous de contact, mais ne pas avoir été averti de cette activité policière dont elle se prévalait. Pourtant l'on imagine mal Henri Krasucki ne pas rendre compte d'un fait de cette impor-

taance, surtout pour des clandestins, à son responsable politique et supérieur hiérarchique direct. Selon certains, il aurait même mis en garde Rayski, qui aurait néanmoins tenu à rencontrer Lucienne.

Toujours est-il que le surprenant du rendez-vous, selon Rayski, Henri Krasucki est arrêté, tandis que Lucienne s'apprête à partir. Les arrestations se succèdent : celle de Lucienne se succède à celle de Simon Rayman, qui est arrêté à son tour. Lucienne, elle, est arrêtée à son tour, selon les sources, quelques jours après la chute de la MOI. Aujourd'hui tous les récits assurent avoir compris : « on m'a appris de la bouche de leurs tortionnaires - que Lucienne était l'indicatrice de la police. Henri Krasucki, emmené au commissariat de Puteaux, fait parvenir un message à Rayski déléguant Lucienne comme sa déléguée. Paullette Slivka, interrogée par le commissaire Ferdinand David, chef de la BS n°1, s'entend dire qu'elle a été « donnée » par Lucienne.

Dans la même période, Madeleine Meyer, cachée avec parents dans un appartement de la rue des Immeubles Industriels, se rappelle avoir entendu un policier prévenir d'une descente de police sur dénonciation, toujours, de Lucienne. Elle ajoute avoir vu celle-ci, deux jours plus tard, dans la rue, en compagnie de deux officiers allemands, Jean Lemberger, dit Parvatisien, intervient plus tard, le 22 avril 1943, dit avoir vu alors Lucienne en conversation avec des policiers, dans un coin de la préfecture de police.



Dessin de SZLAKMANN.

pourrait obtenir ainsi la libération de sa mère ? Ou la réalité est-elle plus complexe, chacun ayant voulu jouer au plus fin, Lucienne pour sa survie, les résistants dans l'espoir de connaître les intentions policières, et Piget pour nourrir ses états d'âme sur ce cas où le vent tournerait ? Autre hypothèse : Piget a-t-il mis pour recouper le plus haut possible dans l'organisation ? A-t-il fait la sympathie pour piéger le réseau ?

Toujours est-il qu'à la Libération, inculpée à Fresnes, la police sollicite, par l'intermédiaire de Simon Rayman, le témoignage en sa faveur d'Henri Krasucki, et l'obtient. Celui-ci confirme au juge d'instruction l'attitude « différente » de Lucienne lors de son interrogatoire : il craint plus fort que les autres mais ne frappe pas, il permet aux résistants arrêtés de communiquer entre eux et aurait même revendiqué son appartenance à un réseau de résistants policiers. Quelques années plus tard, en 1950, Simon Rayman, Jean Lemberger et quatre autres survivants de la MOI, déposent une plainte contre Lucienne Goldfarb, plaignant qu'elle n'aurait pas en raison d'une loi du 5 janvier 1951, qui amnistie les faits de collaboration lorsqu'ils ont été commis par un mineur de vingt et un ans (Lucienne avait dix-huit ans en mars 1943). Or, lorsque nous apprenons, aujourd'hui, à Simon Rayman que de leur propre aveu, Pierre Piget et Lucienne Goldfarb se connaissaient, il tombe des nues !

L'imbroglio autour de ces personnages de Piget et de Lucienne témoigne d'hésitations, voire d'imprudences, que l'accusation unanime des survivants contre Lucienne ne suffit pas à dissimuler. Si celle-ci fut bien la déléguée, elle aura alors permis aux policiers de faire de grands progrès dans la connaissance d'un milieu, certes surveillé et fiché avant guerre, mais qu'il fallait désormais localiser et cerner dans des conditions de clandestinité. Tous ces jeunes se connaissaient depuis l'enfance, ayant grandi dans les mêmes rues des onzième et vingtième arrondissements. Le clandestin n'était que relatif à l'égard des amis et des proches, les « planques » n'étant même parfois guère éloignées de l'ancien domicile. Or, même si tous les survivants assurent s'en être méfiés dès le premier abord, à l'évidence Lucienne a pu fréquenter pendant plusieurs semaines des militants à la libération des FTP-MOI et de leurs dirigeants.

Lucienne Goldfarb, âgée de soixante ans, vit toujours en France. Nous l'avons interrogée sur ces accusations ; elle les réfute toutes, en bloc. Elle assure même ne pas connaître Henri Krasucki, et ne l'avoir jamais rencontré, pas plus qu'Adam Rayski. Après l'arrestation de son père, Fizez, lors de la rafle de juifs du onzième arrondissement le 21 août 1941 (il sera déporté de Drancy vers Auschwitz dans le premier convoi de la « solution finale », le 27 mars 1942), elle se réfugie en zone libre, dans le Cher, avec sa mère et son frère. Courant 1942, mais elle est imprécise sur les dates, elle tente de repasser en zone nord, est arrêtée faute de laissez-passer sur la ligne de démarcation et condamnée à Bourges à douze semaines de prison. A sa sortie, elle revient à Paris où elle apprend, assure-t-elle, les arrestations de sa mère et de son frère, revenus entre temps en zone libre.

Le tournant de mars

Selon nos vérifications, sa mère, Sara, arrêtée le 11 février 1943, est déportée à Auschwitz autour du 31 juillet 1943. Son jeune frère, Richard, arrêté une première fois le 19 décembre 1942 puis placé dans un orphelinat, est ramené à Drancy le 10 février 1943 et déporté vers Auschwitz le lendemain. Interrogée dans un hôtel de Puteaux, détenue sans famille, Lucienne Goldfarb affirme avoir fait alors la connaissance d'un policier du commissariat

de cette commune, Pierre Piget. Un policier membre de la brigade spéciale de Puteaux, chaque commissariat parisien comportant une antenne des deux BS centrales. Il lui aurait permis d'échapper à un contrôle d'identité - elle avait de faux papiers - et d'obtenir de « vrais » faux papiers au nom de la belle-sœur du policier et d'aller ainsi se cacher jusqu'à la fin de la guerre en Normandie, notamment dans l'Eure.

Mystère des dates : selon nos vérifications, c'est en janvier 1943 - c'est-à-dire avant l'arrestation de sa mère - que Pierre Piget, ancien gardien de la paix promu « inspecteur spécial », interpelle Lucienne. Piget, lui aussi, vit toujours en France, et aura soixante-dix neuf ans en septembre prochain. A la libération, participation active à la police de Vichy lui valut trente-trois mois de détention provisoire qui se terminèrent cependant sur un non-lieu. Mais il fut définitivement radié de la police nationale, à la différence d'autres membres des BS réintégré - avec réconstitution de carrière - en 1951.

Pierre Piget ne veut pas remuer le passé. « C'est un peu spécial, je n'y tiens pas. Même pour la « LG » en question, c'est trop grave pour elle. Il faut oublier tout ça, ça va mieux pour tout le monde. » Il juge toutefois opportun de se prévaloir de services rendus aux résistants et aux juifs : « J'ai fait beaucoup et j'ai été

EDITION SPECIALE

Donnez votre avis
sur l'affaire Manouchian!



Des résultats mercredi.
Province : 16.3613.91.55.
Centre Serveur GSI
Sur Image GSI appuyez sur touche Sommaire
Paris : 506.46.00
appuyez sur touche Sommaire dès l'image GSI

le Vidéo Questionnaire.®

cfro
marketing

société

UNE AFFAIRE QUI RESTERA DANS LES ANNALES JUDICIAIRES

L'acquittement de Guy Mauvillain

Bordeaux. — La cour d'assises de la Gironde, après trois heures et demie de délibération, a déclaré, samedi 27 juin, Guy Mauvillain, non coupable du meurtre pour lequel, dix ans plus tôt, celle de la Charente-Maritime l'avait condamné à dix-huit ans de réclusion criminelle.

Cette conclusion logique d'un débat que le président Bouschere avait voulu de bout en bout exemplaire est allée sans les cris d'un triomphalisme inutile. L'émotion seule a suffi, que ce soit celle des jurés — du moins de certains d'entre eux, qui regardaient une dernière fois cet homme usé et lui aussi terrassé, un instant, par cet aboutissement qui le rendait à lui-même, — que ce soit celle de ses défenseurs, M^{rs} Dupont, Chabert et Fournier, de ses proches et des amis qui le soutenaient, que ce soit, enfin, celle du président de la Cour, M. Bouschere lui-même, dormant la réponse négative à l'unique question posée : « Guy Mauvillain est-il coupable d'avoir volontairement donné la mort, le 9 janvier 1975 à La Rochelle, à Elise Melhan ? »

Ainsi, à près de dix ans d'intervalle, une cour d'assises — « huit à la majorité de voix au moins » — a rendu un verdict contraire à celui prononcé par une autre cour. Il faut dire que le procès n'était pas le même. Celui de Bordeaux se fonde sur un dossier qui complétait singulièrement la procédure initiale dont on avait, au fil des années, cherché à combler, autant que faire se pouvait, des lacunes trop dénotantes. Mais ces recherches, il faut aussi le rappeler, n'auraient pas eu lieu sans la ténacité de Guy Mauvillain, des hommes et des femmes qui le soutenaient, sans son affirmation constante d'une innocence affirmée sans tapage mais sans répit. Rien ne l'avait découragé ni le rejet de son pourvoi en cassation, ni celui d'une première requête en révision, ni celui d'une seconde. C'est ainsi qu'il fallut, en 1981, un pourvoi dans l'intérêt de la loi et du condamné pour que, finalement,

De notre envoyé spécial

ment, il puisse obtenir l'annulation de sa condamnation, entraînant de ce fait l'obligation d'un nouveau procès.

Celui-là, de l'avis unanime, aura été mené avec autant de patience que de rigueur. L'issue n'en était pas pour autant acquise.

L'avocat général, M. René Pech, avait requis une condamnation à une peine de réclusion non octroyée, qui devrait, disait-il, tenir compte de la gravité des faits, mais aussi de l'âge et de l'état de santé de l'accusé. Pourtant, au fil des jours et grâce à l'apparition de témoins nouveaux, notamment de médecins neurochirurgiens appelés à se prononcer sur l'état de conscience que pouvait avoir la victime lorsque, après l'agression dont elle avait fait l'objet, elle livra le nom de Mauvillain.

On pouvait douter qu'Elise Melhan ait bien voulu accuser celui qu'elle désignait ainsi.

Aucun mobile

On doutait tout autant que Guy Mauvillain, âgé de cinquante-six ans au moment des faits, ait pu être l'agresseur d'une vieille femme pour des raisons crapuleuses. Il n'y avait à cela aucun mobile. Cette absence de mobile n'avait pourtant pas fait obstacle à la condamnation de 1975, intervenue dans un climat d'insécurité, à une époque où, déjà, les attaques de personnes âgées se multipliaient à La Rochelle. Les psychiâtres s'interrogeaient.

Dans son réquisitoire, l'avocat général, M. Pech, avait bien senti que l'on ne pouvait, en tout état de cause, assimiler Mauvillain à un agresseur ordinaire. Il lui fallait donc trouver une raison à un acte dont, pour sa part, il continuait de voir l'auteur en la personne du vieil homme. Il proposa donc un scénario. Comme M^{rs} Mauvillain, elle-même, avait été victime d'abus sexuels, elle avait été violée par son père, qui était un homme à la fois violent et dérangé. Elle avait été violée par son père, qui était un homme à la fois violent et dérangé.

quant il se sentait menacé, à sortir son fusil, qui vivait dans des conditions très précaires, prit une dimension nationale, alimentée par ses frénétiques déclarations aux journalistes. Les procès succédèrent aux procès. D'ouvertures d'information en compléments d'information, de pourvois en appel, les derniers arguments du baron s'épuisaient. Le 23 mai 1984, la cour d'appel de Nîmes déclara qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre M. Badoc. Le 29 janvier dernier, enfin, la Cour de cassation rejeta le dernier pourvoi du baron Fourn. Sur le plan judiciaire, l'affaire était classée.

Resultat à exécuter la décision de justice. L'opération fort redoutée fut opérée sans bavure. Au bout de cinq heures, les procédures furent closes, vendredi soir, le baron Fourn capitula. Il a rendu ses trois fusils aux policiers. Derrière une voiture de police, il a quitté définitivement un domaine dans les quatre murs duquel il a perdu sept ans de sa vie.

BERNARD REVEL

AU TERME DE SEPT ANNÉES DE PROCÉDURE

Le baron Fourn a accepté de quitter son domaine

De notre correspondant

Carcassonne. — Aux portes de Limoux, dans l'Aude, une affaire qui, depuis sept ans, défrayait la chronique, s'est dénouée dans l'après-midi du vendredi 28 juin : le baron Ferdinand Fourn a quitté le domaine de la Badoc. Départ pathétique au volant d'une Simca 1100 bourrée de bagages et de dossiers. Ainsi prenait fin, dans le calme et une certaine dignité, une « occupation » insolite, par sa durée, les incidents qui l'ont émaillée et la personnalité du principal intéressé.

L'affaire avait débuté le 11 juillet 1978 par l'adjudication, après surenchère, du domaine de la Badoc à M. Besset, président de la Cave coopérative de la blanquette de Limoux. Quelques jours plus tard, le baron Fourn avait déposé plainte pour entrave à la liberté des enchères. Il mettait notamment en cause M. Robert Badoc, maire socialiste de Limoux, qu'il accusait de n'avoir pas surveillé. Convaincu de son bon droit, le baron Fourn décida d'occuper les lieux.

Au fil des ans, la solitude de ce reclus volontaire qui n'hésitait pas,

peut que confirmer l'aspect des milieux proches de la FEN en matière de médias, a frappé de stupeur une partie du congrès.

Après avoir, des orateurs avaient exprimé leur défiance à l'égard de la presse en général, tenue pour responsable de l'échec de l'unification laïque du système scolaire et accusée de renvoyer une image peu flatteuse des instituteurs. Pour inciter les médias à davantage de compréhension, M. Barbraud a réaffirmé son soutien à la décision d'UES Media d'investir dans les moyens d'information. « Afin, a-t-il précisé, d'élargir nos possibilités d'extérioriser nos idées ». A ceux qui, au nom de l'indépendance syndicale, s'inquiètent de la prise de participation dans le *Matin*, le secrétaire général du SNI rétorque : « C'est à croire qu'il aurait été moins grave de racheter le Figaro ! »

Si l'humanité connaissait des difficultés, UES Media proposerait-il ses services ? a interrogé malicieusement M. Jean-Pierre Viguerie au nom de la tendance Ecole émancipée (regroupant notamment des trotskistes). Prenant au mot cet interpellateur, M. Barbraud a affirmé qu'il ne serait « pas mal que le journal créé par Jaurès revienne entre les mains de ses héritiers ». Cette déclaration, qui ne

MANIFESTATION EN FAVEUR D'UN INDÉPENDANTISTE GUADELOUPÉEN INCARCÉRÉ À LA PRISON DE FRESNES

Quelques dizaines de personnes ont participé samedi 27 juin, devant le ministère de la justice, place Vendôme, à Paris, à une manifestation de soutien à M. Georges Faisans, quarante-neuf ans, indépendantiste guadeloupéen.

Secrétaire général du MPGI (Mouvement populaire pour la Guadeloupe indépendante), M. Georges Faisans fait la grève de la faim depuis le 3 juin. Le 30 octobre 1984, il avait frappé à la machette un enseignant métropolitain accusé d'avoir donné des coups de pied à un élève et accompagné son geste de propos racistes. L'enseignant avait eu deux tendons d'une main sectionnés.

Le 20 mars dernier, M. Georges Faisans, inculpé de violences avec préméditation et guet-apens, était condamné en première instance à quatre années d'emprisonnement. La peine devait être ramenée à trois ans en appel le 4 juin. Le 26 juin, M. Georges Faisans était transféré en métropole, à la prison de Fresnes.

Les époux Villenils portent plainte en diffamation contre « Paris-Match ». — Jean-Marie et Christine Villenils, les parents de Grégory, assassiné le 16 octobre dernier, ont demandé l'assignation devant le Tribunal de grande instance de Paris de MM. Jean-Michel Caradech, journaliste à « Paris-Match », Daniel Filipevitch, directeur de la publication, et de la société Cogedipresse, société éditrice, pour diffamation et atteintes au droit à l'image.

L'assignation à comparaître devant la première chambre (civile) du tribunal de Paris a été fixée au 16 juillet. Les époux Villenils réclament 1 million de francs aux personnes assignées, à titre de dommages et intérêts.

Les parents de Grégory mettent en cause plusieurs articles parus dans « Paris-Match » sous la signature de Jean-Michel Caradech et, en particulier, un article publié dans le numéro du 21 juin et intitulé : « Grégory. Et maintenant l'affaire Christine commence ».

JEAN-MARC THÉOLLEVE

La France devrait consacrer en dix ans 20 milliards de francs à l'espace militaire estime le général Lacaze

Dans le numéro de juillet de la revue mensuelle *Défense nationale*, le général Jean-Louis Lacaze, chef d'état-major des armées, donne quelques indications sur les grandes orientations de la politique spatiale de la France, telles qu'elles ont été définies par le groupe de travail spécialement désigné à cet effet par le ministre de la Défense (le *Monde* du 5 juin). Un plan pluriannuel n'a pas encore été adopté. Mais les orientations de la politique spatiale de la France, telles qu'elles ont été définies par le groupe de travail spécialement désigné à cet effet par le ministre de la Défense (le *Monde* du 5 juin), sont les suivantes :

« Les projets arrêtés concernent un satellite de télécommunication qui prendra, en 1992, le relais du système Syracuse-1. Indispensable pour la conduite des crises en action extérieure, il concernerait également un satellite d'observation optique, proposé pour le début de la prochaine décennie, permettant le renforcement de notre concept de défense, mais aussi le contrôle du désarmement. La réalisation de ces objectifs correspond à un effort financier d'une vingtaine de milliards, sur une dizaine d'années, dont les premières échéances sont couvertes aux deux tiers par l'actuelle loi de programmation ».

« A plus long terme, estime encore le chef d'état-major, il pourrait être utile pour la France de conduire des études de faisabilité d'un système antisatellite, à partir d'un missile balistique, dans le cas d'un déploiement effectif d'armes spatiales ».

Dans ce même article, le général Lacaze, qui rappelle qu'il est partisan de la conception par la France d'une « bombe à neutrons » et d'un missile mobile SX nucléaire, ne dissimule pas son inquiétude sur l'absence de la loi de programmation militaire, approuvée par le Parlement en 1983, qui fixe l'équipement militaire et classique des armées françaises entre 1984 et 1988.

Philippe Bernard.

L'AFFAIRE DE LA DIOXINE DE REIMS

Un rapport médical préliminaire plutôt rassurant

Au conseil européen des ministres de l'environnement à Luxembourg, le 28 juin, les Dix ont décidé d'interdire, après le 1986, la mise sur le marché d'appareils électriques contenant des PCB (polychlorobiphényles). En cas d'explosion ou d'incendie, comme ce fut le cas dans un transformateur EDF à Reims, les PCB peuvent dégager de la dioxine ou des furanes, produits hautement toxiques.

La première partie de l'enquête médicale ordonnée à la suite de l'explosion, le 14 janvier dernier, d'un transformateur électrique dans un immeuble de Reims, a été rendue publique le 29 juin (le *Monde* du 19 avril). Il s'agissait pour les trois médecins (1) à qui avait été confiée la rédaction de ce rapport d'évaluer les risques encourus par les personnes ayant été exposées aux émissions de dioxine provoquées par l'explosion.

An total, 342 personnes soupçonnées d'avoir été contaminées par la dioxine ont été examinées. Elles ont été réparties en quatre groupes d'exposition : 30 personnes font partie du groupe « très faiblement exposé » à la dioxine, 108 du groupe « faiblement exposé », 89 du groupe « moyennement exposé » et 115 du groupe « fortement exposé ». Parmi ces derniers, on retrouve essentiellement les habitants de l'immeuble et les pompiers.

L'examen clinique systématique des 342 personnes a fait apparaître cinq cas d'eczéma (éruption cutanée) nouvelle ou aggravée, sans doute déclenchée par la présence de chlore dans la dioxine. D'autre part, dix cas de céphalées pouvant s'accompagner de troubles digestifs et de maux de tête ont été signalés. De même que douze cas de prurit.

« Autant de symptômes cliniques, nous a déclaré le professeur François Conso, qui pourraient être en relation avec l'exposition à la dioxine. Des examens biologiques usuels ont été également pratiqués chez les 342 personnes exposées ainsi que chez 115 personnes « témoins ». Aucune différence significative n'a pu être notée entre les deux groupes. L'ensemble des résultats des dosages des porphyrines n'est pas encore connu, mais, au vu des cinquante premiers résultats, il ne semble pas y avoir d'atteinte du métabolisme des porphyrines.

D'autres analyses (études toxicologiques et immunitaires) sont en cours. Leurs résultats ne seront connus que dans six mois. En outre, les rapporteurs ont décidé de procéder à un dosage du PCB dans le sang de toutes les personnes exposées. Ces analyses seront confiées aux laboratoires de Lille et de Rouen. Enfin un dosage de la dioxine sera fait dans le sang des 35 personnes les plus exposées, par le laboratoire suédois du docteur Rappe. De même, d'ailleurs, qu'un bilan immunitaire complet. « A priori, ces observations sont plutôt rassurantes, nous a confié le professeur Conso. Néanmoins, des symptômes ayant été notés, essentiellement dans les deux groupes les plus exposés, nous avons décidé de poursuivre la surveillance clinique. Les personnes exposées seront revues dans six mois (en novembre 85 et dans un an, en mai 86). L'ajout de ce qui s'est passé à Seveso est également plutôt rassurant : neuf ans après la catastrophe, aucune mortalité par cancer n'a été mise en évidence ».

FRANCK NOUCH.

(1) Il s'agit des professeurs François Conso (hôpital Raymond-Poincaré, Garches) et Sylvain Dally (hôpital Fernand-Widal, Paris) ainsi que du docteur Faley (INRS, Nancy).

RELIGION

L'enseignement religieux en France change de manuel et de responsable

Mgr Jean Vilnet, président de la conférence épiscopale, s'est rendu à Rome les 27 et 28 juin. Il a informé les responsables romains de la préparation en France du prochain synode extraordinaire. « Dans le climat actuel des débats publics graves de soupçons injustifiés par rapport aux projets de ce synode ou aux intentions de l'épiscopat français, lié-on dans un communiqué publié à son retour, Mgr Vilnet a témoigné de la convergence des évêques de France sur les buts fixés par le synode par Jean-Paul II. » Reçu à déjeuner par le pape le 28 juin, Mgr Vilnet lui a, d'autre part, remis la nouvelle édition, revue et corrigée, de *Pièces vivantes*, recueil cathédrique contesté.

La nouvelle édition de *Pièces vivantes*, recueil cathédrique d'enseignement religieux pour adolescents, sortira en librairie (1). Ce livre, un des textes de base du nouveau catéchisme en France, adopté par les évêques en 1980, avait été critiqué aussi bien par les intégristes en France que par la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi. La dernière réunion de l'assemblée plénière des évêques à Lourdes, l'automne dernier, avait été largement consacrée à la révision du texte.

Les modifications principales concernent l'ordre des textes bibliques. La première édition présentait ces textes dans l'ordre historique de leur rédaction (l'Exode avant la Genèse, l'annonce de la résurrection du Christ avant les récits de sa naissance), car le nouveau catéchisme français avait insisté sur l'histoire du salut, en mettant les enfants en contact avec les documents eux-mêmes. « La Révélation est histoire, elle s'inscrit dans l'histoire de l'humanité », disaient les évêques dans leur Texte de référence. Or Rome voudrait que les enfants apprennent un ensemble dogmatique : dans la nouvelle édition de *Pièces vivantes*, le chapitre sur l'Ancienne Alliance débute par l'un des récits de la création.

Parallèlement, les autres modifications apportées à l'ouvrage, qui est plus long de seize pages, on trouve de nouveaux textes bibliques, six pages « à visée éthique » et un approfondissement notable des notes. Quelques points de détail : Sainte Catherine de Sienne, sévère critique de la papauté de son époque, a été remplacée par sainte Jeanne d'Arc, et les philosophes du Siècle des Lumières ne sont plus présents

comme des hommes qui « ont voulu défendre la liberté et la justice ». Quelques textes ont été modifiés. Celui sur le concile Vatican II, par exemple, ne parle plus de « renouveler l'Eglise », mais de « renouveler la face de l'Eglise », et là où la première version disait : « Elle [l'Eglise] redécouvre surtout le rôle des laïcs : tous les baptisés sont des témoins, ils annoncent l'Evangile », le texte révisé dit plus simplement : « Chacun est appelé à découvrir sa vocation et à tenir sa place : les évêques, les prêtres, les diacres, les religieux, les religieuses, les laïcs, car tous les baptisés sont des témoins de l'Evangile ».

Le départ du Père Grolleau

La crise de la cathédrale est une des raisons qui ont poussé le Père Paul Grolleau à ne pas solliciter le renouvellement de son mandat (de trois ans) comme directeur du Centre national de l'enseignement religieux (CNER). Ayant réuni collègues et amis le 26 juin, en présence de Mgr Louis Boffet, évêque de Montpellier et président de la commission épiscopale de l'enseignement religieux, le Père Grolleau a expliqué son départ par trois raisons : la querelle autour de la cathédrale et la suspicion jetée sur *Pièces vivantes* ; le sentiment de ne plus avoir l'entière confiance de l'épiscopat ; et enfin le danger, selon lui, d'un retour au centralisme de Rome, qui prétend, à nouveau, « détenir la vérité et toute la vérité ».

En remerciant le Père Grolleau pour les services loyaux rendus à la cathédrale, Mgr Boffet a dit qu'il comprenait ces raisons, ayant lui aussi souffert pour avoir traversé les mêmes « zones de turbulence ».

ALAIN WOODROW.

(1) *Pièces vivantes* : recueil cathédrique de documents privilégiés de la foi, présenté par les évêques de France. Nouvelle édition. Catéchisme 80, 52 francs.

AU CONGRÈS DU SYNDICAT DES INSTITUTEURS

Polémique autour du *Matin*

Nîmes. — La bourrasque de la désunion de la gauche s'est brusquement levée, samedi 27 juin, au second jour du congrès du Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège (SNI-PEGC ; FEN) réuni à Nîmes. Certes, le rapport des forces entre les tendances de l'organisation ne sortira pas bouleversé des joutes oratoires auxquelles se sont livrés partisans de la majorité pro-socialiste et minoritaires proches des communistes. Mais ces derniers ont abandonné leur ligne de « soutien sans participation » (ils s'abstiennent simplement d'abstenir de voter le rapport moral au dernier congrès en 1983) pour revenir à une opposition résolue, leurs votes négatifs s'ajoutant à ceux des tendances du SNI proches de l'extrême gauche (1).

La controverse a pris un tour particulièrement vif avec la mise en cause par les minoritaires des options du syndicat en matière de com-

munication. Pour eux, la prise de participation d'UES Media, groupement de coopératives et de matérielles proches de la FEN, dans le capital du journal *Le Matin* est symbolique des choix politiques opérés par la direction du SNI à l'approche des échéances électorales, bref un signe supplémentaire du « renouveau à l'indépendance ».

Si l'humanité connaissait des difficultés, UES Media proposerait-il ses services ? a interrogé malicieusement M. Jean-Pierre Viguerie au nom de la tendance Ecole émancipée (regroupant notamment des trotskistes). Prenant au mot cet interpellateur, M. Barbraud a affirmé qu'il ne serait « pas mal que le journal créé par Jaurès revienne entre les mains de ses héritiers ». Cette déclaration, qui ne

peut que confirmer l'aspect des milieux proches de la FEN en matière de médias, a frappé de stupeur une partie du congrès.

Après avoir, des orateurs avaient exprimé leur défiance à l'égard de la presse en général, tenue pour responsable de l'échec de l'unification laïque du système scolaire et accusée de renvoyer une image peu flatteuse des instituteurs. Pour inciter les médias à davantage de compréhension, M. Barbraud a réaffirmé son soutien à la décision d'UES Media d'investir dans les moyens d'information. « Afin, a-t-il précisé, d'élargir nos possibilités d'extérioriser nos idées ». A ceux qui, au nom de l'indépendance syndicale, s'inquiètent de la prise de participation dans le *Matin*, le secrétaire général du SNI rétorque : « C'est à croire qu'il aurait été moins grave de racheter le Figaro ! »

Philippe Bernard.

DRON Sciences Eco.
Documentation sur demande

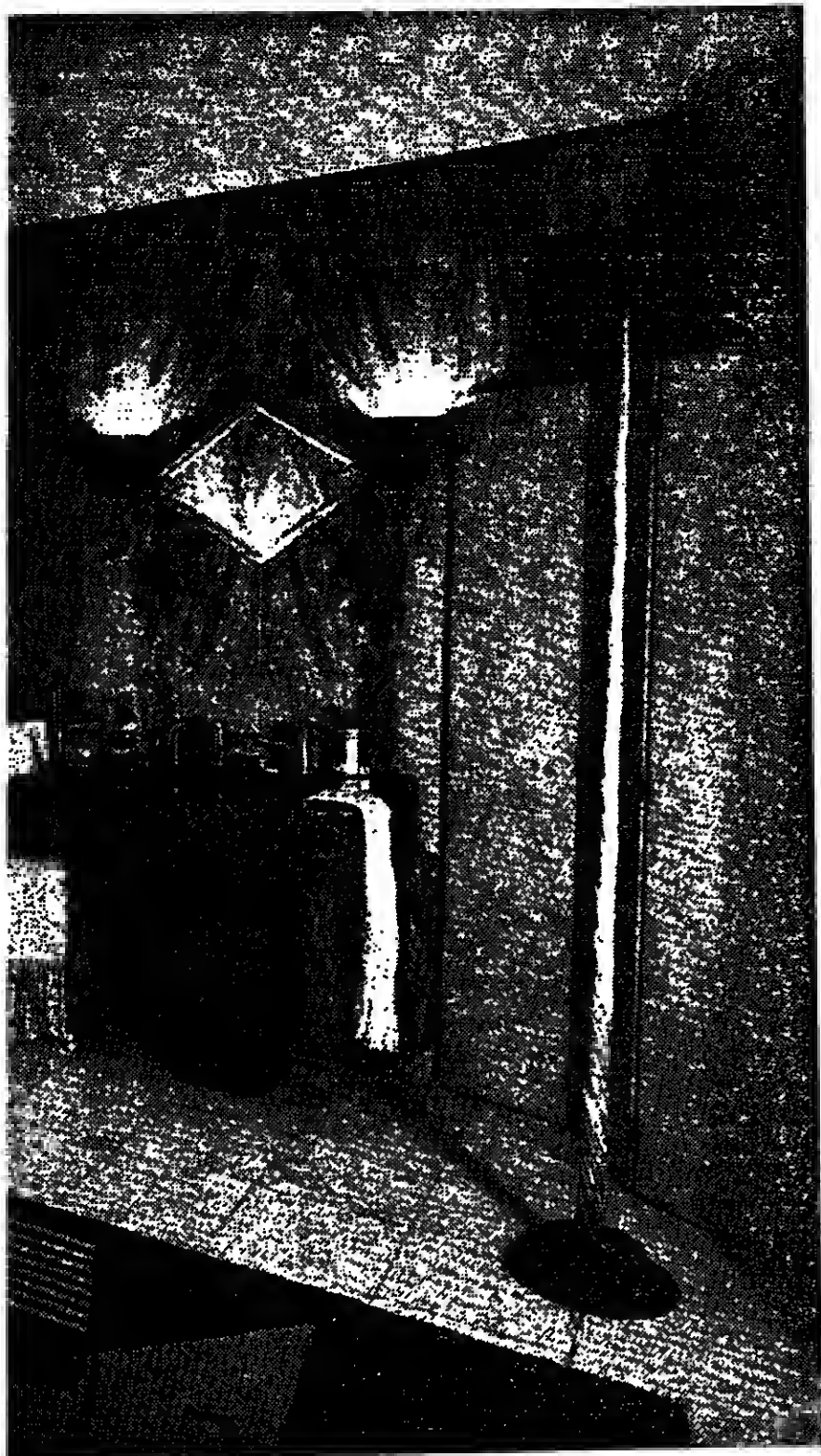
• Stage session septembre
• Stage de pré-rentree
• Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd St-Michel, Paris 6^e
Tél : 633.91.23/329.03.71/354.45.87

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd St-Michel, Paris 6^e
Tél : 633.91.23/329.03.71/354.45.87



un Homme

ron.

aujourd'hui,

in.

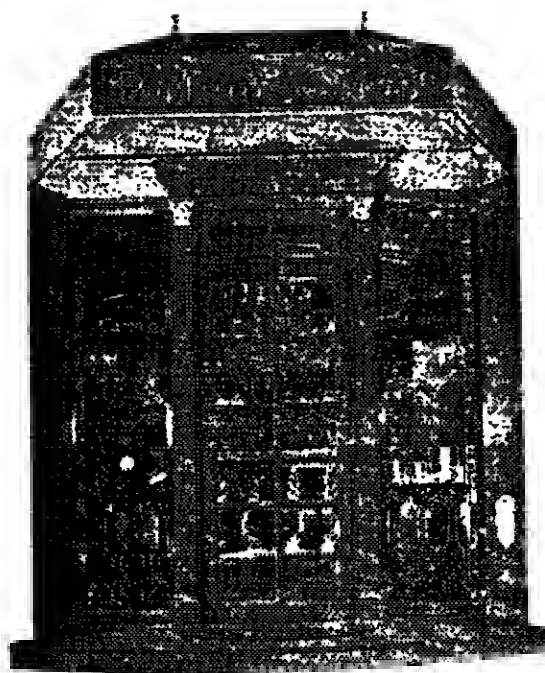
Les salles de bains
décoratifs fleurissent
à vanille et
à fines lavandes.
de toilette masculine
ée.

ètement ambrée,
ée.

nporelle.

ommes de goût
ont restés fidèles.

utilisent aussi
ard'hui en atomiseur,
ne après rasage,
e douche ou savon.
un Homme de Caron.
rand classique.



34, Avenue Montaigne. Paris.

sports

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DE GRANDE-BRETAGNE

Dure journée pour les têtes de série

Il n'est pas tombé une goutte de pluie dimanche 30 juin sur Wimbledon mais, selon la tradition chère à l'Angleterre, la journée a été consacrée au repos de l'herbe.

Le tournoi devait donc reprendre lundi 1^{er} juillet, alors que le troisième tour des tableaux masculin et féminin n'était pas achevé en raison du retard accumulé à cause de la pluie. Sur un gazon extrêmement glissant où les rebonds sont très bas, Ivan

Lesail a joué samedi 29 juin pendant cinq manches face à l'Américain Mike Leach, tandis que de nouvelles têtes de série sont tombées : l'ancien champion d'Australie Kriek, le Tchèque Smid, l'Australien Cash, demi-finaliste 1984 chez les hommes ; l'Américain Gaudes, l'Allemand de l'Ouest Klunde-Kilsch, l'Argentine Subatini et l'Américain Jordan chez les dames. Cette bécotomie a essentiellement profité chez les

hommes à des qualités : le Chilien Acuna, qui doit disputer le 3^e tour ; l'Allemand de l'Ouest Maurer, qui s'est qualifié pour le 4^e tour et le Sud-Africain Steyn, qui doit affronter McEnroe après avoir battu le Néo-Zélandais Lewis, finaliste 1983. Même situation chez les dames, avec la présence au 3^e tour de l'Australienne Byrne, de la Soviétique Savchenko et, au 4^e tour, de la Française Taverier.

Gazon anglais

De notre envoyé spécial

Wimbledon. — Jim Thorn a été la véritable vedette de la première semaine pluvieuse des Internationaux de Wimbledon. Inutile de chercher dans le classement des joueurs de tennis professionnels, son nom n'y figure pas. En fait, Jim Thorn détecte le tennis. L'herbe est sa seule passion. Et les joueurs passent leur temps à abîmer « son » gazon.

Jim Thorn est le chef jardinier du All England Club. C'est un ancien lard qui a boursicoté en Malaisie, à Bornéo et en Palestine, avant d'être démobilisé avec le grade de sergent de l'armée des Indes. C'est surtout une sorte de révolutionnaire en matière de pelouse. Depuis quatre ans qu'il veille aux courts de Wimbledon, il a pris le contrepied de tous les préceptes botaniques anciens : le labour, il sème, il fume. Ce traitement de choc a bien réussi à l'herbe qui centenaire du Club, qui a retrouvé une nouvelle vigueur.

Mais, cette année, la pluie a bien failli ruiner ses efforts. Casquette vissée sur la crête, roulotte à côté, Jim Thorn a passé le plus clair de son temps une oreille collée à un micro pour savoir, minute après minute, comment l'herbe détrempe du stade résistait au pissement des champions exaspérés par l'attente. En dépit des nouvelles bêtises déployées sur les courts à la moindre goutte, il a fallu veiller attentivement à ce que des accros parés à ceux faits dans le fût de billard par les joueurs maladroits ne trouvent irremédiablement le tapis végétal.

Aux retards provoqués par les averse est venu s'ajouter le retard entraîné par les sous produits au gazon. Bref, on se retrouve à la seconde semaine, alors que le troi-

sième tour des tableaux masculin et féminin n'est pas terminé.

Le moment d'est-il pas venu de mettre à la retraite Jim Thorn, de débarrasser ses seize jardins et de remplacer le gazon par une surface synthétique ? Pour certains joueurs la réponse va de soi : « Le lawn tennis », c'est de l'histoire ancienne. Actuellement, la saison est, grosso modo, décapée en trois tranches inégales : l'automne et l'hiver, où l'on joue en salle sur surface synthétique ; le printemps, où l'on s'affronte en Europe sur terre battue ; l'été, enfin, où l'on rivalise sur le ciment nord-américain. Dans ce calendrier très chargé, il reste, survivance des temps anciens du tennis, quatre semaines pour l'herbe anglaise avec les tournois du Queens, de Bristol et de Wimbledon.

Tyrannie de la tradition

Tout le monde s'accorde à reconnaître que le tournoi du All England Club est la plus prestigieuse des quatre épreuves du grand chelem. Aussi, les joueurs veulent-ils l'aborder dans les meilleures conditions possibles. Une surface synthétique ne leur permet pas les mêmes problèmes d'adaptation et éviterait les contre-performances que provoque souvent l'herbe. Ne faut-il pas en finir avec la tyrannie de la tradition ?

John McEnroe avait été l'un des premiers à se révolter contre cette dictature du gazon : « C'est une surface pour les vieux, pas pour le tennis ». Cette réflexion avait été

prise comme le caprice d'un gamin malappris.

Toutefois, le champion du monde a trouvé de sérieux renforts cette année. À commencer par le capitaine de l'équipe de Coupe Davis américaine, Arthur Ashe, dont l'essence de la popularité a tenu naguère au fait qu'il a été le premier noir à gagner une finale sur le Centre court : « Je pense que tant que je vivrai, je ne verrai pas autre chose que de l'herbe à Wimbledon. Maintenant j'ai bien peur que le gazon ne passe pas la prochaine décennie », écrit dans le Sunday Times le champion, qui a gagné ses trois titres du grand chelem sur l'herbe. Dans les colonnes du même journal, pourtant réputé conservateur, l'éditorialiste sportif, David Miller, a enfoncé le clou : « Le moment n'est probablement pas éloigné où le maintien de l'herbe dans le plus ancien et le plus traditionnel tournoi sera remis en question par la puissance des joueurs professionnels ». Le numéro 3 mondial, Jimmy Connors, qui a gagné, ces dix dernières années, des tournois du grand chelem, aussi bien sur gazon (Wimbledon), terre battue (Forest-Hills) que ciment (Flushing-Meadow) est passé à son tour à l'offensive.

« Pour moi, Wimbledon resterait Wimbledon, même si on ne devait plus y jouer sur herbe. Ce n'est pas la surface qui lui procure son prestige mais les années d'existence ».

Intérêts économiques

Cent neuf ans, cela compte en effet. Pourtant, l'Australien Lewis Hoad, champion en 1957 et 1958, n'est pas loin de penser comme son

gend accepteraient vite le changement.

De ce changement, Buzzer Handingham, président du All England Club, ne veut pas entendre parler. « Wimbledon doit rester sur le gazon dans l'intérêt du grand chelem. Le champion qui gagnerait les quatre épreuves serait un joueur d'exception, capable de briller sur quatre surfaces ».

Ce gardien de la tradition ne manque pas d'alliés parmi les joueurs : « Il n'y a rien de plus beau qu'un court en gazon », dit Chris Evert-Lloyd, huit fois finaliste à Wimbledon, et trois fois victorieuse. Finalement, seulement une fois en 1983, le Néo-Zélandais Lewis est catégorique : « Sous le gazon, Wimbledon perdrait son prestige ».

Mais le plus surprenant des avocats de l'herbe a été Mats Wilander, deux semaines après avoir gagné à Roland-Garros, le Suédois, qui venait de se faire piteusement éliminer au premier tour par le Yougoslave Zivojnovic, a déclaré ironiquement : « Changer de surface serait une bonne initiative pour tuer le tournoi. Tous les joueurs pensent que Wimbledon est le plus grand tournoi du monde tel qu'il est ».

Mais il ne faut pas être dupes. Les traditions les plus solides évoluent quand les intérêts économiques l'exigent. C'est pour des raisons financières d'abord que les internationaux des États-Unis ont abandonné le gazon pour la terre battue, puis le ciment. C'est grâce à une subvention de 60 millions de dollars que l'Australie adopte le synthétique. Le bulldozer des bétonneurs épargnera l'herbe de Wimbledon aussi longtemps que la santé financière du tournoi sera bonne. Et, jusqu'à présent, elle l'est. Le All England Club a fait quarante millions de livres sterling de bénéfices en 1984.

ALAIN GRAUDD.

GOLF

L'OPEN DE MONTE-CARLO

Des « pros » venus d'ailleurs

L'Ecosais Sam Torrance a remporté la dernière édition du Johnnie Walker Monte-Carlo Open de golf, dimanche 30 juin, avec un total de 264, soit 12 en dessous du par. Chemin faisant, il a établi un nouveau record européen pour 36 trous consécutifs. Son deuxième tour en 63 était suivi d'un 62 au troisième pour un total de 125, battant l'ancien record d'un point. La somme allouée au vainqueur était de 250 000 francs sur un montant global distribué de 1 500 000 francs. Le Japonais Isao Aoki s'est classé deuxième, à un coup de Torrance. Sandy Lyle, un autre Ecosais, a pris la troisième place, à quatre coups d'Aoki. Les participants furent contraints de jouer 36 trous sur les 5 636 mètres des parcours Mont-Agel, dimanche, la première journée de l'épreuve, jeudi, ayant été annulée à cause de brouillard.

Correspondance

Monte-Carlo. — Nous avons suivi, mardi, l'Allemand Bernhard Langer et le Sud-Africain Gary Player lors de leur parcours de repérage sur le terrain souvent étroit et accidenté du Mont-Agel perché à plus de 800 mètres au-dessus de la baie de Monte-Carlo.

Entre le Bavarois blond de vingt-sept ans qui frôle maintenant la plénitude de son talent et le Sud-Africain de quarante-neuf ans qui s'appuie, dans quelques mois, à jouer le circuit hautement rémunérateur mais plus calme des vétérans, il existe un respect réciproque énorme.

Pour Langer, le Sud-Africain fut longtemps un modèle. Physiquement compact, psychologiquement tenace, Player, avec ses neuf titres de grand chelem, a su exploiter à fond ses dons golfeques. Pas un coin de son esprit qui n'ait été testé, éprouvé, durci. Pas une once de paresse, pas une ombre de complaisance dans son jeu.

Langer lui aussi fait preuve déjà de la « densité » de présence d'un authentique champion. Son titre du Masters à Augusta, cette année, n'a fait que confirmer une progression qui commence à revêtir une qualité inexorable. Qu'il ait enchaîné avec une victoire dans l'Heritage Classic la semaine suivante ne démontre pas seulement une faim de victoires mais révèle aussi une capacité phénoménale de les digérer.

Camaraderie golfeque

Player lui glisse-t-il entre deux coups : « Vous savez, Bernhard, vous ne paierez pas d'impôts ici, à Monte-Carlo ». Langer boche la tête : « C'est très intéressant cela. Donc vous pensez venir vous installer ? » — « Oh ! non, je n'y ai aucune racine ».

Et voilà comment Langer digère presque en les broyant ses victoires.

Il garde les pieds sur terre. Comme tout golfeur a besoin de s'enraciner même dans le sable mouvant d'un bunker, Langer reste et restera, nous croit-il, Allemand. Son destin, vous qu'en tant qu'Allemand ses racines ne puissent être que familiales et sûrement pas golfeques, car le golf professionnel est quasi-inexistant chez lui.

« Bien sûr, davantage de gens connaissent mon nom en Allemagne maintenant et savent que je suis golfeur. Mais le golf « pro » ne progresse pas pour autant. La Fédération allemande est composée d'amateurs, et, chez eux, malheureusement, cela signifie également amateurisme ».

Conscient qu'il est actuellement avec l'Espagnol Ballessteros un des fers de lance du golf européen, il voit avec une ironie certaine la réaction outre-Atlantique à sa victoire d'Augusta. « Il est stupéfiant de devoir, après vingt titres glanés sur les circuits de golf, répondre aux questions les plus élémentaires sur la vie comme un parfait inconnu. L'Amérique, décidément, ne connaît que ses propres supermen ».

L'Amérique n'est-elle pas pourtant contrainte maintenant de changer ? « Les joueurs eux-mêmes commencent à accepter cette idée bien étrange : il existe d'excellents joueurs « pro » venus d'ailleurs. Ils ont tenté de venir à me féliciter à Augusta. Bien sûr, je ne sais pas ce qu'ils ressentent à ce moment-là dans leur cœur. C'est peut-être difficile pour eux. Il réfléchit un instant et reprend ensuite : « Mais, en dehors de tout problème d'orgueil national, j'ai toujours trouvé dans le golf une camaraderie formidable. C'est le sport le plus sain au monde. Cela, je le crois profondément. Je n'aurais pas aimé vivre une autre vie ».

ATHLÉTISME

Exploit français en terre anglaise

Même si l'équipe de Grande-Bretagne était privée d'Alan Wells (sprint), Todd Bennett (400 m) et Sebastian Coe (demi-fond), c'est un remarquable exploit qu'ont réussi les athlètes français en prenant le meilleur sur leurs hôtes, samedi 29 juin à Gateshead. Avec huit victoires en vingt épreuves, dont deux doubles, les Français ont en effet battu les Britanniques 155,5 points à 148,5, tandis que la Tchecoslovaquie, avec seulement deux victoires, a, comme prévu, terminé à la dernière place, avec 118 points.

Mais la Tchecoslovaquie a pris sa revanche dans le match féminin. Avec 118 points, glanés au fil des quinze épreuves (sept victoires), elle a devancé la Grande-Bretagne, 110 points et quatre victoires, et la France, dernière avec 84 points malgré un nombre égal de succès.

Les héros de cette première victoire en terre anglaise depuis 1971 ont été Stéphane Caristan, auteur, malgré sa petite forme, du meilleur temps européen de l'année sur 110 m haies (13 s 61), et Daniel Sangouna, dont la victoire au 200 m (20 s 78) a empêché les Britanniques de réussir le grand chelem sur toutes les courses de plat. D'autre part, Philippe Collet (570 m) a fait oublier les absences de Vigneron et Quinon, et le relais 4x100 m, victorieux en 39 s 34, a réaffirmé ses ambitions en vue de la Coupe d'Europe.

Dans le match féminin, Laurence Elloy et Anne Figueau ont réussi le match sur 100 m haies. Margue Ewande-Epée a gagné le saut en hauteur (1,83 m) et Nadine Fauradal la longueur (6,37 m). Quant à Marie-Christine Cazier, elle a bien failli réaliser l'exploit du match, ne s'inclinant que de 2 centimètres, sur 200 m, devant la Tchecoslovaque Jarmita Kratochvilova. Cazier, avec 22 s 73, n'en a pas moins puviser son record personnel de 19 centimètres, symbole de la combativité et de l'enthousiasme des athlètes français.

QUINZE DE FRANCE

Les Coqs passent la ligne

Battus par les Springboks d'Afrique du Sud en 1980, par les Wallabies d'Australie en 1981, par les All Blacks de Nouvelle-Zélande en 1984 et, enfin, par les Pumas d'Argentine, samedi 22 juin, pour la première fois de son histoire, l'équipe de France de rugby a mis un terme à cinq années d'échec dans l'hémisphère sud en dominant l'Argentine, samedi 29 juin à Buenos-Aires, sur le score de 23 à 15.

Huit points d'écart : c'est exactement la marge qui avait sanctionné le premier test-match où des Pumas déchus, dynamiques, avaient dompté les Français, sans doute trop confiants mais aussi trop lents et mal organisés. « Des touristes rotiens », avait fulminé M. Albert Ferrasse, président de la fédération.

Avec une mêlée rénovée par les remplacements de Hospital par Dubroca et de Garriet par Chabowski, avec une deuxième et une troisième ligne beaucoup plus agiles et mobiles grâce à Picard et Erband appelés à la place de Llorca et de Joisel, les Tricolores s'étaient donnés les armes de la revanche. Quatre essais vinrent effectivement récompenser l'excellent travail des avants et la maîtrise presque totalement retrouvée des lignes arrière. Cordoliano, après une charge d'Erband (23^e), Erband lui-même à la suite d'une percée royale (38^e), Berbizier, parti seul derrière sa mêlée pour le premier essai de sa carrière internationale (40^e), mirent leur équipe à l'abri dès la mi-temps (16 à 6). Serge Blanco, sur une grande attaque classique paracheva le succès français, comblé par la botte de Porta (11 points) et, en fin de match, par l'essai de Cuesta Silva après un immense travail de Turmes (73^e).

L'équipe d'Argentine, émanation de seulement 11 000 licenciés, a en tout cas prouvé, sur les deux matches, que n'est pas usurpée sa place de tête de série numéro 8 pour la Coupe du monde de 1987 en Australie et en Nouvelle-Zélande.

LES RÉSULTATS

Cyclisme

TOUR DE FRANCE MASCULIN

Prologue à Lorient (27 km). — 1. Rudy Matthijs (Bel.), 6 h 32 mn 52 s, (moyenne 39,09 km/h) ; 2. E. Vandemercen (Bel.), m. t. ; 3. S. Kelly (Ir.), m. t.

Deuxième étape, Lorient-Vitré (242 km). — 1. Rudy Matthijs (Bel.), 6 h 29 mn 21 s, (moyenne 37,22 km/h) ; 2. S. Kelly (Ir.), m. t. ; 3. E. Vandemercen (Bel.), m. t.

Classement général. — 1. E. Vandemercen (Bel.), 13 h 9 mn 58 s ; 2. R. Mustard (RFA), 13 h 17 s ; 3. R. Hault (Fra.), à 1 mn 2 s.

TOUR DE FRANCE FÉMININ

Prologue à Lorient (27 km). — 1. H. Top (P-B), 3 mn 22 s, (moyenne 48,09 km/h) ; 2. V. Simonnet (Fra.), à 2 s ; 3. J. Longo (Fra.), à 2 s.

Deuxième étape, La Gacilly-Vitré (99 km). — 1. J. Longo (Fra.), 2 h 39 mn 21 s, (moyenne 37,13 km/h) ; 2. V. Simonnet (Fra.), m. t. ; 3. N. Pelletier (Fra.), m. t.

Classement général. — 1. J. Longo (Fra.), 2 h 42 mn 37 s ; 2. V. Simonnet (Fra.), à 3 s ; 3. H. Top (P-B), à 13 s.

Football

L'ARGENTINE AU MEXIQUE

L'équipe d'Argentine s'est qualifiée pour la phase finale de la Coupe du monde 1986 au Mexique, en faisant match nul avec le Pérou (2-2), dimanche 30 juin à Buenos-Aires.

Golf

CHAMPIONNAT D'EUROPE PAR ÉQUIPES

(Amateurs messieurs à Halmstad, Suède)

1. Espagne ; 2. Suède ; 3. Espagne ; 4. Australie ; 5. Danemark ; 6. Irlande ; 7. RFA ; 8. France ; 9. Norvège ; 10. Finlande, etc.

Natation

RECORD DU MONDE DU 200 MÈTRES PAPILLON

L'Allemand de l'Ouest Michael Gross, déjà détenteur des records du monde du 100 m papillon, du 200 m et du 400 m nage libre, a amélioré, samedi 29 juin à Ramstein (RFA), celui du 200 m papillon en 1 mn 37 s 1.

L'ancien record avait été établi en finale des Jeux olympiques de Los Angeles par l'Australien John Stevan, vainqueur devant Gross en 1 mn 37 s 04.

Tennis

RÉSULTATS DU SAMEDI 29 JUIN

SIMPLES MESSIEURS

(Deuxième tour)

R. Accia (Chi.) b. P. Cash (Aus.), 7-6, 6-3, 3-6, 6-7, 6-4 ; C. Hooper (E-U)

b. T. Moor (E-U), 6-4, 6-4, 7-5 ; S. Gimenez (E-U) b. 15. T. Smid (Tch.), 6-3, 6-1, 6-2 ; V. Van Patten (E-U) b. H. Mitchell (E-U), 7-5, 6-3, 6-2 ; C. Steyn (Af-S) b. C. Lewis (N-Z), 3-6, 7-6, 6-4, 6-4 ; T. Gulimison (E-U) b. Jay Lapides (E-U), 6-7, 6-7, 6-4, 6-2, 6-3 ; S. A. Jarryd (Sud.) b. S. Davis (E-U), 5-7, 7-6, 7-5, 6-4 ; G. Holmes (E-U) b. R. Schultz (E-U), 6-4, 6-7, 6-2, 6-3 ; V. Amritras (Ind.) b. B. Brenett (Aus.), 7-6, 6-7, 7-6, 7-5 ; I. Lead (Tch.) b. M. Leach (E-U), 6-3, 1-6, 6-2, 6-1, 6-4 ; V. Gerulaitis (E-U) b. J. Sadi (E-U), 5-7, 6-4, 3-6, 7-6, 6-4.

SIMPLES MESSIEURS (Troisième tour)

A. Maurer (RFA) b. J. Krick (E-U), 6-1, 6-4, 3-6, 6-3 ; K. Curran (E-U) b. I. Mustard (N-Z), 6-3, 6-3, 7-5 ; J. Connors (E-U) b. R. Krishnan (Ind.), 7-5, 5-7, 7-5, 6-2 ; T. Mayotte (E-U) b. P. McNamee (Aus.), 3-6, 4-6, 7-6, 6-2, 6-0.

Matchs arrêtés par la pluie et l'obscurité

H. Leconte (RFA) même devant I. Lloyd (G-B), 5-7, 6-3, 5-2 ; Nyström (Sud) et B. Becker (RFA), 6-3, 6-7.

SIMPLES DAMES (Deuxième tour)

J. Byrne (Aus.) b. Y. Vermaas (RFA), 6-2, 6-3 ; R. Dement (Fra.) b. L. Draecher (Sud.), 6-4, 6-3 ; R. Potter (E-U) b. S. Gomez (G-B), 6-4, 7-5 ; P. Fiedick (E-U) b. K. Cummings (E-U), 6-1, 6-3 ; E. Burgin (E-U) b. A. Vilagran (Arg.), 6-0, 6-3 ; J. Burie (G-B) b. C. Kohlenstein (RFA), 4-6, 6-1, 6-2 ; I. Turnbull (Aus.), 14 b. E. Minter (Aus.), 7-5, 7-5 ; S. P. Shriver (E-U) b. A. Hobbs (G-B), 6-3, 6-2 ; S. Rens (E-U) b. E. Inoue (Jap.), 6-1, 6-3 ; A. Smith (E-U) b. 9. E. Göttsche (E-U), 2-6, 6-4, 6-2 ; E. Smylie (Aus.) b. J. Russell (E-U), 6-4, 6-4 ; L. Savchenko (URSS) b. 10. K. Jordan (E-U), 7-5, 3-6, 6-3 ; M. Naleva (Bel.) b. T. Halladay (E-U), 6-7, 6-1, 6-4 ; 3. H. Mandlikova (Tch.) b. I. Balestrat (Aus.), 4-6, 6-2, 7-5 ; 16. K. Rinaldi (E-U) b. R. Fairbank (Af-S), 7-5, 6-4 ; V. Wade (G-B) b. R. Garton (E-U), 6-3, 6-7, 7-5.

SIMPLES DAMES (Troisième tour)

I. M. Navratilova (E-U) b. B. Range (RFA), 6-2, 6-3 ; U. Lyn (Af-S) b. Hu Na (Chi.), 6-2, 4-6, 6-0 ; C. Taverier (Fra.) b. G. Sabatini (Arg.), 15, 6-7, 6-4, 6-1 ; 8. Z. Garsion (E-U) b. Mesner (P-B), 6-3, 6-1 ; T. H. Salova (Tch.) b. White (E-U), 6-1, 6-4.

BASKET-BALL : Jean Galle remplace Jean Luenz.

Jean Galle, actuel entraîneur de Vichy, a été nommé provisoirement entraîneur de l'équipe de France de basket-ball, en remplacement de Jean Luenz, par l'assemblée générale de la fédération réunie samedi 29 juin à Vichy.

JEANNIE LONGO MAILLOT JAUNE

Triplé française dans la Tour féminine, Jeannie Longo a battu cinquante-quatre concurrentes au sprint, dimanche 30 juin à Vitré. Valérie Simonnet, leader de l'équipe de France B, a pris la deuxième place et Nathalie Pelletier, qui avait tenté victorieusement l'expérience du Bordeaux-Paris, s'est classée troisième.

A l'issue de cette première étape, Jeannie Longo s'est emparée du maillot jaune avec 3 s d'avance sur Valérie Simonnet.

سكوا من الأصل

SPECTACLES

théâtre

« Spectacles officiels par le Club de la Mairie des spectacles ».

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (206-06-11), 19 h 30 : le Barbier de Séville.
COMEDIE-FRANCAISE (236-10-20), 20 h 30 : Feytaud (Comédies en acte).
CHAILLOT (727-81-15) : clôture annuelle.
BEAUBOURG (277-12-33) : Chantiers de la Nouvelle France, 16 h : César Vallejo ; Canticos de la Hogar, de N. Pereira ; 19 h : Vingt-six fois de suite, de J.-C. Labrecque ; Maria Karmitz, éditeur de films à Paris ; Salla Garçon, raz-de-chaud, (277-37-29) ; 20 h 30 : Local Hero, de B. Forsyth ; Cliché-luminosité : 17 h (programme à l'accueil).
Les autres salles
A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée ; 22 h : le Regard observé.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Caudat à l'orange.
DIX-HEURES (606-07-48), 22 h : Soirées de ménage.
ESPACE THEATRE DU MOULIN VERT (329-74-71), 20 h 30 : Luigi, vous avez dit Pirandello ?
FONTAINE (874-62-34), 20 h 30 : Triple Mente.
JARDIN SHAKESPEARE (255-45-55), 20 h 30 : Vary Mémoriser Madame.
LA BRUYERE (374-76-99), 21 h : Mort d'un supporter.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h : Et les persichons des menottes aux fleurs ; 20 h : C'est rigolo, IL 18 h : Paroles françaises n° 2 ; 20 h : Commedia dell'arte.
PLACE DES VOSGES, Chapiteau (277-19-50), 21 h 30 : Lucrèce Borgia.
POTINIERE (261-44-16), 21 h : En cammille.
THEATRE D'EDGAR (323-11-02), 20 h 15 : Les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait ou on nous dit de faire.
TH. DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Salomé.
VINAIGRE (245-45-54), 20 h : Le jour se lève à l'aube.

Les autres salles

LA BRUYERE (374-76-99), 21 h : Mort d'un supporter.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h : Et les persichons des menottes aux fleurs ; 20 h : C'est rigolo, IL 18 h : Paroles françaises n° 2 ; 20 h : Commedia dell'arte.
PLACE DES VOSGES, Chapiteau (277-19-50), 21 h 30 : Lucrèce Borgia.
POTINIERE (261-44-16), 21 h : En cammille.
THEATRE D'EDGAR (323-11-02), 20 h 15 : Les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait ou on nous dit de faire.
TH. DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Salomé.
VINAIGRE (245-45-54), 20 h : Le jour se lève à l'aube.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (256-29-35), 20 h 30 : Chansons d'été ; 21 h 30 : Baby on sale ; 22 h 30 : Cray Cray.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-04), 20 h 15 : Arouk = MC2 ; 21 h 30 : les Démons loufoques ; 22 h 30 : les Sacrés Montres, IL 20 h 15 : le Ciel du chapeau ; 21 h 30 : Sauter les bords de la mer ; 22 h 30 : Fin de siècle.
CARÉ D'EDGAR (323-11-02), 18 h 15 : Tite ou tite, tite ou tite ; 21 h 30 : Ordes de secours, IL 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 22 h 30 : Les chroniques chouteillères ; 23 h 30 : Elles nous veulent toutes.
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gratuits dans le cercle fric.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je crappe, mon parents raquette ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Ne palm Academy.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

La danse

ESPACE BONARD (264-31-31), 20 h 45 : concours de jeunes compagnies.
LA MENAGERIE DE VERRE (338-33-44), 18 h 30 : le plus des cordes.
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (723-47-77), 20 h 30 : Babal Babal.
THEATRE DU JARDIN (278-23-72), 14 h 30 : Ensemble Beijing de Chine.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-27), 21 h : Chansons françaises.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. Ide il h 21 h sous dimanches et jours fériés. Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

Lundi 1^{er} juillet

XXII^e Festival du Marais (887-74-31)

THÉATRE
 Com d'humour de l'Abbaye d'Amont, 21 h 30 : Mangrou-tu ?
 Cava gâtée de l'Abbaye de Beauvais, 22 h : A quelques chose l'assure de bon.

JEUNE PUBLIC

Th. des Templiers, 15 h : A l'ombre des géants.

Festival de la butte Montmartr (262-46-22)

16 h : Dham et le prince du soleil ; 21 h 30 : Hant comme la table.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-34-34)
 20 h 30, 100 jours du cinéma espagnol : Rio Abajo, de J.-L. Borra.
BRAUBOURG (278-35-57)
 15 h : Classiques du cinéma mondial : Ombre et lumière, de J. Brunet ; 17 h : Ombre et lumière, de J. Brunet ; 19 h : La Cinéma-thèque présente : les Nouveaux du cinéma (Emile Cohl).

Les exclusivités

ADRIEN BONAPARTE (France-Art) : Colisée, 1^{er} (354-07-76) ; Colisée, 2^e (359-29-46).
A. L. (Fr.) : Logos II, 5^e (354-42-34).
AMADEUS (A. v.) : Venetia, 2^e (742-57-52) ; Louvain, 6^e (544-57-34).
AMADEUS (A. v.) : Venetia, 2^e (742-57-52) ; Louvain, 6^e (544-57-34).
L'AMBIANCE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavon (H. sp.), 1^{er} (554-46-83).
ASSOLUTO (Ind. v.) : Sainte-Anne-des-Arts, 6^e (326-60-19).
L'AVENTURE DES ETOILES (A. v.) : Saint-Ambroise, 1^{er} (700-89-16) ; Grand Pavon, 1^{er} (554-46-83).
BABY (A. v.) : Napoléon, 1^{er} (267-63-42).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81) ; 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (357-90-81).
LE Baiser de la femme arabe (Ind. v.) : Cliché Beaubourg, 2^e (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6^e (223-87-23) ; UGC Odéon, 6^e (223-10-30) ; Pagine, 7^e (709-12-15) ; UGC Biarritz, 9^e (352-20-40) ;

COMMUNICATION

SCEPTIQUES AU SUJET DE LA CHAÎNE PRIVÉE

Les Editions mondiales préfèrent investir dans la production de programmes

Dans les conditions actuelles, l'exploitation d'une chaîne de télévision privée nous intéresse peu. Le projet de M. Antoine de Clermont-Tonnerre, président des Editions mondiales, n'est pas d'être agresseur ni avec les pouvoirs publics ni avec le rapport Bredin, qu'il trouve par ailleurs « plein d'enseignements ». Il affirme seulement que le deuxième groupe magazine français (1), récemment diversifié dans l'audiovisuel, ne veut pas être un partenaire minoritaire au capital d'une chaîne privée qui, faute de place, devra négocier beaucoup de candidats. « C'est une simple logique d'entreprise », explique-t-il. Riquer ne serait-ce que 200 millions de francs dans l'avenir de la télévision d'est envisageable que si on garde le contrôle des opérations. Nous n'avons pas vocation à être un partenaire financier passif.

Cette vocation dans le nouveau paysage audiovisuel, les Editions mondiales l'ont trouvée, ailleurs, quelque part entre le rapport Bredin et des dispositions sur l'impôt fiscal. « L'une des rares cohérences de la politique de ce gouvernement semble être de favoriser le développement des programmes. Nous sommes prêts à tenter ce pari. C'est sans doute moins rentable que l'exploitation d'une télévision mais moins risqué financièrement », M. de Clermont-Tonnerre a donc convaincu les actionnaires du groupe « Core-Reville » d'investir davantage dans REVCOM, la filiale audiovisuelle des Editions mondiales. Il n'a pas en trop de mal, avec 10 % d'un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de francs, l'audiovisuel a encore une part modeste dans le groupe et son exploitation est en équilibre.

Après avoir distribué seize films depuis sa création, REVCOM songe maintenant à investir 25 millions de francs dans la production. Récemment la société a pris des participations dans les films de Fellini, de José Giovanni et de Pierre-Graeme Defontaine, conjointement avec le groupe A.A.A. En télévision, un accord avec le producteur allemand Galaxy devrait permettre aux Editions mondiales d'élargir son catalogue qui compte déjà cinquante-deux heures de séries internationales et de dessins animés.

M. Antoine de Clermont-Tonnerre misait surtout, jusqu'à présent, sur les marchés étrangers. Il espère aujourd'hui que la création de nouveaux réseaux va lui permettre d'écouler ses productions françaises. « J'avoue sur ce point être assez solitaire de M. André Rousselet pour maintenir Canal Plus crypté. La télévision payante ouvre un second marché qui permet de mieux amortir la production. Sans les 300 millions de francs de Canal Plus, le cinéma français aurait très mal supporté les six derniers mois.

A l'opposé des avis généralement passionnés sur le sort de la quatrième chaîne, ce diagnostic a de quoi faire réfléchir M. Antoine de Clermont-Tonnerre est un homme pondéré et prudent. Le rachat de Régie Cassette Vidéo (RCV) quelques semaines seulement avant que le marché des magnétoscopes ne soit cassé par les pouvoirs publics lui a coûté trop cher pour qu'il se lance une nouvelle fois dans l'aventure. Mais il sait être aussi rapide et efficace à l'occasion. N'ayant pas négocié toute une nuit avec les quarante membres de la famille Dupuis pour arracher, à force de champagne et de café, vers 4 heures du matin, un contrat de vente des éditions belges ?

Il est vrai que le géant de la bande dessinée, le créateur des

Schtroumpf, est un complément précieux pour le catalogue audiovisuel des Editions mondiales très spécialisées dans les émissions pour enfants. Aujourd'hui, M. Clermont-Tonnerre peut être satisfait. Le tribunal de commerce de Bruxelles vient de lui donner raison face aux options qu'avait prises Hachette sur les Editions Dupuis (le Monde du 26 juin). Mais plutôt que de triompher, le président des Editions mondiales songe surtout à négocier. « Nous allons essayer de trouver un compromis avec Hachette. La bataille juridique ne peut s'éterniser sans mettre en péril le groupe Dupuis.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

(1) Les Editions mondiales édite, notamment, « Télé-Poches », « Disques », « Romans », « Modèles et Travaux », « Littérature », « Nouvelles », « Marie-France », « Femmes d'Aujourd'hui », « Grands Reportages ».

Un nouveau président pour FMI

M. ANDRÉ HARRIS SUCCEDE A M. PHILIPPE ROSSIGNOL

Atteint par la limite d'âge fixée pour les dirigeants des sociétés du secteur public, M. Philippe Rossignol vient de quitter la présidence de France Média International (FMI), société qui commercialise l'ensemble des programmes de télévision produits par le secteur public. Son successeur, désigné par le conseil d'administration de FMI, est M. André Harris, jusqu'alors directeur adjoint.

[Né en 1933, M. André Harris a été journaliste à la Société générale de presse, puis chef du service diplomatique de l'Europe 1 avant d'entrer à l'ORTF en 1963, où il fut notamment producteur du magazine Zoom. Exclu de l'ORTF en 1968, il fonde une société de réalisation-producteur indépendant (« François, si vous sachiez ») avant d'être nommé directeur délégué des programmes de TF 1 en septembre 1981. Jusqu'en 1984, il exercera jusqu'en novembre 1982.]

LE FESTIVAL DU FILM PUBLICITAIRE

L'Etat annonce des mesures en faveur de la profession

Le Grand Prix du trente-deuxième Festival international du film publicitaire a été décerné, samedi 29 juin, au spot américain Archology, produit par la société BBDO et consacré à la marque Pepsi-Cola. La Palme d'or du Festival, remise au concurrent ayant présenté le plus grand nombre de films primés, a été attribuée à la société anglo-américaine BFCS.

Le film français Le Clemenceau réalisé par RSCG pour la Citroën Visa GTI a reçu un Lion d'or et trois Lions d'argent ont été décernés à des spots français : Chevrons sauvages, Gaby le désert et l'Ascenseur.

Quelques trois mille cinq cents professionnels, essentiellement anglo-saxons, ont participé à ce Festival qui aura désormais lieu tous les ans à Cannes. M. Jérôme Clément, le directeur général du Centre national du cinéma (CNC), a annoncé, vendredi 28 juin, la création d'une semaine et d'un marché parallèle du film publicitaire français qui se tiendront à New-York en novembre prochain. Cette initiative devrait motiver les producteurs français confrontés aux puissantes sociétés américaines. Ces dernières produisent 50 000 spots par an tandis que, en France, en 1984, 1 200 créations ont été dénombrées.

Le CNC envisage, avec l'accord du ministère de la culture, de prendre des mesures destinées à venir en aide à ce secteur : les procédures administratives, qui concernent notamment la figuration des enfants, devraient être simplifiées. La création de studios adaptés aux films publicitaires sera favorisée afin de permettre aux professionnels de tourner leurs spots en France et non à l'étranger. De plus, la réforme de l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC) pourrait privilégier leur formation.

Grâce à ces initiatives, le CNC souhaite encourager un domaine en pleine évolution où la France fait encore figure de parent pauvre malgré un savoir-faire évident.

FAITS DIVERS

En Corse et dans l'Eure. DEUX ACCIDENTS DE LA CIRCULATION : HUIT MORTS ET DEUX BLESSÉS GRAVES

Quatre appels du contingent de la base aérienne de Selenza (Corse-du-Sud) ont été mis, dans la soirée du samedi 29 juin, lors d'un accident de la route, à proximité de leur base. Le véhicule de tourisme des militaires a quitté la RN 198 après que son conducteur en ait perdu le contrôle. Il a heurté un arbre et fait plusieurs tonneaux. Les quatre occupants ont été éjectés : il s'agit de Jean-Paul Vio, dix-neuf ans, originaire d'Orange, et de Guy Hesse, dix-neuf ans, de Rognac (Bouches-du-Rhône), qui ont été tués sur le coup. Christian Rouvier, vingt et un ans, de Marseille, et Christophe Juan, dix-neuf ans, d'Avignon, sont décédés durant leur transfert à l'hôpital de Bastia.

D'autre part, quatre personnes ont été tuées et deux autres grièvement blessées dans un accident de la route survenu pendant la nuit du samedi 29 au dimanche 30 juin, près de Louviers (Eure). Une automobile est entrée en collision, dans un virage, entre Louviers et l'entrée de l'autoroute de Normandie, avec une voiture circulant en sens inverse. Les deux conducteurs et les passagers se trouvant à leur côté ont été tués sur le coup. Il s'agit de d'André Guillien, soixante ans et de son épouse Juliette, soixante ans, amenant à Hendebonville (Eure), et de François Desmarre, vingt-deux ans, et son amie, Yveline Desmont, vingt ans, domiciliés à la Barre-en-Ouche (Eure). Les deux blessés, dont on ignore encore l'identité, sont dans un état grave.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde MÉDECINE

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 1^{er} juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Correspondant 17. Film américain d'A. Hitchcock (1940), avec J. Mac Crea, L. Day, H. Marshall, G. Sanders, A. Bassermann (N.). En 1939, un journaliste new-yorkais assiste, à Amsterdam, l'assassinat d'un vieux policier qui pouvait préserver la paix, et découvre un nid d'espions nazis. Un « thriller » de propagande contre l'Allemagne hitlérienne où l'on retrouve, face aux héros yankees, les personnages ambigus chers au cinéaste.

22 h 15 Les stroboscopes du rêve, ou les grands studios de cinéma dans le monde.

23 h 10 Journal.

23 h 25 Choses vues : Victor Hugo, par Michel Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : La Visite de la vieille dame. De F. Dürrenmatt, réal. M.-P. Ammann. Avec M. Schell, G. Lamprecht, J. Cziesla. La petite ville de Gullen attend dans la fièvre l'arrivée de Claire Zachanassian, une vieille dame multimillionnaire, qui a eu un grand nombre de maris, dont le premier était un magnat du pétrole. Le bourgeois et les dignitaires réunis dans la gare défilent espérant en savoir quelque chose de la ville d'un joli pastiche. M. Zachanassian apparaît flanquée d'un septième mari et de deux joyeux aveugles ludiques et pervers. Tout change.

23 h Magazine : Plaisir du théâtre.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE

20 h 35 Cinéma : Diaboliquement vôtres. Film français de J. Devière (1967), avec A. Delon, S. Berger, S. Fantoni, P. Mosbacher, A. Angier, C. Fépât.

Un homme souffrant d'amnésie après un accident d'automobile se retrouve dans un château avec sa femme qu'il ne reconnaît pas, et un ami médecin qu'il reconnaît. Il fait d'étranges rêves.

22 h 10 Journal.

22 h 35 Thalassa.

Magazine de la mer, de G. Pernoud.

Les dames de la mer de Chine, la tragique odyssée des « bon peuple ». Reportage de Lise Blanchet.

23 h 20 Histoire de l'art : Art égyptien.

Série d'A. Ferrari. Début d'une série qu'on retrouvera plusieurs fois par semaine jusqu'au 16 juillet. Treize émissions de treize minutes. Treize périodes de l'histoire à partir de treize objets d'art (sculptures, bas-reliefs, peintures) conservés pour la plupart au Louvre. Le scribe accroupi, le cèdre du Liban, des tableaux de Cézanne, Monet... sont successivement décrits, remis dans leur contexte historique et géographique. Un commentaire clair et simple, un documentaire traditionnel, accessible à tous, presque scolaire.

23 h 35 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20 h 30, Sombres, film de R. Sarafian ; 22 h 10, les plus grandes corridas 84-85 ; 23 h 30, Hockey sur glace ; 0 h 35, Félécité, film de C. Pascal ; 2 h 10, L'Hôtel en folie.

FRANCE-CULTURE

20 h Musique, mode d'emploi. « E viva Venezia... » la Nouvelle Jérusalem.

20 h 30 Mers-El-Kébir, une affaire d'honneur, de Jules Roy (première partie). Avec J. Topart, J. Monod.

21 h 30 Les musées, musées traditionnelles : les disques du CNRS. Musée de l'Homme.

22 h 30 Nuits magnétiques : on suit son cours.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : « Alceste », ouverture de Gluck, concerto pour piano et orchestre en la mineur, op. 54 de R. Schumann, « Nuages », « Fêtes », nocturnes pour orchestre de Debussy, « le Tricorne », première et deuxième suite de M. de Falla par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. R. Frutkin de Burgos, sol. A. de Larroche, piano.

23 h Les séries de France-Musique : Mélodies, Sérénade italienne.

Mardi 2 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 ANTOPIE 1.

11 h 45 La Une chez vous.

12 h 02 Le grand labyrinthe.

12 h 35 De port en port.

13 h 45 Choses vues : Victor Hugo par Michel Piccoli.

13 h 55 Croque-vaseuses (et à 16 h 30).

14 h 30 Santé sans nuages : plus loin sur l'aérophage.

15 h 30 L'été en musique : A la cour du Roy François.

17 h 45 La chance aux chansons.

18 h 15 Mini-journal pour les jeunes.

18 h 25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

19 h 15 Jeu : Anagram.

19 h 40 Emission d'expression directe : CFTC et APCM.

20 h 10 Journal.

20 h 35 Hieronymus Tazoff raconte à sa terre. La Terre, son village. Réal. J.-L. Prévert. Ce amoureux de la montagne a fait de la géologie pour mieux la comprendre. L'émission, basée sur cette idée, montre une « traversée » du mont Blanc avec bivouac en igloo au sommet, et laquelle participent Gaston Ribuffet, Christian Malier et Pierre Tairraz. Après quoi, Tazoff parle de la « dérive des continents ».

21 h 30 Le voyage du Hollandais. Textes de Vincent Van Gogh, d'Antonin Artaud et de Charles Brabant.

23 h 10 Journal.

0 h 10 Choses vues : Victor Hugo.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 Télématin.

10 h 30 ANTOPIE.

11 h 45 Récit A 2.

12 h Journal et météo.

12 h 10 Jeu : L'accadémie des neufs.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Série : Les petits génies.

14 h 25 Sports 65.

Golf : portraits de grands joueurs ; 15 h, Tennis : Internationaux de Grande-Bretagne, à Wimbledon (et à 17 h) ; 15 h 45, Cyclisme : Tour de France.

18 h 30 C'est la vie : les campings.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Tour de France : résumé de l'étape.

20 h Journal.

20 h 35 Dossiers de l'écran : Des terroristes à la retraite. Ou les survivants d'une affiche rouge, réal. Mosco. Commentaires : Simone Signoret, Gérard Philipe. Avec J.-P. Bonnaire, M. Parnoz, A. Forge et B. Tighourt ; historiens : S. Courtois, P. Gaudier-Raymond. Avant même d'être diffusé, ce téléfilm a déclenché une violente polémique, attisée par le parti communiste, sur les circonstances obscures d'une page de la résistance. Est-ce une injure à la mémoire des fusillés ou une recherche honnête de la vérité ? Le débat qui suivra apportera-t-il un éclairage intéressant ?

22 h Débat : La résistance oubliée. Avec M.M. J. Chaban-Delmas, ancien premier ministre, Ch. Pinson, ancien ministre, Ch. Lederman, président de l'Association des juifs pour la Résistance ; le colonel Rol-Tanguy, chef des FFI de la région Ile-de-France ; les historiens H. Amouroux et R. Bourderon ; Arsène Tchakarian, adjoint de Missak Manouchian et Mme Annette Kamenski, ancienne du MOI-FIP ainsi que R. Pannetier, responsable des FTP dans le nord de la France.

23 h 15 Journal.

23 h 35 Bonsair les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 3 Dessin animé : le Panthère rose.

19 h 15 Télévision régionale.

Programmes autonomes des zones régionales.

19 h 35 Coups de soleil.

19 h 55 Dessin animé : il était une fois l'homme.

20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Cinéma : La 317^e section.

Film français de P. Schoendoerffer (1964), avec J. Perrin, B. Cremer, P. Fabre, M. Zarbo et le concours de l'armée cambodgienne (N.).

Une section cantonnée dans un poste du Nord-Laos doit rejoindre une colonne de secours pour dégager le camp assiégé de Dien-Bien-Phu. Schoendoerffer a tiré ce film d'un roman inspiré par son expérience de correspondant de guerre en Indochine. C'est un hommage aux combattants harcelés dans une nature hostile.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Histoire de l'art : art égyptien.

Série d'A. Ferrari.

23 h 55 Prélude à la nuit.

Concerto pour piano et orchestre n° 2 op. 22 de Camille Saint-Saëns, interprété par Cécile Ousset et le BBC Welsh Orchestra, sous la direction de Pyden Thomson.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Top 50 ; 7 h 45, Série : L'Australienne ; 8 h 30, Cabou Cadin (et à 17 h 30) ; 8 h 55, Hill Street blues ; 9 h 40, L'Hôtel en folie ; 10 h 10, L'homme à tout faire, film de J. Rich ; 12 h 15, Série : Riel ; 13 h 5, Série : Dancin' days ; 14 h, Triple croix, film de T. Young ; 16 h 10, A mort l'arbitre, film de J.-P. Mocky ; 18 h 40, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 45, Top 50 ; 20 h 30, L'été noir, film d'A. Bonnot ; 22 h 5, L'été des coqs, film de C. Confort ; 23 h 40, Streamers, film de R. Altman ; 1 h 35, Chroniques nomades : les Lohars du Rajasthan.

FRANCE-CULTURE

6 h Les cinéastes du documentaire : 7 h Le goût du jour ; 8 h 15 Les enjeux internationaux ; 8 h 30 Les chemins de la connaissance : le journal intime (et à 10 h 50 : Adonis, l'exilé universel) ; 9 h 05 La machine des autres : gâteaux, fêtes et traditions ; 10 h 30 Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10 L'école des parents et des éducateurs : l'enseignement du civisme à l'école ; 11 h 30 Feuilletton : La Cécilienne ; 12 h Panorama : avec Y. Andouard ; club de la presse ; Albert Camus, pour le 25^e anniversaire de sa mort ; 13 h 40 Instantané : magazine musical ; 14 h Un livre, des voix : « Accident de parcours », de Roger Vrigny ; 14 h 30 « Le Coq de Hampton Square », de B. Mazza. Avec M. Travail, W. Coryn, A. Delpy ; 15 h 30 Les mardis du cinéma : la Grande Illusion ; 17 h 10 Le pays d'Ici, à Arles ; 18 h Subjectif : Agora ; (Régis Debray) ; 18 h 35, Tire ta langue ; 19 h 30 Perspectives scientifiques : douze clés pour la biologie ; 20 h 00 Musique, mode d'emploi.

20 h 30 Pour ainsi dire.

21 h 00 Extratien avec... Music, peintre.

21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson.

22 h 30 Nuits magnétiques : le Jura suisse.

FRANCE-MUSIQUE

6 h Musique Noire ; 7 h 10 Révéille-musica : à 7 h 30 Idée fixe ; 8 h 8 Le musée de musiciens : Les heures espagnoles, le temps de l'œil ; œuvres d'Albeniz, Debussy, Dukas, de Falla, Espla, Mompou ; 12 h 5 Le temps du jazz : feuilletton « Hommage à Laurent Goddet » ; 12 h 30 Concert : Concerto pour piano et orchestre n° 1 en mi mineur de Chopin ; Symphonie n° 6 en ré mineur de Dvorak par l'Orchestre symphonique de Prague, dir. V. Valek ; 14 h 2 Répères contemporains : Claudy Melherbe ; 15 h 45 Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 15 h Les séries de France-Musique : ils n'avaient pas vingt ans ; Féliz Mendelssohn ; à 16 h, Œuvres de Haydn, Ravel, par le Quatuor de Tokyo ; vers 17 h, Passion et fidélité : la saga d'Eugène Ormandy ; 18 h 2 Acommodé ; 18 h 30 Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 15 Premières loges : Enrico di Mazzei interprète des airs de Puccini, Giordano ; 20 h 4 Avant-concert.

20 h 30 Concert : Concerto pour piano et orchestre en sol mineur de Ravel, Symphonie n° 6 en la mineur de Bruckner, par l'Orchestre national de France, dir. E.P. Salomon ; soliste : B.L. Gelber, piano. En complément de programme : œuvres de Brahms.

23 h Les séries de France-Musique : Jazz-club (en direct du New-Morning).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 1^{er} JUILLET

— M^{me} Marie-France Garaud, présidente de l'Institut international de géopolitique, est l'invitée de l'émission « Face au public », sur France-Inter ; à 19 h 20.

en livraison immédiate

Plus vite, moins cher !

Au prix du 17 décembre 1984

Commandez votre 205 (3 ou 5 portes) votre 205 GTI, votre 305, votre 505

Offre valable jusqu'à épuisement des modèles 1985 disponibles ne subissant pas la hausse du 1^{er} juillet

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAYET

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro : Marie de St-Ouen

CARNET DU Monde

Naissances
— Brigitte, Norbert et Noël DISTEL ont la joie d'annoncer la naissance de
Arthur,
le 26 juin 1985.

Mariages
— M. Georges REYNAUD est heureux de faire part du mariage de son fils
Jean
avec M^{lle} Caroline FAVRE,
célébré dans l'intimité, à Paris, le 14 juin 1985.

30, avenue Mozart,
75016 Paris.

Décès
— M^{lle} Marie Gouline,
son épouse,
et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Douglas GORSLINE,
artiste peintre,
survenu à Dijon le 26 juin 1985.

Bussy-le-Grand,
21150 Les Laumes.
— Le docteur Jean Lacour,
Le docteur Dominique Lacour,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
docteur Fanny LACOUR,
directeur de recherches au CNRS,
survenu le 18 juin 1985.

L'inhumation a eu lieu le 26 juin
dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Raspail,
94800 Villejuif.

— Alger. Paris. Nice. Nyons.
M. Robert Martin,
M. et M^{lle} Maurice Barbier,
Lauréat, Geneviève, Serge et Sylvain
Barbier.

Les familles Bouchard, Couture,
Fort, Lussat, Martin, Mercier, parentes
et alliées,
ont la douleur de faire part du décès,
survenu le 27 juin 1985 à l'hôpital de
Nyons (Drôme), de

M^{lle} Robert MARTIN,
née Paule Lussat,
votée des saints sacrements.

Les obsèques religieuses ont été célé-
brées le 29 juin, à l'église Saint-Césaire
de Nyons, suivies de l'inhumation au
cimetière local, dans l'intimité familiale.

Résidence de la Promenade-des-
Anglais, 26110 Nyons.
— Il a plu à Dieu de rappeler à Lui,
le 26 juin 1985, à l'âge de soixante-cinq
ans,

M. Claude de MIJOLLA.

De la part de
M^{lle} Claude de Mijolla,
Martin et Sofiane de Mijolla
et Sultana Chourfi,
Edouard et Blandine Jactant-
Monvazier,
Adrien et Clémentine,
Michel et Marie-Cote-Roy,
Camille et Beryl,
Christophe et Odile de Mijolla,
Les familles de Mijolla, Perra et
Brassart.
La messe des obsèques a eu lieu le
samedi 29 juin, en l'église de
Poncharra-sur-Turdine (Rhône).

Vindry-Saint-Loup,
69490 Poncharra.

— Etienne, Nicolas, Olivier, Pascal
et Eric,
ses fils,
Françoise Robide,
son épouse,
ont la douleur de faire part du décès de
maître Frédéric-Joachim ROBIDE,
survenu le 27 juin 1985.

**SOLDES
BERTEIL**
3, PLACE
SAINT-AUGUSTIN
75007 PARIS
7, RUE
DE SOLFERINO
75007 PARIS

— On nous prie d'annoncer le décès,
le 26 juin 1985, à l'âge de quatre-
vingt-six ans, de

M. André SCHLOSS.
De la part de
M^{lle} Herbert Adler,
M. et M^{lle} Sidney Adler,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{lle} Peter Adler,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{lle} Roger Mayer
et leurs enfants.
Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité.
La famille s'excuse de ne pas rece-
voir.

Anniversaires
— Pour le premier anniversaire de la
mort de

M^{lle} Léonard SCHRICKE,
née Jean-Anne Peters,
décédée le 2 juillet 1984, une pieuse
messe est demandée à ceux qui gardent
son souvenir.

— A tous ceux qui ont connu
Henri VINCIENNE,
professeur à l'Ecole nationale
supérieure des mines,
chevalier de la Légion d'honneur,
nous rappelons que le 30 juin 1985 était
le vingtième anniversaire de sa mort.

Messes anniversaires
— Pour le dixième anniversaire du
rappel à Dieu de

Benoît AURENCHÉ,
une messe sera dite le dimanche
7 juillet.

Communications diverses

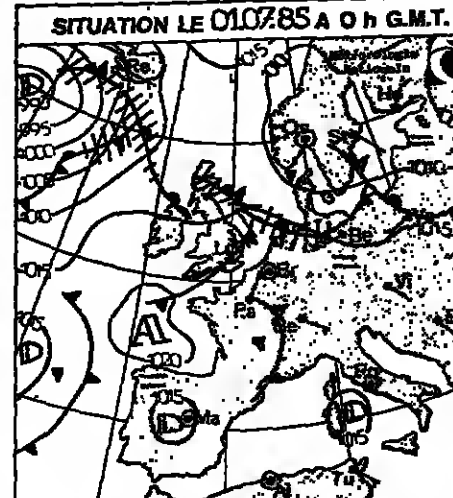
— Tous les adhérents du Syndicat
national des navigateurs de plaisance
ayant pour objet de réunir à se
réunir en assemblée générale pour se
prononcer sur la dissolution de l'association,
le 18 juillet 1985 à 15 heures, au
port de plaisance de Joinville-le-Pont
(Val-de-Marne) 7, quai Gabriel-Péri.
En cas de non-obtention du quorum,
une nouvelle convocation paraîtra dans
ce même journal en même rubrique, le
19 juillet, pour une seconde assemblée à
la même heure, le samedi 3 août 1985.

HERMÈS
PARIS
informe
son aimable clientèle
des nouveaux horaires
d'ouverture
de son magasin
24, Fg Saint-Honoré
à compter
du 1^{er} juillet 1985
du mardi au vendredi
de 10 h à 18 h 30
les lundi et samedi
de 10 h à 13 h
et de 14 h 15 à 18 h 30

Echec au Voleur
3.600 F TTC
Pose et dépi. compris
PARIS-BANLIEUE
Facilité de paiement
Matériel
GARANTI 5 ANS
1
serrure de sécurité
PICARD-BRICARD
(5 points de fermeture)
+
1 blindage EZ
en 15/10
+
3 cornières
antipince en acier
(avec vis
rappel
à l'intérieur)
+
Renforcement
du bâti bois
par une cornière en L
+
4 goujons
anti-dégondage
+
1 bas de porte
HABITAT
PROTECTION
105, RUE DE L'ASSE GROLLET
75006 PARIS
T. 530.12.35
(lignes groupées)

INFORMATIONS « SERVICES »

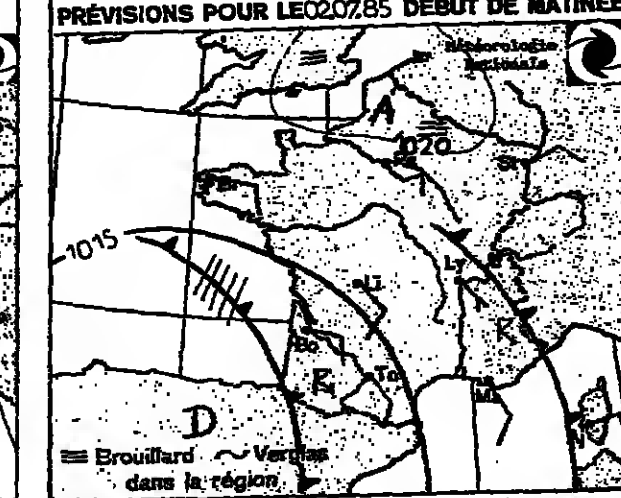
MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France
entre le lundi 1^{er} juillet à 0 heure et le
mardi 2 juillet 1985 à minuit.

Situation générale :
Des masses d'air très chaud et orage-
uses vont progressivement recouvrir la
France ; les régions de la moitié nord
restent mieux protégées de l'évolution
orageuse diurne.

Prévisions :
Mardi matin, un temps peu nuageux,
très doux et légèrement brumeux prédo-
minera sur tout le pays ; les petites
pluies orageuses résiduelles observées
très localement des Pyrénées aux Alpes
vont disparaître et rapidement un temps
très chaud va se généraliser en devenant
de plus en plus lourd ; des orages d'évo-
lution diurne apparaîtront en fin
d'après-midi et dans la soirée, principa-
lement au sud de la Loire ; ils seront



parfois très forts sur l'Aquitaine et
l'ouest du Massif Central.

Les vents seront faibles de secteur
sud-ouest dominant (excepté sous les
rafales d'orages).

Les températures, supérieures à
15 degrés le matin, atteindront l'après-
midi de 23 degrés sur le Nord-Ouest à
28 degrés dans le Centre, dépasseront
parfois 30 degrés sur les régions du sud.

Températures (le premier chiffre
indique le maximum enregistré au cours
de la journée du 30 juin ; le second, le
minimum dans la nuit du 30 au 1^{er} juil-
let) : Ajaccio, 27 et 14 degrés ; Biarritz,
24 et 13 ; Bordeaux, 32 et 18 ; Brétat,
20 et 13 ; Brest, 22 et 9 ; Cannes, 24 et
17 ; Cherbourg, 22 et 12 ; Clermont-
Ferrand, 30 et 17 ; Dijon, 27 et 15 ;
Dinard, 22 et 13 ; Embrun, 27 et 14 ;

Grenoble-St-M-H., 32 et 18 ; Grenoble-
St-Croix, 32 et 18 ; La Rochelle, 31 et 17 ;
Lille, 24 et 14 ; Limoges, 29 et 16 ;
Lorient, 26 et 12 ; Lyon, 29 et 17 ;
Marseille-Marganne, 28 et 16 ; Nancy,
24 et 15 ; Nantes, 28 et 15 ; Nice Côte
d'Azur, 24 et 18 ; Nice-Ville, (25
maxi) ; Paris-Montsouris, 26 et 15 ;
Paris-Orly, (26 maxi) ; Pau, 30 et 17 ;
Perpignan, 25 et 20 ; Rennes, 26 et 14 ;
Rouen, 23 et 12 ; Saint-Etienne, 30 et 15 ;
Strasbourg, 25 et 15 ; Toulouse, 27
et 17 ; Tours, 26 et 14.

Températures relevées à l'étranger :
Alger, 31 et 21 ; Genève, 28 et 16 ; Lis-
bonne, 30 et 16 ; Londres, 22 et 14 ;
Madrid, 36 et 18 ; Rome, 28 et 17 ;
Stockholm, 19 et 11.

(Document établi
avec le support technique spécial
de la Météorologie nationale.)

VIE QUOTIDIENNE

Ouverts l'été
Pour ceux qui restent à Paris,
voici quelques numéros de télé-
phone utiles pour connaître les
commerçants et artisans ouverts
en juillet-août :
● Hôtels, restaurants : Office
de tourisme de Paris, (1) 723-
61-72 ;
● Boulangeries, boucheries,
crémeries, fruits et légumes :
préfecture de Paris, (1) 277-
15-50 ;
● Dépannage automobile :
Chambre syndicale nationale du
commerce et de la réparation
automobile de Paris, (1) 651-
69-06 (du lundi au vendredi :
8 h 30 - 12 h 30 et 14 h - 18 h) ;
● Dépannage automobile :
Chambre de métiers de Paris,
Artisans services, (1) 720-81-91
(du lundi au vendredi : 9 h - 12 h
et 13 h - 17 h ; 24 h sur 24 sur
répondeur) ;
● Plomberie, fumisterie,
chauffage : préfecture de Paris,
Opération vacances, (1) 277-
15-50 ;
● Laverie, nettoyage, teintu-
rie : idem ;
● Salons de coiffure : Cham-
bre syndicale des maîtres coif-
feurs de l'île-de-France, (1) 607-
31-10 (du lundi au vendredi :
8 h 30 - 12 h 30 et 14 h - 17 h) ;
Syndicat confédéré des patrons
coiffeurs du district de Paris,
(1) 261-56-30 (du lundi au ven-
dredi : 9 h - 12 h et 14 h - 18 h) ;
● Médecine : SOS-Médecins,
(1) 707-77-77 (tous les jours
24 h sur 24) ;
● Commissariat de police
(garde), (1) 533-99-11 (nuit et
jour).
Enfin, pour les personnes
agées, des permanences
d'accueil sont organisées dans
chaque arrondissement. Elles
pourront s'y adresser pour obtenir
une aide à domicile pour les
cours, le ménage, les soins ou
l'accompagnement dans leurs
démarches et démarches, et
même des visites par télé-
phone de l'association L'Amitié
au bout du fil : mairie de Paris,
(1) 276-56-56, ou préfecture,
Opération vacances, (1) 277-
15-50. Samedis, dimanches et
jours fériés : répondeur automati-
que, (1) 887-52-81 ou 887-
57-38.

ADMISSIONS AUX AGREGATIONS

● GÉNIE ÉLECTRIQUE
MM. : François Angueuse (19),
Jean-Pierre Barbot (16), Jacques Bar-
gès (48), Joël Beguier (35), Denis Brousse
(27), Christian Cagnier (51), Patrice
Caneat (29), Guy Capraro (80), Philippe
Chailion (25), Hervé Coloso
(52), Francis Comba (14), Gérard
Coquery (30), Philippe Cora (49),
Jean-Jacques Cortes (9), Jean-Denis
Coutenot (11), Vincent Cros (41),
Bernard Dabin (43), Carol Darraut
(24), Guy David (56), Philippe Desser-
tanne (53), Daniel Favre (42), Serge
Ferdan (32), Denis Guerin (22), Pas-
cal Haultecour (45), Yannick Herve
(4), Jean-Paul Hespel (54), Gérard
Jaquet (29), Pierre Kerhat (18),
Alain Kilidjian (38), Hervé Kubler
(12), Jean-Luc Lamboley-Gepoire
(23), Philippe Lecluse (6), Bernard
Malapaire (55), Jean-Marc Marseille
(21), Pascal Mauné (11), Domini-
que Miller (34), Richard Nael (2),
Patrice Noël (5), Jean-Pierre Pichery
(3), Gidier Pierot (39), Joël Pinçon
(17), Jacques Prato (26), Jacky Pinon
(35), Dominique Ristuer (13), Guy
Rocheat (50), Dominique Rollet (15),
Gilbert Sie (1), Michel Tran Tien (9),
Jean Vagney (36), Pascal Varoqui
(28), Jean-Luc Vaudelin (47), Yves
Verlaque (44), André Vincent (20),
Jean-Luc Violent (46).
● ÉDUCATION MUSICALE ET
CHANT CHORAL
M^{lle} et MM. : Agnès Adault (1^{re}),
Philippe Blay (1^{re}), Sylvie Carton
(1^{re}), Bernard Charpentier (2^{de} ex
aquo), Marc Chemillier (4^{de}), Gérard
Chard (2^{de}), Denise Claude, née Van
Heesbeke (14^{de}), Damien Cotes (18^{de}),
Jean Cors (21^{de} ex aequo), Max Damin
(20^{de}), Florence Fabre (16^{de}), Isabelle
Fauget (3^{de}), Max Faullier (7^{de}),
Alfred Goujard, née Taccaille (5^{de}),
Charles Guillon (29^{de}), Louis Jacques
(10^{de}), Christine Lafont (3^{de}), Gilles
Mastrucci (28^{de}), Daniel Marfing
(8^{de}), Marie-Lise Marzet (21^{de} ex
aquo), Patrick Otto (24^{de}), Roger Pre-
dhomme (13^{de}), Colette Robin (6^{de}),
Brigitte Roperch (17^{de}), Philippe Sieca
(11^{de}), Philippe Triangolo (23^{de}), Jean
Vallot (2^{de} ex aequo), Jean Velly
(27^{de}), Nadine Weimski (12^{de}).

BREF

SOLIDARITÉ

ENFANTS ENLEVÉS. — Depuis le
17 juin, cinq jeunes femmes occu-
pent l'ambassade de France à
Alger pour obtenir le retour en
France de leur enfant (seulement
dans la famille de leur mari)
définitivement, ou au moins pour
des vacances. Le collectif de soli-
darité aux mères des « enfants
enlevés » assume les frais de cette
action : voyages pour les mères et
leurs avocats, qui font de fré-
quents trajets entre la France et
l'Algérie, nourriture, etc. On peut
apporter son soutien en adressant
des dons au Mouvement français
de planning familial (MFPF),
CCP 14062 87 W Paris.

VOYAGES

ARMÉNIE, GEORGIE, RUSSIE. —
L'Office national de la culture et
des traditions arméniennes orga-
nise du 6 au 23 juillet 1985 un
voyage à la découverte de l'art
chrétien en URSS. Le circuit com-
mence à Leningrad, se poursuit
avec Novgorod, Zagorsk, Pereslavl-
Zalesski, Rostov, Iaroslavl, villes
riches de musées, églises et
monuments. Le 13 juillet, Mos-
cou. Puis départ pour l'Arménie :
Yérévan, Echmiadzine, siège de
l'Eglise arménienne apostolique,
Sardarabad et son mémorial. En
Géorgie, on visitera Tbilissi (la
capitale) et Mtskheta, dont la
cathédrale date du dixième siècle.
Ceux qui le désirent pourront
prolonger jusqu'au 28 juillet leur pé-
riple, et à travers l'Asie centrale
visiter les mosquées, palais, mar-
chés et forteresses de Tachkent,
Boukhara et Samarcande.

● Office national de la culture et
des traditions arméniennes, 16, rue
José-Maria-de-Heredia - 75007
Paris. Tél. (1) 734-61-81, le matin
de 9 heures à 11 heures.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 3 JUILLET

« Les divisions nouvelles et le colum-
barium du Père-Lachaise », 10 h 30,
10, avenue du Père-Lachaise.
« Contes romanesques de gens de lettres »,
14 h 15, même adresse (V. de Lan-
glade).
« Le vieux Ménilmontant », 18 h 15,
sortie métro Saint-Fargeau.
« Jardins et hôtels autour de Saint-
Victor », 14 h 30, métro Jussieu.
« Les appartements royaux », 14 h 30,
Musée du Louvre, porte Barbès de Jussieu.
« Le Marais », 14 h 30 et 15 heures,
sortie métro Saint-Paul.
« Le Marais illuminé », 21 heures
métro Pont-Marie.
« L'hôtel de Lauzun et les hôtels de
l'île Saint-Louis », 14 h 30, 17, quai
d'Anjou.

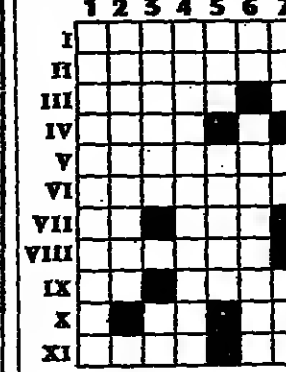
Pour les sept à douze ans, exclusi-
vement « Quel est votre métier ? » Jeu
devinatoire sur les métiers de Paris, d'hier
et d'aujourd'hui en interrogeant les illu-
strations du musée Carnavalet. Inscrip-
tions : (1) 277-23-31 de 10 à 17 heures,
association Paris-Barbes.

CONFÉRENCES

26, rue Bergère, 19 h 30, « Le Jeu, le
rire, la détresse » (Dr Jacques Don-
nars).
11 bis, rue Keppler, 19 h 30, « La
mémoire des vies passées ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3999



HORIZONTALEMENT

1. Est élevé dans le respect du
chant. — II. Réserve d'animaux. —
III. Qui mord donc ou qui incite à
mordre. Bruit de caisse. — IV. Ne
sont donc pas rares. — V. Article
d'usage courant. — VI. Entretien
leur corps pour conserver leurs
forces. — VII. Font partie des habi-
tudes. Ne dure qu'un temps. Sym-
bole. — VIII. Taque dans la baie ou
est calée sous la fenêtre. En Écosse.
— IX. Personnel. Corps mon. —
X. Abréviation. Cale en montant. —
XI. Hors de soi. Qui a du goût ou
qui en manque totalement.

VERTICALEMENT

1. Pratique la filature quand
d'autres pratiquent le filage. —
2. Aves accés mais sans accès. —
3. Neud marin. Note. — 4. Certains
assurent la mise, d'autres évitent le
jeu. — 5. Fut maître à bord. Pour
certains c'est un grain, pour d'autres
un pépin. — 6. Pas honoré. Supplée
de la roue (pluriel). — 7. Sigle d'une
fédération française. En liesse. Lei-
tre grecque. — 8. Dépourvu d'intelli-
gence. — 9. Une tête qui revient.
Copie.

Solution du problème n° 3998

Horizontalement

I. Croque-mort. Dn. —
II. Homonyme. Idée. — III. Né.
Rossignols. — IV. Rai. Canot.
Nanas. — V. Ombres. Eg. —
VI. Mouise. Huites. — VII. Anse.
Uhuu. S.M. — VIII. Nt. Rurale.
Néo. — IX. Pli. Ménétier. —
X. Intime. — XI. Oz. TVA. Gem-
mée. — XII. Signaux. Tu. —
XIII. Not. Salamandres. —
XIV. Esas. Eché. Té. — XV. Se.
Venture. Sées.

Verticalement

1. Chironomancie. — 2. Ro.
Amont. Osé. — 3. Omibus. Pises.
— 4. Que. Riesling. Ev. — 5. Un.
Cas. Im. Assé. — 6. Ecraeur. Etna.
— 7. Muon. Hum. Valet. — 8. Olso
(Oslo). Hère. Arr. — 9. Restaurant.
Emeu. — 10. Iule. Glané. —
11. Signet. Et. Ene. — 12. Onagre.
Remède. — 13. Don. Ni. —
14. Délaisée. Eché. — 15. Ness.
Morveuse.

GUY BROUTY.

GUIDE

**LA CULTURE DANS LA COM-
MUNE.** — Un guide pour les élus,
les animateurs locaux, les spécia-
listes des diverses disciplines ar-
tistiques qui veulent au niveau de
la commune faire de la culture un
facteur de changement social et

de développement, illustré de
nombreux exemples et d'expé-
riences nouvelles.
* Roger Bannuez. *Politiques
culturelles et municipales.* Éditions
ouvrières, 12, avenue Sœur-Rosalie,
75013 Paris. 264 pages, 89 F TTC.

LOTO N° 26
NATIONAL
TIRAGE DU SAMEDI
29 JUIN 1985
1 6 14 33 41 42 26
NUMÉRO
COMPLÉMENTAIRE
PROCHAINES TIRAGES : MERCREDI 3 JUILLET 1985 ET
SAMEDI 6 JUILLET 1985
VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRÈSMIDI POUR
LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE
ATTENTION SAMEDI 6
SUPER BONUS DE JUILLET
NOMBRE DE
GRILLES GAGNANTES. RAPPORT PAR GRILLE
GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N° 4 1 871 305,00 F
5 BONS N° 29 120 450,00 F
5 BONS N° 956 11 480,00 F
4 BONS N° 64 898 165,00 F
3 BONS N° 1 282 093 11,00 F
BONUS DU SAMEDI 133 288
3 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE 11 F x 2 = 22,00 F
BOULETS DE LA LOTTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL.

هكذا من الأصل

Le Monde

ECONOMIE

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Les services mal compris

« Les services... A la mal-son nous avons juste-ment besoin de per-sonnel... » Cette remarque d'un honorable participant à un collo-que, récemment organisé à Hanoï sur le secteur tertiaire de l'économie, révèle, dans sa carac-ture même, le flou de la notion de services. Les services, au fond, c'est tout le reste, tout ce qui n'est pas l'agriculture, les mines et l'industrie, par exemple les ban-ques et les assurances, les trans-ports, les télécommunications, l'ingénierie, le tourisme...

Il s'agit d'un vaste domaine mal exploré, faiblement inventorié, en apparence fragmenté, auquel les sociétés industrielles dites avan-çées doivent parvenir au terme de leur voyage économique. On classe ainsi les nations selon l'importance respective de trois secteurs : primaire, secondaire, tertiaire, la promotion se fai-sant par le passage de l'un à l'autre.

Le but serait d'arriver à une sorte de paradis postindustriel, où, loin des caprices du temps et du tracés des machines, occupations et loisirs se combinent de la façon la plus harmonieuse pos-sible. En attendant la réalisation de ce rêve éternel, les services ser-vent les ambitions des Etats, dans la mesure où ils étendent leurs ramifications à l'extérieur des frontières. Les contrats de mar-chandises sont une chose, les flux des services une autre et le tout apparaît dans la balance des paie-ments courants qui mesure la force ou la faiblesse d'un pays.

Plus de la moitié - sur moins de la population active (60 % en Europe, 70 % aux Etats-Unis) - des nations industrialisées, travaille dans le secteur tertiaire qui occupe une place grandissante

dans le commerce mondial. Depuis le milieu des années 60, les échanges « invisibles » (terme qui englobe les revenus des inves-tissements et les transferts, notamment les services financiers des travailleurs émigrés) ont pro-gressé plus vite que ceux des mar-chandises (13 % en moyenne par an de 1976 à 1983 contre 10 %, selon une analyse du FMI). Ils représentent actuellement, en valeur, pour les principaux pays industrialisés près de la moitié du trafic visible. Au total ces échanges atteindraient 700 mil-liards de dollars (80 milliards en 1970), le tiers du commerce mon-dial. Pour les seuls services, le montant serait de 400 milliards de dollars.

Toutefois, en raison du carac-tère protéiforme des services qui peuvent soit faire partie inté-grante des biens échangés, soit les accompagner, soit en être dis-tincts, les comparaisons interna-tionales sont particulièrement malaisées. L'absence de critères uniformes et l'imprécision des méthodes d'enregistrement com-plexifient encore le repérage.

La pression américaine

Il n'en reste pas moins que les Etats-Unis sont les premiers four-nisseurs mondiaux de services, leurs recettes « invisibles » étant estimées à quelque 150 milliards de dollars. Mais leur avance, liée d'ailleurs à un flux d'investisse-ments qui fléchit, est grignotée par des pays aux taux de progres-sion plus rapide, comme le Japon (+15,8 % de 1976 à 1983).

Aussi les autorités de Washing-ton, qui doivent aussi faire face à un très lourd déficit commercial - en contrepartie de leur forte

Le commerce invisible représenterait 700 milliards de dollars.

Un grand enjeu, mais le champ de bataille n'est pas défini.

croissance et du niveau élevé du dollar, - mènent-elles l'offensive pour « libéraliser » les échanges des services. En effet ces échanges sont toujours soumis à un mélicieux protectionnisme, comportant notamment de labo-rieuses procédures d'autorisation et subissant souvent le contrôle des changes. L'accès aux secteurs des banques et assurances, de la publicité, des télécommunica-tions, de l'informatique, de la navigation aérienne et maritime est réglementé dans tous les pays, hermétiquement clos dans nom-bre d'entre eux.

L'affaire, il est vrai, touche de près à la vie des particuliers ou à la souveraineté des Etats, et n'est guère soumise à une règle du jeu internationale. En novembre 1984, les pays membres de l'orga-nisation qui, à Genève, gère le

GATT (General Agreement on Tariffs and Trade - Accord gé-néral sur les tarifs douaniers et le commerce) ont seulement décidé de procéder à un « échange d'informations » - pourant prévu en 1982 - sur les échanges des services. Alors que le com-merce des marchandises est de plus en plus entravé, les défen-seurs du libre-échange s'attaquent au secteur tertiaire.

Les champions en la matière sont les Etats-Unis, d'autant plus actifs que les pays en voie d'indus-trialisation gagnent - et gagne-ront - des parts de marché dans le trafic des marchandises. Il s'agit dès lors d'améliorer leurs positions de puissance financière et électronique, d'assurer à un secteur tertiaire en expansion des débouchés supplémentaires, en étendant aux échanges de services

la réglementation libérale du GATT.

En novembre 1982, lors de la réunion ministérielle du GATT, Washington avait proposé d'orga-niser des négociations internationales sur les services. Cette initia-tive démontre, en tout cas, que les services, ces mal compris de la comptabilité nationale, doivent désormais être intégrés dans la définition d'une stratégie écono-mique extérieure. Car les Etats-Unis n'ont pas relâché leur pres-sion, intégrant l'agriculture et la haute technologie dans leur projet de « Reagan Round ».

Face à l'offensive américaine, les pays du tiers-monde ont, à des degrés divers, adopté une attitude de refus. De façon générale ces pays, soucieux de préserver leurs activités tertiaires et d'assurer leur autonomie, limitent les prises de participations étrangères dans les sociétés locales et les créations de filiales par des groupes exté-rieurs, tout en restreignant les rapatriements de bénéfices.

Soutenus par le secrétariat de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) - organisation créée à Genève aussi pour faire contrepoids à l'institution du GATT jugée trop proche de Washing-ton, - ils se protègent du vent du large, même bénéfique. Au cours de la session de printemps le mandat de la CNUCED a d'ail-leurs été renforcé en vue de « mener des études approfondies sur le rôle des services dans le processus de développement ».

L'enjeu est important dans la mesure aussi où une délocalisa-tion des services pourrait corres-pondre aux intérêts du tiers-monde, rendant par exemple inutile une émigration des techni-ciens. Déjà, des pays comme l'Inde ou la Corée du Sud, valori-sent leur main-d'œuvre par le recours à l'informatique. Ce phé-nomène illustre une internationa-lisation des services, accélérée dans ce domaine par les progrès de la productivité et de la dérégula-tion, notamment aux Etats-Unis.

L'industrie consomme, en tout cas, de plus en plus de services, tandis que les services s'indus-trialisent, au point que la distinction entre les deux secteurs s'estompe. Pour certains experts, comme les dirigeants du Centre européen de prospective et de synthèse, Pro-méthée, la société s'oriente vers la production d'ensembles com-plexes ou « compacts » qui combi-nent de façon étroite biens et services, et un nouveau pôle de croissance pourrait émerger, le « tertielle ».

De ce discours volontiers futu-riste, il ressort néanmoins que la France et la CEE ne doivent pas

laisser aux Etats-Unis le mono-pole des réflexions sur une société néo-industrielle, et des proposi-tions sur la levée des obstacles à son avènement (discriminations en matière d'accès au marché, de droit d'investissement ou de droit d'établissement ; réglementations diverses). Actuellement, des recherches sont menées à partir des deux codes adoptés en 1961 par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) sur la libéralisation des mouvements de capitaux et des échanges invisibles, et le sujet est à l'ordre du jour des débats internationaux.

Des réticences françaises

Dans cette découverte de nou-veaux espaces, à côté d'une Europe hésitante, la France, réti-cente et inquiète du volet agricole lors de nouvelles négociations internationales, n'a guère défini ses atouts. Comme les industriels à la veille de la mise en place du Marché commun, les professions - et les administrations - concer-nées par une libéralisation des ser-vices, apparaissent sceptiques, sinon hostiles à cette initiative. De façon générale, la méfiance pré-vaut à l'égard de l'esprit du GATT, notamment au ministère des finances.

Et pourtant la France, où les services représentent environ 60 % de l'emploi, des investisse-ments et de la valeur ajoutée nationale, a des positions suffi-samment fortes pour en tirer partie. Elle est le deuxième exporta-teur - et le troisième importateur - mondial de ser-vices (un dixième du marché international, un cinquième de celui de la CEE), non loin - exclusion faite des revenus du travail et surtout du capital - des Etats-Unis. L'excédent, même s'il est en recul, représente une trentaine de milliards de francs (40 milliards vis-à-vis des pays de l'OCDE), ce qui masque des per-formances très inégales selon les activités (bonnes pour les trans-ports aériens, les grands travaux et surtout le tourisme ; mauvaises pour les transports maritimes et les assurances).

Face à l'internationalisation des services, renforcée par la « dérégulation » américaine, britanni-que et aussi japonaise, la France court le risque d'une marginalisa-tion, si elle ne s'engage pas dans le processus, intellectuel et matériel, du choix. Déjà, les activités finan-cières se concentrent à New-York, à Londres et à Tokyo-Singapour. Une certaine prise de conscience se fait jour à Paris et à Bruxelles ; mais, dans le domaine des ser-vices, il ne faut pas avoir l'esprit de l'escalier.

MICHEL BOYER.

La France deuxième exportateur

- en milliards de dollars -

	Recettes	Dépenses	Part recettes dans PNB
Etats-Unis	132	103,3	4 %
France	58,6	51	11,3 %
Grande-Bretagne	48	39,1	10,5 %
Allemagne fédérale	47,1	54,9	7,2 %
Japon	37,6	46,7	3,3 %
Belgique-Luxembourg	30,9	28,6	37,1 %
Italie	25,4	22,8	7,2 %
Pays-Bas	23,9	23,6	18,2 %
Suisse	18,5	10,3	18,2 %
Autriche	11,6	8,3	17,4 %

Les échanges de services comprennent les revenus des capitaux en relation avec les investissements dont la part représente plus de 40 % de l'ensemble.
Source : FMI - Union de banques suisses pour 1983.

L'industrie appartient-elle au passé ?

Un repli sur le secteur tertiaire serait très dangereux pour l'ensemble des nations européennes
par GÉRARD LAFAY (*)

PERSONNE ne conteste plus, aujourd'hui, le carac-tère structurel de la crise de l'économie mondiale. Au-delà des chocs pétroliers et des subro-geants monétaires, c'est l'ensemble des modes d'organisation et de croissance qui est remis en cause. Toutefois, les analyses divergent quant à l'interprétation des muta-tions qui se déroulent sous nos yeux. En simplifiant, on peut dire que deux conceptions opposées s'affrontent : certaines mettent en avant le passage inéluctable à une société « post-industrielle », tandis que d'autres évoquent l'avène-ment d'une « troisième révolution industrielle ».

Il ne s'agit pas seulement, en l'occurrence, d'une simple que-relle de vocabulaire. La première conception part du dynamisme des services pour en déduire que ceux-ci vont désormais se substi-tuer au rôle moteur naguère joué par l'industrie. La seconde insiste au contraire sur le caractère stra-tégique de l'industrie, tant dans la définition d'un nouveau mode de croissance que dans la compéti-tion économique à l'échelle mon-diale.

A première vue, tout paraît accrédi-ter la première thèse. Partout la part de la population active employée dans les services est de plus en plus élevée, et la situation américaine est particu-lièrement frappante de ce point de vue (les services y occupent 70 % de l'emploi civil total). Toutefois, cette évolution n'est pas due à une transformation des besoins : les activités tertiaires dont la produc-tion a le plus augmenté aux Etats-Unis, au cours des vingt dernières années, ne sont pas les services finals rendus aux ménages, mais les services intermédiaires rendus aux entreprises.

Pour une part, ce mouvement est lié à la spécialisation des entreprises industrielles, car celles-ci font de plus en plus appel à des fournisseurs extérieurs pour réaliser des tâches qui étaient auparavant assurées en leur pro-

pre soin (gestion, marketing, etc.). Correspondant à un déplace-ment de la frontière statistique entre industries et services, un tel mouvement aura fatalement une limite dans la mesure où les ser-vices fournis aux entreprises ne peuvent pas s'accroître indéfini-ment : ils n'ont de sens que dans la mesure où ils permettent d'amé-liorer l'efficacité d'ensemble de la machine économique.

La frontière statistique entre industries et services est tout aussi mouvante en ce qui concerne les activités tournées vers la demande finale. Très souvent un même besoin peut être satisfait de deux façons différentes à partir d'un même produit industriel : soit par la vente directe de ce produit aux ménages (il s'agit alors d'un bien de consommation durable dont le ménage utilise le service pour son propre compte), soit par l'inter-médiaire d'entreprises qui ven-dent leurs services aux consom-mateurs (le produit industriel représentant pour elles un bien d'équipement).

La diffusion électronique

Aujourd'hui comme hier, les grandes mutations économiques - y compris celles de l'agriculture et des services - résultent d'innovations technologiques qui par-tent de l'industrie (nouveaux pro-duits, nouvelles méthodes de production). Ainsi l'essor prodigieux des composants électroni-ques - dont les coûts sont divisés par dix tous les cinq ans - est-il à l'origine d'une galaxie d'activités sans cesse en expansion : informa-tique, télématique, bureautique, robotique, etc. Les applications du traitement automatique de l'information numérisée ont, en effet, une vocation au moins aussi

universelle que celle de l'énergie : l'électronique supplée la puis-sance intellectuelle par sa capa-cité à mémoriser, à traiter et à transporter les informations élé-mentaires.

Contrairement au secteur pri-maire, qui n'a jamais fourni que des matières premières, la nature même des activités industrielles en fait donc le support indispensa-ble de la transformation générale de l'économie. En ce sens, la révo-lution industrielle n'est pas der-rière nous. Elle entre désormais dans une troisième phase où l'électronique va diffuser de plus en plus largement ses effets et où, ultérieurement, les bio-technologies prendront le relais en offrant des perspectives encore plus vastes. Ce sont de telles innovations technologiques qui engen-drent le développement de la par-tie la plus moderne du secteur tertiaire, en lui permettant à la fois d'améliorer sa productivité et de trouver de nouveaux champs d'activité.

En ce qui concerne les produits de consommation, il est égale-ment erroné d'assimiler l'industrie à la satisfaction des seuls besoins matériels. Les nouvelles généra-tions de produits électroniques, dont la consommation tend aujourd'hui à se développer à une cadence accélérée (hi-fi, vidéo, ordinateurs domestiques...), répondent, en réalité, à la satisfac-tion de besoins culturels. A l'heure actuelle, on commence seulement à entrevoir quelques-unes des transformations qui vont apparaître dans les prochaines décennies. Les capacités de sto-cage, de traitement et de sélection des informations sont telles que la

(*) Directeur adjoint du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

société dans son ensemble va être transformée, de l'éducation aux modes de vie en passant par la santé. La troisième révolution industrielle va être, au sens propre du terme, une « révolution cultu-relle ».

D'où vient, dès lors, cette impression de déclin du secteur industriel ? De la conjonction de deux facteurs. D'une part, toute une série de branches qui avaient joué un rôle moteur au cours des deux précédentes révolutions industrielles (textile, sidérur-gie, etc.) sont aujourd'hui condamnées à une croissance réduite de leurs débouchés, de sorte que la hausse de la producti-vité s'y traduit par la chute de l'emploi. D'autre part, la situation des branches de pointe est pa-radoxe, car les gains de producti-vité y sont d'une telle ampleur qu'ils se traduisent à la fois par une baisse continue des prix et par une création d'emplois qui reste encore assez limitée, du moins tant que ces branches n'ont pas pris une grande extension et que la croissance globale est ralentie. C'est ainsi que le poids de l'informatique, mesuré statisti-quement dans la production en valeur ou dans l'emploi, est aujourd'hui sans commune mesure avec le rôle joué effective-ment par cette branche.

Dans ce contexte, l'évolution de l'emploi dans le secteur industriel est particulièrement instructive depuis le début des années 70. Tandis que l'emploi industriel se maintenait tendanciellement aux Etats-Unis et au Japon, il a dimi-nué systématiquement dans tous les grands pays européens : la baisse moyenne, comprise entre 1 % et 2 % par an en France et en Allemagne fédérale, a été jusqu'à dépasser 5 % par an au Royaume-Uni sur la période précédente. Ce phénomène n'est pas dû, pour l'essentiel, à la nature des choix opérés entre les grandes branches industrielles.

(Lire la suite page 18.)

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT

HARTFORD UNIVERSITY
NORTHEASTERN UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créée et développée en association avec des universités américaines réputées Hartford (Conn.), Northeastern, Boston (Mass.).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

Renseignements: IFAM, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél: 734-38-23
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____
Bac : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____ tél : _____

**Les sociétés financières et électroniques
mènent toujours
le combat de libéralisation**

JAPON : avec l'informatique

L'industrie appartient-elle au passé ?

قناة العالم

La chronique de Paul Fabra

C'EST à la fois avec scepticisme mais aussi avec beaucoup de confiance qu'on devrait aujourd'hui envisager l'avenir de l'Europe. La scepticisme, jusqu'à preuve du contraire, concerne les chances de voir un traité d'union européenne, tel que celui que M. François Mitterrand et Helmut Kohl ont présenté au sommet de Milan, surmonter les obstacles rencontrés par les projets précédents.

On n'a pas pu ne pas se rappeler à Milan le sort qu'a connu, il y a huit ans, le rapport Tindemans dont les milieux communautaires attendaient beaucoup. Bien que préparé avec soin, dans le souci de faire des propositions concrètes, ce document qui était censé définir « une conception d'ensemble de l'union européenne » a été proprement « enterré » par les gouvernements des Dix. La plupart d'entre eux, nourries par des sentiments sincèrement chanceliers, à l'égard des idées exprimées par l'ancien premier ministre (et actuel ministre des affaires étrangères) de Belgique.

A titre de souvenir, les Dix ont toutefois retenu une proposition, une seule, du rapport Tindemans. La voici : compromettre en quelque sorte. Au sommet qui s'est tenu à Rome, au printemps de 1977, vingt ans après la signature, dans la même ville, des traités qui avaient donné naissance à la Communauté économique européenne (Marché commun) et à l'Euratom, ils décidèrent de créer cette Fondation européenne de la culture dont l'ancien Tindemans avait écrit qu'elle avait pour objet de promouvoir... tout ce qui peut contribuer à une meilleure compréhension entre nos peuples en mettant l'accent sur les contacts humains et qu'elle devra contribuer au rayonnement extérieur de l'Europe.

Les nationalistes les plus sourcilleux, qu'on trouve surtout en France et

Un gentleman européen

en Grande-Bretagne, n'avaient rien à redire à un tel programme. Il n'empêche que le projet a été plusieurs années en sommeil. Les gouvernements se disputaient sur la répartition du conseil d'administration, qui n'existe toujours pas, puis sur le choix du siège. La France finit par obtenir que ce fût Paris, mais à peine la décision avait-elle été prise qu'on vit le gouvernement de l'époque de désintéresser de l'affaire. On s'inquiéta de savoir qui « torpillait » la Fondation européenne de la culture dont il avait été convenu entre-temps que son budget se limiterait pour commencer à un million d'ECU. Renseignements pris, on découvrit sans étonnement que la Ville de Paris avait offert pour l'habiter un étage du bel hôtel de Clugny, dans le Marais, Valéry Giscard d'Estaing préférait ne plus mettre en avant un projet dont pouvait se prévaloir la mairie. Tant et si bien qu'il fallut attendre le cinquantième anniversaire des traités de Rome pour que fût signé à Bruxelles, en mars 1982, la loi fondant la Fondation.

ENCORE celle-ci n'était-elle pas au bout de ses peines. Trois pays, l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas, n'ont pas encore ratifié la Fondation européenne de la culture, qui devrait enfin voir le jour d'ici à 1988, aura surtout pour mission d'aider des organisations, privées ou publiques, déjà existantes. Elle pourra aussi, bien sûr, prendre des initiatives. Parmi les membres du « comité culturel » chargé de la mettre en place, on compte Jean-Daniel Jurgens, l'ancien ambassadeur de France, Axel Harber, l'ancien ambassadeur de la République fédérale en France et Sir Geoffrey Rippon.

C'est ce dernier qui sera sans doute le premier président de la future Fondation. Voilà une désignation qui ne sera pas indifférente si elle intervient, comme on peut le penser. Sir Geoffrey a joué un rôle de tout premier plan pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans les Communautés européennes. C'est lui qui négocia le traité d'adhésion en 1970 et 1971, alors qu'il occupait, dans le cabinet Heath, les fonctions de chancelier du duché de Lancaster responsable des affaires européennes. Ses convictions ne datent pas du jour où cette mission lui fut confiée. En 1955 — il était âgé de trente et un ans — cet avocat plaide avec chaleur une cause alors minoritaire (la « cause » de l'Europe ?) dans son pays : celle de la participation à la construction européenne qui venait alors de débuter avec le lancement, en 1951, du plan, Robert Schuman créant le Communauté charbon-acier qui groupait les six pays : France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg.

Sir Geoffrey Rippon, qui se révèle un négociateur loyal mais très dur (un « faux débonnaire », disait-on de lui), n'a pas abandonné le combat. Il a encore cet hiver déposé aux Communautés une motion pour réexaminer la participation pleine et entière de la livre sterling au SME. Le sommet de Milan a été une nouvelle occasion d'affirmer le tandem franco-allemand. La détermination d'hommes comme lui fait penser que les Britanniques pourraient bien un jour pas trop lointain tenir leur place, toute leur place, dans le Communauté. M^{me} Thatcher ne sera pas éternellement premier ministre...

Pour découvrir ce qu'est un homme politique heureux, il faut avoir eu la

chance de se promener dans le charmant quartier de Covent Garden (les anciennes halles de Londres) en compagnie de celui qui, une fois menées à bien les négociations d'adhésion, devint le ministre de l'environnement du gouvernement Heath (le plus nombreux département ministériel d'outre-Manche car il recouvrait le logement, l'équipement, etc.). Cela lui permit de déjouer les terribles projets de « rénovation » du conseil du Grand Londres, qui, sous prétexte d'ouvrir des espaces verts et d'édifier un centre d'affaires moderne, s'apprêtait à passer au bulldozer des dizaines d'élégantes maisons du dix-huitième siècle et à faire subir à la halle aux fleurs en fer forgé le sort que connurent à Paris — hélas ! — les pavillons Baltard. Douze ans après avoir sauvé de la destruction ou de la dénaturation ce qui est aujourd'hui un des quartiers les plus agréables de la capitale britannique (et pas seulement pour les touristes), Sir Geoffrey me montre avec plaisir le restaurant Rude, heureusement toujours là, et cette vieille boutique de parfumerie que connaissent les amoureux de Londres.

U printemps de 1982, à New York, un proche de Henry Kissinger, banquier de son état, me faisait part des inquiétudes que lui inspirait la situation de l'Europe. En France, le gouvernement de la gauche semblait avoir perdu le contrôle des affaires économiques et financières du pays ; l'Allemagne fédérale s'enfonçait dans le déficit du secteur public et paraissait politiquement incertaine ; c'était, le moment où les mouvements écologistes, qui battaient leur plein,

déconcertaient presque autant les Américains que les Français. Quant à l'Italie, elle paraissait ne devoir jamais sortir ni du marasme super-inflationniste, ni de l'instabilité politique, ni de la terreur des Brigades rouges ou de la Mafia, le pays ne subsistant que grâce à la prolifération du travail noir. Bref, sur les quatre grandes nations que compte la Communauté économique européenne, une seule paraissait à peu près sûre à mon interlocuteur, c'était la Grande-Bretagne de M^{me} Thatcher, malgré la virulence du chômage, qui sévissait du reste à l'époque aussi brutalement aux États-Unis.

Même en faisant le part de ce que ce tableau avait d'exagéré, sombre et déformé, il n'apparaissait pas il y a trois ans d'avenir de vérité. Que de chemin parcouru depuis lors ! La France n'a pas retrouvé la prospérité, mais on ne peut nier que son gouvernement n'ait repris la situation en main : celle de l'Allemagne s'est grandement améliorée depuis dix-huit mois, grâce notamment à « l'effort considérable accompli sur le plan budgétaire », comme le rappelle récemment à l'occasion d'une conférence un des meilleurs connaisseurs des affaires d'outre-Rhin, Jean-Pierre Brunet, ancien ambassadeur à Bonn (de 1977 à 1982) et ancien président de la CEE (jusqu'en juin 1984). Jean-Pierre Brunet, qui n'a jamais cru que les tendances « neutralistes » eussent des chances de l'emporter, juge l'économie allemande de nouveau très compétitive, y compris dans plusieurs industries de pointe. Qui ne voit les progrès accomplis par l'Italie dans les domaines politique et économique, même si la lire est dangereusement surévaluée ? M^{me} Thatcher est loin d'avoir obtenu tous les résultats qu'elle espérait, mais dans maintes industries, les Britanniques sont des partenaires ou des concurrents avec lesquels il serait désormais imprudent de ne pas compter.

LA CONJONCTURE EN FRANCE

Du sur-place

TOUT le monde l'attendait, le second semestre, qui débute. Beaucoup d'espoir y est placé, comme s'il pouvait effacer les médiocres résultats des six premiers mois de l'année. A cet égard, les réponses formulées par les chefs d'entreprise, aux enquêtes de conjoncture de l'INSEE vont dans le bon sens : trésorerie allégée, stocks normaux, carnets de commandes en légère progression. La demande en provenance du marché intérieur s'accroît également, tandis

que les commandes émanant de l'étranger restent soutenues. Bref, les perspectives de production sont positives. Ce regain quasi général n'est pas pour l'instant corroboré par les faits : la hausse des investissements productifs continue à être limitée à certaines branches ; les restrictions budgétaires ne favorisent pas, au contraire, une éventuelle reprise. Les achats des ménages en produits industriels ont cessé de baisser, mais cela a

été rendu possible par une nouvelle baisse de l'épargne. Est-il possible que le second semestre efface le premier ? La plupart des projections misent sur un sursaut de l'activité, stimulé par une reprise de la consommation, grâce aux allègements fiscaux dont bénéficieront à plein les deux tiers des ménages qui acquittent leur impôt sur le revenu par tiers. Tout se passe comme si les entreprises et les commerçants anticipaient dès aujourd'hui ce redressement possible de demain. Mais tout — ou à peu près — dépendra du comportement des consommateurs : épargne ou dépense ?

Un responsable d'un grand magasin opte pour le deuxième terme de l'alternative : « Nos clients se restreignent quand même depuis plusieurs mois : le remplacement des appareils électroménagers, par exemple, est retardé. La bouffée d'air frais de la fin d'année devrait permettre de satisfaire des besoins qui n'ont pu l'être jusqu'à présent. »

En revanche, ce conjoncturiste d'une grande banque défend l'avis opposé : « La baisse d'épargne aujourd'hui, ce sont des achats effectués par anticipation, c'est-à-dire des dépenses payées par les revenus de demain. Lorsque le revenu augmentera en fin d'année, le surcroît servira à reconstituer un matelas très entamé. Un seul d'épargne est atteint : il me semble difficile d'aller en deçà. »

Sous la barre

En tout état de cause, des achats anticipés se traduiraient par des importations supplémentaires. Qu'advient-il alors des résultats du commerce extérieur ?

Une analyse des tendances lourdes (compétitivité, croissance étrangère) de nos échanges semble a priori défavorable. Cependant, l'examen plus fin par produit révèle qu'il est possible de passer sous la barre des 20 milliards. Le rapport sur les comptes de la nation pour l'année 1984 vient d'être publié rappelle que le solde de nos échanges est très fortement conditionné par le « décalage conjoncturel » existant entre la France et ses principaux partenaires et concurrents.

L'année dernière, la croissance des pays de l'OCDE a été en moyenne de près de 5 %, alors qu'elle n'a atteint que 1,5 % en France. Avec des importations modérées, les exportations ont crû de 6,3 % en 1984. Aujourd'hui, les perspectives apparaissent nettement moins favorables : l'écono-

mie américaine marque le pas et l'activité chez nos principaux clients s'annonce insuffisante pour prendre le relais. A l'écart de croissance de 3,5 points observé

qui, traditionnellement, se fournit auprès de la CEE.

Plus que le solde agro-alimentaire, qui est relativement stable, c'est surtout de la facture

denx n'augmentaient pas de conserve...

Aujourd'hui l'hypothèse d'un prix de baril à 20 dollars contre environ 26 aujourd'hui (-23 %) est sérieusement retenue par certains experts. Le dollar, quant à lui, a cessé la folle ascension qui l'avait propulsé deux mois de suite — février et mars — au-dessus de 10 francs. A présent, la barre des 9 francs peut être repassée.

Restent les exportations industrielles et, parmi elles, au premier chef, le matériel militaire. Les ventes d'armes ont atteint 13,7 milliards de francs depuis janvier contre 15,2 milliards l'année dernière à la même époque. Ces chiffres sont extrêmement bas si on les met en regard des commandes reçues. Selon le ministère de la défense, ces commandes — en général elles se transforment en ventes effectives l'année suivante — ont augmenté de 72 % entre 1983 et 1984. Les ventes devraient donc en toute logique boudir au second semestre. Par ailleurs, le solde industriel civil résiste : 6,3 milliards par mois en moyenne depuis janvier, après 6,1 milliards au début 1984.

Les résultats du commerce extérieur devraient donc être plutôt bons dans les prochains mois. Mais, à l'inverse, on peut se demander si la reprise ne va pas rester l'otage des grands équilibres. Tout se passe comme dans une course de vitesse cycliste où les pistards refusent, pour gagner, de prendre la tête et finissent par faire du sur-place.

Dossier établi par GSI-ECO en association avec le Monde.

TABLEAUX DE BORD

Comptes nationaux trimestriels (1 ^{er} trimestre 1985)	Evolution (en %) depuis	
	un trimestre	un an
Produit intérieur brut marchand	0	0,7
Importations	0,1	2,6
Consommation des ménages	1,5	1,4
Investissements des entreprises	2,6	0,6
Investissements (logement) des ménages	-0,5	-0,4
Demande intérieure totale	-0,5	0,7
Exportations	-1,4	2,8

Source : INSEE.

Statistiques mensuelles (corrigées des variations saisonnières)	14 ⁸ 1985	Evolution sur :	
		trois mois (en termes annuels)	un an
Production industrielle — hors STEP (base 100 en 1970 — avril 1985)	131	+7,4 %	+1,6 %
Indice de prix (base 100 en 1980) valeurs brutes	157,7	+7,6 %	+6,5 %
Demandeurs d'emploi (en milliers)	2412,9	-2,1 %	+5,2 %
Solde commercial FAB/FAB (en milliards de francs)	-1,2	-23,9 %	-22,9 %
Indicateurs de relations extérieures (en milliards)	151,6	1813,7 %	1774,4 %

Source : INSEE, ministère du travail, ministère du commerce extérieur, Chambre syndicale des constructeurs automobiles.

● Cumul annuel pour l'évolution sur trois mois.
● Cumul sur les douze derniers mois.
FAB : francs à bord.

MIEUX GÉRER LE TOURISME

C'est ce que vous propose la Formation « Cadres Gestionnaires du Tourisme » du Centre d'Economie des Loisirs, du Tourisme et de l'Environnement de la faculté des Sciences Économiques de l'Université d'Aix-Marseille II. Cette formation est sanctionnée par un diplôme de 3^e Cycle, le D.E.S.S. en économie du tourisme, et s'adresse à des étudiants titulaires d'une maîtrise, à des salariés en congé de formation, à des chômeurs ou demandeurs d'emploi diplômés de l'enseignement supérieur avec expérience professionnelle.

- Durée de la formation : 12 mois
 - Début de la formation : mi-octobre
 - Clôture des inscriptions : 1^{er} septembre 1985
- Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au : CELTE - Château Lafarge route des Milles - 13290 LES MILLES.
Tél. : (42) 27-30-71.

MAGISTÈRE ÉCONOMISTE STATISTICIEN

Options :
Entreprises et administrations
Développement

Début des cours : OCTOBRE 1985

Admission : DEUG Sciences Économiques, Mathématiques, MASS, ou diplôme équivalent.

Renseignements : Tél. (61) 23-11-45, poste 310

Adresser les dossiers de candidature avant le 15 septembre 1985 à : Université des Sciences Sociales - Place Anatole-France, 31042 TOULOUSE CEDEX.

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,54
DEMANDES D'EMPLOI	81,00	81,83
IMMOBILIER	89,00	81,83
AUTOMOBILES	89,00	81,83
AGENDA	89,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	68,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,18
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dépendant selon surface de la rubrique de parution.

emploi international

emploi international

emploi international

Notre groupe est l'un des leaders mondiaux dans le secteur des services liés à l'industrie pétrolière. Implantés dans plus de 80 pays, nous assistons les plus grandes compagnies en mettant à leur disposition des spécialistes qui contribuent à la découverte, à la production et à la gestion des gisements pétroliers. Nous continuons notre expansion et recherchons des collaborateurs qualifiés qui participeront à notre développement.

2 Country Controllers

Basés à Paris, ils superviseront l'ensemble des activités déployées au Congo et au Cameroun ; ils seront responsables du reporting et s'assureront que les procédures du groupe, ainsi que les règles fiscales et légales en vigueur dans ces pays, sont bien respectées.

1 District Controller

Basé à Luanda, il assurera la fonction de Country Controller pour le Zaïre et l'Angola.

1 Treasury Manager

Basé à Paris, il sera responsable des opérations de trésorerie internationales pour la zone Afrique, assurera les relations avec les banques et suivra la trésorerie immédiate et les opérations financières à court ou moyen terme.

1 Tax Manager

Basé à Paris, il sera responsable du suivi des règles fiscales en vigueur dans les pays africains, définira la stratégie fiscale du groupe en Afrique, et conseillera nos filiales. Il assurera les relations avec les administrations locales et nos cabinets d'avocats.

Au sein d'une organisation très décentralisée, d'importantes responsabilités leur seront confiées. Ils devront être opérationnels très rapidement dans ces divers domaines.

Parlant couramment anglais, les candidats, âgés de 24 à 30 ans environ, seront diplômés de l'enseignement supérieur (MBA, ESC, Révision comptable...), et justifieront d'une expérience d'au moins deux ans à un poste similaire. Ils seront très disponibles (jusqu'à 50% de déplacements) et motivés pour travailler dans un contexte financier international.

Nous leur offrons notre dynamisme, des responsabilités rapides et une réelle opportunité pour débuter une carrière internationale. Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) en précisant la référence, à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui étudiera votre dossier avec soin et attention avant de vous répondre. Les entretiens auront lieu à Paris et Abidjan.

Ernst & Whinney Conseil

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Banque et Produits Financiers

Directeur du développement

Nous sommes un important Etablissement Financier à Vocation Régionale inséré dans un réseau de dimension nationale.

De formation supérieure, vous possédez une solide connaissance des produits financiers destinés aux particuliers (épargne et placements, prêts, titres et assurances...). Une expérience bancaire ou similaire d'au moins 5 ans, le sens relationnel, le goût du travail en équipe, un fort potentiel nous semblent être les qualités requises pour cette fonction.

Vous serez chargé de l'élaboration du Plan de Développement Régional et du suivi des marchés. Vous mettrez en place la stratégie publicitaire et commerciale ainsi que les actions promotionnelles. Vous coordonnerez les relations publiques en liaison avec les organismes du réseau. Le poste est basé à Besançon.



Merci d'adresser votre candidature à Dijon (lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération souhaitée) sous référence DE/2006-85 à Jean-Paul Delzant.
CDPA 13, Bd Thiers - 21100 Dijon. Tél. (03) 74.13.63.
CDPA 36, rue Chapal 92300 Levallois-Perret. Tél. (1) 757.79.10
Totale discrétion garantie.



Pour l'Afrique Francophone nous recherchons (embauche immédiate)

DIRECTEUR DE TRAVAUX AEP - VRD

Nous demandons : formation ingénieur, ou conducteur de travaux confirmé avec plusieurs années d'expérience dans un poste similaire en Afrique. Grande disponibilité nécessaire. Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions sous réf. 110 à Carthage 4, rue Tronchet 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE DE TRAVAUX PUBLICS DE DIMENSION INTERNATIONALE

recherche en raison de son expansion

plusieurs responsables administratifs comptables de chantiers

(FRANCE ET ETRANGER)

Situation mensuelle avec informatisation, prévisions, gestion de chantiers, etc...

Dans le cadre de l'Amérique Latine, espagnol souhaité.



4, rue Amiral Courbet
75116 PARIS
Tél. 50221

Directeur industrie

Dans le cadre de son expansion industrielle, l'une des premières sociétés françaises à réaliser la majeure partie de son CA à l'export sur des produits de haute technologie et de grande série, recherche un « Directeur Industrie ».

Interface entre la Direction Générale et tous les secteurs techniques de la société, il sera chargé de diriger et coordonner les activités des départements recherche et développement, production, distribution produits finis, après-vente.

De formation ESSEC, SUPLEC ou équivalent, ce cadre de haut niveau aura acquis 8 à 10 ans d'expérience dans un poste de direction technique. Dynamisme, efficacité et qualités de manager seront ses principaux atouts.

Le poste sera basé dans une grande métropole du Sud-Est et le niveau de rémunération se situera au-dessus de 500 000 F annuel.

Adresser votre candidature sous double enveloppe en mentionnant les sociétés auxquelles elle ne doit pas être transmise, sous réf. 349 à Média-System, 93 rue Edouard Henriot 69002 Lyon, qui transmettra. Discrétion absolue et réponse garantie.

directeur comptable

Paris

L'un des leaders du service informatique, en forte croissance (2 100 personnes, dont 1 100 cadres - chiffre d'affaires : 900 MF), cherche son directeur comptable groupe.

Sous l'autorité du directeur administratif et financier, il dirige les services comptables de toutes les sociétés du groupe, et anime une équipe de 30 personnes, dans un contexte informatique de haut niveau.

35 ans minimum, de formation école de gestion (option comptabilité) + DECS, il a une bonne expérience comptable acquise par exemple dans un cabinet d'expertises, puis dans une société où il a pris l'habitude d'un raisonnement groupe et appris les techniques de reporting anglo-saxonnes. Il devra posséder de réelles qualités d'animation, d'organisation, de dynamisme et de rigueur.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous la référence 428, à Annick Lucchini - JACQUES TIXIER S.A., 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.

MEMBRE DE SYNTHE

EDITEURS DE LANGUE FRANCAISE NATIONS UNIES CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT DES EDITIONS DE LANGUE FRANCAISE

11 et 12 SEPTEMBRE 1985 à GENEVE et NEW YORK.

AINSI QUE DANS D'AUTRES CENTRES EN FONCTION DES CANDIDATURES REÇUES

L'Organisation doit recruter des personnes qui entendent rester à son service cinq ans au minimum. Les candidats doivent avoir :

1. LE FRANÇAIS comme langue principale ;
2. Une bonne connaissance de l'ANGLAIS et de l'ESPAGNOL ;
3. Un diplôme (ou équivalent) délivré par une université de langue linguistique française ;
4. Au moins trois années d'expérience dans l'édition ou domaines apparentés.

Traitement annuel net de début : \$ Etats-Unis 22,675 plus indemnité de poste de \$ US 8,069 (New-York) pour personnes sans charge de famille.

Pour obtenir les formalités de demande d'admission au concours, écrire en joignant une enveloppe format minimum 32 cm x 23 cm, avec vos nom et adresse à :

Section de Recrutement (édition française)
Service du Personnel
Bureau 247
Office des Nations Unies
CH 1211 GENEVE 10
Suisse.

Les candidatures devront parvenir au service mentionné le 15 juillet 1985 au plus tard.

emploi international

European MIS

Facilities Specialist

Electrical Engineer

هكذا من الأصل

سوق العمل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

European MIS Manager

Banking

Brussels based

As a result of continued rapid expansion, our client, an international bank, requires a European MIS Manager to advise on data processing strategy and co-ordinate the development activities of the teams working in the three computer centres, each having an IBM System/36. The position will also carry responsibility for telecommunications throughout the Group.

The successful candidate will:

- ideally be aged between 35-45
- have impressive personal skills
- be experienced in international banking, preferably in continental Europe
- speak fluent French and English

- enjoy some travel from the Brussels base
- display an outstanding record of achievement in data processing

Salary package for the right person will not present a problem.

Please send full personal and career details in English to Allan Read, quoting reference 1483/LM on both envelope and letter.

**Deloitte
Haskins + Sells**

Management Consultancy Division
128 Queen Victoria Street, London EC4P 4JX, England

Field Facilities Specialist (Architect or Engineer)

The World Bank, a leading international institution in the field of economic development, with Headquarters in Washington, D.C., invites applications from qualified candidates for the position of Field Facilities Specialist.

The position is located in the Facilities Planning and Design Division of the Bank and involves the management of projects in support of the Bank's field offices and staff housing in countries where Resident Missions are maintained. Specifically, the successful candidates will be required:

- to assess, evaluate, and pursue opportunities for the acquisition of office and residential space under appropriate arrangements (including lease, purchase, and turnkey construction);
- to provide architectural and engineering concepts and standards for design, specifications, furniture, furnishings, and equipment;
- to develop documentation in preparation for international competitive bidding, establish bid analyses and evaluations, and conduct negotiations relative to contracts worldwide.

Applicants should have a university degree in architecture, structural or civil engineering. A Master's degree in architecture, engineering, or administration and working knowledge of French would be highly desirable. The candidates should also possess thorough familiarity with all aspects of office building design and construction. Moreover, the incumbent should have at least ten years' construction management experience in commercial or institutional projects, with considerable exposure to developing countries.

The World Bank offers a competitive salary and benefits package. Although the position is based at the Bank's headquarters in Washington, D.C., occasional travel, lasting several weeks, may be required. Please send a detailed curriculum vitae quoting reference no. 54-FRA-0108 to:

The World Bank
Staffing Division
Personnel Management Department
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433



IMPORTANTE BANQUE COMMERCIALE CAMEROUNAISE

recherche
dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan
de restructuration et de décentralisation de
son système informatique

CHEFS DE PROJETS

De formation supérieure, les candidats devront justifier d'une expérience d'un minimum 5 ans dans la conduite de projets importants. Ils maîtriseront les méthodologies et outils actuels de conception et de réalisation.

La connaissance du milieu bancaire et de l'environnement BULI (DPS/7 - TDS - IDS/2) constituera un atout supplémentaire.

Ces postes sont à pourvoir rapidement et s'adressent soit à des Camerounais, soit à des expatriés auxquels il sera proposé des contrats de 1 à 5 ans, aux conditions particulièrement avantageuses.

Lieu de travail : YAOUNDE

Merci d'adresser votre lettre de candidature et C.V. sous référence 107 M à

BARRY CONSEIL
122, bd Haussmann
75008 PARIS

LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES A LUXEMBOURG

recherche (m/f)
**juristes réviseurs
et
juristes linguistes
(traducteurs)**

de langues espagnole et portugaise.
La rémunération et les avantages sociaux sont
excellents et comparables à ceux des autres
organisations internationales.

Il faut avoir:
□ la « Licence en Droit » ou « Licence en Droit »
□ outre la langue maternelle, une connaissance
approfondie du français et une bonne connaissance
d'au moins une langue communautaire.

De plus amples renseignements, ainsi que l'acte de
candidature obligatoire, peuvent être obtenus sur simple
demande écrite (pdt. C1 11/85, C1 12/85, C1 13/85 et
C1 14/85) à la Division du Personnel, Cour de Justice
des Communautés européennes, Boîte Postale 1406,
Luxembourg.

La date limite pour le dépôt des
candidatures est le 31 juillet 1985.

GUINEA - WEST AFRICA

Aredor Guinea is a New Company Operating an alluvial diamond mining and processing facility in Guinea, West Africa. The mine is located some 750 km up country where we have expatriate/Guinean Workforce of 140/1,000.

The growth of the operation requires the appointment of a qualified:

COST ACCOUNTANT

The successful candidate will preferably be fully bi-lingual (French/English) and in the age range 25-35. The candidate must be familiar with computerised accounting systems and have experience of integrated mine costing systems obtained either from a number of years experience or involvement in setting up such a system.

Salary will be negotiable in the region of £ 20,000 tax free.

Other benefits include:

Six months tours of duty followed by six weeks paid leave free accommodation living allowance, education allowance.

Applications in writing with full CV to:

D.G. FORD
ADMINISTRATION MANAGER
BRIDGE OIL SERVICES (OVERSEAS) PTY LTD
GREEN END HOUSE
10 RICKFORDS HILL
AYLESBURY
BUCKS. HP20 2RX.

BANQUE recherche pour détachement de 2 ans en AFRIQUE inter tropicale

INSPECTEUR GENERAL

- placé sous l'autorité de la Direction Générale, vous assurerez le contrôle, la coordination et l'animation d'une équipe constituée d'inspecteurs et de Contrôleurs;

- Vous vous assurerez du bon fonctionnement des Services Centraux de l'ensemble du Réseau de 40 Agences, de la validité des valeurs enregistrées dans les livres de l'unité centrale, du respect des procédures et des règles de sécurité.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une solide expérience dans les domaines de l'inspection et du Contrôle d'un Etablissement Bancaire.

Le poste est à pourvoir en 1er septembre.

Merci d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en respectant la réf. 75001 Paris qui fera suite en toute discrétion.

BATTELLE-GENÈVE est l'une des cinq divisions de BATTELLE MEMORIAL instituta, organisation privée mondiale connue pour ses activités de recherche sous contrat.

Pour renforcer nos relations avec l'industrie et développer nos lignes de recherche dans le domaine de certaines technologies nouvelles nous cherchons:

UN MARKETING MANAGER

RESPONSABLE DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE
ÉLECTRONIQUE ET INFORMATIQUE

Ce spécialiste possèdera une formation d'ingénieur électronicien, de physicien ou d'ingénieur en télécommunications, de niveau universitaire ou équivalent, complétée le cas échéant par des études en gestion des affaires (MBA) et/ou une formation aux techniques du marketing.

Il disposera, grâce aux relations commerciales et techniques qu'il aura établies, d'une connaissance étendue des entreprises industrielles de la branche, ainsi que des marchés et besoins correspondants en matière de recherche et développement.

Il s'agit d'un poste de niveau élevé, demandant, en plus d'une expérience technique et commerciale, la maîtrise des langues (anglais, français exigés, si possible italien et allemand).

Cette activité nécessitera de fréquents déplacements, principalement en Europe de l'Ouest, mais également aux USA et au Japon.

Age idéal : 35 à 45 ans.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur candidature accompagnée d'un curriculum vitae, d'une photo, et de leurs prétentions de salaire:

AU CHEF DU PERSONNEL
BATTELLE, 7, route de Drize,
1227 CAROUGE/GENÈVE - SUISSE.

emploi régional

Bretagne Centre

RESPONSABLE DES ACHATS

Cette société se situe parmi les premières compagnies mondiales en matière d'électronique professionnelle. Elle recherche pour l'une de ses unités de production située au Centre de la Bretagne un RESPONSABLE des ACHATS. En liaison directe avec les services de production, il est chargé d'alimenter l'usine en composants électroniques de tous types. Il dirige une petite équipe d'acheteurs mais intervient personnellement auprès des principaux fournisseurs français et étrangers. Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction achats possédant une solide expérience dans le domaine des équipements électroniques. Une formation technique supérieure et la pratique de l'anglais sont nécessaires. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M11/668 P, à:

EGOR TECHNOLOGIES
Département Industrie
19, rue de Brest 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

futur directeur général

Provence

Cette PMI (50 personnes), filiale d'un important Groupe français, conçoit et fabrique des biens d'équipement de haute technologie pour les industries de pointe.

Le Directeur Général que nous recherchons prendra, après une brève période d'intégration, la responsabilité de l'Entreprise sous tous ses aspects : technique (supervision des réalisations) et orientation de la société, humain, commercial et financier.

Ce poste convient à un ingénieur (AM ou équivalent) de 30/35 ans environ, ayant de solides compétences en mécanique et automatismes, une expérience industrielle dans ce domaine avec la responsabilité d'un centre de profit autonome. De réelles qualités de meneur d'hommes et la pratique courante de l'anglais sont indispensables. La connaissance de l'allemand sera appréciée.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite sous référence A023/M avec curriculum vitae, photo et prétentions à Chantal Geller, Sema Sélection, 12, chemin du Professeur Deparet 69160 Tassin la Demi Lune.

sema selection Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

L'Etablissement
responsable de
l'organisation
des transports
en commun de
la région
recherche son

RESPONSABLE FINANCIER

LYON

- La mission de haut niveau intègre :
 - la responsabilité du montage d'investissements très importants (budget : 1 milliard de francs),
 - la supervision de la fonction financière,
 - la conception et le développement de l'outil de gestion.

La fonction exige et permet la plus large autonomie. L'offre s'adresse à un candidat de formation supérieure (Grandes Ecoles ou niveau équivalent) ayant des aptitudes confirmées aux négociations et prévisions financières.

Les candidatures devront être adressées à
Guy LAURENT - 23, quai de Bondy - 69005 LYON -
Tél. : (7) 827.34.95.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DU PONT

DÉPARTEMENT AGROCHIMIE

Le Département Agrochimie de DU PONT DENEMOURS, premier mondial de la chimie, prévoit une rapide expansion de ses activités dans le monde entier, liée à la commercialisation d'une nouvelle génération d'herbicides sélectifs respectueux de l'environnement.

Notre usine de CERNAY (dans le Haut-Rhin) qui emploie actuellement environ 200 personnes, est notre principal centre de fabrication de produits phytosanitaires en Europe.

Nos nouvelles activités nous amènent à recruter.

Pour le Service Projets des

INGÉNIEURS DE PROJET

Vous étudiez et exécutez l'implantation de nouvelles unités, développez des projets d'ingénierie afin d'améliorer la sécurité, la productivité et la qualité de nos produits.

Vous êtes responsable du budget de ces projets (plusieurs millions de francs) et en assurez le suivi et le contrôle. Vous devez être capable d'atteindre les objectifs définis avec la plus grande autonomie.

Ingénieurs en Génie Chimique, vous possédez une expérience de deux à trois ans minimum dans l'ingénierie de la chimie fine.

Pour le Service Procédés

UN INGÉNIEUR DE PROCÉDÉS CONFIRMÉ

Vous participez à la réalisation des études destinées à l'amélioration et à l'utilisation des unités existantes pour des fabrications nouvelles ou à l'implantation d'unités nouvelles.

Vous intervenez sur les problèmes de fabrication en collaboration avec les ingénieurs de production et les nombreux spécialistes disponibles au sein du groupe.

Ingénieur chimiste ou en génie chimique, vous avez une expérience de deux à trois ans minimum dans une fonction similaire ou à un poste de production dans la chimie.

UN INGÉNIEUR DE PROCÉDÉS DÉBUTANT

Pour ces postes :

- le maîtrise de l'Anglais est indispensable,
- qualités de contact, d'adaptation, d'intégration, d'autonomie et de rigueur sont nécessaires.

Supportées par une recherche innovatrice, notre Société est performante dans un secteur porteur : la chimie. Nous vous formerons à nos produits, nos méthodes et nous vous permettrons d'évoluer et d'être mobiles dans le groupe en EUROPE.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature et vos prétentions sous réf. 78880/LM.

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.

Direction du Personnel

1, rue de l'Industrie

68700 CERNAY

Assurer la fonction qualité pour notre département "commande"

Ce département, très orienté export, produit des automatismes pneumatiques, et des commandes électroniques, automatismes programmables, etc.

Ingénieur passionné et expérimenté en assurance qualité, nous vous proposons la responsabilité complète de son service qualité.

Les aspects assurés-produit, contrôle, SAV, gestion de la qualité sont bien sûr intégrés dans ce poste.

Les techniques utilisées, le souci permanent d'efficacité de ce département, ainsi que notre passion reconnue de la qualité font de ce poste une excellente perspective pour votre ambition.

Ce poste est à Valence

Référence QCDE/LM

Diriger la fabrication de circuits imprimés (protos et séries)

Nous proposons à un Ingénieur ayant acquis au moins cinq ans d'expérience de fabrication identiques ou voisines, de prendre la direction de la fabrication des circuits imprimés de notre division Aérospatial (multicouches, qualité ESA...). Cet atelier de 30 personnes utilise une grande variété de technologies (gravure, pressage, métallisation, électroformage, vernis potting, sérigraphie...).

Son responsable doit répondre dans des délais courts à des besoins difficiles à planifier, en respectant la qualité et les coûts, et en faisant appel si nécessaire à la sous-traitance.

Les contacts avec les services d'études, qualité-fiabilité, approvisionnement, etc., sont quotidiens. L'évolution des processus de fabrication, et l'étude des investissements nécessaires, sont de la responsabilité de cette fonction.

La taille de notre groupe (5 500 personnes), sa diversification permettent diverses possibilités d'évolution.

Ce poste est à Valence.

Référence CIRIM/LM

Conduire l'industrialisation et les méthodes du département commutation

Notre département commutation fabrique plus d'un million de produits par mois, avec un millier de références. Les produits nouveaux, les modifications de produits, les automatisations à lancer donnent à ce poste son rythme et sa variété. Ingénieur, vous avez pratiqué depuis au moins cinq ans l'industrialisation de pièces de grande série (de préférence dans l'électromécanique).

Une équipe de huit agents de méthodes vous attend (spécialistes de la fabrication, du montage, du lencement). En liaison avec les responsables des études et de la fabrication, vous conduirez toutes les opérations d'automatisation des chaînes de montage. Vous ferez évoluer les méthodes de production en visant la productivité maximum.

Une réussite dans cette fonction peut permettre une excellente évolution au sein de l'entreprise.

Ce poste est basé à Valence

Référence METCOM/LM



Envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence choisie, au responsable du recrutement, Crouzet S.A., Direction du Personnel, 26027 Valance Cedex.

Ingénieurs diplômés d'une grande école mécanique (ENSM, ENSEM, ENSI...)

Nous sommes une importante société d'ingénierie spécialisée dans le nucléaire, nous recherchons pour LYON :

Un ingénieur planification

160 000 F +

Vous serez chargé de la conception, de la mise en forme et du suivi des plannings d'activités importantes en collaboration étroite avec les Chefs de Projets. Vous disposerez d'un outil informatique de planification PERT très performant.

Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans en Bureau d'Etudes ou en Fabrication Mécanique, ou l'expérience de la planification d'activités dans le domaine Aéronautique ou Ingénierie. (Réf. 821 M)

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à :

HAY Managers 94, rue Servient, 69003 Lyon.

Un ingénieur dossiers techniques et suivi des fabrications

160 000 F +

Vous serez chargé de la gestion technique des dossiers et de leur évolution, de la qualification des procédés et méthodes de fabrication, et de l'assistance technique des Fabricants. Vous serez amené à vous déplacer fréquemment.

Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans la Fabrication Mécanique et dans le domaine du contrôle non destructif. Vous maîtrisez parfaitement l'Anglais. (Réf. 821 M)

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à :

HAY Managers 94, rue Servient, 69003 Lyon.

Développement des ressources humaines

Créée en 1972, la Direction Régionale Nord de PA recherche un nouveau consultant. Après formation et intégration dans l'équipe, il assistera les entreprises de la région dans le développement de leurs ressources humaines : recrutement, audit social, structures, rémunération, communication, motivation, climat social... Il bénéficiera d'une autonomie de plus en plus large dans l'organisation de son travail et dans ses missions. Pour ce poste qui allie un aspect études : conception et élaboration des actions à entreprendre, et un aspect opérationnel : réalisation des interventions en entreprise, nous recherchons un candidat diplômé de l'enseignement supérieur. Une première expérience acquise en entreprise de préférence, ou en cabinet, serait très appréciée. La rémunération annuelle de départ sera fixée en fonction des compétences. Ecrire à M. OLARI en précisant la référence A/062M

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable administratif et comptable

ORLEANS - SEPTEMBRE 85

Diplômé ESC ou équivalent complété d'un DECS, enrichi d'une expérience en cabinet ou en entreprise de 2 à 5 ans, nous pouvons apporter une réponse à votre évolution de carrière.

Vous voulez être responsable au sein d'un centre de profit autonome (50 à 60 MF de CA) de l'animation d'une équipe de 10 personnes, de la prise en charge de la globalité d'une fonction administrative, comptable avec un outil informatique et de la gestion de la trésorerie, en assurant les relations avec les banques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence M 107, à : FNAC, Monique Simon, 101, rue du Cherche Midi 75006 Paris.

fnac

La fnac. L'oxygène de la tête.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE MOKTA

recherche
1) pour un des ses établissements du Centre de la France

UN RESPONSABLE DE L'EXPLOITATION

D'un ou plusieurs petits chantiers en découverte ou souterrain. Ce poste pourrait convenir à un ingénieur d'une Grande Ecole des Mines débutant.

2) pour une de ses filiales située en Bretagne

UN RESPONSABLE D'UNE SABLIERE INDÉPENDANTE

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé de l'Ecole d'Alès ou de Douai, ayant une expérience de quelques années en industrie extractive et maîtrisant bien la commercialisation locale de produits fabriqués.

Adresser C.V. à :

COMPAGNIE FRANÇAISE DE MOKTA

Service du Personnel

33, Avenue du Maine - 75755 Paris Cedex 15

COFLEXIP

Société Française leader mondial dans la fabrication et la pose de conduites flexibles sous-marines de haute performance (1.000 personnes) recherche pour son département INFORMATIQUE DE GESTION

un jeune ingénieur

de formation généraliste : A et M, ENSA, ECAM, etc... Dans le cadre du Plan de Développement Informatique de la Société :
- il sera l'interlocuteur des utilisateurs pour l'analyse de leurs besoins et proposer les solutions appropriées.
- il suivra la réalisation des applications décidées et assurera la formation des utilisateurs.

Le poste requiert notamment :
- une solide aptitude à écouter et à communiquer,
- un esprit logique et méthodique affirmé.

Le poste est basé au Trait (à 30 km de ROUEN). Adresser candidature avec CV et photo à J.M. SOUCHE - COFLEXIP, Rue Jean Hurd - B.P. 22 - 76580 LE TRAIT

مكتبة من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

HAY, Premier Groupe mondial de Conseil en Gestion des Ressources Humaines, poursuit son développement en RHONE-ALPES et recherche 2 nouveaux Consultants pour LYON.

1 Consultant

Il résout des problèmes de politique générale d'entreprise. Il est capable de développer des concepts et des méthodes touchant à l'évolution des structures et de l'organisation. Nous attendons un praticien confirmé de l'entreprise (10 ans minimum), qui aura acquis son expérience dans des postes à dimension stratégique : Direction du Marketing, Direction des Ressources Humaines.



RHONE-ALPES

1 Consultant en recrutement

Il développe auprès des entreprises le concept HAY d'adéquation Homme/Poste. Il est capable de conduire une mission de façon autonome, depuis l'identification du besoin jusqu'à la présélection des candidats. Nous recherchons un candidat de formation supérieure possédant une double expérience : 3 ans à un poste de responsabilité en entreprise, et 3 à 5 ans dans un Cabinet de Conseil en Recrutement. Si vous répondez à ces profils, merci d'adresser votre dossier de candidature à Christian PHELIP, Directeur HAY RHONE-ALPES, qui le traitera en toute confidentialité.

HAY Manager, 34, rue Servient - 69003 LYON

THOMSON SEMICONDUCTEURS (AIX-EN-PROVENCE) 7 INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Deux de nos divisions conçoivent et fabriquent des composants de puissance et des circuits intégrés MOS-VLSI. Nous voulons développer notre C.A. à l'exportation. Homme de contacts, vous aimez voyager. Diversifiez votre expérience ! Pourquoi pas le Marketing ? Nous vous offrons une mission stratégique dans des techniques de pointe. ● Participer aux décisions de développement de nouveaux produits, définition des objectifs (pénétration du marché, marge) fixation des prix, élaboration des plans d'action, ● promouvoir les produits auprès des clients et de la force de vente, ● assurer le dialogue entre vos clients et nos unités de production, ● collecter et analyser les informations du marché. Vous êtes un professionnel de l'électronique et parlez couramment Anglais - Le CHINOIS est indispensable pour l'un de ces postes. Nous vous assurons une formation aux techniques de Marketing et des possibilités d'évolution au sein de notre activité Semiconducteurs.

Si ce changement vous attire, adressez-nous votre candidature (C.V. et rémunération souhaitée) sous réf. 5507/LM à Olivier ORSINI - THOMSON SEMICONDUCTEURS, 15, avenue Camille Pelletan - BP 57 - 13602 AIX-EN-PROVENCE.



HAYAS CONTACT

Animer d'importants projets de conception et développement de systèmes de péage

Notre Division Terminals et Systèmes, réalise notamment des systèmes de péage (métrés, chemins de fer...) vendus dans le monde entier. Le responsable du service technique de cette activité recherche un de ses principaux collaborateurs. Ingénieur électromécanicien, vous avez acquis plus de cinq ans d'expérience d'étude et développement de systèmes automatisés. En étroite relation avec les ingénieurs d'affaires, la production, le qualité, vous prendrez la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens de spécialités complémentaires. Votre objectif : conduire la réalisation technique du projet. L'évolution de ce secteur d'activité permet d'intéressantes perspectives d'évolution. Basé à Valence, ce poste donne l'occasion de déplacements de courte durée dans le monde entier. La connaissance de l'anglais est demandée.

Référence : PEAG/LM

Animer la conception de nouveaux produits électroniques : Minuterie, capteurs industriels

Ingénieur électronicien, votre première expérience de projet vous a donné le goût du développement de produits de série et de l'animation des hommes. L'électronique analogique, mais aussi l'optoélectronique, les hyper-fréquences, l'infrarouge vous passionnent. Notre département "commande" vous propose le responsabilité technique de ses nouveaux produits électroniques. Votre premier projet : une nouvelle gamme de minuterie. Dans une deuxième étape, notre nouvelle activité "capteurs industriels" absorbera la majeure partie de votre temps. Votre mission comporte l'analyse de la valeur fonctionnelle des produits, le choix de la technologie, le développement, l'étude et la mise en place des moyens industriels. L'équipe-projet à animer pourra atteindre 10 personnes. Ce poste est à pourvoir à Valence. La connaissance de l'anglais est demandée.

Référence ELEC/LM



Envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence choisie, au responsable du recrutement, CROUZET S.A., Direction du Personnel, 26027 VALENCE Cédex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE STOCKAGE DE PÉTROLE recherche le futur

Chef de département administratif et comptable

homme ou femme

de son principal établissement (de plus de 300 personnes). Direction rattachée au Directeur de l'Établissement et en relation fonctionnelle avec le Site Social. Il assurera à la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes, la comptabilité générale, la facturation, la gestion administrative du personnel et le contentieux. Le candidat devra, environ 45 ans, être de formation supérieure, licencié DECS. Il pourra justifier d'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans de responsabilité administrative et comptable d'une unité industrielle. Il devra avoir une parfaite connaissance des méthodes informatiques en comptabilité et en gestion administrative.

Après une période de mise au courant d'environ 1 an, il prendra la succession du chef de département alors en fonction. Il sera domicilié au Havre. Merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2494 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

Média-System

POUR MARSEILLE ET REGION MEDITERRANEE

NOUS NOUS DEVELOPPONS ET NOUS RECHERCHONS

DES INSPECTEURS

Vous avez quelques années d'expérience de la fonction ou vous êtes rompu à la gestion bancaire sous tous ses aspects. Vous contrôlerez les services et pratiquerez l'audit interne de nos agences. Vous serez chargé de vérifier l'application de la politique générale, en particulier en matière de rentabilité et de développement.

S'il vous paraît que ce profil correspond à votre carrière et à vos attentes, contactez-nous en écrivant au Département des Relations Humaines. FEDERATION DU CREDIT MUTUEL MEDITERRANEE 521 AVENUE DU PRADO - 13008 MARSEILLE.

Credit Mutuel
LES UNS LES AUTRES



Société expertises comptables CAEN - PARIS recrute comptable niveau IUT - BTS 2 ans cabinet ou expérience entreprise. Adressez C.V. à AGENCE HAYAS 14000 CAEN 9842 qui transmettra.

Station PERA-ORLÉANS recrute **CHARGE DE RECHERCHES** amélioration des arbres forestiers en octobre 1985. Sélection, génétique quantitative, expérimentation en forêt. Thèse amélioration des plantes ou domaine voisin indisp. Rem. ar 538 52-52-50 p. 317.

IFREMER

recrute pour son centre de NANTES département stratégie de développement et d'aménagement

UN TECHNICIEN

Formation DUT économie, économie ou économie de gestion. Compétences en micro-informatique. Quelques années d'expérience sont souhaitées.

Adressez C.V. + lettre manuscrite et présent. à IFREMER Service du personnel 66, avenue d'Ile de France 75116 PARIS.

LA VILLE D'OUILLINS (RHONE) recrute

1 CHARGE D'ETUDES EN AMENAGEMENT OU URBANISME

Le recrutement aura lieu par CONCOURS SUR TITRES, ouvert : - Aux titulaires d'un doctorat de 3^e cycle dans le domaine concerné (aménagement ou urbanisme). - Aux titulaires d'un diplôme de 3^e cycle d'études sup. en aménagement ou en urbanisme et d'un diplôme sanctionnant au minimum 3 années supérieures dans un domaine autre que l'aménagement ou l'urbanisme - 1^{er} ordre.

Env. le plus rapidement possible lettre + C.V. à M. le Maire S.P. 87 68223 Oullins Cedex.

Dans le cadre de son développement, la BANQUE HERVET recherche pour ses succursales de BOURGES et CHATEAUROUX EXPLOITANTS H/F classe V

pour assurer le développement et la gestion d'un portefeuille de clientèle d'entreprises

Votre expérience de 2 à 4 années dans la fonction s'appuie sur un diplôme d'enseignement supérieur ou bancaire. Ces postes présentent de réelles possibilités d'évolution pour des candidats souhaitant mettre à profit leur esprit d'initiative et leur sens des responsabilités.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite accompagnée d'un C.V., photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales et du Personnel de la Banque Hervet - B.P. 126 - 18003 BOURGES CEDEX.

BANQUE HERVET

UNION CARBIDE

UNION CARBIDE FRANCE

filiale d'Union Carbide Corp. leader dans des secteurs variés notamment le graphite - 225 personnes - technologie de pointe

INGENIEUR ELECTRICIEN IDN - ISEN - ENSEM - ENSIEG - ENSERG ou équivalent

Anglais indispensables.

Débutant ou ayant acquis une courte expérience, vous serez affecté au Bureau d'Etudes Travaux et rattaché directement à l'Ingénieur en Chef Travaux Maintenance. Vous aurez en charge l'étude et le suivi des nouvelles installations dans les domaines électrique (moyenne et basse tension) et automatique. Vous aurez également à conseiller les techniciens de maintenance dans votre secteur d'activité. La connaissance ou l'expérience des automates programmables est nécessaire. Bénéficiant dès le départ d'une rémunération motivante, votre carrière pourra se développer à l'intérieur du groupe.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous réf. 8286 à COMMUNICO 12-14, rue Faidherbe - 59800 LILLE qui transmettra.

COMMUNICO

Pour bureau
Médiasystem

Ingénieurs mécaniciens concepteurs

de dans un premier temps de suivre l'évolution des techniques de construction, de proposer de nouvelles solutions et de conseiller les clients.

FORMATION : Ecole d'Ingénieurs Mécaniciens. EXPERIENCE : 3 à 5 ans en bureau d'études, de préférence dans un domaine proche de la machine-outil.

Compétences en calculs de structures par éléments finis, ou expérience souhaitée. Env. à pourvoir dans la région Rhône-Alpes. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 34/LM, à MEDIA P.A. RHONE-ALPES - 72, av. Jean-Jaurès - 69003 LYON, qui transmettra.

MEDIA P.A.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE ENTREPRISE FRANCAISE DU SECTEUR ELECTRONIQUE INFORMATIQUE
recherche pour l'un de ses centres d'études en proche banlieue Sud PARIS

INGENIEUR ELECTRONICIEN SYSTEME

Responsable du développement et de l'évolution d'un produit constitué d'un terminal de paiement, il prend en charge directement les fonctions systèmes (définition des spécifications avec les clients) et la coordination avec l'usine de production. Il coordonne l'action de deux ingénieurs logiciels travaillant sur la même gamme de terminaux.

Exigences : 3 à 5 ans d'expérience dont une partie en ingénieur système. Anglois parlé.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous référence AB517 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Groupe industriel diversifié de tout premier plan (6000 p.), nous cherchons

un ingénieur technico-commercial, chef de produit (à Ivry, 94),

pour prendre en main les destinées d'une ligne de convertisseurs de fréquence performants (valeur unitaire de 50 000 à 500 000 F) destinée notamment aux fabricants et installateurs de systèmes industriels de chauffage et de ventilation.

Ingénieur électricien-électronicien, vous apporterez, à 35 ans environ, la preuve de votre réussite commerciale avec des produits électrotechniques lourds modernes; vous êtes aujourd'hui en mesure de prendre la responsabilité globale d'un objectif de développement (études de marché, publicité, prospection, démonstrations, négociations des contrats). Il vous faut, de plus, savoir l'anglais et être prêt à de fréquents déplacements.

Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire (réf. 4658 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTIC

emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES
recherche pour

ARDENNES-PICARDIE et FRANCHE-COMTE

UN PRATICIEN DE LA FISCALITE

UN PRATICIEN DU DROIT DES SOCIÉTÉS

3 ans d'expérience professionnelle minimum.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions sous réf. 9475 à VALENTIN CONSEIL, BP 559 - 75064 PARIS Cedex 02.

CENTRE TECHNIQUE
recrute

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

- Possédant des connaissances approfondies dans le domaine des matériaux et de leurs assemblages.
- Ayant une expérience de recherches appliquées en fatigue et mécanique de la rupture.
- Maîtrisant les méthodes de calculs numériques.

FORMATION : ingénieur ou docteur, spécialisé en mécanique et métallurgie.

Lettres, C.V., photo et présent. s/r 7.505 le Monde Pub. service annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Important établissement industriel
de l'Etat
Région Ouest littoral
recherche

Ingénieur pyrotechnicien

Ayant au moins cinq ans d'expérience dans un établissement pyrotechnique pour occuper le poste d'ingénieur chargé de la sécurité pyrotechnique.

Expérience ou connaissances en munitions classiques, missiles et torpilles, apprises. Aptitude au travail en équipe recherchée.

Ecrire avec C.V. détaillé et photographie sous n° 7.512 le Monde Pub. service annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

BRANCHE PHARMACIOTIQUE SANOFI
CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY MONTPELLIER
RECRUTE

1 BIOSTATISTICIEN

- Pour :
- Participer avec cliniciens directeurs d'étude à l'élaboration des protocoles d'essais cliniques ;
 - Définir les traitements des données ;
 - Et effectuer les rapports statistiques.
- Ce poste exige le travail en équipe au sein d'un service composé de statisticiens administrateurs de données et informaticiens ; selon son expérience et son profil, le candidat peut être amené à exercer une responsabilité d'encadrement au sein de cette équipe.

Diplômes exigés : diplômes d'études supérieures en mathématiques et statistiques + pratique de l'anglais.

Expérience souhaitée :

- Expérience des essais cliniques, utilisation des outils informatiques de calcul ;
- Et/ou expérience des calculs sur données biologiques en relation avec des chercheurs dans des laboratoires.

Lieu de travail MONTPELLIER + quelques déplacements en France et à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY J.-P. BELLECAYE, service calculs et informatique, rue du Professeur-Joseph-Blavet, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES
recherche

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

Ils devront s'intégrer à une équipe pour vendre les produits de la société aux entreprises de l'industrie textile. Il s'agit de produits spécifiques et à la pointe du progrès.

Les postes à pourvoir se situent l'un dans la région EST de la FRANCE et l'autre dans la région NORD.

Les candidats devront être ingénieurs chimistes ou textile et avoir une solide expérience similaire. Une activité antérieure dans la vente de produits chimiques pour teintures et apprêts ou dans une unité de fabrication de ces produits serait appréciée.

Rémunération élevée possible.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du Comex, 19, rue de la Paix, 75002 Paris. (Réf. 2611 pour l'EST, 2612 pour le NORD). DISCRETION ET REPONSE ASSURÉES.

Ville de 130 000 habitants
recherche pour assurer la Direction de son bureau municipal d'hygiène

UN MÉDECIN

titulaire du certificat d'études spéciales - Médecine préventive, santé publique, hygiène.

Adresser candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé.

Ecr. s/r 7.452 le Monde Pub. service annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE TOULON
MEMBRE D'UN RÉSEAU NATIONAL
DE CABINETS CORRESPONDANTS
D'AUDIT ANGLAIS-SAXONS
recherche

RÉVISEUR confirmé

pour mission de commissaire aux comptes et de révisions contractuelles.

Une expérience d'un ou deux ans dans un même cabinet national est souhaitée.

La rémunération sera fonction de l'expérience et de la qualité des candidats.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo et rémunération actuelle.

Ecrire sous n° 7.504 le Monde Pub. service annonces classées 5, rue des Italiens 75009 PARIS.

DUNKERQUE

recherche

1) pour radio locale privée professionnelle

polyvalent pour journaux parisiens débutant ou non.

Lettre manuscrite, C.V. et prétentions, éventuellement maquette

2) Pour secteur animation culturelle.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo

à J.P. BELLECAYE, service calculs et informatique, rue du Professeur-Joseph-Blavet, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

3) Pour secteur animation culturelle.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo

à J.P. BELLECAYE, service calculs et informatique, rue du Professeur-Joseph-Blavet, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

4) Pour secteur animation culturelle.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo

à J.P. BELLECAYE, service calculs et informatique, rue du Professeur-Joseph-Blavet, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

5) Pour secteur animation culturelle.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo

à J.P. BELLECAYE, service calculs et informatique, rue du Professeur-Joseph-Blavet, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

6) Pour secteur animation culturelle.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo

à J.P. BELLECAYE, service calculs et informatique, rue du Professeur-Joseph-Blavet, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

7) Pour secteur animation culturelle.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo

à J.P. BELLECAYE, service calculs et informatique, rue du Professeur-Joseph-Blavet, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

8) Pour secteur animation culturelle.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo

à J.P. BELLECAYE, service calculs et informatique, rue du Professeur-Joseph-Blavet, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

9) Pour secteur animation culturelle.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo

à J.P. BELLECAYE, service calculs et informatique, rue du Professeur-Joseph-Blavet, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

VILLE DE CHARTRES

RECRUTE :

par concours sur épreuves pour

un REGISSEUR GENERAL

DE PLATEAU

Les candidatures avec C.V. à adresser avant le 4 juillet à :

Monsieur le Maire

Service du personnel

28018 CHARTRES CEDEX

IFREMER

recrute pour son centre de

UN INGENIEUR

GRANDE ECOLE

ou

DOCTEUR ES SCIENCES

EN OCEANOGRAPHIE

LITTORALE

Spécialisation : hydrodynamique sédimentaire. Qualités personnelles sont souhaitées.

Responsable d'une équipe d'environ 5 personnes, à participer à l'élaboration et à la réalisation de programmes d'aménagement littoral nécessitant la mobilisation des moyens des masses d'eau et de sédiments.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo.

Service du personnel

66, av. d'Iéna, 75116 PARIS.

10) Pour secteur animation culturelle.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo

à J.P. BELLECAYE, service calculs et informatique, rue du Professeur-Joseph-Blavet, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

11) Pour secteur animation culturelle.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo

à J.P. BELLECAYE, service calculs et informatique, rue du Professeur-Joseph-Blavet, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

Pfizer 5^{ème} laboratoire mondial. PFIZER fabrique en continu, dans son usine de MASSY (180 p) des produits chimiques à usage pharmaceutique.

JEUNE INGENIEUR METHODES

Au sein du Service Production et en assistance-terrain des responsables d'atelier, votre mission consistera à concevoir et à proposer les méthodes de travail qui améliorent l'organisation, le suivi de la production, la circulation de l'information.

Vous serez parallèlement responsable de l'implantation de la micro-informatique de production et prendrez en charge la formation de ses utilisateurs.

Ce poste est destiné à un jeune ingénieur doté d'une 1^{ère} expérience de gestion de production informatisée.

Adresser votre candidature (lettre man., CV, photo) s/réf. 734 M à notre Conseil ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly sur Seine

ALPHA-CDI

ROURE BERTRAND DUPONT

Chef de produit "toilettes"

ROURE BERTRAND DUPONT, entreprise leader de l'industrie française des matières premières pour parfums cosmétiques - savonnerie, répète en deux sites industriels (Argenteuil et Gressy), fortement exportatrice et de taille humaine (700 personnes) recherche son Chef de produit "toilettes" pour l'accompagner dans son expansion et participer au développement de sa part de marché dans le domaine des produits capillaires/hygiène ("mass market").

Rattaché à la Direction du Marketing, vous gèrerez une gamme de produits à laquelle nous attachons beaucoup d'importance, et serez responsable de la coordination des services qui interviennent dans leur développement, leur présentation et leur distribution.

De formation école de commerce ou MBA (HEC, ESSEC, ISA, INSEAD, ...) âgé d'environ 30 ans, vous avez une expérience d'au moins 3 ans, acquise si possible dans l'industrie chimique fine ou les biens de consommation grand public.

Vous avez nécessairement l'habitude des contacts commerciaux à haut niveau, dans un environnement international ainsi qu'une très bonne pratique de l'anglais. Une motivation très marquée pour l'effort sera un atout supplémentaire.

Poste à pourvoir à Argenteuil.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions (sous pli confidentiel et référence 2685) à la Direction du Personnel ROURE BERTRAND DUPONT, 55 Voie des Bains 95102 Argenteuil.

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

مقالات اعلام

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Société française
Automatismes Industriels
INGENIEURS EXPERIMENTES
pour participer au développement de systèmes de **VISION INDUSTRIELLE**

Pour :
- développements applications,
- recherche en algorithmes,
- développement logiciels,
- développement HARD (micro-informatique, traitement d'image),
- assurance qualité-fabrication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 605 M à Solange MONTEL.

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines

Compagnie Européenne d'Accumulateurs
CONTROLEUR DE GESTION
EXPORT FILIALES EUROPEENNES

Cette importante société (filiale du groupe CGE), spécialisée dans l'étude, la fabrication et la commercialisation de batteries de démarrage et de batteries industrielles, développe sa présence sur les marchés extérieurs.

Rattaché hiérarchiquement au Directeur Financier et en collaboration avec le Directeur des Affaires Internationales, le titulaire du poste a pour principale mission, la surveillance des comptes, le contrôle des budgets et des procédures administratives et le suivi de l'activité commerciale des quatre filiales européennes et des activités hors Europe.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un professionnel titulaire d'une première expérience significative, âgé d'au moins trente ans et de formation supérieure. Disponible pour des déplacements de courte durée, il possède une bonne pratique de l'anglais et de l'allemand.

Les conditions offertes et les possibilités d'évolution sont de nature à intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération en précisant la référence M 19/431 U, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Fontenay 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

INGENIEUR COMMERCIAL
Systèmes d'Automatismes

De petite taille, mais en forte expansion, cette société, filiale française d'un groupe américain, premier constructeur mondial en automatismes industriels, crée un nouveau poste d'ingénieur commercial.

Basé à La Défense, épaulé par une équipe technique, vous aurez pour mission sur l'ensemble du territoire, de commercialiser des systèmes d'automatismes à des industriels dont vous vous attacherez d'abord à être le conseil en productique.

Ingénieur de formation, votre première expérience probante de la vente de systèmes aux industries, vous permettra de réussir dans cette fonction puis d'évoluer tout naturellement, à moyen terme, vers une responsabilité de Chef d'Agence.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, à Jacques SCARINOFF, sous référence M 32/1379 A, à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

IMPORTANTE MUTUELLE NATIONALE
2 ANALYSTES PROGRAMMEURS
CONFIRMES DPS 7 - DPS 8

Les candidats possédant au moins **2 ans d'expérience**.

Ils sont autonomes et savent faire preuve d'initiative.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à Monsieur GRESTEAU

LOGICIEL ASSISTANCE
10, rue La Boétie - 75008 PARIS

Grande Région Parisienne
RESPONSABLE DU SERVICE QUALITE

Filiale française d'un grand groupe international, cette Société de 3.500 Millions de C.A., 6.700 personnes est un des leaders des équipements mécaniques, hydrauliques et électrotechniques pour l'automobile.

Pour ses diverses unités de production d'équipements hydrauliques, elle recherche actuellement son responsable du service qualité.

Rattaché au Directeur de la plus importante des unités, ce collaborateur est responsable de façon globale du développement et de la coordination de l'ensemble des problèmes de Qualité des équipements produits par les 4 centres industriels du groupe.

Ce service (40 personnes) intervient auprès de la fabrication, des approvisionnements, du contrôle, etc., et, de façon externe, auprès des fournisseurs et des clients.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé électromécanicien, 35 ans environ, possédant une solide expérience, 5 ans minimum, de technicien et de gestionnaire d'un service qualité acquise au sein d'une société industrielle.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Le poste basé à Boulogne, suppose quelques déplacements de courte durée.

Merci d'adresser C.V. complet, lettre de candidature, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 5/544 C, à :

EGOR TECHNOLOGIE
Département Industrie
19, rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

Paris
RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES

Filiale de la COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, la Société TRAILGAZ est le leader mondial des équipements et des installations d'ozonation.

L'activité et l'évolution des produits l'amènent à rechercher son responsable des services techniques.

Répondant au Directeur Général, vous aurez à prendre en charge progressivement les activités de recherche et développement technologique, les études de conception et de réalisation des projets et le contrôle technique des réalisations.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé grande école (ESE, ENSIEG, HEL), 35 ans environ, possédant une expérience de 6 ans minimum, dans la conception et la réalisation d'équipements et d'installations faisant appel principalement aux disciplines de l'électrotechnique.

Le poste est évolutif pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, photo et rémunération, sous réf. M 5/1430 A, à :

EGOR TECHNOLOGIES
Département Industrie
19, rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

Creditman
confirmé HF

La filiale française d'une grande banque américaine recherche un **creditman confirmé** pour prendre en charge son département de crédit.

Parfaitement bilingue anglais, rompu aux techniques du crédit anglo-saxon, il devra apporter la preuve d'une expérience réussie dans un poste similaire.

Rigueur, méthode, capacité d'organisation et d'animation seront des qualités hautement appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence 3845 A.

MEDIA 81
9, 94 rue de Valenciennes 75002 Paris, tél. 338.88.73.

SEMA-METRA
ORGANISATEUR / CHEF DE PROJET assurances

L'un des départements de SEMA METRA, spécialisé dans la création de progiciels spécifiques, recherche un **organisateur/chef de projet** chargé de mettre en place son progiciel d'assurances dans les compagnies IARD.

Il sera responsable du pilotage et des développements spécifiques, depuis l'analyse des besoins jusqu'à la mise en place définitive. Cela implique aussi bien la maîtrise du management (animation des groupes d'utilisateurs) que des aspects techniques (encadrement des équipes de réalisation).

De formation ingénieur ou universitaire, il a une expérience d'environ 5 ans dans la conduite de projets.

Adresser votre candidature, en indiquant vos prétentions, sous réf. 10592/M, à Marie Christine Gilles, Département Recrutement : **CENTRE METRA 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.**

SEMA-METRA

SEMA-METRA
INFORMATIQUE TECHNIQUE

La division Ingénierie de Systèmes Techniques de SEMA-METRA prend en charge de vastes chantiers d'informatique technique dans des domaines variés (simulateurs, dispatchings, gestion technique centralisée de bâtiment, nucléaire, systèmes militaires...). Elle souhaite renforcer ses équipes d'intervention par des :

JEUNES INGENIEURS
Diplômés d'une école d'ingénieur, ils ont de 1 à 3 ans d'expérience de réalisation de logiciels dans des domaines techniques ou scientifiques et maîtrisent parfaitement au moins l'un des langages suivants : FORTRAN, PASCAL, LTR, ASSEMBLEUR mini ou micro.

JEUNE INFORMATICIEN LOGICIEL
Titulaire d'une maîtrise d'informatique, option compilation, il interviendra très rapidement sur un chantier pour lequel la nationalité française est exigée.

Si cette orientation de carrière vous intéresse, adressez un C.V., sous la référence choisie, à Marie Christine Gilles, Département Recrutement : **CENTRE METRA 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE, qui vous proposera une date pour une présentation détaillée des postes.**

SEMA-METRA

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS
recherche : Collaborateurs (travaux) éditoriaux et techniques souhaitant s'intégrer à une équipe de vente (zone de centre-est).

Si :
- vous avez min. 25 ans,
- un bon niveau de culture générale,
- le goût des contacts humains.

Votre candidature nous intéresse.

Tél. au 538-66-73.

Organisme Professionnel
Porte Dauphine
SECTEUR DE LA SANTE
recherche pour **SERVICE EXPORTATION**

UN ASSISTANT
Diplômé de l'enseignement supérieur, pharmacien agréé.

- Quelques années d'expérience sur le terrain et connaissance des procédures administratives de l'exportation exigées.

- Anglaise indispensable.

Alternant et assurant son poste.

Adr. candidature n° M.80128 à **SEU, 17, rue Labat, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.**

Société de Prévoyance
1 000 salaires recherche **PSYCHOLOGUE**
pour recrutement de son personnel commercial. Intégration au sein d'un service existant.

Basé à PARIS avec missions très fréquentes en province. Véhicule indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à **PREVOIR** sous réf. 7021, 19, rue d'Aumale, 75009 PARIS.

Jeunes Diplômés
INGENIEURS DE MAINTENANCE : Matériel, Logiciel, Réseau

La compétence de nos ingénieurs techniques de maintenance assure la satisfaction de nos clients en les faisant profiter de notre expérience.

Aujourd'hui, nous vous offrons la possibilité de rejoindre une équipe technique de haut niveau.

Vous interviendrez sur des logiciels d'exploitation très performants et des matériels mettant en application les technologies les plus récentes dans le contexte de réseaux de systèmes complexes.

Vous avez déjà une formation technique solide (électronique, informatique, télécommunication...) et une bonne maîtrise de l'anglais.

Notre formation constructeur, débutant en Septembre vous permettra d'acquérir des connaissances spécifiques.

Intégrés rapidement dans nos unités opérationnelles, vous exercerez votre métier et bénéficierez d'une formation continue qui vous permettra d'évoluer avec nos produits.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, sous réf. 237 M, en précisant la région de travail souhaitée.

Gérard POUY
Cii Honeywell Bull
Tour Gallieni I
78/80, avenue Gallieni
93270 BAGNOLET

Bull

CONTROLEUR DE GESTION

Cette société mondiale de prestations de services informatiques nous implante dans la région parisienne.

Pour assurer le contrôle financier de nos filiales en France, vous serez responsable du service financier, des budgets, des contrats, en collaboration avec l'équipe.

Titulaire d'une première expérience, vous avez quelques années d'expérience en tant que contrôleur de gestion, êtes bilingue français-anglais et savez travailler sur outil micro-informatique.

Votre dynamisme et votre esprit d'initiative sont indispensables pour réussir avec nous.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 9363 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

JEUNE INGENIEUR TP GENIE CIVIL

Nous fabriquons et commercialisons un brevet exclusif à notre société, une structure rigide d'acier thermo-plastique destinée à l'industrie et au BTP. Encore peu connue, nous recherchons un fort développement.

C'est pourquoi nous recherchons des ingénieurs pour exercer vos responsabilités : conception du cahier des charges pour les nouveaux produits, maîtrise technique aux commerciaux. En France, et à l'étranger.

Ingénieur TP - Génie Civil, vous avez acquis une excellente pratique des calculs de résistance en Bureau d'Etudes et, dans l'idéal, sur les chantiers (2 ans d'expérience minimum). La pratique de l'anglais serait évidemment un atout pour les fréquents contacts internationaux.

Ce poste, nécessairement évolutif, est basé à Rungis.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous réf. 473 à notre Conseil en Carrières :

UNILOG
11 rue Alfred de Vigny 75008 PARIS
MEURSE DE SYSTÈME INFORMATIQUE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

benson

NOS PASSIONS :

les nouvelles technologies
les hautes technologies
le respect de nos clients

NOS FORCES :

un leadership mondial
une expertise technique
la taille de l'entreprise

NOS BESOINS :

des talents
des compétences
des expériences

Leader international dans le domaine de l'informatique graphique, société française dynamique et filiale du groupe Schlumberger, BENSON développe son activité dans un marché en pleine expansion : traceurs, écrans graphiques, digitaliseurs. La Direction du Marketing recherche

Responsable ligne de produits

Product Manager
(X, ESE, TELECOM, ECP
+ expérience 3/5 ans)
Réf. RL/4622

Votre mission :
Définir la stratégie de développement des produits de très haute technicité mis sous votre responsabilité.
Dans le cadre de cette mission, vous aurez à analyser les besoins à long et à moyen terme d'un marché très dynamique, définir votre gamme de produits et en garantir la compétitivité tant au niveau de ses performances techniques que de son prix de vente, assurer la coordination et le suivi des différentes phases de vie de ces produits.

Du fait de leur dimension internationale et des contacts étroits avec Benson North America, ces postes exigent la maîtrise parfaite de l'anglais.
Rejoignez nos équipes, jeunes et motivées par un métier passionnant et adressez rapidement lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie à la Direction du Personnel, Benson, zone industrielle des Petites Haies, 1, rue Jean Lemoine, 94015 Créteil.

Ingénieur promotion des ventes

Sales Support
(X, ESE, TELECOM, ECP
même débutant)
Réf. IP/4622

Votre mission :
Assurer le lancement et le développement commercial de produits à forte dominante technique.
Dans ce cadre, vous aurez à préparer les annonces des nouveaux produits mis sur le marché, soutenir un réseau commercial fortement implanté à l'étranger par des actions de formation et de motivation, surveiller les niveaux de vente et répondre rapidement aux actions d'un marché très évolutif.

INGENIERIE DE PROJETS INFORMATIQUES

La société qui a conçu et réalisé SOFTPEN 1^{er} outil de CAO de logiciels commercialisés en FRANCE et bientôt aux U.S.A. :

RECHERCHE

Pour aider à la mise en place, chez ses clients, de ses produits :
SOFTPEN : outil d'aide à la conception, à la réalisation et à la documentation.
PERSPECTIVE : gestionnaire de projets, de versions et de configurations - Compilateurs croisés PASCAL pour micros 16 bits.

2 INGENIEURS SUPPORT "PRODUITS LOGICIELS"

ayant 5 ans d'expérience minimum dans la réalisation de projets de type :

- Systèmes Temps Réel à base de Micro-processeurs INTEL et/ou MOTOROLA.
- Système de Gestion avec utilisation réussie d'une méthodologie structurée : LCP-LCS, MERISE, AXIAL.

Merci d'adresser C.V. ou de téléphoner à :
I.P.I. 26, rue du Renard 75004 PARIS
Tél. : 274 32 11



SNECMA - LE DEFI TECHNIQUE

NOTRE DIRECTION FINANCIERE
recherche un

CHEF DE DEPARTEMENT

qui prendra en charge :

- le financement et le suivi des contrats exports
- les relations avec les organismes d'assistance à l'exportation
- le recouvrement des créances sur les clients étrangers.

Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une solide expérience des financements internationaux acquis, soit dans une banque, soit dans un groupe industriel tourné vers l'exportation.

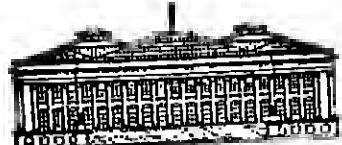
Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser, sous référence 165/85, curriculum vitae et prétentions à SNECMA - Département Encadrement - 2, bd Victor 75724 Paris Cedex 15.

CONTRESE TELEPHONIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (9) 001.001

SOCIETE NATIONALE nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (26.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA



Rendez-vous avec...

le marché des capitaux...

La Chambre Syndicale des Agents de Change a pour mission, entre autres, de centraliser et de gérer d'importantes liquidités. Pour secondar son Chef du Service Trésorerie-Emissions, elle recherche un jeune spécialiste

Trésorerie francs et devises

Responsable de la cellule TRÉSORERIE-DEVISES, il participera plus généralement à la politique de gestion des fonds et au montage des différentes opérations sur les marchés de capitaux, concevra et mettra en place un système de gestion informatisé.

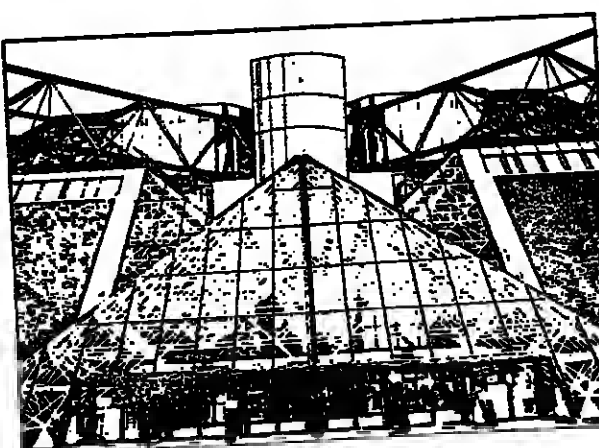
De formation supérieure, ayant 2 ans minimum d'expérience, il devra bien connaître le Marché Monétaire et celui des Changes, posséder une bonne pratique des mathématiques financières. De bonnes notions d'anglais seraient appréciées.
René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous la référence CRD/TFD/LM qu'il traitera en toute discrétion.

AFICOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

L'INGENIERIE SANS FRONTIERES



Palais Omnisports de Paris-Bercy
Architectes M.M. Andrault et Parat
Ingénierie OTH



Le groupe OTH (1000 collaborateurs) est au premier rang des bureaux d'études européens dans le domaine de l'aménagement, de la construction et de l'infrastructure. Dans un environnement national et international difficile, nous avons mis avec succès sur les hommes et les outils de pointe (informatique, C.A.O., système expert, etc.) et nous avons su préserver notre rentabilité. Afin de poursuivre notre plan de développement, nous renforçons notre encadrement et recrutons nos

FUTURS DIRIGEANTS

X, Mines, Centrale, Ponts, ETP...

Vous avez exercé avec réussite vos talents dans le milieu du bâtiment (bureaux d'études, promoteurs privés ou publics, entreprises...). Selon votre expérience et vos compétences, vous prendrez soit la responsabilité d'une de nos agences (5 à 15 personnes), soit d'un département important d'une de nos filiales (coordination de projets, structures, fluides...).

Votre réussite sera liée à vos capacités d'agir avec autonomie et à votre savoir-faire.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 70M à Jacques Minin, Directeur du Développement, OTH 18, Bd de la Bastille 75579 Paris Cedex 12 ou téléphoner au 346.12.10.

benson

UN POSTE A CREER

jeune contrôleur de gestion

Nous sommes un très important Groupe d'Etudes Françaises (1400 personnes). Notre métier : la réalisation de projets industriels complexes. Notre développement : ininterrompu depuis plusieurs années. Dans ce contexte motivant, notre Direction Financière recherche un **jeune Contrôleur de Gestion fort potentiel**.

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Gestion et vous avez une première expérience réussie de 3 à 5 ans. Vous souhaitez aujourd'hui approfondir vos compétences et participer à la vie quotidienne de grands projets industriels.

Le challenge que nous vous proposons : assurer le suivi global de la gestion de nos réalisations auprès des Directeurs de Projets et garantir la fiabilité des informations auprès de la Direction Financière. Vous participerez à la mise en place de notre outil de contrôle budgétaire et de nos projets informatiques en contrôle de gestion.

Merci de nous faire parvenir rapidement votre candidature, sous référence 85.38-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra (discrétion assurée).

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Responsable personnel

Paris - La division d'une très importante société française mondialement connue et en pleine expansion recherche le responsable du personnel de son siège. Il prendra en charge l'intégralité de la fonction sur tout l'établissement comprenant plus de 1000 personnes (essentiellement ingénieurs). Il devra particulièrement développer la communication au sein des différentes directions. Ce poste s'adresse à un juriste diplômé (ou niveau équivalent) à fort potentiel pouvant justifier d'une expérience réussie dans la fonction personnelle soit en qualité de responsable dans une unité réussie dans la fonction personnelle soit en qualité de responsable. A terme, de réelles perspectives de carrière peuvent être envisagées. La rémunération tiendra compte des qualités personnelles du candidat retenu ; un ordre de grandeur de 280.000 francs peut être envisagé. Ecrire à M. FOBY à Villeurbanne en précisant la référence A/3894M.



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.43
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LA HOLDING d'un important groupe à vocation tertiaire (2 milliards de C.A.) recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Intégré à une petite équipe, ce professionnel participe à l'information de la Direction Générale. Il analyse les budgets, les réalisations et les prévisions des filiales et dégage les tendances. Il conseille et assiste les directions financières des filiales dont il a la charge.

De plus, il développe, organise et fait fonctionner les systèmes d'informations de gestion.

Ce poste évolutif intéresse un diplômé de l'enseignement supérieur, enthousiaste et ayant une expérience réussie des techniques de contrôle de gestion (quelques années).

Il sait écouter mais aussi proposer et convaincre.

La connaissance et la pratique de l'outil micro-informatique (IBM PC) sont nécessaires.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 860 M à
VALENS CONSEIL - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

سوق العمل

RECRUTEMENT INTERMÉDIAIRE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

O.J. PERRIN

jeuilliers
PARIS - GENÈVE

Jeune responsable marketing - produit

Base PARIS

Directement rattaché à la Direction Générale, il ou elle aura la responsabilité : « de la publicité », « de l'élaboration d'une stratégie marketing », « de la production (conception, produit, promotion, publicité, relations) », « de faire des recommandations et de suivre leur développement ». Expérience Min. de 3 ans minimum dans un poste de Chef de Produit de préférence dans le secteur des produits de luxe à forte motorisation sera à justifier. Formation supérieure marketing et parfaite maîtrise de l'anglais indispensables. D'une excellente présentation, le ou la candidat(e) devra faire preuve de qualités incontestables de créativité, d'analyse et de synthèse, savoir évoluer dans une petite équipe et être disponible pour voyager. La rémunération sera liée à l'acquis et aux compétences du candidat.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, références, téléphone privé et éventuellement adresse de vacances (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25016-M.

MRI conseil

Danièle Chapeau - 13, rue Mademoiselle, 92522 Nanterre.



ARJOMARI

L'UN DES PREMIERS GROUPES PAPIERS FRANÇAIS

recherche pour son

DÉPARTEMENT PAPIERS SURBES "ARTS GRAPHIQUES"

chef de zone

(PARTE FRANCE, PARTE EUROPE)

Après une période de LEADER MONDIAL, dans le domaine des PAPIERS SURBES, Vellux d'Arches et de Blois, le Département dans lequel il sera intégré joue un rôle de CONSEIL et VENTE auprès d'importants Distributeurs situés dans une chaîne d'ARTISTES, d'ÉDITEURS et d'IMPRIMERIES d'ART.

Rattaché au Directeur Commercial du Département, le rôle du titulaire du poste s'exercera dans un cadre, et le candidat à participer étroitement, tant à la définition des produits existants, et des applications nouvelles qu'à la mise en place d'opérations promotionnelles. Il sera de plus l'interlocuteur privilégié des clients dans le cadre des commandes.

Ce poste représente une excellente opportunité pour un DÉPLÔMÉ type ESC, Ecole ESTIENNE, âgé de 28 ans maximum, possédant une première expérience commerciale de 2 à 5 ans. Une expérience de l'édition, de l'imprimerie ou de l'industrie papetière est un atout mais n'est pas indispensable. Le candidat sera évalué par les Arts Graphiques, par les ANGLAIS couramment et ALLEMAND.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 5008 M -

à préciser sur l'enveloppe - seront traités par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

AGENTS DE CHANGE

MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE

recherche pour son Département OBLIGATIONS

INGENIEUR DEBUTANT

(ECP, ENSAE)

Après une période de formation et d'adaptation au poste, il participera au sein d'une équipe à la RÉALISATION et à la MAINTENANCE d'outils d'AIDE à la DÉCISION.

Il veillera tout particulièrement au contrôle, à la fiabilité, à l'optimisation de ces outils et à la satisfaction de la clientèle.

Ce poste exige des qualités de contacts commerciaux à haut niveau, des motivations pour le secteur ÉCONOMIQUE et BOURSIER.

Notre Société, leader de la profession boursière offre de nombreux avantages sociaux et financiers prévus dans le cadre conventionnel, des perspectives de carrière intéressantes pour un candidat motivé et performant.

Envoyer C.V. + photo et prétentions sous réf. : ID à

Bernard CÉROLLE

MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE

16, bd Montmartre - 75009 PARIS.

Responsable du Département Etudes et Rémunérations

Dans le secteur très concurrentiel qui est le nôtre, et à la taille que nous avons aujourd'hui, la politique salariale est un élément essentiel de notre stratégie sociale. Le responsable du département études et rémunérations élabore cette politique salariale. Il évalue les tendances du marché, négocie les orientations avec le comité de direction, assure la cohérence avec l'Europe et les États-Unis. Il est également en charge des études de gestion du personnel, de la conception et de la mise en place de nouveaux avantages sociaux, de la politique des transferts internationaux. Le profil idéal pour ce poste clé de Digital Equipment France, est celui d'un professionnel de la fonction Personnel, ayant une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine "études", un niveau d'études supérieures de préférence en gestion, statistiques ou informatique. Il ou elle devra en outre faire la preuve de ses qualités individuelles de rigueur et de créativité.

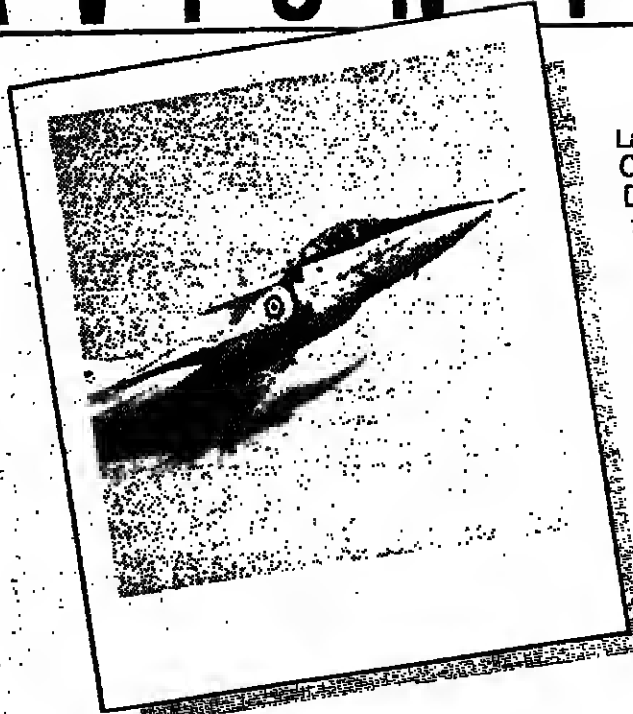
Un bon niveau d'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. MON 076 à Anne CHEVALLIER, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service du Recrutement, 2, rue Gaston Crémieux BP 1385 - 91004 EVRY cedex.

Bougez, Vivez...

N° 2 mondial de l'informatique
digital

AVION PASSION



La passion de l'avion, c'est toute notre raison d'être : C'est aussi notre raison d'agir. Développer les techniques les plus évoluées, l'information la plus performante, c'est à cela que nous voulons vous associer.

Ingénieur Intelligence Artificielle

Votre expérience ou vos bonnes notions des techniques de l'Intelligence Artificielle, vous permettent :

- de participer, dans un premier temps, à des projets d'application de ces techniques dans le domaine de l'aéronautique et de l'espace,
- d'assurer, dans un deuxième temps, la responsabilité de la définition et de la réalisation de nouvelles applications dans le même domaine.

Ce poste est à pourvoir en Région Parisienne.

Merci de nous adresser votre CV (lettre manuscrite, photo)
Avions Marcel Dassault Bréguet Aviation
Direction du Personnel - 78, quai Carnot - BP 300
92214 Saint Cloud Cedex.



CONTESSE TELEMATIQUE - UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 306.10.05

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

CHEFS DE PRODUITS

Grandes Ecoles de Commerce

Vous avez une expérience de 2 ans minimum dans le Marketing de grande consommation, vous recherchez de réelles responsabilités, vous souhaitez un parcours évolutif pour vous préparer à devenir les monogers dont nous aurons besoin demain.

Le Groupe LESIEUR vous offre cette opportunité au sein des équipes Marketing de ses filiales alimentaires, en vous confiant la responsabilité complète d'une ligne de produits dans un contexte humain dynamique, privilégiant la mobilité interfonctions et interfiliales.

Pour un premier contact, adressez-nous une lettre manuscrite, avec curriculum-vitae et photo :
Groupe LESIEUR - Recrutement Cadres - Référence 189 M
122, avenue du Général-Leclerc, 92100 Boulogne.

GROUPE
LESIEUR

CONTESSE

Nous sommes une Société d'Ingénierie appartenant à un groupe français très important et recherchons un

CHEF DE DEPARTEMENT ROBOTIQUE

PARTICIPER A LA DYNAMIQUE ROBOTIQUE

pour prendre en charge cette activité en pleine expansion : systèmes robotisés intégrant des aspects de mécanique, d'électronique, de traitement du signal, de contrôle-commande, de CAO. Ingénieur Grande Ecole (X, AM, ENSTA), introduit dans les grandes entreprises et les administrations, votre expérience de la production (ateliers, commande numérique, robots) et vos connaissances en informatique vous permettront d'assurer l'engagement et la gestion du

budget, l'encadrement et l'animation d'une équipe de responsables techniques et commerciaux.

Ce poste implique une autonomie et un niveau de rémunération de nature à motiver un candidat entreprenant, doué pour les contacts humains.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil M. Quiniou, France Cadres, 22, rue Saint-Augustin, 75002 Paris qui les étudiera en toute confidentialité.

CONTESSE TELEMATIQUE - UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 306.10.05

Participez au développement de notre département études

Importante société de dimension internationale (65 % de chiffre d'affaires à l'export), orientée vers des secteurs de haute technologie recherche

Ingénieur

Débutant ou pouvant justifier d'une première expérience (1 à 2 ans), vous devez posséder une formation de type SUPELEC, ENSI ou équivalent et si possible de bonnes connaissances en traitement du signal.

Vous animerez une petite équipe chargée de réaliser des études de base en matière d'électronique mettant en jeu des aspects physiques.

Une rémunération tout à fait ouverte, de nombreux avantages sociaux sont de nature à motiver des candidats de valeur.

CONTESSE TELEMATIQUE - UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 306.10.05

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions ss réf. 13056 à
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEVENEZ NOS FUTURS CAMBISTES

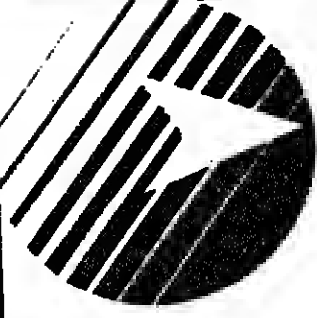
De formation BAC + 2 ou ayant 3 ans d'études supérieures (Mathématiques - Informatique). Vous jonglez avec les chiffres, vous êtes dynamique, les responsabilités vous attirent et la mobilité géographique représente pour vous un atout supplémentaire.

Vous aimez travailler en équipe et souhaitez une formation pratique et active. Possibilité d'évolution pour candidat de valeur.

A VOUS DE FAIRE VOS PREUVES.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV) sous réf. 90465, à la Direction des Relations Sociales et du Personnel - Recrutement et Orientation - 25, rue du 4-Septembre, 75002 Paris.

CREDIT LYONNAIS



LA PUISSANCE DU GROUPE MATRA ET L'ALLIANCE TECHNOLOGIQUE AVEC NORSE DATA

Une gamme de produits informatiques ultra-performants et la confiance de nombreux clients dynamiques notamment dans les secteurs : AERONAUTIQUE/ESPACE, RECHERCHE/EDUCATION, DEFENSE/ARMEMENT, INGENIEUR/INDUSTRIE, TRANSPORTS/TRAVAUX PUBLICS. Pour la région parisienne, nous recherchons notamment des : H/F

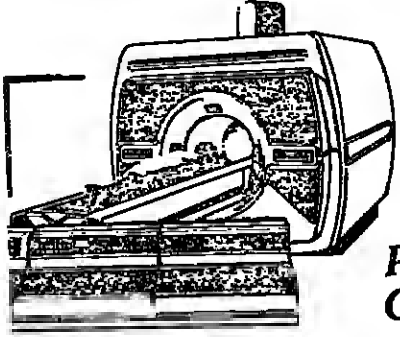
Ingenieurs Commerciaux expérimentés

Au sein de notre agence de Paris, assisté par des ITC, vous prenez en charge le développement d'un ou plusieurs de ces grands comptes industriels.

De formation supérieure, une solide expérience de la vente de mini a confirmé vos qualités de négociateur. Le professionnalisme que vous avez acquis vous permet d'exiger des objectifs de CA et de pénétration de marché ambitieux. Il vous confère l'autonomie et l'autorité pour animer et encadrer des Ingénieurs Commerciaux Débutants à qui vous communiquerez votre passion du métier.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV et rémunération en indiquant la référence 381M à DRRH MATRA DATASYSTÈME - BP 77 - 78391 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA DATASYSTÈME
L'INFORMATIQUE POUR L'INDUSTRIE ET LA RECHERCHE



THOMSON-CGR PROFESSIONNELS DES ACHATS, CHOISISSEZ VOTRE CHALLENGE

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'IMAGERIE MÉDICALE. Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie, au service de la santé. L'optimisation de nos coûts, dans un environnement international très concurrentiel est la clé de notre réussite et passe par une MAÎTRISE DYNAMIQUE de nos ACHATS (2 milliards de Francs).

Réussir avec notre équipe, dans votre spécialité, voilà votre challenge.

RESPONSABLE ACHATS ÉTUDES

Ingénieur Grande École, vous avez une expérience d'achats de haute technologie (électronique, informatique). Vous êtes responsable d'un service Achats à deux composantes :

- Production : essentiellement électronique.
- Études : vous êtes l'interface Achats avec des Ingénieurs à fort potentiel.

Anglais courant indispensable. Autre langue appréciée. (Réf. B.10)

RESPONSABLE ACHATS LOGISTIQUE

De formation Ingénieur, vous possédez déjà une solide expérience dans le domaine des Achats en petites quantités et dans des délais rapides. Forte personnalité nécessaire. Anglais souhaité. (Réf. LP.40)

RESPONSABLE ACHATS SOUS-TRAITANCE

Ingénieur, vous avez acquis une expérience dans les Achats de Sous-Traitance (interne et externe) de pièces mécaniques mais aussi de sous-ensembles entièrement contrôlés prêts à être intégrés. Vous avez des qualités d'animation et de communication que vous exercerez autant au sein de votre équipe qu'à l'extérieur. (Réf. S.3)

RESPONSABLE ACHATS GÉNÉRAUX

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction Achat : vous aidez à déterminer et à proposer à la Direction Générale les actions destinées à réduire les coûts des Achats de matériels et prestations nécessaires aux activités des diverses Directions de THOMSON-CGR (ex : contrats d'entretien, de gardiennage, etc.). (Réf. S.20)

JEUNES DIPLÔMÉS D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS ET/OU DE COMMERCE MOTIVÉS PAR LA FONCTION ACHAT

Nous vous offrons la possibilité de devenir un professionnel des Achats. Après une première collaboration au sein de notre équipe dans des domaines variés (électronique, informatique, sous-traitance, investissements), vous pourrez éventuellement compléter votre formation dans un environnement multinational dans le cadre d'une affectation d'un an au sein du Service Achats de nos filiales étrangères : U.S.A. - Anglais indispensable. (Réf. I.40)

Suivant les cas, les postes sont à pourvoir à STAINS (93), ISSY-LES-MOULINEAUX (92), BUC (78).

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à la Direction du Personnel et des Affaires Sociales - Gestion des Cadres - THOMSON-CGR - Tour Montparnasse - B.P. 50 - 75755 PARIS CEDEX 15.

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Société développant des techniques de pointe (800 personnes), filiale d'un puissant groupe industriel, recherche un

CADRE AFFAIRES SOCIALES

pour seconder son Responsable du Personnel dans l'ensemble de ses fonctions et en particulier pour les aspects emploi et formation.

A terme, le groupe offrira des opportunités très ouvertes au sein d'une équipe de haut niveau. La sélection sera rigoureuse car les enjeux sont importants.

MILO M.R.H

Le choix se portera sur un candidat de formation supérieure, prêt à s'impliquer fortement dans l'action. Une expérience professionnelle de 5 ans est nécessaire.

Poste basé : Paris, proche banlieue Sud.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. 81615/L.M à notre conseil MILO MRH, 43 bis, boulevard Victor-Hugo, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE, qui l'étudiera en toute discrétion.

ATTACHÉ(E) DE PRESSE

pour assurer relations presse écrite et audiovisuelle des sociétés clientes : secteur industrie/financier et artistique.

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

pour réaliser études d'images institutionnelles.

Expérience prof. 6 ans min. de agence ou grde entreprise. Formation univers. socio-éco. Bonne capacité rédactionnelle. Angl. cour. indisp.

Ad. lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à F. HUGUENIN, 49, rue Kéiser, 75116 PARIS.

SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS

La SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS, C.A. 2,8 milliards, effectifs 3000 personnes, recherche pour une de ses unités de production :

Jeune diplômé(e) d'école de commerce option : finances comptabilité

pour lui confier, après une période de formation théorique et pratique, un poste de responsabilité dans les domaines de la gestion administrative, la gestion du personnel, le contrôle de la gestion usuelle.

Ce poste doit conduire à la fonction de Responsable du Service Administration Gestion, directement rattaché au Directeur de l'usine, et dont la mission est d'assurer la bonne exécution des tâches précédemment citées et plus particulièrement de :

- veiller au respect des procédures comptables, juridiques, fiscales et informatiques.
- participer aux développements, modifications, mises au point des applications informatiques de gestion centralisées et décentralisées.
- promouvoir le contrôle de la gestion en usine et effectuer les études économiques nécessaires.

Nos divers établissements étant répartis sur l'ensemble du Territoire Métropolitain, ce poste implique une disponibilité géographique. Des missions à l'étranger étant possibles, une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.

Une réussite dans cette fonction peut ouvrir de très intéressantes perspectives de carrière au sein du groupe.

Lieu de travail en province.

CEGOS

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73785 M à Mademoiselle CLERE, Tour Chenonceaux - 204 Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX

CENTRAUX EN ENVIRONNEMENT MICRO-INFORMATIQUE

Bull Systèmes recherche pour compléter ses équipes de développement MICRO-MAINFRAME-LINK des

INGÉNIEURS LOGICIELS CONFIRMES

De formation Grandes Ecoles (ou équivalents) ils auront 2 ans d'expérience de développement en informatique et/ou en micro-informatique (UNIX + C, MS-DOS). Ils devront témoigner d'une aptitude certaine au travail en équipe et aux projets avancés. Lieu de travail : Le Chesnay (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 102 M à

Bertrand Simon
Cii Honeywell Bull
PC 1L009D
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOI

Ingénieur futur patron

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

matel

INGÉNIEURS DÉBUTANTS OU CONFIRMES

chef du service juridique

adjoint chef du personnel

550 من الأصل

مقتدا من الاميل

REPRODUCTION INTERDITE OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS-NEW YORK

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Première société mondiale de prestations de services informatiques nous nous implantons dans la région parisienne et nous recherchons notre Responsable des Ressources Humaines.

Vos qualités humaines et vos connaissances techniques vous permettront d'organiser et de développer tous les services de la fonction personnel : relations sociales, formation, recrutement, paie, gestion des ressources humaines.

Diplômé en Droit du travail, vous êtes bilingue français/anglais et avez acquis au moins 3 ans d'expérience dans la fonction.

D'importantes facultés d'adaptation, le dynamisme, l'initiative et la volonté d'évoluer avec une société performante, feront de vous notre « homme personnel ».

Pour nous rejoindre, adressez votre candidature lettre + CV + prétentions sous la réf. 9362 à Média-System 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

LA PUISSANCE DU GROUPE MATRA ET L'ALLIANCE TECHNOLOGIQUE AVEC NORSK DATA

Une gamme de produits informatiques ultra-performants et la confiance de nombreux clients dynamiques.

Pour développer notre réseau international nous créons un poste H/F

Responsable Zone Export (Area Manager)

Vous êtes chargé de mettre sur pied un réseau de distributeurs et/ou filiales à l'étranger. Vous prospectez notamment sur l'Europe du Sud, l'Afrique et le Moyen-Orient.

A partir du budget imparti, vous fixez les objectifs de vente et entreprenez les démarches et contacts nécessaires (actions promotionnelles, négociations, suivi) pour les atteindre.

De formation supérieure commerciale ou scientifique, plusieurs années passées dans la vente de minis au niveau international ont aiguisé votre sens de la négociation et vous permettent de maîtriser la technologie des produits.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV et rémunération en indiquant la référence 40/M à DRRH
MATRA DATASYSTÈME - BP 77 - 78391 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA DATASYSTÈME

L'INFORMATIQUE POUR L'INDUSTRIE ET LA RECHERCHE

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Première société mondiale de prestations de services informatiques nous nous implantons dans la région parisienne et nous recherchons notre Responsable des Ressources Humaines.

Vos qualités humaines et vos connaissances techniques vous permettront d'organiser et de développer tous les services de la fonction personnel : relations sociales, formation, recrutement, paie, gestion des ressources humaines.

Diplômé en Droit du travail, vous êtes bilingue français/anglais et avez acquis au moins 3 ans d'expérience dans la fonction.

D'importantes facultés d'adaptation, le dynamisme, l'initiative et la volonté d'évoluer avec une société performante, feront de vous notre « homme personnel ».

Pour nous rejoindre, adressez votre candidature lettre + CV + prétentions sous la réf. 9362 à Média-System 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

cimatel Intel MHS

recherche

INGENIEURS DEBUTANTS OU CONFIRMES

Diplôme d'Ingénieur Electronique

Les équipes d'ingénieurs de CIMATEL sont chargées de transférer la technologie avancée d'INTEL Corporation en France pour la conception et le design de produits VLSI sur les marchés de l'informatique, des télécommunications et de l'automatique.

A CIMATEL, vous aurez accès aux méthodes et aux équipements de pointe développés par INTEL, à des échanges techniques fréquents avec les équipes américaines, à un environnement et à un système de management internationaux.

Pour ces postes une formation aux techniques d'INTEL est assurée en France ou aux Etats-Unis.

Possibilité d'évolution pour candidats fortement motivés.

Envoyez lettre manuscrite avec curriculum vitae à la Direction du Personnel - CIMATEL c/o Les Quadramas 3, avenue du Centre 78182 SAINT-QUENTIN EN YVELINES.

une technologie avancée • un environnement passionnant

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS DE DIMENSION INTERNATIONALE
recherche en raison de son développement

adjoint chef du service juridique

(Réf. 50222)

Les responsabilités confiées à ce collaborateur nécessitent une certaine expérience et une base théorique (Maîtrise de Droit Privé ou des Affaires ou des Assurances).

adjoint chef du personnel

(Réf. 50223)

30 ans minimum

Les tâches assurées seront principalement : la collaboration à l'élaboration de la politique du personnel, les prévisions de dépenses, la paie des cadres (50 personnes), la préparation des C.E., les congés payés, etc...

Diplôme de gestion du personnel nécessaire.

Lieu de travail : N.O. PARIS très proche autoroute A15.

Cabinet Lecoq
4, rue Amiral Courbet
75118 PARIS

L'AVENIR A SES METIERS

Nos produits et services anticipent les besoins de traitement de l'information de l'entreprise : besoins économiques, scientifiques, techniques... Leur commercialisation, c'est la mission que nous souhaitons confier à une équipe :

L'ingénieur commercial

Représentant la Compagnie auprès des administrations et entreprises, vous établissez des contacts au plus haut niveau.

Vous avez la responsabilité commerciale, administrative et financière d'un territoire géographique ou spécialisé par branche d'activité.

L'ingénieur technico-commercial

Conseiller des utilisateurs, vous les aidez à mettre en œuvre nos systèmes et nos applications.

Responsable des études et des solutions techniques, vous assurez l'aide à la vente, le suivi de la formation, l'assistance technique.

Ces deux métiers d'avenir s'adressent à de

JEUNES DIPLÔMÉ(E)S GRANDES ECOLES D'INGENIEURS OU DE COMMERCE ET GESTION

(Bac + 4 minimum), débutants ou ayant une courte expérience, parlant l'anglais et acceptant la mobilité géographique.

Notre formation rémunérée, théorique et pratique, aidera les diplômés d'écoles de commerce à acquérir les connaissances techniques nécessaires et les ingénieurs à développer leurs qualités commerciales.

Faites acte de candidature dès maintenant. Nous vous recevons pendant ou après vos vacances suivant vos disponibilités ou les nôtres et en fonction des exigences et de la variété des postes à pourvoir.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à IBM France (référence ICTC-M1/7) - Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM France

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE BANCAIRE PARIS
recherche

JEUNE DIPLOME HF

HEC - ESSEC - Sup. de Co. Paris - IEP Paris (Eco. Fi.)
pour son département Crédit - bail immobilier

Le candidat sera notamment chargé de la prospection, de l'étude et de la mise en place d'opérations de crédit - bail immobilier intéressant les entreprises industrielles et commerciales.

Adresser C.V., photo, prétentions sous réf. 38962
à COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 ParisRESPONSABLE
ADMINISTRATIF ET FINANCIER
PARIS-BANLIEUE SUD-OUEST

La filiale française d'un groupe international, spécialisée dans la distribution de produits et d'équipements destinés à l'industrie des arts graphiques, recherche son RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS.

Connaissant une expansion rapide, elle réalise un chiffre d'affaires de 150 millions de francs, et emploie plus de 60 personnes.

Au sein de l'équipe de direction générale, vous superviserez les fonctions suivantes :

- La fonction logistique, qui comprend la gestion des stocks et l'ensemble des approvisionnements et des livraisons, tant pour le siège que pour les trois agencés ;
- La fonction administrative, comptable et financière ;
- La fonction informatique (IBM 34) ;
- La fonction personnel.

Vous avez entre 28 et 35 ans.
Vous parlez couramment l'anglais.
Vous avez une bonne formation type école de gestion (DECS souhaité).
Vous avez l'expérience de l'audit dans un cabinet anglo-saxon et/ou une expérience de gestion administrative et comptable dans une PME.

La rémunération de départ pourra atteindre 260 000 F par an pour un candidat de valeur.

Ecrire sous n° 7 492 le Monde Pub.,
service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

UHDE

UHDE S.A. Société d'ingénierie -
filiale française du groupe HOECHST
recrute

2 INGENIEURS

débutants ou ayant une première expérience industrielle.
Vous serez détachés pour environ 2 ans en R.F.A. et intégrés dans les départements techniques de la maison-mère.

Après le séjour en R.F.A. vous rejoindrez notre équipe parisienne pour évoluer de la technique au Management de contrats relatifs à la réalisation de complexes industriels en France et à l'étranger.

Profil souhaité :

- âgé de moins de 30 ans,
- formation d'ingénieur en Génie Chimique ou en Mécanique,
- stages effectués en Production Chimique ou en Raffinerie,
- connaissances de base de l'allemand.

Adresser C.V. détaillé, copie de vos diplômes et photo à :

UHDE S.A., 71, quai de Dion-Bouton, 92806 Puteaux cedex.

Juriste

affaires internationales

Nous sommes un puissant Groupe diversifié à vocation internationale ; nous recherchons, pour renforcer notre équipe juridique, un JURISTE AFFAIRES INTERNATIONALES.

Vous serez responsable de la rédaction de contrats et accords, de leur négociation, du suivi juridique d'une partie des activités et de l'assistance juridique aux directeurs et responsables opérationnels.

Titulaire d'un diplôme de 3^e cycle, capable d'utiliser couramment les langues anglaise et espagnole, vous avez, de préférence, acquis une expérience d'au moins 3 ans dans un contexte d'activité internationale.

L'aptitude à communiquer et à travailler en équipe multidisciplinaire est un atout nécessaire pour réussir.

De réelles possibilités d'évolution seront offertes à un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, C.V. et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3643/LM à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

La fonction Achats, Tremplin de votre carrière.

Nous sommes un Groupe International du Secteur Electronique. Notre politique d'achats est un élément-clé de notre stratégie industrielle.

Nous recherchons des

INGENIEURS D'ACHATS

Leur mission s'étend de la définition à l'application d'une politique Achats par grande ligne de produits, dans une optique prospective et de gestion efficace de la relation fournisseur-client.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs de formation (SUPELEC, CENTRALE, A et M...), complétée de préférence par un cycle de Gestion, et pouvant se prévaloir d'une expérience opérationnelle réussie dans les secteurs Production et/ou Achats.

Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous

référence 412/M à Léon Tournay/Assom - 31, Bd Bonne Nouvelle

75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Filiale Française d'un important
Groupe Multinational,
nous recherchons notreRESPONSABLE
DE L'ADMINISTRATION
COMMERCIALE

SA MISSION :

- Il sera
- correspondant informatique des services commerciaux
- responsable du service gestion des commandes
- chargé de la mise en place des tableaux de bord de gestion.

SON PROFIL :

nous retiendrons un homme de contact âgé de 35 ans environ ; de formation commerciale supérieure, il aura au moins 3 ans d'expérience dans une fonction similaire et une bonne maîtrise de l'anglais.

Le poste est basé à La Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions N. 4660
PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire
75011 Paris qui transmettraFILIALE DU PREMIER GROUPE
D'AMEUBLEMENT FRANCAIS
recherche

pour ses SERVICES TECHNIQUES

INGENIEUR

INSA ou A & M

5 ans expérience minimum.

Sous la responsabilité du Directeur Technique Adjoint, il aura pour mission :

- l'élaboration des cahiers des charges machines et le suivi des plans d'investissements
- la participation à l'élaboration des projets techniques usine
- l'élaboration technique des dossiers de subvention
- le suivi et la mise en œuvre des plans d'hygiène et de sécurité.

Il sera à ce titre INGENIEUR SECURITE d'une usine de 1200 personnes.

Le poste est à pourvoir dans l'EST DE LA FRANCE.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 1148 M à Léon Tournay/Assom 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra

Corporate Finance

PARIS

Une banque d'affaires internationale de grande renommée, dont l'activité s'exerce dans le domaine des fusions-acquisitions, le montage de financements et le conseil financier, recherche un collaborateur pour renforcer son bureau de Paris.

Sa tâche consistera dans un premier temps à seconder les responsables en charge de projets, avant d'assumer ultérieurement la gestion d'une clientèle.

Ce poste s'adresse à un candidat d'une trentaine d'années, de formation supérieure (HEC, MBA), possédant 4 ou 5 ans d'expérience acquise dans une banque d'affaires ou dans un cabinet de consultants.

Une connaissance parfaite de l'anglais est indispensable.

Envoyer c.v. à REGIE-PRESSE sous réf. 307 801
7, rue de Montessuy, 75007 Paris.AUDIT et COMMISSARIAT
AUX COMPTES

FRINAULT FIDUCIAIRE

recherche

CHEFS DE MISSION

HEC - ESSEC - ESC - IEP

- une pratique de 4 ans minimum dans un cabinet est une condition indispensable
- la connaissance de l'Anglais est appréciée, certaines missions se situant dans l'environnement du groupe international K.M.G.

Envoyez lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à Yves GALTIER

FRINAULT FIDUCIAIRE, 8, rue Baillet 75016 PARIS

GROUPE D'EQUIPEMENTS AUTOMOBILES
(banlieue Paris-Sud)

recherche

JEUNE INGENIEUR

DES VENTES

Débutant ou quelques années d'expérience.

Anglais indispensable.

Pour relations technico-commerciales entre clients français et usines européennes.

Ecrire à M^{me} TEMMERMAN

M.A.I. - B.P. 137, 91160 LONGJUMEAU.

Trésorier Adjoint

Le Groupe BSN (37 000 personnes, 28 Md de F de CA dont 31 % réalisés à l'étranger) poursuit son développement international. Pour y faire face, la Direction Générale des Affaires Financières du Groupe étudie son service trésorerie.

L'Adjoint du Trésorier assistera celui-ci dans l'ensemble de ses responsabilités qui recouvrent notamment la gestion de trésorerie et les financements bancaires, l'animation des procédures de "reporting", la mise en application des techniques de gestion de trésorerie les plus performantes. Dans ce cadre, il sera plus spécialement chargé des problèmes de gestion de trésorerie "devises" et de suivi des filiales étrangères.

Il s'agit d'un poste à responsabilités étendues au sein d'une petite équipe. Ce poste conviendrait à un diplômé d'études supérieures de commerce (HEC, ESSEC, ESCP, Sc. Po...) ayant acquis une première expérience dans un service de trésorerie ou de financement international au sein d'une banque ou d'un grand groupe industriel.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F 14 M,
en précisant rémunération actuelle à : BSN
Services Recrutement Cadres - 2, rue de Tolbiac,
75011 Paris Cedex 02.

INGENIEUR D'ETUDES

Importante société de dimension internationale, recherche pour son département Etudes, un ingénieur de formation Grande Ecole (type AM, INSA) avec une spécialisation mécanique ou électromécanique, complétée par de solides notions d'informatique industrielle.

Une expérience de 2 à 4 ans vous permettra de prendre la responsabilité d'une petite équipe, chargée de développer des produits nouveaux dans le domaine des terminaux transactionnels.

Avantages sociaux et rémunération motivante pour un candidat performant.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 13055 à Connaissance Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

MATTEL

MATTEL FRANCE S.A.

Filiale du premier groupe mondial de jouets ou chiffre d'affaires de plus de 500 MF

recherche

ANALYSTE FINANCIER

- 25-30 ans
 - Formation supérieure exigée, niveau DECS
 - Anglais courant exigé
 - Bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne souhaitée.
- Fonctions : Reporting U.S.A. hebdomadaire, mensuel, trimestriel, annuel + budget
Contrôle comptable
Suivi de la trésorerie
Déclarations fiscales

Adresser C.V., photo et prétentions à
M. le Directeur des Relations Humaines
10 bis, rue des Oliviers - Only senta 333
94537 RUNGIS Cedex

norelec

PARIS - BETHUNE

INGENIEURS D'AFFAIRES

Notre entreprise, spécialisée dans le domaine de l'électrotechnique, de l'instrumentation et de l'automatisme, réalise, avec 1 500 personnes un chiffre d'affaires de 500 millions de francs. Elle est implantée dans la moitié Nord de la France ainsi qu'en Guyane et aux Antilles. Son développement et sa restructuration l'amènent à rechercher des ingénieurs d'affaires.

Ils gèreront un courant d'affaires auprès des Maîtres d'ouvrages publics et privés, tout les études de prix relatives aux appels d'offres ou aux marchés traités de gré à gré. Ces postes concernent des ingénieurs d'affaires dans le domaine des travaux d'électrotechnique dont l'expérience professionnelle est supérieure à 5 ans.

Ils sont à pourvoir dans les régions parisiennes et Nord, mais le développement de l'entreprise autorise des postulants d'autres régions à faire acte de candidature.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complété, photo et rémunération actuelle en précisant sur l'enveloppe la réf. LM 9464, à Media-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE NATIONALISÉE

Juriste HF

Ce poste demande une expérience de quelques années en Droit bancaire et une connaissance de l'Exploitation bancaire.

Au sein d'une équipe, il assurera deux fonctions dans l'immédiat : renseigner et conseiller les exploitants ; confectionner les instructions pour l'ensemble du réseau après analyse des textes législatifs et réglementaires.

Poste évolutif pour un candidat jeune et dynamique.

Ecrire sous réf. 571 à CEPIAD, 135, avenue de Wagram 75017 Paris.

Monsieur A. Dannenberg vous assure la discrétion.

OFFRES D'EMPLOIS

Juriste d'entreprise
langue allemand

L'entreprise de 200 personnes, spécialisée dans la fabrication de machines à laver, recherche un juriste d'entreprise, bilingue allemand et français, pour son service juridique. Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de droit, avoir une expérience de 3 à 5 ans dans une entreprise industrielle et une bonne connaissance de la législation allemande. Rémunération attractive. Ecrire sous réf. 1234 à M. le Directeur des Ressources Humaines, 10, rue de la République, 69001 Lyon.

RESPONSABLE MF
relations humaines

Une entreprise de 150 personnes, spécialisée dans la fabrication de machines à laver, recherche un responsable MF relations humaines, titulaire d'un diplôme de gestion, avec une expérience de 3 à 5 ans dans une entreprise industrielle. Rémunération attractive. Ecrire sous réf. 1235 à M. le Directeur des Ressources Humaines, 10, rue de la République, 69001 Lyon.

VOLCANIC

Une entreprise de 150 personnes, spécialisée dans la fabrication de machines à laver, recherche un responsable MF relations humaines, titulaire d'un diplôme de gestion, avec une expérience de 3 à 5 ans dans une entreprise industrielle. Rémunération attractive. Ecrire sous réf. 1236 à M. le Directeur des Ressources Humaines, 10, rue de la République, 69001 Lyon.

INGENIEUR D'ETUDES

Une entreprise de 150 personnes, spécialisée dans la fabrication de machines à laver, recherche un ingénieur d'études, titulaire d'un diplôme de génie mécanique, avec une expérience de 3 à 5 ans dans une entreprise industrielle. Rémunération attractive. Ecrire sous réf. 1237 à M. le Directeur des Ressources Humaines, 10, rue de la République, 69001 Lyon.

ANALYSTE FINANCIER

Une entreprise de 150 personnes, spécialisée dans la fabrication de machines à laver, recherche un analyste financier, titulaire d'un diplôme de gestion, avec une expérience de 3 à 5 ans dans une entreprise industrielle. Rémunération attractive. Ecrire sous réf. 1238 à M. le Directeur des Ressources Humaines, 10, rue de la République, 69001 Lyon.

CONSEIL FINANCIER

Une entreprise de 150 personnes, spécialisée dans la fabrication de machines à laver, recherche un conseiller financier, titulaire d'un diplôme de gestion, avec une expérience de 3 à 5 ans dans une entreprise industrielle. Rémunération attractive. Ecrire sous réf. 1239 à M. le Directeur des Ressources Humaines, 10, rue de la République, 69001 Lyon.

EMPLOIE DE
LABORATOIRE

Une entreprise de 150 personnes, spécialisée dans la fabrication de machines à laver, recherche un employé de laboratoire, titulaire d'un diplôme de chimie, avec une expérience de 3 à 5 ans dans une entreprise industrielle. Rémunération attractive. Ecrire sous réf. 1240 à M. le Directeur des Ressources Humaines, 10, rue de la République, 69001 Lyon.

INGENIEUR
ECONOMISTE

Une entreprise de 150 personnes, spécialisée dans la fabrication de machines à laver, recherche un ingénieur économiste, titulaire d'un diplôme de gestion, avec une expérience de 3 à 5 ans dans une entreprise industrielle. Rémunération attractive. Ecrire sous réf. 1241 à M. le Directeur des Ressources Humaines, 10, rue de la République, 69001 Lyon.

REGIE GENERAL

Une entreprise de 150 personnes, spécialisée dans la fabrication de machines à laver, recherche un régisseur général, titulaire d'un diplôme de gestion, avec une expérience de 3 à 5 ans dans une entreprise industrielle. Rémunération attractive. Ecrire sous réf. 1242 à M. le Directeur des Ressources Humaines, 10, rue de la République, 69001 Lyon.

مكتبة من الأصل

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	38,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITALUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADEES	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Département d'éducation permanente de l'Université de Paris-Dauphine

vous propose une formation préparant à la
MAITRISE DE SCIENCES ET TECHNIQUES DE GESTION ET ANIMATION DES SYSTEMES DE FORMATION
Cette action de formation continue, en alternance, échelonnée sur deux années s'adresse :
- à des formateurs en exercice,
- à des personnes appelées à exercer des responsabilités dans les Services Formation des Entreprises ou des Organismes spécialisés.
Conditions d'accès :
- Expérience professionnelle de trois années.
- Diplôme de fin de 1^{er} Cycle Universitaire ou équivalent.



Pour tous renseignements,
contacter Géraldine LENOBLE
M. (1) 505.14.10 poste 24.77
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny
75775 PARIS CEDEX 16

FORMATION PROFESSIONNELLE D'ANALYSTE PROGRAMMEUR
en 7 mois = 1 000 H
sur 30 micros et gros système IBM.
Assistance au placement.
Entretien et sélection sur R.D.V.
Crédit étudiant 100 %
Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON

Centre International d'Etudes
et Formation Professionnelle en Informatique
11, r. de la Gare - 94230 CACHAN
Tél. (1) 740 12 22
Mo Arcueil-Cachan - 10^{es} des Halles

STAGE 3



forme
ANALYSTE PROGRAMMEUR
PROGRAMMEUR DE GESTION
Crédit étudiant 100% après acceptation du dossier.
Aide assurée à l'emploi.
Nombreux autres stages :
Initiation, langages BASIC ou COBOL.
26, rue Bergère Paris 9^{ème} M^o Montmartre / R.E.R. Auber.
824.45.25 +

FORMATION INFORMATIQUE
ANALYSTE PROGRAMMEUR
Chef de projets
40122ème
Assistance et conseil
INTERNATIONAL en Logiciel
24, rue Bassano - PARIS 8^e
M^o George V
Tél. 723.55.18

D.E.A.
Transport (Paris 1 - ENPC - Paris XII), sciences et techniques du bâtiment (Paris VI, ENPC, ECP), techniques et gestion de l'environnement (Paris XII, ENPC, ENGREF).
Tél. : ENPC, G. Guillard, 260-34-13.
postes 1 150-1 148.

enseignement
MATH CONTACT
STAGES INTENSIFS EN JUILLET
MATH/PHYSIQUE
7 ELEVES MAX. PAR CLASSE
17, rue du Mail, 75002 PARIS.
Tél. : 236-51-53. M^o Godefr.

FORMATION PROFESSIONNELLE D'ANALYSTE PROGRAMMEUR

en 7 mois = 1 000 H
sur 30 micros et gros système IBM.
Assistance au placement.
Entretien et sélection sur R.D.V.
Crédit étudiant 100 %
après acceptation du dossier.
Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON
Tél. : (1) 632 71 26

Si vous êtes diplômé du 2^e Cycle Universitaire, d'une Grande Ecole ou si vous êtes un jeune cadre, devenez les professionnels que l'industrie informatique s'attache à recruter.
Pour maîtriser votre avenir, inscrivez votre nom dans nos fichiers.
sélection le 17 juillet 1985
pour une formation à temps plein de

CONCEPTEUR DE SYSTEMES INFORMATIQUES DE GESTION

en octobre 1985 et juillet 1986

INSTITUT NATIONAL D'INFORMATIQUE DE GESTION
Etablissement privé d'enseignement
Supérieur créé en 1970
37 quai de Grenelle 75738 Paris Cedex 15 - ☎ (1) 571.61.52

DEMANDEURS D'EMPLOIS PERSONNES EN CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION

Niveau BAC + expérience professionnelle de 3 ans
L.U.T. SCEAUX
proposé des stages de 1 an préparant un :
- D.U.T. Gestion des entreprises finances-comptables (novembre 1985).
- D.U.T. Techniques de commercialisation internationale (décembre 1985).
- D.E.C.S. épreuves 6 à 12 (septembre 85 ou janvier 86).
Préselection sur dossier + tests.
Renseignements : téléphone 660-19-77.

INSTITUT PORTUAIRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE DU HAVRE

Certificat d'Etudes Supérieures de transport international

du 7 Octobre 1985 au 30 Juin 1986
ouvert aux Titulaires d'un diplôme de deuxième cycle universitaire ou équivalent, ou d'une expérience professionnelle de plusieurs années.
Inscriptions :
L.P.E.R. 1, rue E. Zola, 76090 LE HAVRE CEDEX.

L'immobilier

appartements ventes

5^e arrdt
NEUF
JARON DES PLANTES
1 et 3, RUE POLYVAU
CONSTRUCT. DU LUXE
Livraison immédiate
Rust. 1 apt de 5 P., 116 m²
Vie. comm. 10 jours. 14/18 h
seul mercredi et dimanche.

6^e arrdt
PROX. ST-SULPICE
Vds 130 m² carrelage, achète
200 m² R. gauche. 703-32-44.

7^e arrdt
ESTREES DUQUESNE
185 m², ét. élevé. 703-32-31.

13^e arrdt
TOLBIAC
rue calme, 6 P.
165 m², 2 entrées. Vie. dégage
Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

Gobelins
Liv. + 2 chbres brs, 95 m²
Imm. pierre. 1.100.000 F.
Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

CHEVALERET
rue calme, 6 P.
165 m², 2 entrées. Vie. dégage
Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

14^e arrdt
OENFERT-ROCHEREAU
Imm. 1935, ét. confort. CALME
BEAU 3 P., armo. culs, bois
72 m², 750.000 F. 577-38-38.

15^e arrdt
BOULEVARD
rue calme, 6 P.
Imm. anc., seigneur. 755.000 F.
Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

16^e arrdt
JASMIN
Dens. voie privée, 4^e ét., anc.
cote. M. 6 p. 1.300.000 F. 228-34-38.

17^e arrdt
PORT-DE-ST-CLOUD
GRAND STUDIO, CFT, 35 m²
250.000 F. - Tél. 526-98-04.

RUE DE LA FAISANDERIE
TRÈS BEAU STUDIO 50 m²
ÉTAGE ÉLEVÉ LUXUEUX
750.000 F.
GARBI - 667-22-88.

ERLANGER
Imm. récent, 54 m² + 2
chbres, 103 m² + BALCON
1.800.000 F. EXCLUSIVITÉ
EMBASSY. Tél. : 562-16-40.

94
Val-de-Marne

AV. FOCH
FONTENAY-S-SOIS, lin.
Victorien, pr. bois et RER, tr.
bonne résid. 6 coproc. beau 2 p.
cul. et cft. bel. jard. privé.
box, cave, chf ind. gaz.
575.000 F. M. 333.888.888.
345-88-53.

IVRY
proximité métro, RER, 4 p.
en duplex de pt immeuble
noyé, 800.000 F. pers. compris.
P.C. SEMI. 672-41-39.

appartements achats

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine
75008 PARIS
Pour clients français
étrangers et diplomates
APPT'S HAUT DE GAMME
et Hôtels Particuliers
562-16-40.

RECHERCHE 1 à 3 P. PARIS
préfère Rive gauche
avec ou sans travaux
PAE COMPTANT chez nous
673-20-67, même la soir.

PROPRIETAIRES
VOUS DESIREZ VENDRE
un logement avec ou sans chf
Adressez-vous à un spécialiste

IMMO MARCADET
Tél. 252-01-82.

2 PIÈCES. 182.000 F
IMMO MARCADET. 252-01-82.

locations non meublées offres

Paris
Informations sur 170 logements
à louer, du studio au
6 P., de 2.000 F à 10.000 F.
Egalement échanges possibles. Nous
ne sommes ni agences, ni trans-
cend de l'imm. mais une Associa-
tion sans but lucratif. Extra :
Appel. 75. 89 114. 75453
PARIS CEDEX 10. Réponses sé-
rieuses à tout courrier sérieux.

Région parisienne
QUEST RESIDENT RCR
Salle ville et gd apt avec
jardin privé. Libre à la rentrée.
Téléphone : 804-88-23.

ROSNY
Propriétaire loue apt
à louer 500.000 F. environ
2 pièces, 2 chf, terr. 220 m²
Valeur : 1.200.000 F. scellé
850.000 F. avec 300.000 com.
+ près 13 % (91) 37-06-21.

MINET
Entre ADX et MAR-
SEILLE, alt. 600 m, GRANDE
VILLA 2 app. 7.4 + T. 2.
300 m² habitables, garage
Prestations luxueuses
Prix : 1.400.000 F.
AGENCE POPPIN-BARDANNE
Téléphone : 142 59-28-98.

MANDELIU-LANAUPOLE
Prop. vend mas provençal
vue ESTEREL 225 m² sur
200 m² terrain, 2 chf, terr.
2.200 m² planté, piscine
garage 4.800.000 F.
Téléphone : 747-70-72.

ARDECHE DU SUD
A vendre maison de plain-pied,
150 m² habitables, sur
3 700 m², 5 chbres, salon,
salle à manger, bureau, sa-
lote compl. vue imprenable,
arbres fruitiers, garage
40 m². Prix : 400.000 F. Tél.
phone : (75) 36-80-08, après
20 h 30. Libre début sept.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER
maison, appartement, chalet
propriété, terrain, commerce
sur toute la France
INDICATEUR LAGRANGE
fondé en 1878
5, rue Godefroy, 75008 Paris
Téléphone : 16 (1) 260-46-40.

locations meublées demandes

Paris
SERVICE AMBASSADE
Pour cadres militaires Paris
rue du STUDIO au 6 P.
LOVÉS GARANTIS par état
ou Ambassade. 285-11-06.

EMBASSY SERVICE
rech. apt. pour CLIENTÈLE
ÉTRANGÈRE et apt. de
STUDIOS pour DIPLOMATES
et MULTINATIONALES
Téléphone : 562-78-98.

immeubles

JEAN FEUILLE
64, av. La
Motte-Picquet, 15^e. 566-00-76
Paris commercial, 15^e, 7^e arrds
IMMEUBLES même occupés.

pavillons

BOURG-LA-REINE
5^e M^o Bourg pav. récent, 5 P.
+ grenier aménageable, 11.
1.300.000 F. Tél. 681-32-71.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
TÉLÉX, SÉCRÉTARIAT
DÉMARCHEMENTS
Isolation, chauffage, etc.
AGECO 294-95-28
STATIONNEMENT AISÉ.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
COMMUNICATIONS
SARL - RC - RM
Construction de Sociétés
Démarques et tous services
Permances téléphoniques
355-17-50.

Ventes

LIMITE PARIS-NORD
800 m² MURS LIBRES
bell. terrain. 387-71-66.
Vend ou loue libre PARIS
2.000 m² park. + 1.200 m² bsz
à 500 m Nétion. Tél. 367-67-14.

Emplois Cadres

LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (hors de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09
Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
555-91-82

Des écoles de mieux sur la et débou

Le Monde

هكذا من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : en baisse, à 9,22 F

En baisse dès les premières heures de la matinée à Tokyo, le cours du dollar a continué à reculer sur les places européennes le 1^{er} juillet. A Paris, la devise américaine d'est traitée à 9,22 F environ en fin de matinée (contre 9,3170 F le vendredi précédent en séance officielle). Le même mouvement était constaté à Francfort où le billet vert se traitait à 3,0280/0300 DM (contre 3,0310/0335 DM) et à Zurich, à 2,5360/5370 FS (contre 2,5325/5375 FS). Les informations relatives au déficit commercial américain (il a atteint 12,7 milliards de dollars en mai) et à la progression de l'indice des indicateurs composites pour le même mois (0,7 % alors que l'on escomptait 0,8 % à 1 %) ont pesé sur le cours du dollar.

Automobile : 4,5 % de hausse des prix en moyenne le 1^{er} juillet

Les prix des voitures françaises neuves augmentent en moyenne de 4,5 % à partir du 1^{er} juillet. Cette hausse fait suite à la libération des prix annoncée en avril, et intervient à la date traditionnelle du changement de millésime. Ce relèvement moyen des prix de Renault et Peugeot-Citroën implique des augmentations différentes selon les modèles.

Hôtellerie : retour au contrôle des prix

Le ministère des finances a décidé de revenir sur la liberté des prix consentie à certains hôteliers. Selon M. Bérégovoy, l'accord du 7 février 1985 passé entre les syndicats de l'hôtellerie et la direction de la concurrence et de la consommation, admettant la liberté des prix pour les hôtels trois étoiles et pour une partie des chambres dans les hôtels d'autres catégories, « n'est pas respecté, alors que les syndicats s'étaient engagés à la modération ». « Aucun rattrapage ne se justifie dans un secteur où les prix ont augmenté depuis 1980 de 10 % par rapport au coût de la vie », affirme le ministre (50 % au lieu de 45 %). Selon M. Bérégovoy, 55 % des établissements auraient augmenté leurs tarifs de plus de 12 %, « certaines hausses atteignant 30 % et plus ». La hausse moyenne pour 1985 des tarifs hôteliers - chambres, pensions, demi-pensions - est dorénavant plafonnée à 4,5 %, sauf pour les hôtels quatre étoiles, qui continuent à bénéficier du régime de liberté.

ÉTRANGER

ALORS QUE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE NE CESSE DE SE DÉGRADER

Le gouvernement israélien adopte un rigoureux plan d'assainissement

De notre correspondant

Jérusalem. - C'est une véritable reprise en main aussi bien politique qu'économique qu'a entreprise M. Shimon Pérès avec l'adoption lundi 1^{er} juillet d'un nouveau plan global d'assainissement. Politique, car cela faisait des semaines que, de toute part, on reprochait à M. Pérès de ne pas imposer son autorité sur ses ministres en prenant les mesures attendues, en fait, depuis la mise en place, il y a dix mois, du gouvernement d'union nationale. Économique, car la situation n'a cessé de se dégrader : les réserves en devises étrangères d'Israël ont atteint la cote d'alerte de 2 milliards de dollars et le taux d'inflation dépasse déjà depuis le début de l'année les 250 %, malgré les différents pactes sociaux conclus avec la centrale syndicale Histadrout, et le patronat, pour stabiliser les prix.

La réaction des syndicats

Les risques de dérapage sont énormes. Au cours des deux prochains mois, l'indice des prix devrait encore augmenter de plus de 20 % ; ce n'est qu'ensuite que les effets du plan devraient se faire sentir et provoquer une chute du taux d'inflation. Cependant, à la Banque d'Israël, on redoute déjà une poursuite de la flambée des prix. On estime, en effet, que le gouvernement n'a pas pris la seule mesure capable véritablement de juguler l'inflation : une compression sérieuse des dépenses publiques.

Mais le danger le plus immédiat pour le gouvernement est d'être confronté à une épreuve de force avec la centrale syndicale Histadrout. Son secrétaire général, M. Israël Kassar, s'élève contre le fait que ce sont les salariés qui font principalement les frais du plan. Dès lors, va-t-on assister à une vague d'agitation contre les atteintes aux conventions collectives par le biais de décrets d'urgence ?

Il n'implique aucune réforme radicale. Les mesures adoptées doivent, en principe, rester en vigueur pendant trois mois. Certaines mesures seront appliquées par « décrets d'urgence », des décrets qui mettent fin à la politique de concertation avec la centrale syndicale. Ainsi, les conventions collectives et les accords d'indexation des salaires sur les prix sont suspendus. Les salaires sont bloqués pendant trois mois et devraient baisser, après une compensation de 12 %, accordée par le gouvernement. Cependant, la diminution du pouvoir d'achat que ces mesures vont entraîner est généralement estimée à plus de 20 %.

En ce qui concerne les prix, les denrées de base subventionnées augmentent de 60 %, les carburants de 27 %, les transports en commun de 100 % et les autres articles de 17 %. Ces nouveaux prix seront bloqués pendant trois mois. Sur le plan monétaire, le shekel est dévalué de 18,3 %. Les Israéliens sont désormais autorisés à déposer en banque 2000 dollars, ce qui est une manière pour le gouvernement de « récupérer » une partie de l'argent « noir » estimé à plusieurs milliards de dollars.

Tout le problème est de savoir si les Israéliens suivront les mots d'ordre de la Histadrout dans cette bataille contre les mesures prises par le gouvernement ou si, au contraire, comme l'affirmait récemment M. Itzhak Modai - les Israéliens sont pris depuis longtemps à accepter un plan draconien d'assainissement. Mais ce sont les ministres qui n'étaient pas prêts à adapter un tel plan.

(Interim.)

CHILI

1 milliard de dollars de nouveaux prêts. - Le gouvernement chilien et les banques étrangères créancières du Chili ont annoncé à la fin de la semaine dernière un accord prévoyant l'attribution de 1,085 millions de dollars de nouveaux prêts, dont 150 millions garantis par la Banque mondiale.

Cet accord porte également sur le rééchelonnement des échéances de la dette chilienne de 1985 à 1987, et une extension jusqu'à 1987 des facilités existantes de crédit commercial accordées au Chili.

AFFAIRES

La CGE négocie parallèlement avec ATT et des groupes européens

CIT-Alcatel, filiale de la Compagnie générale d'électricité (CGE), absorbe officiellement le 1^{er} juillet les activités de télécommunications civiles de Thomson. L'accord des deux groupes nationalisés, conclu en septembre 1983, prend effet, au terme d'un long processus qui a vu l'Etat intervenir financièrement beaucoup plus que prévu (le Monde daté 14-15 avril). Thomson n'est donc plus dans l'industrie du téléphone et se concentre en revanche sur les activités électroniques militaires, grand public, médicales et sur les composants. La CGE obtient un quasi-monopole avec 45 000 salariés et 25 milliards de francs de chiffre d'affaires dans ce secteur ; les commandes des PTT de centreaux, pour 84 % seront destinées à l'ensemble Alcatel-Thomson. Le reste, soit 16 %, est fabriqué par la Compagnie générale de construction téléphonique (la CGCT), qui est une ex-filiale d'ATT nationalisée, sous licence Alcatel.

Si la structure de l'industrie des télécoms est clarifiée, son avenir reste incertain. M. Fabius, lorsqu'il était ministre de l'Industrie, avait en effet donné son accord à la fusion, mais en précisant que la CGE devait se trouver un partenaire étranger afin de renforcer la puissance du nouvel ensemble à l'exportation. Or, pour l'instant, rien n'est conclu, loin de là.

M. Peberceau, PDG de la CGE, estime que le marché le plus prometteur est celui des Etats-Unis (environ 40 % des commandes mondiales). Il entend y faire porter tous ses efforts et y jouer son va-tout (le Monde du 20 mars). Après avoir négocié successivement des alliances avec le britannique Plessey présent outre-Atlantique au travers de sa filiale Stromberg Carlson, puis avec les américains General Telephone and Electronics (GTE) et l'ITT, le tout sans succès, il a noué des contacts avec ATT sur une triple base :

La création d'une société commune, à majorité française, avec ATT-Philips Télécommunications (APT, filiale créée à 50/50 entre les deux groupes en 1983), regroupant les activités de faisceaux hertziens de la CGE et de l'ITT, filiale française de Philips. ATT abandonnerait ses propres fabrications défectives et achèterait ses équipements au prix ainsi constitué (on parle de 100 millions de dollars entre 1987 et 1990).

ATT aiderait la CGE à adapter son central E 10 S aux normes américaines, et assurerait dans son catalogue et en sous-traitant la maintenance. Le groupe américain ne dispose pas d'un tel petit central d'une capacité inférieure à 10 000 lignes.

En compensation, ATT obtiendrait la part du marché français de la CGCT.

Hésitations

Rien n'est encore conclu entre la CGE, ATT et APT, les négociations sont très difficiles. Au sein du groupe américain on indiquait récemment qu'il n'était pas question d'accepter de mettre le E 10 S au catalogue. En effet ATT, développe un petit central qui devrait être prêt vers 1987. Il faudrait

l'abandonner. Le E 10 S ne présente, en sus, guère d'avantage aux yeux d'une partie des gens d'ATT puisqu'il ne sera pas aux normes américaines avant cette date.

D'autre part, ATT entend adopter une position ferme, se souvenant « des déclarations critiques de M. Mitterrand lors de l'accord avec Philips » (à Figeac en septembre 1982). Le groupe américain veut donc des assurances sur la part de la CGCT... laquelle n'appartient pas à la CGE. La négociation est donc renvoyée au niveau supérieur des autorités françaises. M. Mitterrand devant donner lui-même son aval in fine.

Le gouvernement hésite devant cet accord américain, négocié par la CGE au moment où la France souhaite construire l'Europe des technologies avec l'Europe. Il a donc souhaité que M. Peberceau signe également un accord avec les européens Siemens, Italtel et Plessey (lequel est réticent) pour développer en commun la nouvelle génération de centraux à l'horizon 1990. Ainsi présenterait-on l'accord avec ATT comme « commercial » et celui avec les européens comme « technologique », c'est-à-dire plus fondamental.

Rien n'est donc conclu ni au niveau des firmes ni au niveau politique, tant l'opération présente de gros risques. Elle donne une part ferme à ATT contre une « mise en catalogue » dont les résultats sont aléatoires. Un accord semblable avait été conclu par ATT avec l'ITT en 1979 qui... n'a rien donné. Quel sera le sort de la CGCT ? Surtout l'accord entre les européens est difficile à conclure. Indispensable pour préserver les chances de la technologie française à long terme, et pour éviter une « fuite en avant » de la CGE bloquée actuellement dans une impasse, il faudrait qu'il soit signé le premier.

ÉRIC LE BOUCHER.

Vingt-six pays européens s'efforcent d'harmoniser leurs normes techniques de télécommunications

De notre envoyé spécial

Nice. - Au moment où les chefs d'Etat et de gouvernement essaient d'accélérer la construction de l'Europe de la technologie, l'Europe des télécommunications n'avance, elle, qu'à pas comptés de lourdes administrations. Le téléphone et la poste, premiers outils de la communication, fonctionnent encore trop avec des caractéristiques strictement nationales. Les prises téléphoniques ne sont pas harmonisées ; les circuits électriques non plus. Allemands, Britanniques et Français ont choisi des systèmes non compatibles de vidéotex (Minitel). Même les tonalités sont différentes.

La France, qui vient de présider pendant trois ans la Conférence européenne des postes et télécommunications (CEPT), organisme créé en 1959, qui regroupe vingt-six pays européens, s'est pourtant évertuée à faire progresser les normalisations communes. M. Jacques Donat-Katsh, directeur général des télécommunications françaises, qui présidait la CEPT, s'est félicité des premiers résultats de cette politique « pragmatique ». Clôturant le 28 juin une session de travail de quinze jours à Nice, M. Donat-Katsh a annoncé plusieurs mesures :

Le mise à l'étude de l'utilisation de l'UECU comme unité de compte entre les membres pour les problèmes de compensation et de répartition des coûts ;

Le lancement par la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse du colis rapide (euro-colis) destiné à faire face à la concurrence des transporteurs internationaux ;

L'extension du chèque de voyage (post-chèque) à la Belgique et au Japon. Ce système fonctionne déjà en France, au Danemark, au Luxembourg, en Norvège, au Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suisse ;

La normalisation avant dix ans des tonalités et des numéros d'accès aux divers services ; avant 1985, de la télécopie et du télex, et, avant fin 1987, de la radiotéléphonie mobile ;

La création d'un secrétariat permanent destiné à harmoniser les procédures d'agrément. Un matériel agréé en France devra l'être automatiquement en Italie, par exemple.

M. Donat-Katsh a ajouté que la CEE et l'AELE (Association européenne de libre-échange) avaient confié à la CEPT la mission de définir les spécifications des réseaux des années 90 (les réseaux numériques à intégration de services - RNIS) dans le cadre du projet communautaire de recherches sur les télécommunications (RACE). La CEPT recruta ses conclusions dans dix-huit mois. Ainsi « c'est un véritable système de normes européennes qui est en train de se constituer », estime M. Donat-Katsh, qui sera remplacé, et pour une durée de deux ans, à la présidence de la CEPT le 1^{er} juillet par M. Hans Wortzen, directeur des postes et télécommunications du Danemark.

Les administrations des postes et des télécommunications commencent donc à sortir de leur léthargie. Il aura fallu les menaces de la CEE qui a indiqué, le 7 juin, qu'elle se substituerait à la CEPT si celle-ci n'acceptait pas ses travaux de normalisation. Mais trop d'outils sont encore disparates. Trop de pays, la RFA notamment, sont encore hésitants, comme s'ils ignoraient la vague de déréglementation et de privatisation qui menace l'existence des monopoles des administrations des PTT. L'Europe des technologies, n'existera pas si les PTT n'avancent pas au même rythme que les industriels mobilisés par l'Eureka.

E.L.B.

ENTREPRISES

Unilever et Nestlé regroupent leurs filiales françaises de produits laitiers frais.

En 1986, la Roche aux Fées, filiale d'Unilever par l'intermédiaire d'Asstra-Calvé, et Chambourcy, filiale de Nestlé, formeront une société unique dans laquelle Nestlé sera majoritaire. Les deux entreprises étaient respectivement troisième et quatrième rangs dans le secteur des produits laitiers frais, surtout le yaourt, derrière BSN et Sodima-Yoplait, et devant Nova. Leur regroupement - les usines et les bassins de collecte étant complémentaires - en fera le numéro deux du yaourt, avec 2,4 milliards de francs de chiffre d'affaires, à peu près à égalité avec Yoplait (2,5 % du marché). La concentration commerciale, l'ampleur des investissements publicitaires et, pour Unilever, la fait que le groupe ne soit réellement implanté dans les produits laitiers frais qu'en France, expliquent cette fusion.

Elle investit dans les semences aux Etats-Unis.

Sanofi, filiale d'Elf, va prendre le contrôle de la société Dahlgren, qui réalise dans le Minnesota un chiffre d'affaires de 24 millions de dollars dans les semences de tournesol. Cette acquisition confirme l'intérêt du groupe Elf, déjà présent dans le secteur semencier depuis 1980 en France, pour ce marché stratégique. Avec la filiale française, Rustica-Semences, et la société américaine, Sanofi souhaite devenir leader mondial dans les hybrides de tournesol. D'autres sociétés, notamment Rhône-Poulenc, sont déjà très présentes sur ce marché très convoité parce que « juteux ». A l'exception de participations financières dans des boutiques de biotechnologies Dahlgren constitue la première acquisition américaine du groupe pétrolier français dans le domaine des semences.

Carrefour change de banque pour son crédit à la consommation.

La société de distribution Carrefour abandonne la CREG, filiale de la Société Générale qui gère depuis quatre ans son système de cartes de crédit (plus de 210 000 cartes, baptisées Passel). Carrefour, en revanche, a choisi de développer cette activité en la confiant au CETELEM.

filiale spécialisée dans les crédits aux particuliers de la Compagnie bancaire. Il semble que ce changement de partenaire s'explique par la volonté de Carrefour d'assurer de façon plus autonome la gestion de ce service de crédit.

AMRO se propose de racheter l'Européen Banking Company.

La grande banque néerlandaise AMRO Bank (Amsterdam-Rotterdam Bank) va, sous réserve de l'approbation des autorités, acquérir entièrement l'Européen Banking Company (EBOL), spécialisée dans les opérations en eurodevises, l'EBC emploie 180 personnes et dispose de 652 millions de livres d'actifs. Elle a pour actionnaires, outre AMRO, la Société Générale, la Deutsche Bank, la Midland, la Société générale de Banque (SGB), la Banca Commerciale et une banque autrichienne. Cette transaction coûtera 26 millions de livres à l'AMRO, qui les versera à la Midland. Cette dernière, en contrepartie, transférera à cinq de ses six partenaires l'essentiel des intérêts qu'elle possède dans une autre filiale commune, l'Européen American Bank. La Société Générale verra ainsi sa participation dans l'EAB passer de 20 % à 23 %.

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Roger Fauroux, PDG de Saint-Gobain, n'envisage pas de démissionner en cas de dénationalisation

« Il ne me viendrait pas un instant à l'idée (en cas de dénationalisation) de quitter le navire, sauf si l'on me jetait par dessus bord, parce que Saint-Gobain aurait changé d'orientation », déclare M. Roger Fauroux, président de Saint-Gobain, qui était dans l'entreprise avant la nationalisation de février 1982. Il est clair : si on le lui demande, il restera. C'est que cet inspecteur des finances ancien normalien s'exprime clairement en tant qu'entrepreneur et actionnaire.

L'entreprise ne va pas mal. Même si - et M. Fauroux le reconnaît - les pertes françaises sont compensées par les gains ailleurs dans le monde. D'abord en France, les coûts salariaux et sociaux sont élevés ; la PDG de Saint-Gobain a les moyens d'une comparaison puisque son groupe est implanté dans une quinzaine de pays. Si la cour d'un ouvrier y est de 100, il est de 97 en Allemagne. (...) En Belgique, il doit être à peu près du même

niveau, disons 93, il est de 76 en Espagne et de 85 en Italie. De plus, il est plus difficile qu'ailleurs d'adapter les effectifs à la conjoncture : (...) entre le moment où vous décidez de faire ce qu'un appel pudiquement le plan social, c'est-à-dire de réduire les effectifs et le moment où la dernière personne qui doit partir est partie, il s'écoule entre deux ou trois ans. Cela n'empêche pourtant pas Saint-Gobain d'avoir en France même des sociétés performantes, dynamiques, qui gagnent de l'argent.

L'actionnaire, c'est l'actionnaire, et qu'il soit familial, comme à Pont-à-Mousson, financier comme Suez, chez Saint-Gobain avant la nationalisation, ou que ce soit l'Etat, « chaque système a ses contraintes : cela ne vous gratte pas au même endroit ».

Avec l'Etat, « sur le plan de la gestion, nous sommes vraiment très

libres », en revanche il pèse sur la stratégie : pour faire sortir le groupe de l'électronique (« Avec les 33 % d'Olivetti nous aurions eu en 1984 un milliard de bénéfice consolidé au lieu de 500 millions ») ou pour empêcher le groupe de prendre le contrôle de la Compagnie générale des eaux. Mais M. Fauroux trouve cela « assez normal ». « Quel est le rôle d'un actionnaire ? C'est d'apprécier la stratégie que lui propose son groupe industriel. » Pour l'Etat actionnaire, Saint-Gobain n'aura pas coûté très cher : « Depuis que nous sommes nationalisés, nous n'avons pas demandé un sou à l'Etat ». (...) Nous lui avons versé régulièrement des dividendes. Voilà qui ne change guère d'avant puisque les familles (actionnaires de Pont-à-Mousson qui fusionnent avec Saint-Gobain) avaient des gens très honorables, mais il ne fallait surtout pas leur parler d'augmentation de capital ».

orientations

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

al recevoir gratuitement des informations, cochez le case correspondant à la filière qui vous intéresse et adressez ce bon à Orientation Service, 57 Avenue Montaigne 75008 Paris. M. Mme Adresse

Niveau d'études actuel de l'étudiant	Âge
<input type="checkbox"/> Les Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Accueil
<input type="checkbox"/> Les Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion	<input type="checkbox"/> Hôtellerie
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce et Distribution	<input type="checkbox"/> Les Professions Para-Médicales
<input type="checkbox"/> Les Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Assurances
<input type="checkbox"/> Les Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Transport
<input type="checkbox"/> Informatique	<input type="checkbox"/> Bâtiment, Travaux Publics
<input type="checkbox"/> Electronique	<input type="checkbox"/> Concours Administratifs
<input type="checkbox"/> Secrétariat, Bureautique	<input type="checkbox"/> Fonction Publique
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle
<input type="checkbox"/> Langues	<input type="checkbox"/> Publicité
<input type="checkbox"/> Tourisme	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques
	<input type="checkbox"/> Les 3 ^{es} Cycles de Gestion
	<input type="checkbox"/> Réussir le Baccalauréat

ÉNERGIE

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DE L'AGENCE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

Nous n'avons pas les moyens financiers de poursuivre efficacement notre politique nous déclare M. Michel Rolant

La maîtrise de l'énergie, pilier de la politique énergétique de la gauche, est sur la sellette. Menacée par la rigueur budgétaire, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) a fait l'objet d'un rapport de l'Inspection des finances, critiquant sa gestion, mais proposant de poursuivre cette politique en la recentrant. M. Michel Rolant, président de l'AFME depuis mai 1982, répond ici à ces critiques.

La politique de maîtrise de l'énergie est-elle toujours une priorité ?

— Je n'ai pas de raison de penser le contraire. Si elle avait changé, j'imaginerai qu'un me l'aurait dit puis-je suis chargé de sa mise en œuvre. Sur le fond, elle continue de s'imposer avec la même vigueur que depuis le premier choc pétrolier. L'illusion de pléthore énergétique par le discours quotidien des producteurs d'énergie ne doit pas conduire à un relâchement des efforts. Si l'énergie est provisoirement abondante, elle reste un produit cher.

Estimez-vous avoir les moyens de poursuivre cette politique ?

— Cette année, nous ne l'avons pas. Nous sommes nettement en dessous de ce qui est nécessaire pour maintenir l'effort. Sans doute parce qu'il est à la fois plus coûteux et plus important d'écouler notre production énergétique, ne serait-ce que pour équilibrer les comptes des grandes entreprises nationales du secteur.

Peut-on toujours prêcher la parcimonie dans une société d'abondance, où le principal producteur d'énergie, EDF, est invité à placer à tout prix son courant pour utiliser le parc nucléaire ?

— Vous n'achetez pas tous les matins 25 kilos de pain sous prétexte que c'est abondant et pas cher ? On peut à la fois améliorer les performances de l'appareil producteur, le confort des logements ou la sécurité des voitures tout en réduisant la consommation ou en utilisant plus rationnellement les ressources. Ne pas le faire serait stupide. Les aides de l'Agence ont contribué en 1984 à placer 1 milliard de kilowatts-heure d'électricité, à la place d'une autre source, dans l'industrie, en accord avec EDF.

Si on continue ainsi, pourrions-nous atteindre les objectifs fixés par le Plan ?

— Cette politique est-elle réellement menacée ?

— Avec les moyens dont nous disposons actuellement, c'est hors de question. Avec 2,5 milliards de francs et une plus grande stabilité de nos ressources, nous pourrions maintenir ou même améliorer les résultats actuels. Si on descend beaucoup en dessous, certains objectifs sautent. Si on maintient seulement notre budget ordinaire, toute l'aide à l'investissement s'arrête et même la plupart des opérations de démonstration dans le secteur industriel.

Il y a eu alors abandon de la politique de maîtrise de l'énergie. Car il faut maintenir un système d'aide publique pour que les investissements de maîtrise de l'énergie se réalisent. Alors, après l'arrêt en 1981 et en 1982 des aides financières, les investissements ont « dégringolé » en 1982 et en 1983.

— Pourquoi ? Nous vivons encore sur un modèle culturel de la période du gaspillage. Les entreprises paient l'énergie au prix fort et elles résistent à la maîtrise de l'énergie. Elles gagnent de l'argent, mais elles ne font pas de gains de productivité traditionnels comme des économies de main-d'œuvre ou la modernisation et l'augmentation des capacités de production. Pourtant l'investissement de maîtrise de l'énergie est le seul qui ait un intérêt national. Mais, s'il n'y a pas un dispositif public, il ne passe pas.

Au Japon, en Corée, au Mexique...

— C'est un thème de débat avec le ministère des finances. Les fonctionnaires assurent que les investissements se feraient sans aide publique. Mais, dans la pratique, ils ne le font pas. Ils ne paient pas la peine de l'aider. Telle autre en perd, il ne faut surtout pas lui donner de subventions car elle va s'effondrer. On en est là. Voilà le type de blocage provoqué par le ministère des finances.

Nos partisans, eux, sont convaincus, alors qu'un début ils étaient sceptiques. Progressivement, la file d'attente s'allonge aux guichets de l'AFME. Actuellement, nous avons 850 collectivités locales, 50 hôpitaux, 23 projets de réseaux de chaleur, qui, après avoir fait des études, attendent la mise en œuvre. La demande se consolide même techniquement. Et c'est à ce moment-là qu'on interrompt les procédures les unes après les autres. L'Agence est devenue un opérateur économique respecté et attendu. Il ne reste qu'un noyau d'irréductibles rue de Rivoli.

Cette politique est-elle réellement menacée ?

— Je ne suis pas en état de faire des pronostics sur les positions du gouvernement. J'espère qu'il continuera, en dépit des craintes de certains fonctionnaires, la ligne adoptée depuis 1981. Quand on est lucide, il vaut mieux être un peu pessimiste. Mais je ne pense pas qu'il y ait de raison valable pour abandonner cette politique.

Partout, au Japon, en Corée, au Mexique, etc., cette politique entre dans les mœurs. Il y a même eu des retournements spectaculaires : celui de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole, qui pense l'après-pétrole en termes de maîtrise de la consommation, et celui de M. Thatcher, qui, en dépit d'une politique ultralibérale, lance un programme d'économies en Grande-Bretagne.

Un rapport récent de l'Inspection des finances a été consacré à l'AFME.

— Je souhaiterais avoir officiellement communiqué ce rapport. Je l'ai demandé et je regrette de ne pas disposer de ce document.

Il suggère de poursuivre la politique de maîtrise de l'énergie. Est-ce une des raisons pour lesquelles il a connu jusqu'ici une diffusion confidentielle ?

— On peut le craindre.

Vous souhaitez donc qu'il soit publié ?

— Tout à fait. Si j'ai demandé qu'on vienne voir cette maison de l'extérieur — non à un audit privé mais à un audit public, venant de l'administration des finances, dont on connaît la rigueur et les choses, c'est pour que les choses soient vues de l'extérieur et que les choses soient vues de l'intérieur. Il y a une différence entre la critique dirigée par un syndicat liste (1) et celle dirigée par un syndicat liste (2). La première est une critique, ce qui est faux ; pour qu'on ne puisse pas continuer à répéter dans les dictionnaires que l'Agence est une maison de papier, il faut qu'elle soit vue de l'extérieur et qu'elle soit vue de l'intérieur.

J'ai tout intérêt à ce que ces choses se sachent, et à ce qu'on mette en même temps sur la table les éléments positifs de la gestion de cette politique.

Les véhicules électriques

— L'Inspection des finances critique votre efficacité. On vous reproche un certain manque de rigueur. Combien d'entre vous pourriez-vous dire que vous n'avez pas fait de progrès ?

— Si on fait un rapport un peu simple, pour l'AFME, il y a eu 100 millions de francs de fonctionnements. Cela ne me paraît pas excessif. C'est tout à fait comparable à l'ANVAR (Agence nationale pour l'aide à la recherche).

Quant à notre structure sociale, nous sommes en dessous des coûts du secteur privé.

— Pour l'AFME, à l'investissement, il y a 1,50 F d'économie en devises pendant toute la durée d'utilisation des biens, c'est-à-dire huit à dix ans pour le secteur tertiaire. Les économies de charges ou de compte d'exploitation sont du même ordre. Depuis 1982, nous avons nettement amélioré ce rendement par une baisse des taxes de subvention, que nous avons nous-mêmes proposées. Il ne faut pas qu'on nous dise maintenant qu'on a mal géré nos affaires !

Depuis deux ans et demi, l'AFME a constamment fait des propositions pour améliorer l'efficacité des procédures. Il est donc clair qu'on peut faire encore plus avec moins d'argent, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas d'argent du tout. Mais pour faire mieux, il faut absolument assurer le rôle de stabilisateur financier pour être réellement efficace, jusqu'à l'épuisement du gisement d'économie d'énergie, que nous chiffrons à plus de 30 millions de tonnes, équivalent pétrole.

— J'ajoute qu'il faudrait que les prix des produits pétroliers soient divisés par deux ou par trois dans certains cas pour que nos actions cessent d'être rentables. Il est toujours plus utile d'économiser une tonne d'équivalent pétrole que d'en produire une.

Le rapport suggère de revoir votre stratégie en limitant les actions à tout ce qui permet d'économiser les devises. Est-ce d'accord ?

— Non seulement nous sommes prêts, mais nous l'avons proposé. Rappelons que l'autonomie de l'Agence est extrêmement faible. Nous regrettons par exemple de n'avoir pas assez de moyens pour soutenir le secteur des transports, où pourrait faire beaucoup de choses, par exemple le développement de véhicules électriques. C'est une utilisation intelligente de l'électricité de nuit. Nous sommes prêts. Le principal obstacle est la situation difficile de l'industrie automobile.

Propos recueillis par VERONIQUE MAURUS.

(1) M. Rolant était, jusqu'à sa nomination à l'AFME, secrétaire national, membre de la commission exécutive de la CFDT.

SOCIAL

La CSMF et la FMF approuvent le projet de convention médicale

Les deux organisations représentatives de médecins, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins français (FMF) ont approuvé la nouvelle convention médicale. Celle-ci, qui avait déjà été adoptée par les trois caisses d'assurance-maladie, doit encore être votée par le conseil d'administration de la CSMF et la FMF. L'assemblée générale de la CSMF a pris la décision d'approuver la convention, le 30 juin, par 66,75 % des suffrages exprimés contre 33,10 % et 0,14 % d'abstentions.

L'ouverture de l'Assemblée, M. Georges Dufour, ministre des affaires sociales, avait apporté dans une lettre des réponses favorables à certaines revendications de la CSMF, confirmant à condition que la convention soit signée, une revalorisation de 1,2 % en niveau de certaines actes (radiologie de

déplacement, actes techniques, chirurgicaux et de radiologie) au 15 février 1986 (et non en janvier, comme prévu initialement). Quant à l'Assemblée générale de la FMF, elle a approuvé la convention par 87,2 % des voix. Elle a nommé à son président de « négocier et approuver l'opportunité de signer l'avenant tarifaire ». Enfin, la Fédération nationale de la mutualité française a également décidé, malgré ses réserves, d'approuver la convention médicale.

Des répétitions ? La nouvelle convention entre les caisses nationales d'assurance-maladie et les médecins libéraux aura-t-elle les mêmes effets que la précédente, dont elle reprend les principes essentiels, sous une rédaction et une présentation différentes (le Monde du 19 juin) ?

La perspective d'une revalorisation spécifique des rémunérations en échange d'une telle modification renouvellerait un meilleur accueil qu'il y a deux mois.

Ces calculs laissent un peu sceptique : en 1980, les syndicats médicaux parlaient plus nettement qu'aujourd'hui de maîtriser le coût des soins. En 1985, qui proposerait de réduire d'un point la progression annuelle des dépenses, comme le fait M. Dufour, alors président de la Confédération des syndicats médicaux français (2) ? L'idée de maîtrise des coûts a plutôt reculé dans les discours et n'a guère avancé dans les faits.

GUY HERZLICH.

(1) La CGT, la CFDT et la FEN ont cependant voté la convention.

(2) Dans le Monde du 30 avril 1980.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS ASTORG

L'Assemblée générale ordinaire de la Compagnie française de produits chimiques et industriels du Sud-Est (PCSE), réunie le 25 juin 1985, sous la présidence de M. Gérard Worms, a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui, après 57 243 400 F de plus-values à long terme résultant de la cession des titres de Lefranc International, se soldent par un bénéfice net de 65 676 892 F contre 8 409 256 F en 1983.

Sur proposition du Conseil, elle a fixé à 5,50 F le dividende net par action, ce qui avec un avoir fiscal de 2,75 F forme un revenu global de 8,25 F par action. Elle a par ailleurs ratifié le transfert du siège social à Paris, au 1, rue d'Assol.

Une Assemblée générale extraordinaire s'est ensuite tenue pour se prononcer, principalement :

— sur la double fusion-absorption, par PCSE, de la société Suez développement industriel et de la Compagnie de développement industriel et financier ;

— et par le changement de dénomination sociale en :

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS ASTORG

Le nouveau conseil d'administration est composé de 10 membres :

— le Crédit lyonnais et l'UAP pour 10 % chacun ;

— le solde étant réparti entre certaines institutions financières et le public.

Il représente 550 millions de fonds propres dont, compte tenu des investissements déjà effectués par les sociétés absorbées, plus de 400 millions de francs sont disponibles pour mener une politique active de prises de participation dans des entreprises dynamiques et en développement, tant du secteur de l'industrie que de la distribution ou des services. Les interventions seront en principe comprises entre 5 et 50 millions de francs par opération.

A l'issue de ces deux assemblées, le conseil de la Compagnie d'investissements Astorg s'est réuni dans sa nouvelle composition qui, avec celle du collège des commissaires, est la suivante : président-directeur général : M. Gérard Worms ; vice-président : M. Jean-Paul Elkann ; administrateur directeur général : M. Christian Langlois-Mourmes ; administrateur : M. Edouard Bourcier-Aubert, Henri Durr, Jean-Jacques Mourmes ; administrateur : M. Dominique de la Martinière, Jérôme Monod, Jean-Pierre Bernard, Bernard Simon-Barboux et la Caisse des dépôts et consignations (représentée par M. Jean-Claude Villanave) ; censeur : M. Bernard Deconick, Henri Degeussier, l'Abbe-Paul-Ignard (représentée par M. Henri Katz) et la Mutualité générale Française-Vie (représentée par M. Pierre Rogean).

PEUGEOT SA

L'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires de Peugeot SA s'est tenue le 28 juin 1985, sous la présidence de M. Roland Peugeot, président du conseil de surveillance.

Elle a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1984, qui font apparaître un résultat net consolidé déficitaire de 116 millions de francs, avant effet de report en arrière du déficit fiscal (dit carry-back) et à 341 millions de francs après carry-back, comparés à 116 millions de francs de résultat net consolidé déficitaire en 1983.

Ces résultats ont été obtenus malgré une baisse de 13 % du chiffre d'affaires, une stagnation du reste du marché européen et une réduction des possibilités d'exportation vers les pays constituant des marchés importants pour le groupe, comme la Nigeria et l'Iran.

En revanche, la part du groupe sur le marché français (VPC) a progressé de 32,2 % à 33,1 % et dans les autres pays européens de 6,8 % à 7 %.

Ces progrès traduisent la qualité de l'ensemble des ventes Peugeot, Talbot et Citroën et notamment le succès de modèles comme la 205 Peugeot et la BX Citroën.

Dans le même temps, la progression du chiffre d'affaires a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

AVIS FINA

CPA

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS ASTORG

PEUGEOT SA

SGE-SB

TAUX DES EUROMONNAIES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

CONJONCTURE

Les nouveaux taux d'intérêt d'épargne et de crédits applicables au 1^{er} juillet 1985

Les contraintes de la rigueur

Le rapport suggère de revoir votre stratégie en limitant les actions à tout ce qui permet d'économiser les devises. Est-ce d'accord ?

Non seulement nous sommes prêts, mais nous l'avons proposé. Rappelons que l'autonomie de l'Agence est extrêmement faible. Nous regrettons par exemple de n'avoir pas assez de moyens pour soutenir le secteur des transports, où pourrait faire beaucoup de choses, par exemple le développement de véhicules électriques. C'est une utilisation intelligente de l'électricité de nuit. Nous sommes prêts. Le principal obstacle est la situation difficile de l'industrie automobile.

Propos recueillis par VERONIQUE MAURUS.

(1) M. Rolant était, jusqu'à sa nomination à l'AFME, secrétaire national, membre de la commission exécutive de la CFDT.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

Commentant l'évolution des premiers mois de l'exercice 1985, M. Jacques Calvet, président du conseil de surveillance de Peugeot SA, a marqué les progrès de la part du groupe sur le marché européen (VPC) à 33,1 % en 1985, contre 11,2 % en 1984 sur les cinq premiers mois et notamment les nouveaux progrès enregistrés en France.

De la même façon, la progression de la part du groupe sur le marché français (VPC) a été supérieure à celle des coûts, grâce à la politique de modération salariale, d'ajustement des effectifs, de bon contrôle des coûts d'achats et, de façon générale, à une productivité nettement améliorée.

مركز الأمل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OPA

de la Mutuelle assurance artisanale de France
sur la Banque hypothécaire européenne

La banque STERN, présentateur de l'OPA de la MAAF sur la BHE, est assaillie, en raison de certaines informations, par la presse, à donner les précisions suivantes :

- 1) L'OPA en cours a un caractère irréversible. Elle sera conduite jusqu'à son terme avec la ferme volonté et de bonnes chances de succès.
- 2) La MAAF déplore que la Société générale ait fait connaître à cette occasion son intention de prendre, de facto, le contrôle de la BHE. Elle s'étonne que, contrairement aux stipulations de la dé-

cision générale de la COB du 25 juillet 1978, son action n'ait pas pris la forme d'une offre publique concurrente.

3) Les précisions apportées tout récemment par les dirigeants de la MAAF concernaient la proposition de la Société générale de la BHE dans laquelle la MAAF n'aurait eu qu'une position minoritaire. Elles avaient pour seul objet de confirmer que la MAAF a pour objectif de prendre le contrôle majoritaire de la BHE.

COMPAGNIE OPTORG

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 27 juin 1985, a approuvé les comptes de l'exercice 1984 qui se soldent par un bénéfice net de 12 892 308 F.

Elle a décidé la distribution d'un dividende global de 9 F par action, représenté par un dividende net distribué de 6 F auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 3 F.

Ce dividende sera mis en paiement le 15 juillet 1985.



GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRES DES SOCIÉTÉS AGF-VIE AGF-IART ET DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE DES AGF

Le collège exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire s'est réuni le vendredi 28 juin 1985 sous la présidence de M. Raymond Janot, conseiller d'Etat, pour examiner et approuver les comptes de l'exercice 1984.

AGF-VIE

Après un ralentissement en 1983, le chiffre d'affaires enregistré en 1984 a progressé de 17,4 % contre 10,9 % en 1983, et atteint 6 813 millions de francs.

L'année a été marquée par le développement très satisfaisant de l'ensemble du portefeuille Vie individuelle, capitalisation et groupe, et plus particulièrement du contrat « Retraite AGF » ainsi que par l'évolution favorable du coût d'acquisition et de gestion par rapport au chiffre d'affaires.

Les provisions mathématiques en France atteignent 24 293 millions de francs ; leur progression de 19,4 % sur l'exercice précédent représente un accroissement net de 3 937 millions de francs.

Les participations attribuées aux assurés en France représentent 1 961 millions de francs, en augmentation de 25,6 % sur l'exercice précédent.

Compte tenu d'importantes plus-values réalisées sur des cessions de valeurs mobilières, les résultats de l'exercice 1984 se soldent par un bénéfice de 548,6 millions de francs contre 107,4 millions de francs en 1983.

Ce résultat permet de distribuer à la société centrale des AGF, qui détient la totalité des actions de la société AGF-Vie, un dividende de 125,25 millions de francs, soit compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor

DIVIDENDE DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE DES AGF

Aux cours de la présente année, la société doit répartir, conformément à son objet, les dividendes qu'elle doit recevoir au titre de l'exercice 1984 de ses deux filiales, soit : 135,08 millions de francs, dont 9,83 millions de francs proviennent d'AGF-IART et 125,25 millions de francs d'AGF-Vie.

(62,63 millions) un revenu global de 187,88 millions de francs (contre 67 millions en 1983).

AGF-IART

Le chiffre d'affaires mondial n'enregistre qu'une progression de 7 %, contre 15,9 % en 1983, en raison, notamment, de la modulation des hausses tarifaires appliquées pendant l'exercice et de la poursuite des opérations de sélection du portefeuille d'affaires directs.

Le redressement important des résultats de l'exercice et la nouvelle amélioration de ceux de l'automobile et de la responsabilité civile se traduisent au niveau du compte de pertes et profits par un bénéfice de 325 millions contre 101 millions en 1983, après prise en compte des plus-values nettes sur cessions de valeurs réalisées pendant l'exercice, et de l'impôt sur les sociétés qui augmente très fortement.

Ce bénéfice permet de distribuer un dividende de 71,4 millions de francs qui, augmenté de l'impôt déjà payé au Trésor (35,7 millions de francs), forme un revenu global de 107,1 millions de francs.

Le dividende de 71,4 millions de francs sera versé à raison de :

- 61,57 millions de francs à AGF-Vie, qui détient 733 000 actions des AGF-IART (soit 84,24 %) ;

- 9,83 millions de francs à la société centrale des AGF, qui détient 117 000 actions des AGF-IART (soit 13,76 %).

Chaque des 2 200 000 actions de 185 F de valeur

nominales composant le capital social au 31 décembre 1984 recevra donc : dividende, 61,40 F ; avoir fiscal, 30,70 F ; dividende global, 92,10 F.

IL EST RAPPELÉ QUE CHAQUE ACTION AGF AVAIT REÇU :

EXERCICE	DIVIDENDE NET	AVOIR FISCAL	REVENU GLOBAL	Nbre D' ACTIONS REMUNÉRÉES	VALEUR NOMINALE
1981	19,50	9,75	29,25	2 200 000	185
1982	20,90	10,45	31,35	2 200 000	185
1983	21,90	10,95	32,85	1 200 000	185

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LE GROUPE DES AGF (en millions de francs)

	1983	1984	VARIATION (en %)
Chiffre d'affaires mondial consolidé	16 706	18 411	+ 10,2
Chiffre d'affaires mondial (AGF-Vie + AGF-IART)	14 045	15 630	+ 11,3
Portefeuille de placements en France	32 049	37 624	+ 17,4
Revenus en France	3 437	3 987	+ 16 %

Les effectifs s'élèvent à 11 848 personnes, dont : 7 345 membres du personnel administratif ; 4 503 producteurs salariés.

Allocution du président Michel Albert

L'exercice 1984 marque une évolution contrastée des chiffres d'affaires enregistrés par chacune des sociétés du groupe : AGF-IART et AGF-VIE.

Alors que les cotisations émises par les AGF-IART progressent de 7 %, contre 15,9 % en 1983, les AGF-VIE enregistrent une progression des primes émises de 17,4 %, contre 10,9 % l'année précédente.

Cette évolution différente reflète assez fidèlement les tendances du marché de l'assurance dans notre pays.

Le ralentissement du secteur du bâtiment, la diminution des immatriculations de voitures neuves ainsi que l'augmentation du nombre de défaillances d'entreprises sont autant de facteurs qui contribuent à limiter la matière assurable en « dommages ». Il convient, bien sûr, d'y ajouter une donnée positive : la déclaration de l'inflation ralentit les évolutions nominales.

Au contraire, une prise de conscience de la nécessité de compléter les régimes obligatoires de prévoyance et de retraite élargit le champ d'intervention des assurances de personnes, soit à titre individuel, soit par accord d'entreprise.

Par ailleurs, les performances commerciales des sociétés d'assurances restent fortement influencées par l'environnement concurrentiel.

Dans le domaine de l'assurance-vie, le cercle des intervenants offre des produits d'assurance, de prévoyance et d'épargne s'accroît : banques, établissements financiers, comptables publics, organismes de prévoyance, caisses de retraite et ventes directes par correspondance sont parties prenantes du marché, tandis qu'en assurance « dommages » et surtout en assurances « automobile » les mutuelles sans intermédiaires qui seront bientôt suivies par la grande distribution (hypermarchés et chaînes de magasins spécialisés) restent extrêmement actives.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'apprécier les résultats des sociétés du groupe.

En effet, si le résultat global des deux sociétés IART et Vie, qui se soldent par un bénéfice d'exploitation de 470,6 millions de francs et qui marque au compte de pertes et profits un solde positif de 873,6 millions de francs, est nettement supérieur à celui des exercices précédents, il convient de souligner qu'il ne repré-

sente que 3 % (pour le compte d'exploitation) et 5,6 % (pour le compte de pertes et profits) du chiffre d'affaires mondial réalisé (13 630 millions de francs).

Ces résultats traduisent pour partie la qualité de notre portefeuille d'affaires et la prudence des politiques tarifaires mises en œuvre ces dernières années. Mais la caractéristique principale de l'exercice est la convergence de facteurs favorables tant au plan de la sinistralité qu'au plan financier.

Les résultats de 1984 ne doivent donc pas dissimuler que nos positions commerciales se sont dégradées et que, par ailleurs, des tendances lourdes, génératrices de pertes importantes, ont subsisté cette année :

■ Hausse continue des coûts moyens des réparations automobiles dont les conséquences ne pourront pas être indéfiniment atténuées par la diminution du nombre d'accidents ;

■ Persistance de la forte sinistralité de l'assurance vol ;

Aussi les résultats positifs devront-ils contribuer par priorité à la mise en œuvre d'une politique de reconquête mesurée et sélective de nos parts de marché, par :

- L'adaptation de nos produits à l'évolution des besoins de la clientèle ;

- L'attribution de participation AGF aux contrats d'assurances de personnes à un niveau le plus élevé possible ;

- Le renforcement de la formation de nos réseaux de distribution pour améliorer leur professionnalisme et leur permettre de mieux faire face, pour le service de nos clients, aux nouvelles formes de distribution ;

- L'alimentation de notre marge de solvabilité afin d'être en mesure de poursuivre notre développement tant en France que sur les marchés étrangers.

Enfin, je voudrais conclure en rendant hommage à deux de nos directeurs généraux adjoints, M. H. Bonnet et de Valon, qui ont demandé à faire valoir leurs droits à la retraite après avoir depuis plus de quarante années, mis leurs qualités d'intelligence et d'animation et leur compétence professionnelle au service de notre entreprise.

Veuve Clicquot

VEUVE CLICQUOT recueille aujourd'hui les fruits d'une diversification réussie.

VEUVE CLICQUOT PONSARDIN et CANARD DUCHENE ont sensiblement accru depuis dix ans la part de marché du Groupe, dans les expéditions de Champagne du négoce.

GIVENCHY contribue de façon croissante aux résultats grâce au succès mondial de ses parfums.

Un vignoble de 285 hectares situé dans les meilleurs crus, un stock de 32 millions de bouteilles, un outil industriel moderne, des exportations dans 150 pays de produits de grand prestige, une situation financière solide sont les caractéristiques de VEUVE CLICQUOT.

L'augmentation de capital en cours sera consacrée à poursuivre l'effort d'investissement entrepris, il y a plus de deux siècles, pour créer, produire, exporter des biens de haute qualité.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Émission du 1^{er} au 31 juillet 1985 inclus de 121 909 actions nouvelles à souscrire, à raison d'1 action nouvelle pour 5 anciennes.

Prix d'émission : F 2000 - Jouissance : 1^{er} janvier 1985.

La note d'information (règle C.O.B. n° 85-173 du 11 juin 1985), peut être obtenue auprès de la Société VEUVE CLICQUOT, 12, rue du Temple, 51100 Reims, ainsi que dans les établissements chargés du placement. BALO du 24 juin 1985.

1984 :

la Société Générale donne le rythme.

Doublé en 4 ans, le bilan consolidé de la Banque dépasse 835 milliards de francs en 1984, confirmant ainsi la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE dans le groupe de tête des grandes banques internationales.

Adaptation aux évolutions du marché et profondes mutations dans l'exercice du métier bancaire, lui ont permis de renforcer ses interventions auprès des entreprises. En matière de financements spéciaux, par exemple, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE a financé 7 airbus en 1984 (4 aux États-Unis et 3 en Chine).

Le développement des services offerts à la clientèle privée s'est principalement traduit par une action soutenue auprès des jeunes et une nette progression des concours aux particuliers.



La brochure de présentation des résultats de la Banque en 1984 est disponible sans frais dans toutes les agences de la Société Générale.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
EN RYTHME AVEC LA SOCIÉTÉ

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale ordinaire de la société DUMEZ s'est réunie le jeudi 27 juin 1985 sous la présidence de M. André Chaufour, président du conseil de surveillance.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui dégagent un bénéfice net de 179,5 millions de francs. L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 24,50 F (c'est-à-dire une rémunération globale de 36,75 F) aux 2 625 000 actions composant désormais le capital depuis l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour six anciennes en février 1985. Ce dividende sera mis en paiement le 15 juillet prochain.

Le rapport du directeur précise que le chiffre d'affaires du groupe en 1984 a été de 9 286 millions de francs T.T.C. et de 9 037 millions hors taxes, le bénéfice net consolidé a atteint 380 millions de francs, soit 4,2 % du chiffre d'affaires. Les amortissements et dépréciations représentent 602 millions (6,7 %), la marge brute d'autofinancement ressort ainsi à 982 millions, soit 10,9 % du chiffre d'affaires.

Les travaux restant à exécuter à fin 1984 représentaient 12 milliards de francs, dont 17 % en France et 83 % à l'étranger, répartis en 31 % en Amérique, 35 % en Afrique et 27 % au Moyen-Orient et Extrême-Orient. Ce carnet de commandes correspond à environ seize mois d'activité au rythme de 1984 avec une rentabilité satisfaisante.

La proportion de travaux restant à exécuter en France est en augmentation et entraînera naturellement un accroissement de l'activité du groupe DUMEZ en métropole.

Une assemblée générale extraordinaire a autorisé le directeur à conclure des options d'achat d'actions de la société à certains de ses cadres supérieurs permettant de les associer au développement du groupe.

Parallèlement, l'assemblée générale ordinaire a approuvé des dispositions visant à favoriser l'achat d'actions de la société par son personnel.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
246-72-23, poste 2412

SOCIÉTÉ NAVALE ET COMMERCIALE DELMAS-VIEUX

(Anciennement Société Navale Chargeurs Delmas-Vieux)

Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 26 juin 1985
réunie sous la présidence de M. Tristan Vieux

RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

L'assemblée générale a approuvé les comptes de l'exercice 1984, se soldant par un bénéfice net de 65 millions de F, après déduction des amortissements (liées, conteneurs et divers matériels) de 297 millions de F, dont 197 millions constitués par des amortissements dérogatoires sur navires, pratiqués en complément de l'amortissement de dépréciation linéaire sur 8 ans.

Ce bénéfice est en progression de 14 % sur celui de l'exercice précédent.

	1984	1983	VARIATION (en %)
Bénéfice net	65	57	+14
Excédent brut d'exploitation	179	157	+14
Marge brute d'autofinancement	345	325	+6

Sur le plan du groupe (activités maritimes et portuaires de la société et de ses filiales), le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé en 1984 à 2 487 millions de francs, contre 2 313 millions en 1983, en augmentation de 8 % environ.

DIVIDENDE

Compte tenu du report à nouveau antérieur bénéficiaire de 18,641 millions, le montant distribuable, soit 83,709 millions, a été réparti comme suit :

- Dividende : 36,550 millions
- Réserves : 20,703 millions
- Report à nouveau : 26,456 millions

Le dividende net par action ressort ainsi à 20 F, soit un revenu global de 30 F, compte tenu de l'avoir fiscal de 10 F. Il sera mis en paiement à compter du 4 juillet 1985.

MODIFICATIONS STATUTAIRES

L'assemblée, statuant à titre extraordinaire, a approuvé la modification de la dénomination de la société, devenue Société navale et commerciale Delmas-Vieux, ainsi que l'adoption d'un objet social large, ces changements marquant la volonté de la société de poursuivre la diversification de ses activités.

Par ailleurs, les statuts ont été mis à jour, afin de tenir compte des nouvelles dispositions légales.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée a ratifié la cooptation de deux nouveaux administrateurs :

- La Compagnie du Midi (groupe AGP), représentée par son président, M. Bernard Pagezy ;
- et M. Alain Wils, directeur général de la société.

NOUVELLES FILIALES ET PARTICIPATIONS

En 1984, la société a accru de 2,45 % sa participation dans le capital de la Compagnie française de l'Afrique Occidentale (CFAO), ainsi portée à 11,77 %, et acquis une participation de 10 % dans la Société de transports de véhicules automobiles (STVA).

À la fin de juillet 1985, pour renforcer son réseau d'agences portuaires, elle implantera à Marseille une nouvelle filiale de consignation, transit et manutention sous le nom d'Agence Marseillaise Delmas-Vieux.

PERSPECTIVES DE L'EXERCICE

Le résultat d'exploitation du premier trimestre 1985 est en progression sensible sur celui de la période correspondante de 1984 du fait d'une activité plus soutenue et des gains de productivité dégagés par les nouveaux moyens navals mis en ligne par la société.

Sur l'ensemble de l'exercice en cours, le résultat d'exploitation devrait connaître une progression par rapport à 1984, si le niveau d'activité constaté au cours des premiers mois se maintient au deuxième semestre 1985.

Cette progression devrait compenser, en 1985, la diminution prévisible du résultat exceptionnel, liée au report des ventes de navires volontairement différées sur des exercices ultérieurs.

CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT DE LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ :

PARTICIPEZ AU CAPITAL EN BONNE COMPAGNIE.

Mise en vente le 4 juillet 1985 de 970 000 certificats d'investissement privilégiés, jouissance du 1^{er} juillet 1985.



Le prix d'offre minimum s'élève à 580 francs par certificat.

Les certificats d'investissement privilégiés de la Compagnie Financière de Suez bénéficient d'un dividende prioritaire au moins égal à 60 % du résultat net de gestion par titre, majoré de 12 francs. Le minimum garanti ressort à 24 francs plus avoir fiscal.

Les ordres d'achat seront reçus jusqu'au 3 juillet 1985 auprès des banques et des agents de change.

L'avis d'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Paris est paru le 19 juin 1985.

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 85-174 en date du 11 juin 1985 est tenue à la disposition du public. BALC au 17 juin 1985.

EXERCICE 1984		
Actif net consolidé	11 069 MF	964 F par action
Résultat consolidé*	1 040 MF	90 F par action
Résultat net de gestion	253 MF	22 F par action

* Calculé sur opérations en capital.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

LE DÉVELOPPEMENT EN BONNE COMPAGNIE

Activité 1984:

Branche sucre

Production : 1 196 724 t contre 1 046 327 t en 1983 soit 30,2 % de la production métropolitaine et 9,8 % de celle de la Communauté.

Tonnages vendus : 1 283 882 t (-14,2 %). Cette baisse correspond à celle des exportations dont le tonnage est passé de 70 % à 64,3 %.

Branche papier, cartons et papiers domestiques

Papier de presse : Amélioration de la production de 12,7 % par rapport à 1983.

Livraison de 299 362 t (+11,4 %) pour un chiffre d'affaires (HT) de 1 642 MF (+26 %).

Papiers domestiques : Relative stagnation de l'activité en raison de la mauvaise conjoncture du marché et d'une forte concurrence.

Production de tissu ouaté : 107 000 t.

Production d'articles transformés : 140 000 t.

Cartons et emballages : Activité soutenue. Année record quant aux volumes fabriqués et commercialisés, et satisfaisante pour les résultats d'exploitation.

Mesdames, Messieurs,

Comme vous l'avez constaté par la lecture du rapport du Conseil d'Administration, l'exercice écoulé a été difficile pour notre Société et plus particulièrement encore dans le secteur sucrier. Tout d'abord les conditions atmosphériques ont entraîné une tare élevée occasionnant des frais de transport supplémentaires et grevant ainsi nos prix de revient. La hausse du sucre a été que partiellement compensée par les hausses de prix. Mais la raison essentielle réside en la faiblesse des cours mondiaux qui se situent à des niveaux si bas qu'ils nous conduisent à envisager d'abandonner la production de sucres C. hors quota, qui doivent être écoulés sur le marché mondial.

Béghin Say

1^{er} Groupe européen de l'industrie sucrière

La situation se résume en un mot, le cours communautaire quota A est de 3 F 70 le kilo alors que celui du cours mondial n'est que de 70 centimes environ le kilo.

Il est évident que dans ces conditions, aucun pays n'est à même de produire du sucre au cours mondial sans aide communautaire ou nationale. Devant une telle situation il faut réduire en France la production sucrière et trouver très rapidement de nouveaux débouchés pour les sucres excédentaires : nous voulons instaurer en France la production d'éthanol qui serait vendue aux pétroliers et incorporée dans le carburant à hauteur de 7 % environ. Cette solution n'en outre l'avantage de résoudre l'essentiel problème de l'essence sans plomb. Nous menons des négociations tant auprès de la Communauté Européenne que du Gouvernement Français, en accord avec nos Associés pour faire avancer ce dossier vital.

Aux États-Unis nous participons à hauteur de 20 % du capital à la création de MISSISSIPPI RIVER ALCOHOL (MISSALCO), Société qui produira de l'éthanol destiné à être incorporé dans le carburant en vue de réduire la pollution atmosphérique, en substituant l'éthanol au plomb. Sa production sera livrée aux grandes compagnies pétrolières américaines.

Son installation est réalisée par la Société française SPEICHEM. Ce projet représente un investissement de l'ordre de 70 millions de dollars. Cet exemple de la Louisiane se passe de tout commentaire, aussi je vous confirme que nous mettrons tout en œuvre pour faire aboutir en France, en association avec les producteurs de betteraves et de céréales, l'implantation d'usines d'éthanol.

Malgré cela il nous faudra également envisager une restructuration de notre outil industriel de façon à réaliser les concentrations nécessaires. Dans le secteur du papier presse l'année a été satisfaisante et nous devrions produire en 1985 environ 300 000 tonnes de papier couché.

Le département papiers domestiques a connu une année, pour la première fois difficile, du fait d'une concurrence excessive entraînant des baisses de prix inutiles mais, fort heureusement, depuis le début de cette année, ce secteur s'est redressé et a retrouvé ses meilleurs niveaux de résultats qui nous permettent d'espérer une année record.

Béghin Say

1^{er} Groupe français de papiers domestiques

Comme je l'ai annoncé le 18 juin dernier, nous avons conclu un accord avec le Groupe américain JOHNSON & JOHNSON en vue de développer en commun sur le marché français, la promotion et la commercialisation d'une

importante gamme de produits d'hygiène et de parapharmacie. Nous détenons 80 % du capital de la Société BEGHIN-SAY-JOHNSON & JOHNSON et formons de grands espoirs sur cette association qui nous permettra de bénéficier du niveau technologique et de la capacité novatrice de cet important groupe qui dépense plus de 400 millions de dollars par an en recherche et développement.

La Gérance de BEGHIN-SAY-JOHNSON & JOHNSON est statutairement confiée à BEGHIN-SAY.

Il y a longtemps que nous cherchions à nous rapprocher d'un grand groupe américain mais nos pourparlers avaient toujours échoué du fait de notre volonté de conserver pour BEGHIN-SAY la majorité du capital de toute Société créée en commun.

Le fait que le choix de JOHNSON & JOHNSON se soit arrêté sur BEGHIN-SAY est pour nous une preuve de la notoriété et de la place que nous tenons dans ce secteur.

Béghin Say

1^{er} Producteur français de papier couché pour la presse

En vue d'assurer nos approvisionnements pour la papeterie de CORBEHEM, nous mettons au point l'implantation d'une scierie à DECIZE dans la Nièvre, qui traitera 300 000 m³ de bois par an.

Nous réaliserons cet important investissement de l'ordre de 200 millions de francs avec un capital de 40 millions dont nous détendrons la majorité et avec des financements intéressants mis à notre disposition tant par le Fonds Forestier National que par les Pouvoirs Publics. Comme vous pouvez le constater, nous ne restons pas inactifs, les secteurs papier de presse, papiers domestiques, sont aujourd'hui en

bonne situation. Tout notre effort se porte sur le secteur du sucre et toutes les mesures nécessaires seront prises. Nous avons deux objectifs à atteindre : produire de l'éthanol et restructurer, en accord avec les planteurs de betteraves, cette industrie car cela sera indispensable.

Il faudra prendre les dispositions nécessaires à la survie de cette industrie si l'on veut qu'elle ne rentre pas dans la catégorie des industries sinistrées ; aussi chacun devra comprendre nos difficultés et faire les sacrifices indispensables qui s'imposent.

Grâce à ces mesures et à l'effort de chacun, je pense ou plutôt je suis sûr que notre Société continuera sa route en permettant de donner satisfaction tant à ceux qui y travaillent qu'à ses Actionnaires.

Jean-Marc VERNES

Résultats 1984:

Chiffre d'affaires HT : 10 964,3 MF (+4,4 % sur 1983).

Marge brute d'autofinancement : 239,5 MF (compte tenu des amortissements hors réévaluation de 381,6 MF), contre 471,6 MF en 1983.

Bénéfice net : 21,1 MF (contre 125,7 MF en 1983).

- après provision pour impôt de 0,6 MF contre 57,2 MF en 1983,
- après constitution d'une provision pour hausse des prix de 212,8 MF et la reprise d'une provision pour hausse des prix de 376 MF.

Aucun dividende n'est distribué au titre de l'exercice 1984.

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
23. LA LIBÉRATION DES OTAGES
3. EUROPE
4. DIPLOMATIE
- La fin du sommet de Milan.
6. AFRIQUE
6. AMÉRIQUES
6. ASIE
- POLITIQUE**
7. Les travaux du Parlement.
8. Les élections cantonales partielles.
- SOCIÉTÉ**
10. L'acquiescement de Guy Mauvillain.
- La report médical après l'affaire de la diétiste de Reims.
- SPORTS**
12. TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne.
- CYCLISME : le Tour de France.
- CULTURE**
13. MUSIQUE : le Bach serin de Sigiswald Kujken.
- ROCK : Bruce Springsteen à La Courneuve.
15. COMMUNICATION
- LE MONDE ÉCONOMIQUE**
17. ÉCHANGES INTERNATIONAUX : Les services mal compris, par Michel Boyer. L'industrie appartient-elle au passé ? par Gérard Lafay.
19. La conjoncture en France.
- La chronique de Paul Fabra.

En juillet sur CFM

de 19 h à 19 h 30

à Paris (89 MHz)

à Bordeaux (101,2 MHz)

« Le Monde » reçoit

avec PHILIPPE BOUCHER

lundi 1^{er} juillet

CATHERINE LALUMIÈRE

ÉCONOMIE

33. ÉTRANGER
- AFFAIRES : vingt-cinq pays européens s'efforcent d'harmoniser leurs normes techniques de télécommunications.
34. SOCIAL : les syndicats médicaux approuvent le projet de convention médicale.
- ÉNERGIE

RADIO-TÉLÉVISION (15) INFORMATIONS « SERVICES » (16) :

Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loto.

Annunces classées (20 à 32) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (14) ; Marchés financiers (37).

● L'Église excommuniera les médecins qui pratiquent des avortements. — L'Église espagnole a décidé samedi 30 juin d'excommunier les médecins qui pratiquent des avortements. La Conférence épiscopale a pris cette décision à l'issue d'une réunion de plusieurs jours à Madrid, spécialement consacrée aux « attitudes morales et chrétiennes face à la dépopulation de l'avortement ».

Le numéro du « Monde » daté 30 juin-1^{er} juillet 1985 a été tiré à 405 457 exemplaires.

L'ATREILLE

SPECIALISTE DU TRÈS BON VÉTÉMENT

soldes d'été

QUALITÉS IRREPROCHABLES

PRIX EXCEPTIONNELS

62 rue St André-des-Arts 6^e

Tel: 329.44.10

PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

Le Monde Infos Spectacles

sur Minitel

615.91.77 + 1 SLM

A B C D E F G

M. Marc Augé, président de l'Ecole des hautes études

M. Marc Augé, professeur d'anthropologie, a été élu, samedi 29 juin, président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, par cent vingt-cinq voix sur cent quarante-six votants.

Il y a eu vingt et un bulletins blancs ou nuls. Il succède à M. François Furet, qui ne souhaitait pas

aller au terme de son second mandat. Cette très forte majorité illustre le consensus qui règne traditionnellement dans cette institution. Elle est d'autant plus significative que, pour la première fois, l'Ecole n'est plus dirigée par un historien, ce qui marque un tournant important de son histoire.

Après le départ des pères fondateurs, la recherche d'un nouveau souffle

Un anthropologue à la tête de l'Ecole ? On n'a pas fini de s'en étonner dans la maison de verre du boulevard Raspail, élevée sur l'emplacement de la prison du Cherche-Midi. Pour la première fois depuis la création de l'Ecole des hautes études en sciences sociales en 1974 — mais aussi depuis la fondation en 1948 de la section de sciences sociales — la direction n'est plus assurée par un historien. La liste des anciens présidents est impressionnante : Lucien Febvre, 1948-1956 ; Fernand Braudel, 1956-1972 ; Jacques Le Goff, 1972-1977 ; François Furet, 1977-1985. De grands noms, mais aussi une filiation unique. Celle de la prestigieuse Ecole des Annales, incarnée depuis une quarantaine d'années par la figure tutélaire de Fernand Braudel. L'Ecole, comme la Maison des sciences de l'homme qui l'abrite, c'est son œuvre. C'est lui qui l'a conçue, construite, animée, dirigée. Et qui ensuite l'a remise entre les mains de ses fidèles disciples.

Mais les années ont passé, et la relève n'est plus assurée. Lorsque François Furet a fait savoir qu'il se retirait quand les nouveaux statuts de l'Ecole seraient publiés — ce qui a été fait dans le *Journal officiel* du 16 avril —, deux candidats se sont fait connaître : l'anthropologue Marc Augé et le sociologue Alain Touraine (qui dut bientôt renoncer pour des raisons personnelles). Aucun historien ne s'est levé pour prendre le relais.

Manque de goût pour des tâches administratives qui tiennent éloigné de la recherche ? Peut-être. Mais ce retrait devant les responsabilités du pouvoir reflète aussi le doute d'une école de pensée qui, après avoir tenu le haut du pavé pendant plusieurs décennies, est maintenant à la recherche d'un nouveau souffle. Beaucoup se demandent, à l'intérieur même de la profession, si les chemins novateurs explorés par les pionniers des Annales, en direction de l'anthropologie, de l'étude des mentalités, de l'histoire sociale profonde, ne se transforment pas en impasses et si le moment n'est pas venu de réorienter la recherche dans d'autres directions — en particulier vers l'histoire et la philosophie politiques et la période contemporaine. « On ne peut pas gérer éternellement le capital des Annales », reconnaît François Furet, pour qui le poids de cette tradition devient stérilisant.

Mais ce problème de la relève ne concerne pas que les historiens. C'est l'ensemble de l'institution qui se trouve confronté à un vaste problème de renouvellement. Dans toutes les disciplines, les pères fondateurs ont pris leur retraite (Claude Lévi-Strauss ou Louis Dumont en anthropologie, Jean-Pierre Vernant, Pierre Goubert, ou

Pierre Vilar en histoire, Paul-Henri Chombart de Lauze ou Henri Desroches en sociologie, Charles Bettelheim, Jean Fourastié ou Charles Morazé en économie...) ou vont la prendre prochainement. Trente-cinq — qu'ont l'Ecole dans les sept prochaines années. Autant dire que dans dix ans l'Ecole aura entièrement changé de visage.

Face à cette hémorragie massive, est-on sûr que les forces vives seront suffisantes pour maintenir la production scientifique au niveau qui fut le sien ? Ou que les responsables auront l'autorité et l'imagination nécessaires pour faire venir de l'extérieur le sang neuf qui apportera le dynamisme et l'invention nécessaires ?

Ces questions de fond, nombreux étaient ceux qui les avaient présentes à l'esprit lorsqu'il s'est agi de désigner un nouveau président. Conscient de l'importance de l'époque, Marc Augé insiste sur le fait que « l'avenir de l'Ecole est en jeu », explique-t-il. Il croit en la nécessité d'être à l'écoute des

L'INSTITUT RAYMOND-ARON

Le dernier-né des instituts de l'Ecole des hautes études est l'Institut Raymond-Aron, créé en 1984, qui se propose d'habiter, de classer et de cataloguer les manuscrits du philosophe, légé par sa fille, M^{me} Dominique Schnapper, et d'organiser des recherches d'histoire et de philosophie politique. Dirigé par François Furet, il regroupera ses activités autour de trois axes principaux : l'histoire du sujet ; l'étude des fondements philosophiques et historiques de la démocratie moderne ; l'histoire politique de la Révolution française.

Un séminaire sera organisé dès l'année prochaine sur « Les interprétations de la Révolution française, 1789-1815 », qui aboutira à un livre sur « La Révolution française et la pensée européenne ».

Il sera logé dans les locaux du recteur, rue Jean-Calvin, dans le cinquième arrondissement.

nombreuses potentialités existant dans l'Ecole pour faire éclore les talents qui — peut-être en raison de l'ombre excessive que leur portaient les grands anciens — n'ont pas encore donné leur pleine mesure. Il souhaite aussi que se développent les recherches interdisciplinaires qui ont fait la spécificité et le renom de l'Ecole.

S'il avait pu maintenir sa candidature, Alain Touraine aurait sans doute tenu un langage plus volontariste, lui qui regrette que l'Ecole ne fasse pas davantage d'efforts pour accueillir les disciplines les plus actives et se développent en dehors d'elle, comme la science politique, la linguistique, l'économie ou la psychologie.

Mais si les interrogations sur l'avenir sont si insistantes, c'est que l'héritage est lourd et que par son dynamisme et la qualité de ses travaux, l'Ecole s'est acquise une solide réputation nationale et internationale (qui lui vaut, aussi, bien des jalousies dans le milieu universitaire).

Cette réputation, elle la doit à la notoriété de ses chercheurs, à la situation de monopole qu'elle occupe dans certaines disciplines (l'anthropologie par exemple) et à ses nombreux liens avec le CNRS et le Collège de France (1), à l'intensité de ses relations avec les pays étrangers (les pays anglo-saxons notamment, mais aussi l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie, la Pologne, l'Amérique latine). De nombreuses initiatives ont été prises pour lancer des recherches nouvelles dans des secteurs de pointe (comme l'économie), ou insuffisamment explorés, comme l'islam, l'histoire du judaïsme, le Japon ou l'Amérique du Nord (où le retard est considérable). En même temps, la direction de l'Ecole n'hésite pas à fermer des centres qui, souvent par suite du départ de leur directeur, ne pouvaient plus progresser.

L'Ecole ne manque pas d'atouts pour envisager l'avenir. Et pour le président sortant, l'un des plus déterminants sont précisément les nouveaux statuts pour lesquels il s'est beaucoup battu. Ceux-ci font en effet de l'Ecole un « grand établissement » et non plus une université dérogatoire, comme c'était le cas précédemment.

Cela signifie en particulier que les enseignants sont élus par l'assemblée des enseignants-chercheurs (qui réunit l'ensemble des directeurs d'études et des maîtres-assistants), les candidatures étant sélectionnées par une commission tirée au sort, sous l'autorité du président et du bureau et non par des commissions de spécialistes par discipline, comme c'est le cas dans les universités.

Pour François Furet, cela veut dire que le président et le bureau ont en fait la maîtrise des candidatures et peuvent donc avoir une politique de recrutement indépendante des groupes de pression des disciplines. « D'une façon générale, explique-t-il, si le président sait bien défendre ses choix, l'assemblée suit ses recommandations. Il peut arriver qu'il soit battu, mais cela est rare. Si cela se reproduit, il devra le reconnaître et démissionner... »

Ce pouvoir — qui demande évidemment à être manié avec doigté — sera sûrement utile au nouveau président. Le hardi petit anthropologue qui devra régner sur les puissants barons de l'histoire...

FREDERIC GAUSSEN.

(1) Ce lien se trouve symbolisé par le nouveau président de l'épouse, l'économiste Frédéric Augé, qui est à la fois directeur d'étude à l'Ecole et professeur au Collège de France.

[Né en 1935 à Poitiers, M. Marc Augé est ancien élève de l'Ecole normale supérieure et agrégé de lettres classiques. Il a été professeur au lycée Paul-Bert à Paris (1963-1964), puis directeur de l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer de 1965 à 1970), ce qui lui permet de faire un long séjour en Côte d'Ivoire. Il entre à l'Ecole pratique des hautes études, en 1970, et soutient, en 1973, sa thèse d'Etat sur la « théorie des pouvoirs et idéologie » qui sera publiée en 1975 chez Hermann. Il est l'auteur de *Pouvoirs de vie, pouvoirs de mort* (Flammarion, 1977), *Symbolisme, fonction, histoire* (Hachette, 1979), *Conte du paganisme* (Gallimard, 1982), *Le Sens du mal* (en collaboration avec Claudine Herzlich, Les Editions des archives contemporaines, 1983).]

Un « grand établissement »

L'Ecole des hautes études et sciences sociales est un « grand établissement » d'enseignement supérieur dont la vocation est la recherche et la formation à la recherche. Elle prépare les étudiants à un mémoire qui lui est propre et aux diplômes de troisième cycle (diplôme d'études approfondies, doctorat de troisième cycle et d'Etat). Elle est composée de directions d'études et de centres de recherche réunis en quatre divisions : histoire (qui représente 40 % de l'activité de l'école) ; sociologie, psychologie, anthropologie ; sciences ; lettres, linguistique, économie. Elle compte 550 personnes (chercheurs et administratifs) plus

250 rattachés au CNRS et 1 500 étudiants.

L'Ecole a trois centres régionaux : à Lyon (histoire et archéologie médiévale) ; à Toulouse (anthropologie des sociétés rurales) et à Marseille (sociologie des arts et de la culture).

Elle est dirigée par un président élu par l'assemblée des enseignants-chercheurs pour cinq ans, renouvelable une fois, assisté d'un bureau de quatre membres élus sur proposition du président. Elle est administrée par un conseil d'administration de trente-cinq membres et comprend un conseil scientifique de vingt-sept membres.

BTS Secrétariat de Direction

(1) 551.20.28

LA FEMME SECRETAIRE

20, rue de Lille 75007 PARIS.

Sur le vif

Restez chez vous

Vous partez en vacances ? Vous êtes déjà partis ? Vous êtes complètement timbrés ? C'est de la folie. Vous ne ferez pas les journaux ou quoi ? Ils ne parlent que de ça cette semaine : le stress des vacances, SOS vacances. Comment les affronter. Comment les supporter. Comment les surmonter. Pas question de les prendre comme ça, à la légère. Il faut d'abord passer par l'hôpital, subir des batteries de tests et d'exams, consulter un tas de spécialistes, des dermatos, des stomatos, des oto-rhinos, des ophtalmos, sans oublier les pays.

Très important, les pays, pour savoir exactement à quel type de comportement vous répondez. Si vous êtes A, vous n'avez pas le droit de la maison avec piscine dans le Roussillon, ça vous porterait sur les nerfs. Si vous êtes C, fuyez les clubs med, les disco et les pinches à voile, ça risquerait de vous fatiguer.

C'est d'ailleurs le principal danger qui vous guette, l'épuisement, la fatigue de ces longues semaines de repos. La fatigue et les maladies. Alors là, il y a les vilaines maladies, ça c'est les MST, celles qu'on dit soigneusement transmissibles. Je vous en ai déjà parlé, près de deux millions de nouveaux cas chaque année. Et les longues et doulou-

reuses maladies, ça c'est le cancer. De la peau en particulier. Et c'est pas tout. Evitez de vous allonger dans le sable, c'est plein de vipères et d'araignées. Sur une chaise longue, elles attrapent les shellies, les guêpes et les frelons. N'allez pas dans la mer, c'est plein de méduses. Et ne sortez jamais à la lumière de l'été sans lunettes noires et sans crème blanche, c'est plein d'ultraviolets.

Où j'en suis là ? Voyons, récapitulons. Sont interdites absolument : la mer, elle pique ; la mer, elle noie ; le montagne, elle tue. Sont déconseillées : le sexe, dangereux ; le soleil, idem, et le sport, sauf à s'interrompre toutes les huit minutes pour prendre une douche froide, humidifier son chapeau et boire 180 grammes d'un liquide énergétique. Ne jamais terminer une partie de tennis ou de ping-pong sans s'accrocher, tête baissée sur les genoux. Sinon, gare à l'infarctus !

Alors, je vais vous dire, moi, les vacances, je les passerai ici, à Paris, dans le métro, sur la ligne Vincennes-Meudon. Ça me fera voyager, ça me changera les idées, ça me coûtera le prix de ma carte orange. Et c'est quand même drôlement moins mauvais pour la santé.

CLAUDE SARRAUTE.

L'Irak annonce la fin de la trêve dans la « guerre des villes »

Bagdad (AFP). — Bagdad a annoncé dimanche 30 juin en début de soirée la fin de la trêve que l'Irak observait pour la quinzième journée consécutive dans la « guerre des villes ».

Un porte-parole du commandement général des forces armées irakiennes a déclaré, en évoquant les « provocations » et les « menaces » iraniennes, que l'Irak « reprendra le bombardement d'objectifs sélectionnés en profondeur du territoire iranien ». Il n'a pas indiqué, toutefois, l'heure précise à laquelle expirerait la trêve décidée unilatéralement par l'Irak le 15 juin dernier pour une durée de quinze jours.

Le porte-parole a indiqué que la reprise des bombardements durerait, jusqu'à l'établissement d'une paix « juste et honorable » dans la guerre avec l'Iran qui va entrer en septembre prochain dans sa sixième année.

Il a rappelé à cette occasion les conditions d'un accord de paix énoncées à plusieurs reprises par le président Saddam Hussein : cessez-le-feu général, retrait des forces armées aux frontières internationales, échange de tous les prisonniers et négociations directes.

Rejetant sur l'Iran la responsabilité de la fin de la trêve, le porte-parole a indiqué que l'Irak « dénoncera la trêve » et « détruira tout ce qui permet aux dirigeants iraniens de poursuivre la guerre ».

(Publicité)

« J'étais seul, un soir de Noël... » ou l'étrange histoire d'un petit livre perdu.

Quand il avait tiré son mouchoir, c'était tombé de sa poche, sur la neige qui, ce soir-là, recouvrait les Champs-Élysées. Paris en fête, un soir de Noël. Je ramassai le petit livre. Mais la foule, déjà, s'était refermée sur l'homme qui avait perdu... quoi, au fait ?

La couverture parlait de culture de la mémoire. Bah ! Je l'emportai avec moi. Dans mon studio désert. Seul, comme on peut l'être à Noël.

La télévision était aussi vaine que le film que je venais de voir. Je ma couchai. Mais avec le livre, avant d'endormir.

3 heures du matin : je feuilletais toujours. 4 heures du matin : j'avais découvert l'impossible — comment lire une seule fois quelque chose et ne plus rien oublier.

Mon carnet d'adresses ? Je me souvenais de tout : numéros de rues, numéros de téléphone. Une page entière de bouquin ? Je pouvais en redire le mot à mot.

Quel cadeau de Noël ! Je découvrais un autre monde, un autre moi-même. Je ne savais plus.

Or tout est parti de là. Comme d'une autre naissance. Moi qui n'étais qu'un timide aide-comptable, j'ai regardé plus haut, puis encore plus haut.

Actuellement, je suis directeur financier d'une grosse société d'édition. Mais aussi (ou surtout ?) j'ai perdu, à partir de là, les 1 000 idées qui me faisaient me situer toujours au-dessous des autres.

Qui était ce mystérieux inconnu dont je revois encore le pardessus tout noir ? Jamais je ne le saurai.

Mais qu'il soit remercié pour ce Noël d'une rencontre inattendue avec un petit livre. Avec la chance. Avec cet autre moi-même que, sans le savoir, je portais en moi.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats et acquiescer cette puissance mentale qui est encore notre meilleure chance de réussir dans la vie, priez simplement l'éditeur de vous envoyer « Les Lois Éternelles du Succès », intéressant petit ouvrage que W.R. Borg écrit comme introduction à sa Méthode. Vous le recevrez gratuitement comme quiconque désire améliorer sa mémoire. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 858, 6 place St-Pierre, 84028 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel - dpt 858 - 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code Postal _____ Ville _____

Age _____ Profession _____

Aucun démarcheur ne vous rendra visite

551.20.28